



HISTOIRE
DES
RELATIONS RUSSO-ROUMAINES

PAR

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest,
membre de l'Académie Roumaine, député.



JASSY

Édition du journal „Neamul Românesc”

1917



Histoire des Relations Russo-Roumaines



HISTOIRE
DES
RELATIONS RUSSO-ROUMAINES

PAR

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest,
membre de l'Académie Roumaine, député.



JASSY

Édition du journal „Neamul Românesc”

1917



CHAPITRE I.

Premières formes de la communauté russo-roumaine

Un parti politique autrichien qui s'appuie dans ses visées soi-disant „nationales“ sur la différence de race peut-être, de dialecte certainement — mais pas de langue, d'esprit, de traditions politiques et d'aspirations populaires — entre les Petits-Russiens, sujets en partie à l'Autriche, et entre leurs frères de la Grande-Russie, prétend étendre les frontières d'une Ukraine future, État russe créé contre l'idée russe et l'avenir russe, jusqu'aux Carpathes et au Danube. Il se plaît à faire des Daces une peuplade slave, alors qu'on peut attribuer un caractère slave à certains des Sarmates qui habitaient cette Transylvanie, toute pleine de noms géographiques slaves, d'une grande ancienneté. Il dénie à l'infiltration latine dans ces régions, puis à la conquête et à la colonisation officielles romaines le grand caractère profondément transformateur qu'elles ont certainement eu. Il

voit dans les Antes et les Vénèdes, — qui occupèrent d'une manière transitoire, jusqu'à ce qu'ils purent s'ouvrir un large chemin vers la Péninsule des Balcans, leur future patrie, ce territoire carpatho-danubien, — ces vrais et seuls possesseurs durables, qui auraient donné au pays entier un autre aspect national, dont serait dérivée, d'une manière certaine, et sans aucune interruption, la population ruthène qu'on rencontre en masses dans la Bucovine et dans certaines parties de la Bessarabie septentrionale. Les Roumains ne seraient venus que plus tard, comme des pâtres vagabonds — et y a-t-il jamais eu de vrais vagabonds parmi les pâtres? — et auraient pris la place de leurs prédécesseurs qui gardent nécessairement tous leurs droits sur des pays qu'ils n'auraient évacués qu'incomplètement. C'est procéder d'une manière bien malhabile dans une œuvre purement politique, à la réalisation de laquelle plus d'une fois, et surtout depuis 1914, on a convié les Roumains eux-mêmes.

Du reste ces théories sont complètement controvées. Et ce n'est pas un autre intérêt politique qui les repousse, mais seulement la vérité des faits, constatée, il est vrai, par une méthode qui n'est pas celle de M. Hrouchevski et de ses élèves et amis de Galicie.

Les anciens Daces, comme leurs congénères, les Gètes, établis sur les rives mêmes du

Danube, alors que leurs frères occupaient surtout la citadelle transylvaine, étaient des Thraces, et, s'il y a des similitudes entre l'aspect physique, le vêtement, l'habitation, les occupations économiques et les tendances artistiques des Ruthènes et entre celles des Roumains, descendants de ces ancêtres thraces, il faut en chercher l'explication dans ce sang thrace lui-même qui coule dans les veines de ces Slaves occidentaux, comme, du reste, dans celui des Serbes et des Bulgares. L'influence romaine, qui a complètement dénationalisé Daces et Gètes en leur prêtant un langage latin, ne peut pas être traitée comme un incident quelconque dans une continuité de vie slave sur ce territoire; on peut admettre seulement qu'elle n'a atteint que faiblement ces Thraces, ces Daces „d'au-delà des frontières“, auxquels les Ruthènes doivent en partie leur existence. Il est bien vrai que les Antes et les Vénèdes ont habité ces parages, où ils ont laissé un très grand nombre de traces, dans le langage des Roumains d'aujourd'hui aussi bien que dans la nomenclature géographique des districts qui s'étendent aussi bien sur la Bucovine et le Nord de la Bessarabie que sur la partie voisine de la Moldavie, jusque dans la proximité de Jassy; mais ils furent, après leur migrations vers le Sud, dès le VI^e siècle, complètement remplacés par des éléments

de race thraco-latine, qui conservèrent dans les villages dont le nom finit en *-ăuți* l'ancienne désinence petit-russienne en *-ovce*, qu'ils adoptèrent, du reste, comme suffixe propre, souvent ajouté à des radicaux d'origine indigène.

Nous ne croyons pas à la possibilité d'un État „ukrainien“, dont le nom bizarre, se rattachant à l'épopée de paysans et d'aventuriers pillards des Cosaques, montre bien le caractère ambigu et mal assuré de la chose elle-même qu'il cherche à recouvrir. Mais les Russes resteront toujours les voisins des Roumains et les Roumains ne cesseront jamais d'être les voisins des Russes. Sur nombre de points il n'y a pas seulement voisinage, il y a cohabitation. S'imaginer qu'on arrivera jamais sur un de ces territoires à réaliser l'unité ethnographique, l'homogénéité de la population en faisant entrer les uns, de bon gré ou de force, dans la forme nationale des autres est une illusion, non seulement vaine, mais aussi malfaisante. Un long passé le prouve et, si un grand nombre de Russes se sont perdus avant le XIV-e siècle dans la masse roumaine, du côté de cette Moldavie septentrionale, si, après l'annexion de la Bucovine moldave, roumaine, à l'Autriche, en 1775, un nombre tout aussi grand de Roumains, surtout entre le Pruth et le Ceremuș

(Czeremos), se sont confondus dans le torrent de l'invasion galicienne provoquée et favorisée constamment par l'État, dans ses étranges combinaisons d'ethnographie politique, le temps est presque passé où ces transfigurations ethniques à la minute étaient encore possibles. Il ne faut pas seulement se résigner, des deux côtés, à des relations réciproques, mais à chercher plutôt dans leur sincérité et leur intimité un élément de résistance contre l'envahisseur magyar — dans le Marmoros — ou allemand et juif — dans la Bucovine — et de collaboration fraternelle dans cette vaste œuvre de civilisation qui commence à peine dans ces belles et fertiles régions. Or, pour arriver à ce but, il faut abandonner ces théories exclusivistes dont la fausseté historique n'est égalée que par leurs conséquences pratiques défavorables aux deux nations.

Jusqu'au IX-e siècle les Roumains et les Russes — nous ne dirons pas : les Russes d'Occident, car il n'y avait pas encore cette distinction, qui ne fut créée que par la conquête tatare et son influence multilatérale — eurent une organisation politique de tout point pareille et ressemblant à celle des Slaves de l'Occident des Balkans, de la race serbo-croate, ainsi qu'à celle des anciens habitants de la Pannonie. Des Voévodes conduisaient les villages vivant d'un vie patriarcale,

entre des individus qui dérivait du même ancêtre et fondateur. Ils se réunissaient seulement pour l'œuvre de défense ou pour des incursions dans le voisinage, pour des raids pouvant rapporter gloire et butin. Du reste ces Voévodes eux-mêmes n'étaient, ainsi que le montre leur nom lui-même, que des chefs guerriers, les fonctions pacifiques du juge, du collecteur de la dîme pour les besoins de la communauté étant confiées au cnèze, dont le nom, recouvrant les mêmes attributions, se rencontre, à travers les distinctions nationales, des rivages de l'Adriatique jusqu'au loin dans la steppe de l'Europe orientale. Les Magyars eux-mêmes, quand ils vinrent s'établir dans cette Pannonie dont ils absorbèrent la population primitive slave, et plus tard dans la Transylvanie, berceau de la race roumaine, échangeèrent leur première organisation de migrations pillardes contre ce système de cnèzes et de Voévodes; on sait que le saint roi Étienne, de création apostolique romaine, avait commencé par être le simple Voévode Vojk (le nom se rencontre aussi bien chez les Slaves que chez les Roumains).

Sauf les Croates, soumis à l'influence d'une autre propagande, qui partait de l'évêché conquérant de Salzbourg et des Sièges épiscopaux de l'Adriatique, Slaves et Roumains furent gagnés par l'Église orientale de Con-

stantinople. L'hierarchie byzantine, qui chassa aussi de Bulgarie, à la fin du IX-e siècle, les agents du pontife romain, ajouta également ces régions à ses dépendances, les Roumains ayant dû sacrifier leurs anciennes traditions ecclésiastiques qui les rattachaient à l'Illyricum.

L'instrument dont se servit la Nouvelle Rome fut l'Église bulgare, de langue slave créée par la propagande, qui avait commencé en Moravie, des deux „apôtres“ Cyrille et Méthode, des Slaves du *hinterland* de Salonique. Il ne faut pas croire cependant que des distinctions nationales eussent existé pour les initiateurs et même pour leurs disciples, comme St. Clément, dont la Bulgarie nationale d'aujourd'hui veut faire le fondateur de sa vie spirituelle. En dehors de l'Église, qui ne pouvait être qu'écuménique, employant les langues nationales seulement dans des cas d'extrême impossibilité, comme des humbles servantes de la propagande, ils ne connaissaient que l'Empire, l'Empire éternel et unique, quelle que fût l'origine de ceux qui en portaient le sceptre ou en défendaient les aigles.

Les pays habités par les Roumains de l'autre côté de l'Empire, en Mésie, en Macédoine, en Thessalie, en Épire, étaient des provinces de Byzance; la rive gauche elle-même était théoriquement une terre d'Empire;

le nom de l'empereur, Împărat, se trouve encore au milieu des contes populaires roumains, de la pensée politique même de la race. Les Bulgares, plus tard les Serbes, ne pouvaient pas même penser à fonder un autre Empire, sur d'autres bases, ayant une autre légitimité et des tendances différentes ; ils voulaient l'Empire, et non *pour* leur nation, mais *par* cette nation seule. C'est pourquoi des pâtres valaques révoltés, Pierre, Asen, Joannice, purent fonder plus tard, vers 1200, un Empire s'appuyant sur la population bulgare, adoptant les traditions politiques de l'ancienne Bulgarie de Kroum et de Siméon, sans lui imprimer aucun caractère national, sans essayer même un partage de droit et d'influence entre les nationalités qui avaient contribué à la former.

Lorsque les Russes de Kiev, d'abord simples écumeurs de la Mer Noire, entrèrent avec Constantinople, — le brillant, l'éblouissant Tzarigrade, „ville des empereurs“ — dans des relations pacifiques, de plus en plus intimes, ils lui empruntèrent, en même temps que le rite d'Orient pour leur Église, la conception d'État impériale. Comme Voévodes, Grands-Voévodes, leurs chefs n'étaient pas en dehors de Byzance, mais, au même titre que les Slaves des Balkans et les Roumains eux-mêmes, dans la sphère idéale de Byzance elle-même. Ce n'était pas une abdication,

ni même une humiliation, mais bien *la seule manière par laquelle une possession de territoire pouvait obtenir la légitimation politique.*

Or vers l'an mille Constantinople était arrivée à fixer un rang officiel, en sous-ordre, à l'„empereur“ bulgare, du reste allié à la famille des Césars byzantins. Elle alla plus loin : cette fondation politique barbare dans le voisinage pouvait recéler encore des dangers pour l'avenir ; l'idéal de l'unité réelle sur issait à cette époque aussi bien dans la Rome pontificale que dans le Byzance des empereurs. Pour détruire les bandes bulgares qui entouraient encore ce trône de vassalité on fit venir les Russes de K'ev, qui s'empressèrent d'accourir, comme des simples auxiliaires payés par le trésor impérial et avides du supplément représenté par le butin. Vainqueur de ces défenseurs de l'„État“ de Preslav, Sviatoslav s'immobilisa sur cette terre balcanique qu'il hésitait à rendre au légitime possesseur qui était son seigneur de Constantinople. Il fut assiégré dans Silistrie, dont il avait fait sa résidence, et cela signifiait que le royaume roumain d'en face était sous ses ordres, ce qui lui était, de fait, nécessaire pour ses communications, à travers les chemins hantés par les Pétché-nègues, avec son ancienne patrie. Forcé enfin de partir, après une longue résistance, il em-

portait avec lui des coutumes inconnues chez les siens, des institutions qui n'étaient plus celles des Varègues scandinaves, créateurs de ce duché de Kiev, des barons balcaniques, affublés du nom bulgare de boïars, des clercs habitués à célébrer en langage slave, des artistes appartenant à ce monde byzantin qu'il avait dû abandonner. S'il fut tué en chemin, par les barbares touraniens de la steppe, cet héritage fut conservé par son peuple.

Mais ces formes, ces conceptions politiques, ces pratiques culturelles avaient envahi depuis longtemps le monde roumain lui-même. On y avait toujours reconnu, invoqué et servi l'empereur légitime, même à travers l'usurpation passagère des intrus bulgares. L'Église byzantine avait été toujours acceptée dans ses rites aussi bien que dans son hiérarchie. Les premiers parmi ces „paysans du Danube“ s'étaient peut-être déjà ornés du titre touranien de boïars, emprunté aux Bulgares.

De cette façon l'ancienne continuité patriarcale, de civilisation primitive, entre Russes et Roumains se poursuivait, en se complétant et en se compliquant d'autres influences, sous cette forme supérieure des emprunts byzantins, faits directement à Constantinople ou par le moyen de l'intermédiaire, de l'imitateur grossier qui fut le Bulgare.

Cela dura encore pendant deux siècles, jusqu'à l'invasion tatare.

Le violent flux des Mongols, qui ne fut arrêté ni par la barrière des Carpathes, ni par la ligne de séparation du Danube, pénétrant jusqu'aux rivages de l'Adriatique et aux confins du vaste monde germanique, submergea aussi bien les Russes que les Roumains. *Les deux nations firent partie également du nouvel Empire asiatique établi sur des bases empruntées à la Chine millénaire.* Si les cnèzes russes, „rampèrent à la Horde“ pour y porter leur argent, leurs cadeaux, parfois même leur tête coupable, un Nogai, un Toktai, les chefs impériaux eux-mêmes de cette Horde, établirent leur résidence sur la rive roumaine du Danube, d'où ils pouvaient contrôler les mouvements des États balcaniques, où ils intervenaient souvent pour épouser des princesses de Byzance ou pour imposer des „Tzars“ de leur race à Trnovo. Et, si les Russes ont emprunté à cette domination qui dura plus d'un siècle une conception nouvelle de l'État, tout un nouvel ordre de l'administration et des finances et cette tendance de transposer le centre de gravité de leur vie politique vers l'Orient, de Kiev à Moscou, si l'État en sortit transfiguré à la mongole, les Roumains, qui avaient encore vers 1330 la domination

directe des Tatars dans le grand port du Dniester, Cetatea-Albă, l'Akkerman des Khans, et dans certaines parties orientales de leur territoire, en héritèrent leur régime douanier — ainsi que des termes tatars le prouvent suffisamment,—certains éléments du droit pénal et même, peut-être, des idées politiques. Sans compter l'institution de l'esclavage avec ces Tziganes, ces Tătărăși (Petits-Tatars), importés par l'invasion de Dschinguiz-Khan, qui les avait recueillis dans l'Hindo stan pour en faire les armuriers, les artisans et les musiciens ambulants de la conquête.

Pendant ce laps de temps la vie russe libre s'était réfugiée vers l'Ouest, où l'attendait l'influence et aussi l'ambition, les tendances conquérantes du royaume apostolique de Hongrie, vassal du Saint-Siège. Un royaume de la Russie Rouge se forma ainsi, d'après le modèle magyar et ayant parfois à sa tête des princes alliés, apparentés aux Arpadiens. Halicz florissait à une époque où on ne parlait pas encore de Lvov (Lemberg) et de Krakov (Cracovie), et Byzance entretenait des relations avec cette nouvelle royauté dont l'orthodoxie résistait, opiniâtre et préservatrice de l'indépendance, aux assauts de la propagande catholique au service de la Hongrie.

Or ce royaume détenait les sources du Dniester, du Séreth et du Pruth. Il devait

tendre fatalement vers la domination de ce Danube, dont le nom retentissait dans l'ancienne Chanson d'Igor. *Il y eut sans doute un moment, que n'éclaircit pas les chroniques ou les documents, où une nouvelle unité orthodoxe russo-roumaine semblait devoir s'établir entre les prétentions tatares de l'Est et la menace hongroise à l'Ouest.*

Alors la Lithuanie païenne, puis la Pologne catholique, sub-germanique intervinrent pour faire tourner à leur profit le procès de décomposition qui touchait à sa fin. *Ce n fut dorénavant que par le moyen de cette Pologne, confondue avec la Lithuanie, absorbée sous le rapport politique aussi, que les deux nations purent se connaître et s'influencer sans pouvoir se soutenir.*

CHAPITRE II

Premières relations politiques entre les Roumains et les Russes : échanges de civilisation.

Après l'annexion de la Galicie par Casimir-le-Grand, les Russes occidentaux cherchèrent à créer de nouvelles fondations politiques, de nouveaux foyers de civilisation pour leur race. Car le nouveau régime ne ressemblait guère en fait de tolérance à l'ancien régime lithuanien, qui respectait profondément une vie culturelle plus ancienne, à laquelle il avait emprunté autant de conceptions et de formes d'organisation que les Ottomans en empruntèrent plus tard au monde byzantin vaincu et annexé. Les Polonais apportaient avec eux le rite catholique et les traditions latines de l'Occident, auxquels ils entendaient soumettre peu à peu ces nouveaux sujets, d'abord dépouillés de leur propre héritage spirituel, ainsi que de la domination territoriale dont ils avaient hérité.

On voit ainsi vers 1360 un membre de la famille nombreuse et puissante des Koria-tovitsch, des Lithuaniens d'ancienne souche, ainsi que le montre leur nom, probablement des parents des Olgerd et des Keystuth, qui cède aux sollicitations du grand roi de Hon-

grie, Louis, — si, du reste, les propositions ne vinrent pas de sa part même — et qui, se mettant à la tête d'un groupe important d'émigrés russes, vient coloniser cette région du Marmoros, entre la Galicie, dont il était originaire, et la Transylvanie du roi, qui était jusqu'à ce moment habitée seulement par des Roumains, vivant dans des villages disséminés par les vallons des Carpathes sous l'autorité patriarcale de leurs cnèzes et Voévodas. Le duc Théodore Koriatovitsch, ami du roi Louis, ne quitta jamais ce nouvel établissement, qui prospéra, pouvant s'appuyer bientôt aussi sur une organisation ecclésiastique propre, l'évêché de Munkács (en roumain: Muncaciú). A côté, les Roumains conservaient leur situation séparée, garantie par des privilèges formels, leurs familles voévodales donnant des guerriers et des nobles, des chevaliers au royaume de Hongrie dont ils dépendaient. Et enfin dans le cloître de St. Michel auprès du village de Peri ils avaient un abbé de leur race, dont les pouvoirs épiscopaux avaient été créés par un diplôme du Patriarche de Constantinople, établissant cette stauropygie roumaine, pour le Marmoros lui-même et pour les provinces hongroises voisines, parmi lesquelles tout le côté Nord-Est de la Transylvanie.

Depuis lors, pendant plus de cinq cents ans, les deux populations vécurent ensemble,

les Russes plutôt du côté de la Galicie, les Roumains bordant de leurs villages la frontière transylvaine, — les uns et les autres ne jouaient aucun rôle important dans les villes, Munkács elle-même, Hust, Szigeth, Tecsö, qui étaient de fondation teutonique parfois et abritaient des colons hongrois pour la plupart. Cette cohabitation pacifique n'excluait pas une concurrence bien naturelle: si les Russes cherchèrent à s'emparer de la grande abbaye épiscopale de Peri et y arrivèrent parfois, dès le XV-e siècle, lorsqu'e'le avait déjà dechu, des Roumains furent pendant le siècle suivant les maîtres de l'évêché de Munács, ou la conquête de Michel-le Brave, prince de Valachie, établit, en 1599 ou 1600, un monastère venu de Tismana, le fameux monastère de l'Olténie.

Mais le Marmoros n'était rien de plus qu'une province hongroise, n'ayant que l'autonomie comprise dans les diplômes des rois qui n'était pas capable, dans les circonstances données, d'un développement propre. Il en fut bien autrement en ce qui concerne la Moldavie voisine.

Dès 1340 les troupes du roi Louis avaient commencé à débarrasser des restes de la domination tatare le pays de riches pâtures et de forêts vierges, parsemées de rares établissements ruraux, qui s'étend à l'Est des Car-

pathes de Transylvanie, au-delà des établissements formés depuis des siècles pour les Szekler magyars, gardiens de cette frontière presque toujours menacée. Des châteaux furent bâtis dans la montagne, les anciens centres hongrois près des mines de sel d'Ocna reçurent comme une nouvelle vie après l'apparition des guerriers envoyés pour étendre la foi chrétienne et l'autorité du roi. Pour maintenir dans l'obéissance de ce nouveau maître étranger les paysans roumains qui habitaient entre ces montagnes et la ligne du Séreth on crut pouvoir employer, à une époque où les chefs militaires de cette race avaient fourni, en Hongrie même, à la Couronne ses meilleurs défenseurs, des Voévodes d'outre-monts. Un Dragoș, venu du Marmoros, et son fils qui portait le nom de Sasul („le Saxon“) s'établirent ainsi, comme simples capitaines gouvernant au nom du roi, à Baia, ancienne colonie de Saxons employés à l'exploitation des mines d'argent, sur la rivière de la Moldova. La nouvelle province s'appelait dans le langage des indigènes, qui, comme les Slaves, s'orientaient d'après les rivières seules, le pays de la Moldova, la Moldavie (cf. la Moldau tchèque).

Une nouvelle immigration roumaine donna un autre caractère à cette Moldavie. L'afflux de la population russe dans le Marmoros avait amené de profonds changements dans

cette province; un esprit d'initiative et d'aventure animait maintenant les chefs des villages, auxquels venait d'être révélée la possibilité rémunératrice des colonisations. Le Voévode Bogdan, depuis longtemps habitué à la rébellion, réunit autour de lui un groupe d'aventuriers et s'en alla, sans autre permission que celle qu'il avait demandée à son propre courage, dans cette nouvelle province roumaine à peine délivrée des Tatars, pour y fonder, sur les ruines de la province hongroise, très facile à détruire, surtout par des congénères mieux doués, un nouvel État roumain (vers 1360).

Il y avait déjà dans les montagnes de la Valachie dès le commencement de ce XIV-e siècle une principauté de „tout le pays roumain“, création nationale spontanée, fondée sur la base de l'ancienne idée impériale romaine qui survivait dans le peuple à l'Empire détruit, par la réunion des Voévodats existant sur la rive droite et la rive gauche de l'Olt. Cette première „Roumanie“, ayant pour capitale Argeş, dans la montagne, devait s'étendre vers l'Est jusqu'à la frontière ethnique des habitations de la race. La nouvelle Moldavie l'en empêcha, — car elle devait durer, vaincre et conquérir.

La Valachie, plus ancienne, était orientée en ce qui concerne ses institutions supérieures, la langue de l'Église et de l'État, le style

de la chancellerie, d'après ces États slaves d'au-delà du Danube qui avaient continué jusqu'à ce moment la grande tradition de Byzance. Elle avait des boïars; le prince, Grand-Voévode dans son titre officiel *domn*, „dominus“, pour les siens, était entouré d'une Cour où il y avait le logothète, le vestiaire, le comes („comis“), le stratège, le *dvornic* (dvor, „cour“; c'était le *comes sacri palatii*, le majordome); on chantait dans l'église la messe en slavon et les diplômes étaient délivrés dans une forme qui ne différait en rien de celle qui était employée pour les Tzars de Trnovo ou pour les Kralis serbes; des moines balcaniques élevaient, avec le concours des princes, les premiers couvents de langue slavone, à Vodița et à Tismana. Quant à la Moldavie, après avoir passé sans doute par une phase latine, ainsi qu'on pouvait l'attendre de la part de fondateurs venus de Hongrie, elle fut gagnée aussi à ces formes slavones, mais cette fois ce ne fut plus par l'intermédiaire serbo-bulgare, qui agissait cependant aussi, venant de la Valachie voisine.

Bientôt *l'ancienne Russie Rouge* parut s'être réfugiée sur ce nouveau territoire, et cela sans rencontrer, comme dans le Marmoros, les formes étrangères imposées par une autorité supérieure.

Il n'y avait de ce côté-ci comme première

assise que la tradition populaire, dans le domaine de l'État, de l'Église, de la société; il fallait bien la respecter, mais elle ne contenait pas d'inspiration pour les besoins nouveaux d'une vie politique dûment organisée. Tout fut emprunté donc à cette ancienne civilisation russe qui avait passé sans aucun changement de Kiev à Halicz. Si les premiers moines lettrés vinrent de Valachie, de l'école du Serbo-Grec Nicodème, ils ne parvinrent pas à conquérir l'organisation ecclésiastique moldave par le premier évêque de Cetatea-Albă, puis de Suceava, Joseph, qu'en se rattachant au Siège russe de Halicz. Une tentative polonaise d'introduire dans la principauté le rite catholique, par la propagande des Dominicains et des Franciscains, qui réussirent à fonder et à faire accepter par le prince Lutzko, fils de Bogdan, l'évêché catholique de Séreth, se brisa contre la résistance du pays. La femme de ce Voévode, qui ne consentit pas à changer de religion, paraît avoir été une descendante des cnèzes de la Russie Rouge. Une autre femme, Marguerite ou Mușata, probablement fille de Lutzko, se distingua par l'appui permanent accordé aux Frères Prêcheurs, mais elle n'arriva qu'à leur faire accorder des revenus par son fils, le prince Pierre, tout aussi ferme dans son orthodoxie que l'avaient été, malgré leurs démonstrations

catholiques, inspirées par la crainte de la Pologne, ses prédécesseurs.

On n'a pas d'actes écrits de la part de Bogdan ou de Latzco. Les plus anciens des privilèges moldaves qui nous aient été conservés sont dûs à Roman, frère de Pierre dont il a été question ci-dessus. Ils ne sont, dans le titre du prince, dans les formules de donation, dans les particularités dialectales, qui contiennent des éléments empruntés au parler populaire des Petits-Russiens, dans leur aspect calligraphique lui-même, que la reproduction des diplômes accordés par les Koriatovitsch de Galicie.

Et ce n'est pas tout. L'hierarchie civile variée et précise qu'on retrouve dans la Valachie manque dans cette autre principauté. Il faut attendre que le mouvement de civilisation commencé dans les couvents produise son influence sur la vie politique pour avoir sous Alexandre-le-Bon, fils de Roman et prince pendant bien trente ans, à partir du commencement d'un nouveau siècle, un ordre permanent des dignitaires du pays. Sous ses prédécesseurs cet ordre est suppléé par la confusion qui a toujours régné dans la Galicie, où on était seulement, à la lithuanienne, noble, c'est-à-dire guerrier.

Arrêtons-nous un moment aux noms eux-mêmes. Si celui de Bogdan se rencontre dans les Balcans aussi, Latzco est un nom

petit-russien et Roman l'est tout aussi bien, alors que ceux de Pierre et d'Étienne, autre frère, rappellent les saints protecteurs de la Hongrie, dont une des provinces avait été le berceau de la nouvelle dynastie. Parmi les boïars aussi les noms russes ne manquent guère. Et, lorsqu'il s'agit de les caractériser par leur lieu d'origine, par leur bien-fonds, c'est la forme de la chancellerie de Halicz qui est employée pour marquer la dérivation.

Il y eut même quelque chose de plus. On essaya à la mort de Latzco, qui ne laissait pas d'héritier mâle, d'un établissement dynastique russe en Moldavie.

On ne saura probablement jamais ce qu'il en fut de ce règne moldave du cnèze Yourg Koriatovitsch que les anciennes listes des princes, conservées et commémorées dans les églises, ne voulurent pas admettre parmi les maîtres légitimes du pays. On peut poursuivre les événements de sa vie dans les chroniques russes de Lithuanie. En Moldavie il fut appelé par les boïars, et on a pu soupçonner qu'ils furent déterminés à cet acte par la crainte du catholicisme polonais; on a cru qu'il avait épousé une fille de Latzco, bien qu'on ne puisse citer aucune preuve documentaire; au contraire son nom aurait figuré dans les listes mentionnées plus haut si un mariage l'avait rattaché à la dynastie

légitime. Il paraît avoir péri dans une révolte ; on montrait deux siècles plus tard aux voyageurs étrangers près de la ville de Bârlad un tombeau qui aurait été le sien,—s'il faut en croire le témoignage de Strykowski, le chroniqueur polonais, qui a bien pu commettre une confusion. Un diplôme de lui accordé à un combattant contre les Tatars sur le Dniester n'est qu'une falsification pour laquelle on a employé les actes authentiques de la chancellerie des Koriatovitsch.

Pendant quelque temps la Lithuanie, réunie à la Pologne par le mariage du prince Jagello avec Hedvige, héritière, par sa mère, du grand roi Casimir, conserva tout son héritage politique, qui était en grande partie russe. Elle put espérer même, après la mort de Jagello, devenu le prince chrétien Vladislav, s'élever à une nouvelle et glorieuse indépendance, ornée de la couronne royale que le grand-prince Vitold demanda à son allié, l'empereur Sigismund, et qu'il fut sur le point d'obtenir. Les traditions lithuaniennes vivaient aussi dans la carrière d'aventures de Svidrigaïlo, parent du même Vladislav. Mais déjà sous le second Vladislav, et surtout sous Casimir, son frère, la Pologne latine et catholique commença son œuvre opiniâtre de substitution.

On sait que la Lithuanie ne fut absorbée constitutionnellement qu'en 1568, et encore

sous Alexandre, un des fils de Casimir, elle parut avoir un regain de vie, jusqu'à ce que ce prince hérita par la mort de son frère Jean-Albert de la couronne de Pologne aussi. Mais ce n'était là qu'une survivance formelle à une mission historique qui était bien finie, et pour toujours. Ce qui existait cependant, parce qu'il n'y avait pas de puissance capable de la détruire, c'était la vie populaire, la vie religieuse, la vie nationale du peuple russe, et cela bien que ses anciens chefs, les cnèzes, eussent passé bientôt dans les rangs de l'aristocratie polonaise, autour d'une Cour qui fut armée, au XVI-e et au XVII-e siècles, par tout le prestige d'intellectualité et d'art de la Renaissance occidentale, venue d'Italie.

L'époque était bien finie où la Moldavie naissante empruntait à la civilisation orthodoxe, plus ancienne, de cette Russie de Halicz. Sous Alexandre-le-Bon et, après des années de troubles affreux, sous son grand petit-fils et successeur Étienne (1457—1504), la nouvelle principauté eut un ordre des dignitaires décalqué d'après celui de Byzance. qui, aussi par des relations directes, entre le Siège métropolitain de Suceava et celui du Patriarche œcuménique de Constantinople et entre Jean VIII, empereur constantinopolitain, qui, revenant d'Occident, traversa la Moldavie, et Alexandre lui-même, donna aux „Voé-

vodes et seigneurs" une conception impériale de leur pouvoir qui les amena à s'intituler „autocrates“. Tout en gardant l'ancien style diplomatique, elle n'avait plus besoin d'emprunter à la Russie occidentale les scribes de ses nombreux diplômes. Un art calligraphique original surgit dans les écoles des cloîtres moldaves et aussi dans la chancellerie princière qui remplaça l'ancienne écriture menue et ramassée par des lignes plus élégantes, dans lesquelles commence à paraître une influence occidentale. Ces cloîtres ont servi de modèles à ceux qui végétèrent dans des conditions moins favorables en Galicie, en Podolie, dans la Russie polonaise; des manuscrits venus de Moldavie s'y retrouvent de nos jours. L'art byzantin, dans la reliure, dans la sculpture des objets d'église, dans la broderie des parements, est directement emprunté à Byzance et subit sur ce nouveau terrain des influences qui lui donnent un nouvel aspect, dont commencent à peine à s'intéresser les historiens de la civilisation. Si, plus tard, le travail matériel est dû, non plus seulement aux moines roumains, mais aux orfèvres de Lemberg et aussi aux brodeuses grecques de Constantinople, les dessins eux-mêmes sont strictement d'après la tradition qui venait de s'établir en Moldavie. On aura enfin à Lemberg même, vers le milieu du XVI-e siècle, grâce à la piété libérale du

Crétois Constantin Corniacte, grand-douanier de Moldavie, une „église valaque“, c'est-à-dire moldave, dont la peinture elle-même était due à des maîtres venus de Moldavie ; cette église fut, du reste, l'objet de soins continuels de la part de tous les princes qui régnèrent à Suceava, puis à Jassy : ils lui firent don de cloches et de tout ce qui pouvait servir au service divin ; ils relevèrent ses murs ébranlés et ne manquèrent jamais de lui servir une importante pension. La confraternité stauropygiale de cette ville était soutenue exclusivement par ces patrons. Quelquefois des prétendants moldaves exécutés par ordre du roi de Pologne, pour obéir aux injonctions du Sultan, trouvèrent leur place de repos dans cette église.

L'hierarchie moldave était arrivée, du reste à jouer envers les églises russes désorganisées, le rôle qu'avait joué jadis envers l'Église de Moldavie en plein travail d'organisation l'Église russe de Halicz. Un document polonais reconnaît formellement que les prêtres galiciens venaient habituellement demander leur consécration aux évêques moldaves. Plus tard ce fut à Jassy que se réunit, en 1594, le synode destiné à contrebalancer les succès de la propagande des Jésuites parmi les Russes de Pologne.

L'État moldave avait compris, depuis ses

commencements, une population petit-russienne, qui s'était confondue cependant avec la majorité des habitants de la principauté. Partie de Baia, cette principauté s'était d'abord étendue vers l'Est, englobant tour à tour les villes, de création allemande et arménienne, comme Lemberg elle-même, de Séreth et de Suceava, qui avaient mené jusque là, sans doute, une existence autonome. Elle descendit bientôt le cours du Séreth et du Pruth pour arriver, vers 1390 encore, sur les bords de la Mer Noire. La frontière orientale était vers la même époque le Dniester, et les „pays déserts“ de la Bessarabie méridionale d'aujourd'hui devenaient l'apanage des boïars moldaves.

Mais le pays n'était pas encore contenu dans les limites naturelles capables d'être défendues contre un retour offensif des puissances dont les Voévodes avaient employé le déclin ou le désarroi momentané pour étendre d'une manière si rapide — unique dans l'histoire des colonisations politiques — leur domaine. Il y avait au Nord une porte ouverte à l'étranger, c'est-à-dire au roi de Pologne aux tendances envahissantes. Pour avoir le cours supérieur du Pruth et du Dniester il aurait fallu pouvoir entretenir des garnisons, non seulement dans les forteresses de Hotin (Choczim pour les Polonais), de Chmielow, de Țețina, près de la ville actuelle

de Czernowitz, mais aussi dans les centres de commerce, plus importants, de Kolomea et de Sniatyn.

Ce fut pour le prince Pierre le grand problème militaire et politique que cette acquisition des régions qui portent le nom de Szepienik (en roumain Șipinți), de Pocutie („Angle“) et de Halicz elle-même. L'histoire des contrats qui réglèrent le sort de cette marche moldave ne peut pas être retracée dans les bornes restreintes de cette exposition sommaire. Pour avoir ces territoires, le Voévode employa le moment où la possession polonaise dans le Sud de la Galicie était encore mal assurée. Dans ce vacuum de domination il fit pénétrer l'expansion naturelle de sa principauté. Pour le roi de Pologne, qui devait tenir à sauvegarder son prestige, il ne pouvait pas être question d'une simple cession; celui qui désirait avoir le terrain contesté et disputé devait faire acte de vassalité et, en plus, cacher sous une forme quelconque son agrandissement. Le système fut employé aussi par l'empereur Sigismond lorsqu'il abdiqua entre les mains de son ami et défenseur Frédéric de Zollern ses droits sur la Marche du Brandebourg: prêter une somme d'argent au suzerain, recevoir la province, qui était de fait *vendue*, comme gage et n'insister jamais sur un paiement qui n'était guère dans les intentions de l'emprunteur non plus. Pierre

compta donc à Jagello, auquel il fit hommage dans ce seul but,—et pas comme au successeur légitime du roi Louis de Hongrie, son ancien souverain,—une somme de 3.000 roubles d'argent. En échange il eut le droit d'occuper le territoire de Halicz et se mit aussitôt en possession de cette région de Szepenik, pour que son successeur Alexandre eût la Pocutie entière.

Si la Pocutie fût restée entre les mains de ses successeurs, la proportion de la population russe dans l'État moldave eût été par trop grande pour pouvoir être absorbée. Mais, si Étienne-le-Grand reprit vers la fin de ses jours Kolomea et Sniatyn, restituées au roi de Pologne par les fils indignes d'Alexandre, dans leurs querelles interminables, le fils d'Étienne lui-même, Bogdan, ne sut pas mieux conserver cet important héritage : il le sacrifia au vain espoir d'une alliance avec Élisabeth, fille du roi Casimir, et, malgré tous ses efforts, il n'eut ni la terre, ni la dame. Le district de Szepenik resta seul incorporé à la Moldavie et il fut plus tard englobé, avec d'autres régions, dans l'acquisition autrichienne de 1775 qui prit le nom de Bucovine.

Mais de ce côté l'expansion roumaine était depuis longtemps complètement victorieuse. L'élément russe n'existait plus, dans quelques-

dizaines d'années, que comme un lointain souvenir, entré déjà dans la légende, qui parlait du solitaire Iatzco, fondateur d'Ițcani près de Suceava, à l'époque où fut créée la principauté moldave. Et même les migrations des pâtres moldaves, suivant, vers le Nord, la ligne des Carpathes, avaient pénétré très loin dans le territoire galicien lui-même, où les noms roumains de nombre de pics les rappellent encore à notre souvenir. Les Houtzoules actuels, portant un nom d'origine évidemment roumaine (Huțul articulé donne comme radical Huț, qu'il faut rapprocher de Moț, nom de la population roumaine de l'Ouest de la Transylvanie), ont, sans doute, du sang moldave dans leurs veines, bien qu'ils parlent un dialecte petit-russien.

Mais, au moment même où les princes moldaves du XV-e et du XVI-e siècle se faisaient suivre au retour de leurs incursions dans les districts voisins de la Pologne par de nombreux paysans ruthènes, qui *venaient volontiers habiter une terre libre, sous un maître de leur propre rite oriental*, des propriétaires polonais attiraient par des privilèges extraordinairement favorables des milliers de Roumains, surtout des pâtres, qui abandonnaient leurs occupations antérieures, sur des terres qu'il fallait défricher pour l'agriculture. Reste-t-il encore quelque chose de ces villages de „colonisation valaque“ ? Pas

plus que des villages de transplantation ruthène créés par Étienne-le-Grand, Bogdan et son autre fils Pierre Rareș († 1546). *Il y avait comme un mouvement de compensation, qui permettait aux deux États d'arriver à des frontières plus nettes sans qu'une des races qui habitaient les territoires limitrophes eût perdu quelque chose dans sa proportion envers l'autre.*

CHAPITRE III

Communauté russo-roumaine d'activité militaire aventurière. Cosaques du Dniéper et leurs relations avec les Roumains.

Dès le commencement du XVI-e siècle, Roumains et Russes occidentaux, sujets de la Pologne, eurent l'occasion de combattre ensemble, par les larges chemins de l'aventure, contre l'ennemi commun de leur religion chrétienne, le Turc, et surtout contre son auxiliaire, infatigable à la proie de chaque année, le Tatar de la Horde, qui détenait alors, après la catastrophe de l'Empire des anciens Khans, non seulement ce refuge qui fut la Crimée, le „Pérécop“, mais aussi ces „champs déserts“ qui s'étendaient, dangereux pour le marchand et le voyageur, jusqu'au Dniester moldave.

Bien avant la direction qui fut imprimée à la Russie moscovite vers ce Tzarigrade qui n'entraît nullement dans ses considérations d'avenir, lorsque la Pologne était encore la voisine de la Moldavie à l'Orient, la première collaboration militaire entre Russes et Roumains prit le chemin rémunérateur de l'aventure.

La Moscovie, dont nous présenterons plus

tard les premières relations, avec les Roumains de Moldavie, avait suffisamment affaire pour écarter définitivement des possessions du grand-prince les Tatars de Cazan et d'Astrakhan et pour empêcher la Pologne, héritière des prétentions lithuaniennes, qui, venant de l'Occident, essayait de refaire à son profit l'ancienne unité russe. La Pologne elle-même cherchait à vivre en bonnes relations avec le Sultan, dont elle savait bien ne pas pouvoir briser l'essor et qu'elle était bien contente de tenir loin de ses propres frontières. Cependant les Tatars devaient être empêchés de poursuivre leur œuvre journalière de pillage, et leur exemple montrait à ceux qui seraient capables de prendre sur eux cette tâche le profit qu'ils pouvaient en tirer, contre l'ennemi et, parfois, contre les amis aussi.

L'oppression catholique des Polonais, à laquelle se réunissait l'influence d'un régime social très lourd pour le paysan serf, qui était dans ces régions presque exclusivement russe, chassa dans ce désert, sillonné par les incursions des païens, un grand nombre de jeunes gars et de guerriers d'un âge mûr qui entendaient se rendre profitable cet exil. Des Polonais même, poursuivis pour des délits et des crimes, cherchèrent un refuge dans leur communauté, qui formait un vrai ordre de chevaliers brigands. Des Roumains,

venant surtout de Moldavie, accoururent pour participer au butin. Les cataractes du Dniéper leur offraient une invincible défense contre la revanche tatare et leurs îles pouvaient servir de point de départ aussi bien pour des raids dans la steppe que pour des entreprises de pirates dans la Mer Noire et jusqu'à ces côtes de l'Asie qu'ils connurent plus tard. Il y eut ainsi entre des nations enfermées dans les bornes de leurs États un groupe nombreux de combattants redoutés qui n'eurent d'autres lois que les ordres indiscutés de leurs chefs. Ils s'appelaient Kosaks, Cosaques, donc, en langage tatar: vagabonds, exilés, *outlaws*, un peu de tout cela, — et ils ne voulaient guère être autre chose.

Il leur fallait un maître, et ils ne l'auraient pas trouvé facilement dans leur bande elle-même. Mais les seigneurs russes voisins, avides d'une gloire aventurière que la prudence calculatrice des rois de Pologne, élevés dans la doctrine d'État de Machiavel, n'était pas capable de leur donner, se montraient assez disposés à jouer ce rôle. Le grand chef fut d'abord un noble de campagne, Eustachie ou Ostaphii Dachkovitsch, qui sut donner aux châteaux de Tscherkask, de Kaniev, repaires de ses gens, le caractère de forteresses inexpugnables. Il n'était pas un inconnu en Moldavie, où Étienne-le-Grand lui-même eut, d'un bout de son règne à l'autre, maille

a partir avec les bandits tatars, et, lorsque le danger menaçait de ce côté, le capitaine des Cosaques trouvait un abri assuré de l'autre côté du Dniester.

Mais, après Eustache, celui qui eut le commandement suprême fut un descendant même du vaillant prince moldave. Étienne avait marié une de ses filles, Marie, à un noble de Petite-Russie, Sangusko, le seigneur de Wisznitz, et de ce mariage naquirent les deux Wiszniewiecki dont l'histoire consigne les hauts faits guerriers dans la première moitié du XVI^e siècle. Démètre ou Mitro devint à la tête des Cosaques une vraie puissance politique qui ne s'inquiétait pas trop des ordres du roi de Pologne dont il prétendait être resté le sujet loyal ; la Moscovie l'attendait les bras ouverts à ses moments d'impatience et de révolte et, en outre, il n'oublia pas un moment sa descendance princière, des Voévodes de la Moldavie. Lorsque, en 1564, l'occasion se présenta d'élever des prétentions sur le trône moldave, où un aventurier grec, soudoyer de l'Empereur, Jean Héraclide, dit le Despote, avait remplacé violemment le dernier représentant de la lignée de l'ancêtre Étienne, Alexandre Lăpuşneanu, il s'empressa de se présenter, avec quelques centaines de compagnons, devant ses futurs sujets, qui l'avaient appelé de leurs vœux contre l'usurpateur.

Mais, comme il avait tardé un peu, les

Moldaves s'étaient déjà donné un prince de leur race, sans mélange de sang étranger, Étienne Tomşa, et, dans le conflit avec ce nouveau Voévode, Wiszniewiecki fut battu, abandonné par les siens et pris, dans la meule de foin où il s'était caché, chez des paysans. Tomşa l'envoya à Constantinople pour témoigner de sa victoire et de sa fidélité en même temps, et pendant des jours on vit ce malheureux, digne, par son courage, d'un meilleur sort, agoniser dans les crocs de fer qui retenaient son corps sanglant.

Les Cosaques cependant ne négligèrent pas dorénavant cette Moldavie dont ils venaient de découvrir les riches plaines et les villes florissantes. Ils l'auraient même fait que les Moldaves eux-mêmes, continuellement occupés à se donner de nouveaux princes, se seraient empressés de les faire revenir. Il y eut, sans doute, des Cosaques aussi dans l'armée polonaise qui en 1569 entourait Bogdan fils d'Alexandre Lăpuşneanu, lorsqu'il espéra pouvoir regagner par la force ce sceptre moldave que les Turcs venaient de lui arracher pour le vendre à un de leurs anciens clients, ce Jean qui devait mériter le surnom de „Terrible”. Jean lui-même en fit son principal appui lorsque, menacé du sort de son prédécesseur, il recourut aux armes pour se maintenir, contre les Tatars aussi bien que contre les janissaires redoutés du Pacha Tsch-

gala. Il fit frapper une monnaie d'airain pour payer ces auxiliaires précieux, qui accoururent sous les ordres de leur Hetman Svierchevski — car on avait renoncé à chercher des capitaines parmi la noblesse russe de Pologne, — et cette milice dévouée, qui appréciait hautement le grand courage, le mépris absolu pour la mort qui distinguaient le Voévode rebelle, l'accompagnèrent dans ses incursions sous les murs des cités turques du Danube et du Dniester, Akkerman, Kilia, Bender, et lorsqu'il livra dans les environs de Cahul, au village de Roşcani, dans les „déserts“ sans eau de la Bessarabie méridionale, son dernier combat, ils ne partagèrent pas la trahison des boïars et se sacrifièrent pour celui auquel ils avaient engagé leur honneur. Sous les yeux de ceux qui survécurent au désastre, Jean, introduit d'abord traîtreusement dans la tente du commandant turc, eut le corps déchiré par quatre chameaux.

Les Cosaques ne voulurent jamais croire à la mort de ce brillant héros d'aventure. Ils reconnurent comme le prince Jean, légitime „héritier de la Moldavie“, tout exilé de langage moldave qui arrivait dans leur *setsch* du Dniéper pour demander qu'on appuyât ses droits. Il y eut d'abord, à la tête de leur troupe hardie, un Jean-le-Crépu (Creţul), puis un Jean dit „Fer-à-cheval“, car

ce beau jeune homme aux longs cheveux et au regard dominant brisait facilement les morceaux de fer qui tombaient entre ses mains. Avec le concours de ces bons camarades dévoués celui qu'on appelait jusqu'alors „Nicoară le Valaque“ devint à Jassy le „prince Jean par la grâce de Dieu“, et on pouvait voir à ses côtés pendant son règne de quelques mois, soutenu par la victoire, le Hetman des Cosaques, Chali, son général et conseiller.

Jean dut quitter le pays; les Turcs le poursuivirent de leur vengeance dans sa retraite en Pologne, et le roi Étienne Bathory, qui avait appris en Transylvanie, dont il avait été le prince, que, pour se servir des Turcs, il ne faut jamais contrarier leurs caprices, le fit saisir, jeter en prison et exécuter sur la place publique de Lemberg. Cet homme qui sut rester jusqu'à ses derniers moments un brave, accepta dédaigneusement son sort. Il prit la parole pour dénoncer aux assistants la politique peu chrétienne et nullement chevaleresque d'un Souverain si puissant, qui aurait dû plutôt prendre sur lui la tâche glorieuse d'un chef de croisade et, après avoir fini ce beau discours, qui fit couler les larmes sur les grosses moustaches de maint aventurier présent, il donna des instructions à son frère le bourreau pour que son œuvre soit accomplie de la manière la plus con-

venable. Son corps fut déposé avec les honneurs dûs à un Voévode dans l'église moldave de cette ville de Lemberg, toute pleine de marchands moldaves ou venant de Moldavie.

On n'oublia pas dans la steppe ce rude guerrier, mais ce qu'on se rappelait le mieux c'était cette Moldavie aux beaux paysages et aux richesses inépuisables, chemin qui paraissait devoir mener aux contrées du Sultan, remplies du butin de deux siècles couronnés de victoires. S'il n'y avait plus personne qui osât se présenter comme celui dont tout le monde avait vu tomber la belle tête fière, on suscita d'autres „héritiers légitimes“ du trône moldave. Pendant les deux règnes du paisible prince Pierre-le-Boiteux et même sous celui qui le remplaça un moment, Jean-le-Saxon (Sasul), les bandes cosaques envahirent de nouveau le pays, mais pas comme ennemis, car ils prétendaient seulement rétablir l'ordre légal de la succession des princes, dérangé par l'usurpation des Turcs. Il y eut ainsi après 1574 à quatre ou cinq reprises des Voévodes par la grâce du Hetman et de ses compagnons : un prince Alexandre, qui se saisit du pouvoir pour quelques jours, un prince Constantin, qui fut moins heureux, et d'autres encore. A la fin même de ce siècle on vit les guerriers du Dniéper installer à

Jassy un prince Pierre, d'assez belles allures, qui affirmait hautement être le frère de Bogdan, le second fils d'Alexandre Lăpușneanu qui, considéré comme mort à Constantinople, aurait trouvé un refuge auprès de ces bonnes gens, compatissantes pour les infortunes des princes en exil, que sont les „Nisoves“ de la steppe; il gouverna au milieu de ces auxiliaires pendant quelques semaines en 1594 pour subir ensuite, dans la captivité turque, le sort atroce de son prédécesseur comme prince et allié des Cosaques, Mitro Wiszniewiecki. Il faut ajouter cependant que les Cosaques commençaient déjà, sous l'influence impérieuse du roi Étienne et de son disciple le Chancelier et Hetman Jean Zamoyski, à se faire à une discipline, garnie de subsides, qui les mettait parfois à la disposition du royaume, quand on ne voulait pas, à Varsovie, prendre la responsabilité et les risques d'une rupture avec les Turcs.

On commençait cependant à voir ces soldats de l'aventure sous un autre aspect aussi, qui, celui-là, n'avait rien de dynastique. En ennemis permanents des Turcs, ils se présentaient à l'occasion des grandes foires qui se tenaient dans les villes-frontières occupées depuis longtemps par les janissaires et y faisaient, légalement, pour ainsi dire, un riche butin, sans regarder de près si parmi les victimes se trouvaient ou non des pauvres

paysans moldaves accourus pour réaliser leur profit. Le pillage de la petite ville d'Orheiu montra, du reste, qu'ils ne distinguaient pas les frontières, car elle se trouvait sur les terres du prince moldave lui-même.

Il y avait encore parmi les Cosaques des Moldaves de pure race. Ceux qui les conduisaient après 1590 étaient Nalévaïco, un Russe, mais aussi Lobodă, dont le nom est incontestablement roumain. A cette époque les exhortations du Pape Clément VIII, les intérêts de l'Empereur Rodolphe, auquel le Sultan venait de déclarer la guerre, les ambitions démesurées du faible prince de Transylvanie Sigismond Báthory amenèrent la formation d'une vraie ligue chrétienne pour la ruine de l'Empire Ottoman par une croisade qui devait employer toutes les forces disponibles en Orient. Michel-le-Brave, prince de Valachie, et ses contemporains moldaves, Aaron et Étienne Razvan, furent gagnés à la bonne cause de la revanche, qui devait rétablir pour la Maison d'Autriche l'ancien Empire de Constantinople. On n'avait pas, bien entendu, oublié l'admirable milice des Cosaques. Ils reçurent de Prague un beau drapeau à l'aigle bicéphale des Habsbourg, et du Pape des émissaires spéciaux, de langue slave, apportant, avec des exhortations, des subsides dont l'éloquence était encore plus persuasive. Au

moment où, en 1594, les Tatars, dont l'invasion avait été à nouveau déclanchée par les Turcs, leurs maîtres, apparaissaient près de Jassy et dans les vallées du Marmoros hongrois, les capitaines cosaques offraient leur alliance, plus ou moins désintéressée, au prince Aaron, et on vit leur belle infanterie, rompue à toutes les difficultés de la guerre contre les Turco-Tatars, combattre à Călugăreni pour la défense de la Valachie envahie par le Vizir Sinan. Ils furent les compagnons précieux de Michel à la conquête de la Transylvanie en 1599 et ils ne le quittèrent qu'au moment où il dut abandonner lui-même son armée vaincue. Ils revinrent cependant sous les drapeaux roumains pour participer à la revanche.

Mais déjà leur caractère national s'était unifié. Ils ne contenaient plus d'autres éléments que les Petits-Russiens, et, se rapprochant des souffrances et du désir de vengeance des paysans opprimés, leurs congénères, ils se préparaient pour une autre mission historique que le combat à côté des Roumains contre les appétits des Infidèles, leurs voisins.

CHAPITRE IV

Communauté culturelle orthodoxe entre Russes et Roumains.

Les relations culturelles entre Russes et Roumains étaient devenues très étroites dans la seconde moitié du XVI-e siècle surtout, lorsque la nationalité des Petits-Russiens paraissait devoir disparaître sous l'afflux conquérant de l'influence polonaise. Les monastères des deux pays entretenaient sans doute des relations suivies, qu'il est impossible de connaître dans le détail à l'aide des matériaux insuffisants dont on dispose aujourd'hui. Mais ce ne fut pas, certainement, par hasard que le Métropolitain démissionnaire de Moldavie Mardarius trouva un asile dans le couvent de Drohobycz en Galicie, où on le retrouve en milieu d'une communauté monacale russe: Il y aura trouvé de ces livres liturgiques qui, dès le commencement de ce siècle, avaient été imprimés en Valachie, non seulement pour l'usage des églises roumaines des deux Principautés et des Slaves transdanubiens, mais aussi pour celui de ces autres provinces, voisines, de l'orthodoxie russe.

Il a été déjà parlé du synode anti-unioniste tenu à Jassy en 1594. Un certain nombre des évêques russes y assistait, et sa mission était, du reste, uniquement celle de raffermir la foi

orientale dans ces districts de l'ancienne Russie Rouge ; la Moldavie représentait cependant un dernier asile, un appui assuré, un encouragement dans la lutte contre les Jésuites. Elle était devenue par les circonstances elles-mêmes, sans aucune ambition de dominer, le centre de cette résistance confessionnelle autour de laquelle se formait la conscience nationale de tout un peuple. Et il ne faut pas oublier non plus que ce fut par cette même Moldavie, qui entretenait des relations hiérarchiques très étroites avec le Siège patriarcal de Constantinople, qu'arrivèrent en Pologne ces émissaires grecs, que la surveillance jésuite parvenait à découvrir pour la persécution et parfois même pour le châtiment et auxquels on doit ce regain de fanatisme religieux qui fut l'atmosphère morale même dans laquelle germa l'idée russe. Nicéphore le didascale, qui avait été aussi quelque temps vicaire patriarcal, fut l'hôte du prince moldave avant d'échouer dans une prison de Pologne, où il expia cruellement ses intrigues. Lorsque le Patriarche byzantin Jérémie II alla créer à Moscou un nouveau Siège patriarcal pour les Russes du Grand-Prince, il traversa les pays roumains, où il avait trouvé toujours des hommages et des subsides, et la signature du Métropolitte moldave Georges Movilă se trouve sous l'acte solennel de la nouvelle création. Plus tard enfin, c'est à une invita-

tion du prince de Jassy, Radu Mihnea, qui céda ce Patriarche de Jérusalem Théophane qui fut pendant quelques années le conseiller et le directeur spirituel de l'Église des Russes occidentaux. Jérémie, évêque de Pélagie et de Prilep, fut l'hôte de Michel-le-Brave et en 1603 il avait été nommé évêque des Roumains du Marmoros par le prince valaque Radu Șerban, conquérant de la Transylvanie avant de trouver un asile en Russie ¹. Plus tard encore le célèbre théologien grec Méleius le Syrigue fut évêque de Brăila sous Basile Lupu, avant de s'adresser, avec ses compagnons d'études, Païsius Ligaridès, un grand prédicateur, et le didascale Arsène, de Jassy au Tzar orthodoxe. Dès le milieu du XV^e siècle, du reste, c'est à Jassy que le grand-prince de Moscou demanda la traduction savante, faite par l'évêque de Roman Macarius auteur d'une importante chronique dans cette langue, du recueil de lois byzantines dû à Mathieu Vlastaris (Blastarès) ².

¹ Voy. Silviu Dragomir, *Contributions aux relations de l'Église roumaine avec la Russie au XVII^e siècle*, dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, année 1912; résumé dans le „Bulletin français de la section historique“, I, p. 94. — Un évêque de Munkács, Pétronus, assiste, en 1600, au synode qui règle les affaires hiérarchiques de la Moldavie.

² *Ibid.*

La dynastie des Movilă, qui occupa le trône moldave, et parfois le trône valaque aussi, pendant une trentaine d'années, favorisa surtout les Polonais, sous le rapport politique aussi bien que sous le rapport religieux. Les vicaires pontificaux, les évêques *in partibus*, se targuaient des témoignages de respect accordés par le prince Jérémie, créateur de la puissance de sa Maison, à l'Église catholique, dans sa Capitale même de Suceava, où il venait de contribuer à l'érection d'une chapelle. Siméon, frère de Jérémie et son successeur, était le mari d'une Hongroise, qui porte dans des actes officiels même son nom étranger de Margit (Marguerite), avant de devenir la nonne orthodoxe Mélanie. Gabriel, fils de Siméon, après avoir fini son court règne valaque, épousa en Transylvanie, où il vint s'établir, la fille d'un riche noble magyar, catholique ou réformée. Les principales relations de la famille étaient en Pologne, où elle passa de longues années d'exil, et Jérémie y avait acquis une terre étendue, celle de Uscie, où on retrouve souvent les siens.

Ce fut cependant un de ces Movila, le propre fils de Siméon et de cette Magyare, Pierre (1597—1647), qu'on appelait en Moldavie du diminutif Petrașcu, qui était destiné à relever l'Église orthodoxe de Russie et à la consolider pour toujours, à lui donner la force suffisante pour gagner Moscou elle-même, me-

nacée à son tour par les efforts opiniâtres de la propagande jésuite. Pour comprendre ce fait, il faut tenir compte du séjour des siens en Galicie pendant les années de malheur et se rappeler l'image de cette ville de Lvov à la fin du XVI-e et au commencement du XVII-e siècles, qui abritait, auprès des nombreux Juifs, Arméniens, Allemands et Polonais, qui en étaient les principaux marchands, des Moldaves, des Valaques mêmes, venus en quête d'affaires, avec leurs chariots de marchandises orientales, des hoïars échappés au massacre de leur parti ou aux persécutions d'un nouveau prince, des conspirateurs qui préparaient sous l'égide du roi de Pologne un nouveau règne, des princes fuyards mêmes, des veuves de Voévodes qui pleuraient leurs maris exécutés par ordre de ce roi, des jeunes prétendants et les princesses, leurs sœurs, ainsi que la nuée de Grecs et de Levantins, de Crète, de Chypre, de Rhodes, qui vivait dans leur proximité et sous leur patronage. Il y avait donc tout un milieu orthodoxe dans lequel Pierre passa les premières années de sa vie.

Il espéra pendant longtemps pouvoir recueillir l'héritage moldave de son père, et on connaît très bien les efforts qu'il fit dans ce sens auprès des puissants de Constantinople, qui appréciaient cependant les cadeaux, plus importants, des princes en fonctions. Un mo-

ment vint où ses illusions disparurent. Le jeune Voévode Petrașcu devint l'humble moine Pierre. Un monastère moldave n'aurait pas pu abriter son orgueil rentré, son âme brisée par la défaite, son renoncement, avide d'une nouvelle activité conquérante; celui qui avait voulu être prince n'avait plus de place dans le pays retenu par un autre. De l'autre côté du Dniester, le rejeton des Movilă avait des amis et des parents mêmes, car les trois filles de Jérémie avaient été mariées dans ces riches familles d'origine russe qui entretenaient des relations fréquentes avec la Moldavie, et une d'entre elles avait épousé un Wiszniewiecki, ayant dans ses veines le sang de l'ancienne dynastie moldave. Pierre prit l'habit dans le célèbre couvent de Pétschersca près de Kiev. Et, grâce au puissant appui de ses protecteurs, il arriva à être bientôt le chef même de cette Église russe dans les États du roi de Pologne, un chef assez riche d'argent et de parenté pour pouvoir opposer victorieusement aux moments de danger son autorité personnelle aux menaces qui visaient son Siège archiépiscopal.

Il n'y a pas de Russe cultivé qui ne connaisse la grande œuvre culturelle accomplie à Kiev par ce prélat qui mourut avant d'avoir atteint un âge avancé, œuvre sans laquelle on ne pourrait pas s'expliquer la renaissance russe du XVII^e siècle elle-même, dans la Mos-

covie du Tzar aussi bien que dans ces districts polonais soumis à sa crosse. Il réforma son clergé, sur les bases de stricte orthodoxie, de conservation du dogme immuable et du rite ancien, qu'avait consolidées l'action des agents venus de Constantinople et de Jérusalem ; il fut fondateur d'école et créateur d'imprimerie. Les produits de ses presses, de beaux livres au type lisible pour des lecteurs habitués aux manuscrits, se rencontrent d'un bout à l'autre de l'orthodoxie, au Nord du Danube au moins, et ses coreligionnaires apprirent leur catéchisme d'après l'puscule qu'il fit corriger par des théologiens grecs et adpter par le synode de Jassy, en 1642.

Car il n'oublia jamais sa patrie, qu'il v'sita meme quelquefois, en cachette, pour vér'fier l'administration des biens-fonds qu'il y conservait. Ce synode de Jassy fut tenu sous la protection du riche prince régnant, Basile Lupu qui s'enorgueillissait de jouer sous ce rapport aussi le rôle impérial que lui attribuaient ses panégyristes et qu'il remplit en effet par les dons faits à l'Église de Constantinople et par la discipline qu'il rétablit dans son sein et contrôla sévèrement ; il fut plus important par ses conséquences culturelles, pour le resserrement des liens entre Russes et Roumains, que par la purification du dogme, qu'il devait réaliser. Comme à l'assemblée de 1594, les évêques des deux nations se ren-

contrèrent et échangèrent leurs vues sur la conduite qu'il fallait suivre pour pouvoir résister aux doctrines hétérodoxes qui venaient, non seulement de la Transylvanie des princes calvins en mal de prosélytisme, mais aussi de Constantinople elle-même, où le Patriarche Cyrille Lucaris s'était jeté, pour sauver son Église, et surtout sa nation grecque, d'une influence catholique, qui était aussi influence levantine, d'esprit et de langue latine, dans les bras de la Réforme. Mais surtout ils se demandèrent un concours réciproque pour orner leurs Églises de ces éléments de culture supérieure qui avaient aidé jusqu'ici les progrès de leurs adversaires.

Il y eut bientôt une imprimerie moldave à Jassy, qui emprunta à Kïev, non seulement le format de ses publications, le modèle de ses frontispices, mais aussi les caractères typographiques. Une école de slavon fut ouverte, ayant aussi des cours de grec ancien, et, si, en fait de connaissances classiques, il y avait à Jassy quelqu'un — probablement le logothète Eustratius — capable de traduire, dans un style qui ressemble au français d'Amyot, la riche phrase d'Hérodote, il fallut que des maîtres russes s'établissent dans la Capitale moldave pour y former des élèves capables de renouveler l'emploi dans les documents de cette ancienne forme solennelle du slavon qui avait été abandonnée, par né-

cessité, au profit de la langue vulgaire. On connaît les noms de ces professeurs, comme Sophronius Potschatzki, qui furent des clercs formés par Pierre Movilă. Et, comme, à la même époque, le zèle pieux du prince enrichissait Jassy de nouveaux monuments religieux, d'un luxe dans les ornements inconnu jusqu'alors, Basile Lupu fit venir pour les images sacrées des artistes russes qui avaient suivi les leçons des peintres de l'Occident.

Dès le règne de Miron Barnowski, après 1620, le Métropolitte Barlaam avait été chargé de chercher en Russie, chez le Tzar, que ce prince intitulait : „frère d'armes dans le combat pour la foi orthodoxe“, de ces peintres d'icônes, d'une nouvelle et meilleure façon. Ils lui étaient nécessaires pour les fondations de sa piété inlassable, le couvent de Dragomirna, — dû plutôt au zèle de son archevêque, Anaștase Crimca, un grand calligraphe et miniaturiste de son époque —, et les églises de l'Assomption, de S. Georges, de S. Jean-le-Nouveau, dont deux sont connues sous les noms de Barnowski, à Jassy, de Bârnova, dans les environs de cette Capitale, alors que la troisième doit être la simple maison de prières, bâtie cependant en pierres, de Toporăuți, dans la Bucovine actuelle. On ne les eut pas, cette fois, les artistes moscovites, mais en 1636 Basile Lupu lui-même

faisait exécuter des icônes pour les églises des Trois Hiérarques et de Golia par le maître Nazaire, de Moscou, et, en les réclamant, il faisait cadeau au Tzar d'un cheval arabe. En 1638 le prince s'occupait aussi d'œuvres de sculpture, pour la première des églises citées, qu'il avait commandées à Moscou, et il fit venir à Jassy les peintres Sidor Pospéïco et Jacques Gavrilov, puis Deïco Yakovlev et Proca Nékitine, à un moment où les images moscovites étaient désuées aussi par le prince valaque Mathieu. Le Tzar devenait ainsi un des bienfaiteurs des fondations de Basile¹. La Russie moscovite restituait ainsi à la Moldavie un ancien emprunt car il ne pouvait pas y avoir à la fin du siècle précédent de peintres d'église d'un style plus pur dans le respect des traditions et plus vivant dans l'emploi des éléments pri à la Renaissance que ceux auxquels on doit les inimitables fresques de Sucevița, fondation de cette même famille des Movila.

Celui qui présida à cette belle œuvre de culture religieuse, le Métropolitain Barlaam, auteur d'un recueil de prêches pour les dimanches et les grandes fêtes, était le fils d'un paysan du côté de Putna; il suivait dans son travail fécond une direction qui était de-

¹ Silviu Dragomir, *loc. cit.*, p. 26.

puis longtemps celle de l'Église roumaine elle-même, dans ses différentes provinces, de Moldavie aussi bien que de Valachie et de Transylvanie. Bien que chargé de missions à l'étranger — chez les nouveaux Cosaques de Bogdan Chmielnicki aussi —, il s'était formé uniquement à l'école patriarcale de ces couvents de la montagne, Secul, Neamț, qui conservaient le mieux, et d'une manière plus complète, les anciennes traditions. Mais il est évident que le modèle suivi par lui dans toute son activité est le grand archevêque de Kiev, qui avait pour lui aussi le prestige particulier de l'ancienne dynastie moldave, dont il faisait partie. Du reste, Barlaam avait visité, ainsi qu'il a été dit, la Moscovie elle-même, et, lorsqu'il se décida à publier sa traduction en roumain de l'Explication des Évangiles, il demanda l'appui du Tzar ¹.

Ce courant se perpétua en Moldavie pendant tout le dix-septième siècle. La Valachie, gouvernée par le bon vieux prince pieux qui fut Mathieu Basarab, ne tarda pas à se soumettre aux mêmes influences. Il y eut de ce côté aussi une culture religieuse aux mêmes caractères dominants : rétablissement du slavon dans les diplômes princiers, fût-ce même à l'aide des formulaires en deux langues dont

¹ *Ibid.*, p. 26.

el a été conservé, ou des recueils de mots,— de vrais dictionnaires—, comme celui qui est dû au moine Mardarius de Cozia; renouvellement par de nouvelles éditions du trésor des livres liturgiques en slavon; création d'imprimeries princières; voire même un commencement d'activité littéraire profane, au moins par des traductions (on a, en Valachie, celle de l'„Imitation de Jésus-Christ“ et de „Barlaam et Joasaph“), mais en se rattachant au mouvement général de la culture slavone ressuscitée et en ignorant en ce qui concerne au moins cette Valachie — l'essor fatal de la littérature en langue vulgaire, qui devait, cependant, préparer elle seule l'avenir national.

La principauté valaque, qui compta comme évêques nombre de personnages pieux et actifs, ne peut présenter aucun type ressemblant à celui du Métropolitte moldave Barlaam. Le grand lettré à la Cour simple, mais non dénuée d'ambition, du prince Mathieu est le propre beau frère de celui-ci, le frère de la princesse Hélène, Udriște (ce qui, selon lui-même, aurait signifié: Oreste) Năsturel. On ne connaît pas les circonstances dans lesquelles il parfit son éducation, mais il n'était pas seulement un bon conraisseur du slavon, mai un vrai Russe en ce qui concerne le style de ses traductions pédantes et de ses préfaces gran-

diloquentes. Son aspect littéraire suffirait pour faire voir l'étendue et la profondeur de l'influence qu'exerçait sur les pays roumains ce frère exilé qui était Pierre Movilă, dont on a, en échange, des notices intimes rédigées en roumain.

On a attribué une origine galicienne au vrai successeur de Barlaam sur le trône archiépiscopal de Moldavie, Dosithée, d'abord, pendant quelques années, évêque de Roman. Le nom de sa mère, Misira, paraît indiquer aussi une descendance arménienne, qui indiquerait la même direction. Il connaissait parfaitement le slavon et avait dans son style de traducteur — du grec, du slavon, du polonais des particularités qui paraissent avoir une saveur étrangère. Le latin ne lui était pas inconnu, ce latin que les clercs d'Orient dédaignaient comme dangereux pour leur conscience. Il parle des paysages de Russie, du couvent de Pétschersca à Kiev, comme les ayant visités lui-même. L'influence galicienne, russe est visible dans son œuvre entière, qui est une des plus grandes et durables chez les Roumains. Il n'y a pas jusqu'à l'impression de ses écrits qui ne soit en relation avec cette influence déterminante. Une partie de ces ouvrages, qui ne pouvaient pas être d'abord imprimés en Moldavie, où l'ancienne imprimerie de Basile Lupu et de Barlaam avait disparu au cours des luttes civiles après

la chute de Basile Lupu, dut paraître à Ouniev, dans la Russie polonaise, où les moines avaient établi une bonne typographie en caractères cyrilliques. Lorsqu'enfin, plus tard, il eut la joie, longtemps attendue, de pouvoir faire imprimer ses livres en Moldavie même, il demanda en Russie, cette fois au Patriarche de Moscou lui-même et au Tzar, en 1679, les éléments de sa fondation typographique, qui se maintint et s'enrichit même, sous des formes différentes, après sa mort. En 1691, il dut quitter la Moldavie avec les armées du roi Jean Sobieski, qu'il avait saluées au nom de l'avenir moldave, et sa retraite à Stryi, puis à Zolkiew, le maintint jusqu'à la fin de ses jours, en 1694, au milieu des Russes de Pologne. Il n'avait pas oublié non plus le Tzar dans sa détresse, et il lui demanda par lettre de vouloir bien faire quelque chose pour „apaiser la tempête de sa misère“. Dans cet exil il avait complètement abandonné son activité comme écrivain roumain et il s'appliquait à donner des versions slavones des Lettres de Saint-Ignace le Théophore, des Commentaires de Siméon de Thessalonique et des Oraisons de Saint Jean Chrysostôme¹. Un neveu de Dosithée, qui invoquait aussi des parents de Lemberg, comme le nommé Cy-

¹ Silviu Dragomir, loc. cit., pp. 27-28.

riaque Papara : Pachôme Ispanowski, arriva à être plus tard évêque de Voronège ¹.

Telle fut, dans son ensemble, l'œuvre accomplie par le Moldave Pierre Movilă, et elle devait régénérer plus tard la vie hiérarchique de la Russie moscovite elle-même. Un bon connaisseur de cette Russie, Anatole Leroy-Beaulieu, écrivait ce qui suit : „Ne pouvant, comme à la guerre ou dans l'administration, y employer des étrangers, Pierre-le-Grand se servit pour la réforme de l'Église, de Petits-Russiens élevés à l'Académie de Kiev, sous l'influence de l'Europe“ ².

Déjà la Moldavie avait donné des lettrés à la Russie ; tel ce Pamva Bérindé, dont le nom rappelle celui d'un ancien prétendant au trône, à l'époque d'Étienne-le-Grand, Berindeiu (ce nom de famille se rencontre encore en Roumanie).

Mais celui qui profita le plus, dans la seconde moitié du siècle, à la culture laïque naissante de la Russie moscovite fut le Spatar Nicolas Milescu.

Originaire du district de Vasluiu, d'une famille noble, mais assez médiocre, il a dû suivre les leçons d'Eustratius et des maîtres slaves du couvent des Trois Hiérarques. Mais il les dépassa de beaucoup. Capable de

¹ *Ibid.*, p. 29.

² *Revue des deux mondes*, XLIV, p. 11.

traduire avec la même facilité du grec et du slavon, connaissant aussi le latin et même le turc, il avait, ce qui manquait aux autres lettrés de Moldavie, des connaissances théologiques sérieuses, un discernement sûr dans les questions controversées du dogme et un intérêt spécial pour ce mélange de traditions archaïques, de superstitions naïves, d'arithmétique et de divination chancelante en ce qui concerne la nature, qui était pour ces pays — et pour la Russie elle-même — à cette époque la seule et vraie science.

Mais il avait aussi des ambitions d'une autre espèce, et elles étaient dangereuses. Servit-il seulement, ainsi que le prétend la chronique, la cause d'une prince, contre l'autre, qui conserva le pouvoir et se jeta vengeur contre les adhérents de son rival? Ou bien, grâce à un secret de famille qui ne nous est pas connu, eut-il pour sa propre personne des visées sur le trône moldave? On serait disposé à incliner vers cette seconde hypothèse, car le châtement qui lui fut infligé par le prince Étienne, fils de Basile Lupu, fut cette mutilation du nez qui n'atteignait guère que ceux qui par cette difformité étaient désormais incapables de se présenter décemment devant le peuple comme ses maîtres.

Ce jeune et riche seigneur, confident d'Étienne jusqu'alors, qui émerveillait les bourgeois de Jassy par la splendeur du harna-

chement de ses chevaux et des carrosses attelés selon l'étiquette princière, quitta pour toujours son pays. Il n'en était pas, du reste, à son premier voyage. Dès 1657 il avait accompagné en Occident Georges Étienne, prince exilé de Moldavie, et il paraît avoir employé ses loisirs auprès de ce dernier dans sa retraite de Stettin en Poméranie pour donner une traduction roumaine des Écritures, d'après le texte grec, traduction dont on vient de découvrir le manuscrit. On le retrouve à Stockholm, où il fut consulté par l'ambassadeur de France sur les différences entre le dogme oriental et celui des Occidentaux, en relation avec la grande querelle des jansénistes, ce qui lui fournit l'occasion de rédiger un petit écrit de théologie au titre symbolique. Louis XIV lui-même reçut cet émissaire de son malheureux „cousin“ moldave¹.

Après sa mutilation, Nicolas Milescu, le Spatar de jadis se rendit en Russie, à Moscou, sous le règne du Tzar Alexis, dont il fut d'abord le translateur au „bureau des ambassadeurs“. Plus tard une mission lui fut confiée en Chine, dans le grand „Kitaï“ inconnu et mystérieux. Il en revint rapportant un écrit qui est tout un livre de description géographique riche et précise, ce livre

¹ Voy. nos „Relations entre la France et les Roumains“, Jassy, 1917, pp. 41—42.

qui fut ensuite traduit en grec, à l'occasion du séjour que fit le traducteur à Moscou, par le diacre Chrysanthe Notaras, alors simple desservant de cette Église de Jérusalem dont il allait être le Patriarche et un des plus brillants parmi les chefs de l'Orient orthodoxe.

Neculce, boïar moldave, qui passa, après 1711, plusieurs années en Russie, comme épave de la guerre perdue par le Tzar Pierre contre les Turcs, raconte volontiers qu'au retour, après un séjour de „deux au trois ans“ dans l'Extrême Orient, Milesco fut dépouillé par les boïars, administrateurs de l'Empire le lendemain de la mort d'Alexis, des brillants cadeaux qu'il rapportait : „un vase tout plein de pierres précieuses, un diamant de la grosseur d'un œuf de colombe“, et qu'on le dirigea, en exilé, vers cette Sibérie dont il était revenu en explorateur heureux. Mais le jeune empereur Pierre, averti de la misère dans laquelle il se trouvait, aurait demandé aux sénateurs : „où est mon maître, celui qui a été mon premier précepteur ? Faites - le venir sans retard.“ Il l'accueillit joyeusement, lui fit rendre son avoir et racheta pour le Trésor impérial le gros diamant des Chinois, qui aurait été payé quatre-vingt bourses de ducats. De plus, Pierre lui aurait fait la faveur de couper de sa propre main la barbe de celui qui avait gardé jusqu'alors ce signe

principal de la dignité orientale. Neculce ne se trompait pas, sans doute, lorsqu'il écrivait à la fin de sa notice : „Et le Camus vécut jusque pendant le second règne en Moldavie du prince Michel Racoviță, et ce ne fut qu'à ce moment qu'il mourut. Et l'Empereur lui fit grand honneur à sa mort, et le regretta beaucoup, car il était bien utile à cette époque. Ledit Camus laissa après lui des fils et des petits-fils, et certains d'entre eux arrivèrent à être polcovnics dans l'armée ; car il s'était marié là-bas, épousant une Moscovite. Et trois fils de son frère le suivirent, quittant la Moldavie, et ils s'établirent auprès de leur oncle, et ils eurent leur grâce de la part de l'Empire, et y moururent.“

De fait, Nicolas Milescu, en dehors de ses mérites d'explorateur, que tel Allemand, présenté par M. Brückner, lui a disputés, est digne d'attention, dans le développement de la civilisation russe, par la version slave qu'il donna des anciens livres de la „science“ byzantine, — opuscules traitant des signes précurseurs des événements ou du rôle que jouent les Sibylles dans la marche du sort humain. Il est possible que ce labeur du compilateur moldave ait profité d'abord à l'enseignement dont le futur Pierre-le-Grand fut l'objet.

A ce moment la lettre moscovite, d'une

belle coupure ronde, était employée, non seulement en Moldavie, mais aussi dans la Valachie voisine, où l'œuvre du typographe était remplie par un moine originaire de l'Ibérie, dans le Caucase, Anthime, qui, revenant du Mont-Athos, s'était établi sous la protection du grand patron de la culture orientale, — jusqu'à Tiflis, en Géorgie, et aux monastères de la Syrie et de l'Arabie chrétienne —, le riche prince éclairé qui fut Constantin Brâncoveanu (1688—1714). Dans sa personnalité complexe d'artiste il apportait parmi les Roumains des éléments empruntés aussi bien à Byzance, qui survivait sur la Montagne Sainte, qu'à l'héritage de l'ancienne civilisation arménienne, à laquelle se rattachait son Ibérie. Mais ce connaisseur du vieux slavon pouvait bien avoir aussi d'autres liens avec la Moscovie que cet emprunt de caractères typographiques. On vient de retrouver dans une bibliothèque de Kiev, qui conserve aussi un portrait inédit de Jérémie Movilă, un manuscrit admirablement „historié“ de miniatures par ce moine qui devint supérieur du couvent de Snagov, puis évêque de Râmnic et enfin Métropolitain de Valachie. En tout cas, il fut un des agents de la politique „chrétienne“ dans le pays, travaillant en 1711 pour les Russes, et pour les Impériaux autrichiens en 1716, ce qui

amena sa destitution, suivie—par une mort mystérieuse, entre les mains des Turcs.

Mais ceci nous mène à l'exposition de ces relations politiques des Roumains avec la Moscovie qui commencent déjà avec l'époque d'Étienne-le-Grand.

CHAPITRE V

Premières relations entre la Moldavie et la Russie moscovite.

La première femme d'Étienne-le-Grand avait été une princesse de Kiev, Evdokia, sœur, dit la chronique officielle, du Tzar Siméon, c'est-à-dire de ce cnèze kiévien que le moine annaliste a cru pouvoir orner du titre des anciens empereurs de Byzance. Elle précéda dans le château princier de Suceava cette Comnène de Mangoup en Crimée, Marie, qui est représentée sur le rideau de brocart destiné à recouvrir sa tombe avec les aigles impériales de Trébizonde sur les vêtements. Evdokia elle-même apparaissait sur les murs de l'église de St. Nicolas, près de la demeure des Voévodes : une pâle figure triste, aux traits durs, dénués de tout élément de beauté ; une longue robe ornée de fleurs la recouvre

Sa présence sur le trône moldave fut très courte ; elle descendit bientôt dans son tombeau du monastère de Putna. De ce mariage paraît avoir été née une fille, Hélène ou O-léna, qui allait devenir l'épouse d'un prince moscovite, de l'héritier même du grand-prince Ivan Vassiliévitch.

Des envoyés d'Ivan arrivèrent à Suceava pour recevoir la fiancée du prince. Ils rapportèrent avec eux aussi la première chroni-

que de cette Moldavie désormais alliée, qu'on fit entrer aussitôt dans le recueil des annales russes,—la généalogie de la princesse s'ajoutant ainsi à celle de la famille régnante à Moscou. C'est une forme précieuse pour les recherches que ce chapitre intercalé dans une œuvre historique étrangère.

Hélène n'eut pas de jours heureux dans sa nouvelle patrie. Mère d'un fils, Démétrius, qui devait être le successeur de son père, elle rencontra une puissante rivale dans la seconde femme du vieux prince, cette Sophie qu'une ambassade solennelle était allée chercher en Italie auprès du Pape, devenu le protecteur des derniers Paléologues impériaux en exil. Cette femme renforçait de ses droits à la Couronne de Constantinople des prétentions que les grands-princes se plaisaient à tirer de la Bible elle-même, du Livre des Rois, et des chronographes byzantins qui, par-dessus la conquête turque de l'Empire d'Orient, venaient aboutir à leur règne moscovite. Elle finit par vaincre dans cette lutte opiniâtre. Le mari d'Hélène étant mort, la question de l'héritage se posait avec un caractère immédiat; or ce fut Basile, le fils de la Grecque de Byzance, qui remporta la victoire. Le petit Démétrius disparut dans la tourmente, et sa mère elle-même goûta des souffrances de la prison, après avoir peut-être, en fille ambitieuse du dominateur Étienne,

rêvé de conduire l'Empire sous le nom de son enfant.

Des relations politiques furent aussi déterminées par ce lien de famille. La question de l'avenir des Russes occidentaux s'était déjà posée de nouveau à la fin de ce XV^e siècle. Le prince lithuanien de la lignée des Jagellon, avant et après son avènement comme roi de Pologne, prétendait représenter, à l'encontre de ce Tzar de la stepp^e, à demi Mongol, la légitimité de domination sur les Petits-Russiens. Une guerre éclata, qui fut pour la Moscovie, non seulement un grand empêchement, mais aussi, à un certain moment, un grand danger. L'attitude d'Étienne, dont les possessions bordaient à l'Occident l'ancien héritage lithuanien, ne pouvait pas être indifférente aux deux parties.

Alexandre, le roi de Pologne, le soupçonna, comme ancien ennemi acharné de son frère et prédécesseur Jean-Albert, qui avait envahi, en 1497, la Moldavie, d'être l'allié du Tzar. Lorsque, en 1501, Étienne envoya vers Moscou un ambassadeur, son boïar Șandru, celui-ci fut empêché de passer par les États du roi. Cependant Étienne prétendait l'avoir chargé d'une seule mission, en dehors de la protestation contre le traitement infligé à son petit-fils : demander au Moscovite „qu'il se réunisse aux princes chrétiens contre les Infir-

dèles", s'il ne veut pas voir les Moldaves marcher contre lui aux côtés des Polonais.

Ce combat contre les Turcs pour le maintien de ses frontières, puis pour la récupération des portes du Bas Danube et de la Mer Noire, à l'embouchure du Dniester : Kilia et Cetatea-Albă (Moncastro, Akkerman), fut la pensée dirigeante dans la politique, prudemment calculée et soutenue avec une inlassable énergie, du plus grand parmi les princes roumains. Mais ce ne fut que par les plus grands efforts d'un esprit supérieur qu'il réussit à pouvoir transmettre à son fils Bogdan l'héritage moldave, accru même par la conquête de la Pocutie pendant longtemps disputée. Il suivait attentivement les démarches d'Ivan, et un voyageur, Herberstein, affirme qu'il s'émerveillait, lui, le sage, en le voyant arriver par la ruse seule à des buts qu'il ne pouvait pas atteindre lui-même en gardant, nuit et jour, l'épée au poing, la lisière de ses États.

Les longs combats d'Étienne lièrent cependant indissolublement à la Moldavie l'idée des croisades, en ce qui concerne la possibilité de la réaliser en Orient. Une trentaine d'années après sa mort, un écrivain moscovite, dont, dans les circonstances où a été écrit cet opuscule, nous n'arrivons pas à retrouver le nom, s'adressait, dans son espoir fervent de voir commencer la guerre contre les Infidèles, à ce prince Pierre Rareș, fils

d'Étienne et successeur de son frère Bogdan, qui s'était fait connaître par ses démêlés en Transylvanie, dont il ambitionnait la possession entière (il en domina, à un certain moment, presque un tiers), et par son conflit de longues années avec la Pologne pour la Pocutie, de nouveau perdue par les Moldaves. Le Voévode de Suceava devait se mettre à la tête de la coalition chrétienne destinée à chasser les Turcs d'Europe. Il se borna cependant, en homme avisé qui avait été déjà chassé de son pays, en 1538, par l'intervention personnelle du Sultan Soliman-le-Magnifique, à envoyer du ravitaillement, contre quittance, sinon contre paiement, à l'Électeur de Brandebourg, le Hohenzollern de Berlin, Joaquin qui avait mené des contingents allemands de nouvelle croisade contre les janissaires de Pesth.

Déjà vers la fin du XIV-e siècle des pèlerins venus de Moscovie avaient traversé un coin de la terre roumaine, du côté de Moncastro, pour se rendre par Mer à Tzarigrade, y faire leurs dévotions. Deux ou trois fois ils mentionnent donc la Moldavie dans ces brefs récits de voyages, dénués le plus souvent de tout intérêt historique, dont M-me de Khitrowo donnait, il y a quelque temps, une version française. Des marchands les suivirent peut-être, bien que la production des

deux pays fût presque la même et qu'il y eût au milieu cette Pologne, le plus souvent ennemie, du voisin de l'Est ou de celui de l'Ouest.

Mais le royaume devait rester ouvert de par les traités à ce même commerce entre la Moldavie et les pays du grand-prince quand ses agents se présentaient avec des lettres de passage de la part du Sultan redouté. Peut-être fut-ce d'abord sous Soliman que ces „grands marchands“ impériaux passèrent le Dniester pour aller, à travers la Pologne, chercher en terre russe des produits spéciaux, comme les fourrures, l'ivoire, les „dents de poisson“. Ils apportaient en échange des épices et des vins d'Orient, qui furent remplacés plus tard par du bon „vin valaque“, c'est-à-dire moldave, de Cotnari ou surtout d'Odobesti, ce vin moins cher qui était très apprécié à Lemberg aussi. On connaît le nom d'un de ces émissaires, qui, ayant reçu une somme du Trésor ottoman, étaient chargés de faire les fournitures prescrites sans pouvoir demander un dédommagement: des documents polonais mentionnent plus d'une fois André Chalkokondylas, Grec, qui portait le nom du chroniqueur athénien de la conquête turque. Et il eut des successeurs dans cet emploi jusque vers la fin de ce XVI-e siècle.

Il paraît bien que c'était le caractère qu'avait lors de son séjour en Moscovie ce prince

Jean, prétendant dès lors au trône moldave, qu'il occupa plus tard grâce aux Turcs et qu'il conserva, contre leur volonté, grâce aux Cosaques. Il y épousa la fille du cnèze Rostovski, dont il eut un fils, Pierre. Arrivé à être établi sur son Siègè princier, Jean crut pouvoir signer ses diplômes en ajoutant à son propre nom celui d'un fils désiré qu'il n'avait pas vu depuis longtemps. Il envoya à Moscou l'évêque Ésaïe de Rădăuți, un clerc savant, de bonne école slavone, qui avait compilé un corps de chroniques du pays, pour ramener celle qui devait partager maintenant son trône, et leur enfant. Or Ésaïe ne trouva plus ni l'un ni l'autre : ils avaient été emportés par la peste. Et Jean, qui se consolait, au milieu de ses combats, de leur attente, ne reçut jamais la nouvelle douloureuse de leur perte. Quand l'évêque revint, il était déjà allé les retrouver.

Cette brillante ville de Moscou n'était plus inconnue pour les Roumains. Bogdan, fils d'Alexandre Lăpușneanu, — qui, toujours désireux d'entretenir des relations avec les princes ses voisins, jusqu'à celui de Prusse, Albert de Hohenzollern, n'aura pas manqué non plus de députer quelque émissaire au Tzar, — se réfugia pour quelque temps auprès de ce dernier. On prétendait l'avoir vu à la Cour moscovite, devenu, dans son malheur, aveugle,

peut-être, comme l'avait été son père, et fou comme lui.

Vers la fin du même siècle, si le grand-prince moscovite n'entra pas dans cette ligue chrétienne qui devait briser la puissance des Turcs, au moment même où on leur attribuait le projet, menaçant pour la Russie, d'essayer un canal du côté du Volga, il y eut des relations étroites entre Michel-le-Brave, prince de Valachie et, quelque temps, principal acteur de cette lutte, dans laquelle il consuma ses forces, et non seulement le prince Constantin d'Ostrog, à la petite Cour duquel le poète grec Georges Palamède chanta les exploits du héros valaque, mais aussi l'usurpateur Boris Godounov. Il est question dans les documents contemporains des émissaires qui furent échangés entre eux, émissaires parmi lesquels on rencontre ce Lucas de Chypre, grand calligraphe, qui fut évêque de Buz u, puis Métropolitain, et qui remplissait ce rôle aussi en 1624, au nom du prince moldave Alexandre Coconul („l'Enfant"); mais on ne peut pas connaître d'une manière plus précise l'objet des négociations. Or, Godounov était l'ennemi de la Pologne et Michel soutenait les assauts du chancelier Zamoyski qui devait être la principale cause de sa ruine; on a dit même qu'il espérait pouvoir devenir roi de Pologne, ainsi que l'avait été son pré-

décèsseur comme prince de Transylvanie, Étienne Báthory, un grand roi; Pierre-le-Boiteux avait bien été, malgré son insuffisance, candidat au même trône. Il comptait s'appuyer sur le mécontentement et les espérances des cnèzes russes, ainsi que sur les tendances à la révolte de la population orthodoxe soumise à la domination polonaise. Mais ce rêve disparut dans sa catastrophe.

Au milieu des troubles intérieurs qui précédèrent l'établissement de la dynastie des Romanov, la Moscovie ne porta aucun intérêt à la longue rivalité sanglante qui ruina les deux pays roumains, entre les princes de création polonaise et ceux qui devaient leur Sièges à l'argent versé au Trésor turc. Mais, lorsque le Tzar Michel eût affermi son pouvoir, lorsque, grâce au courant religieux initié par Pierre Movilă, Moscou eût surmonté aussi la grande crise confessionnelle de la propagande jésuite, elle commença à devenir le refuge des membres, persécutés par les hétérodoxes, du clergé roumain, dans les États du prince de Transylvanie, car leurs frères de Moldavie et de Valachie n'envoyaient que rarement des moines mendiants à la Cour de l'empereur orthodoxe, moins libéral sous ce rapport que des princes aussi riches que Basile Lupu et aussi secourables aux églises que son contemporain valaque Ma-

thieu Basarab. Mais les évêques, les abbés, les simples hiéromonaques transylvains étaient arrivés à être connus à Poutivla, la place où on vérifiait les passeports des quémandeurs et des réfugiés, et au „bureau des ambassadeurs“. Citons, après ce Grec Jérémie, évêque du Marmaros, en 1631, les trois envoyés du Métropolitain roumain de Balgrad (Alba-Julia), des moines du couvent de Prislop, en 1629, et, un peu plus tard, l'évêque de Jenö-Inău, dans le Banat, Longin, dépendant directement du Patriarche de Constantinople¹. Et il ne faut pas oublier que l'évêque Gennadius, chef de cette Église de Transylvanie, était originaire de Poutivla.

Oreste (Iorest), Métropolitain des Romains orthodoxes de Transylvanie, chassé, maltraité, dépouillé et menacé de mort par le prince George Rákóczy I-er, passa par la Moldavie, où il avait vécu jadis dans le couvent de Putna, et s'y fit délivrer une attestation pour aller se jeter ensuite aux pieds de Tzar. Et, jusqu'à la fin du siècle, cette coutume se maintint.

Les pétitionnaires étaient même parfois originaires du Banat, comme Longin et Théodose, évêque de Versecz, accompagné en 1662 par des moines de Vodița, par exemple. Et on vit plus d'une fois dans les rues de Moscou des prêtres de l'église de Saint Nicolas à Brașov-Kronstadt, fondation des princes valaques,

¹ Silviu Dragomir, loc. cit., p. 25.

qui revinrent avec des parements et des livres d'église en slavon, qui se conservent encore.

Ce n'est que bien rarement qu'ils se rencontraient avec des moines moldaves et valaques, venus seulement pour recueillir des aumônes, comme l'archimandrite Benoît de Bucarest, de l'église de l'Ascension, qui voulait bâtir une église, en 1630, ou les hégoumènes des couvents de S. Démètre et de la Trinité, un peu plus tard.

Celui qui représenta le mieux les tendances politiques de ces Roumains non-libres fut Sabbas Brancovici, — un Serbe de nation, frère du célèbre aventurier le despote Georges, mais chef de l'Église roumaine orientale de la Belgrade transylvaine, l'Alba-Julia des lettrés. Il fut assez habile pour obtenir, en 1668, une mission de la part du prince même, Michel Apaffy, qui, excité par son entourage, devait bientôt décréter sa chute et son martyre, mais il avait en vue, non seulement les intérêts de son Église apauvrie et menacée, mais aussi ces grands projets romantiques, de résurrection de la domination chrétienne orthodoxe en Orient, qui menèrent son frère et conseiller à la Cour de Brâncoveanu, prince de Valachie et, au bout de son agitation, dans la prison dont il ne sortit que pour mourir. Les propositions faites par le Métropolitain contenaient l'idée d'une révolte générale, comprenant les Roumains et aussi

les Serbes et les Bulgares, appuyés d'une intervention russe sur le Danube. Sabbas officia dans l'église de l'Assomption de Moscou, portant sur sa tête la tiare d'or offerte par le Tzar ¹.

Des visites comme celle de l'évêque Sabbas montrent mieux que tout argument que l'origine de la politique russe active dans l'Orient balcanique n'est pas due seulement aux conséquences de cette politique impérialiste, byzantine, adoptée par les Tzars dès le siècle précédent. Déjà peu après 1600 le Métropolitain Mathieu de Myrrhe, en Asie Mineure, établi en Valachie comme supérieur du cloître de Dealu, où reposait la tête du héros Michel, parlait du futur Empire de Constantinople en relation avec ces „nations blondes du Nord“ qui devaient recueillir l'héritage de Michel, mort pour la chrétienté, dont les louanges retentissaient dans les chants épiques des lettrés grecs de l'époque, aussi bien que celui des Grecs. Toute une série de prélats de Constantinople, de Jérusalem, d'Alexandrie s'adressèrent au Tzar de la revanche et de la restauration byzantine. Des prélats serbes, des moines vagabonds qui portaient le titre de Patriarches d'Ipec prenaient le chemin de la Moscovie, alors que

¹ Silviu Dragomir, loc. cit., p. 27.

Leurs prédécesseurs du XVI^e siècle avaient recueilli les seules aumônes de l'Empereur catholique de l'Occident.

Une mission était ainsi imposée aux nouveaux empereurs d'Orient, mission qu'ils n'étaient guère disposés à accepter. D'autant plus qu'ils devaient rencontrer devant eux dans leur chemin vers la Byzance des traditions, des légendes; des chants populaires un adversaire ayant des droits plus anciens à la reconnaissance de la grécité, qu'il avait sauvée dans sa catastrophe, recueillie, réchauffée et restaurée, à laquelle il avait donné des livres pour ses églises et, pour ses chefs, les Patriarches de Constantinople, les subsides qui avaient empêché la totale ruine financière, donc politique aussi, de ce Siège vénérable, et qui, tout dernièrement, avait fait briller devant les yeux enchantés de ces esclaves des Turcs l'épée miraculeuse de Michel. Et, en même temps, il y avait un empêchement matériel à l'expansion moscovite dans la direction du Sud-Ouest: d'abord un autre État, encore assez fort pour ne pas pouvoir être supplanté, puis, à l'encontre de cet État, un mouvement populaire employant les mêmes éléments nationaux pour une politique plus rémunératrice et plus glorieuse dans ses résultats immédiats.

Il s'agit, d'un côté, des pays roumains, de l'autre, de la Pologne et des Cosaques.

CHAPITRE VI

Les Roumains et les révolutions de l'Ukraine.

Nous avons déjà parlé de la richesse de Basile Lupu, de sa libéralité envers l'Église, du patronage accordé avec grandeur aux Patriarches de Constantinople, qu'il régentait à sa guise, de l'aspect impérial sous lequel il paraissait devant ce monde grec avide de délivrance. Pour la Russie occidentale c'était un grand appui ; le couvent de nonnes bâti sur la rive du Dniester par sa fille Marie, épouse du prince russo-lithuanien Janus Radziwill, fut le modèle pour l'établissement que devait fonder plus tard le Tzar Alexis. Il fit bâtir le second couvent de Pétschersca près de Kiev et celui de la Trinité, qui avait été détruit par un incendie ; ce n'est qu'après ce don magnifique qu'Alexis envoya 1.500 pièces d'or pour faire l'iconostase et les icônes. C'est le diacre Pierre d'Alep, compagnon du Patriarche Macarius d'Antioche, qui donne ces informations,—ce diacre, qui était blessé, ainsi que son maître, par les attitudes altières de ce Moldave au sang balcanique, auprès duquel le Tzar apparaissait comme le type même de la mansuétude et de l'humanité.

Dès 1649 le Patriarche de Jérusalem, Paï-

sus, apparaissait à Moscou pour essayer d'un ligue orthodoxe entre Basile et le Tzar, qui s'y refusa¹. Des moines moscovites paraissent ensuite en Moldavie sous le prince Georges Étienne, successeur de Basile Lupu, qu'il avait renversé avec le concours des Valaques et d'un puissant contingent transylvain; il est bien possible qu'ils aient été chargés d'une mission politique secrète. Mais on sait par un document contemporain que des émissaires du Tzar se présentèrent devant le vieux prince Mathieu et que celui-ci refusa de donner une réponse à leurs propositions.

Ces relations politiques auraient été encore plus étroites s'il n'y avait pas eu, à ce moment, entre Moscovites et Roumains cette autre formation politique de religion orthodoxe et de nationalité russe, la bande pillarde des Cosaques, organisée après la victoire contre les maîtres polonais exécrés, contre les fermiers juifs et les prêtres catholiques, leurs auxiliaires, dans des proportions qui auraient pu donner, avec d'autres chefs, une autre discipline et aussi d'autres buts, un vrai État, réédition, diminuée comme rôle historique, de l'ancienne Lithuanie.

Bogdan Chmielnicki avait commencé par

¹ Silvia Dragomir, loc. cit., p. 25.

être un simple serf russe sur le domaine d'un propriétaire polonais; brutal et ivrogne, il aurait tué sa femme, et ses fils furent élevés comme des louveteaux. Lorsqu'il eut une armée de rebelles sous ses ordres, comme chef d'une jacquerie avide du sang des oppresseurs, il s'adressa d'abord aux deux princes roumains leur demandant de „lui fournir leur appui pour la délivrance des Cosaques orthodoxes de la servitude des Juifs et des Arméniens, ainsi que des misérables Polonais“. Or Mathieu avait d'autres soucis et Basile était le bon ami fidèle de ces mêmes Polonais dont il s'agissait de détruire la lignée dans ces provinces russes. Les parents polonais des Movilă eurent un rôle principal dans les essais qu'on fit pour réprimer la révolte, et les cruautés perpétrées par Wiszniewiecki, le propre fils de la fille de Jérémie, dont il portait le nom, sont restées célèbres. Son fils avait demandé en mariage la fille cadette de Basile, Roxane. Des soldats moldaves combattaient sous ses ordres. Le prince de Moldavie ne voulait, de ce mouvement paysan, rien autre chose que la perspective de pouvoir s'étendre lui-même en Russie, si la Pologne venait à crouler sous le coups des Cosaques. Ce ne fut qu'alors, écrit Paul d'Alep, que Cmielnicki prit la résolution de s'adresser au Tzar, dont il a-

vait redouté jusqu'alors la puissance, écrasante pour ses débuts encore mal assurés ¹.

Bientôt un conflit éclata entre le chef cosaque assuré dans ses possessions, qui avaient pour centre Tschegrine, par le traité de 1649, et le Moldave, fier et soupçonneux. Le prétexte fut l'opposition faite par Basile au projet d'union entre ladite Roxane et le propre fils du Hetman, un barbare laid, au visage marqué de la petite vérole, cruel même avec les siens, qu'il dépeçait à coups d'épée, pour le moindre prétexte de mécontentement. Une terrible invasion dévasta en 1650 les districts moldaves de l'Est; le prince dut se cacher dans les profondeurs d'une forêt, où on voit encore la modeste église de bois qu'il y érigea pour y faire ses dévotions. Les églises, les monastères furent seuls épargnés, mais les envahisseurs se saisirent, sans doute, des biens déposés par les boïars et les marchands dans ces asiles qu'ils croyaient gardés par leur caractère sacré lui-même. Jassy n'était plus, à leur départ, qu'un monceau de ruines.

Forcé à faire sa paix avec le Hetman, Basile envoya le Métropolitain Barlaam à Tschegrine pour fixer les conditions d'un mariage

¹ Voy. notre étude sur l'Ukraine et les Roumains, dans le „Bulletin“ cité, année 1915.

qu'il ne pouvait plus éviter. Les noces furent retardées, à force d'habileté, jusqu'en 1652, lorsqu'une nouvelle et grande défaite des Polonais, à Beresteczko, montra que la situation n'était plus à refaire; les Cosaques assiégeaient déjà la forteresse du Kamieniec-Podolski, en face du Hotin moldave. Au mois d'août 1652 Timochek, le fils de Bogdan, était à Iampol, près du Dniester, où il fut reçu par des jeunes seigneurs de la Cour du futur beau-père. Un peu plus loin, un des deux frères Cantacuzène, qui descendaient des empereurs de Byzance, se présenta pour le saluer. Après avoir pris des gages contre une trahison de la part de Basile, le jeune Cosaque se dirigea vers Jassy, où tous les boïars et une vraie petite armée de 8.000 hommes sortirent à sa rencontre, aux sons de la musique orientale, sous la conduite du Voévode lui-même, et les cavaliers de Timochek, au nombre de trois cents, montés sur de petits chevaux de la steppe, ornés d'or et de perles, défilèrent par les rues couvertes de poutres de chêne de la Capitale moldave, où on pouvait voir encore les traces de leur séjour en 1650.

Déjà un voyageur russe de la fin du XVI^e siècle, Tryphon Corobéïnicov, avait visité cette ville, où il remarqua le palais, d'une construction simple, de bois mêlé de pierre,

du prince Aaron et l'église de Saint Nicolas, fondation d'Étienne-le-Grand, où il entendit la messe. Depuis lors Jassy s'était embellie et agrandie: les deux grands couvents nouveaux, bâtis par Basile lui-même, les Trois Hiérarques, qui ont conservé jusqu'aujourd'hui leur ancienne forme, et Golia, plusieurs fois refaite, étincelaient de toutes leurs dorures délicates. Aux anciens marchands, qui avaient le devoir de changer pour le Trésor du prince les monnaies au coin différent apportées par les acheteurs d'origine diverse, s'étaient ajoutés quelques Juifs, à la chasse desquels procédèrent aussitôt ces hôtes qui leur portaient une rancune spéciale. Tel d'entre eux, comme le riche Yanaki, venait de l'Ukraine elle-même, ayant échappé aux persécuteurs de sa race, qui vengeaient d'anciennes et graves injures. Des négociants chrétiens aussi connaissaient, non seulement la Russie polonaise, avec ses bourgs et ses foires, mais aussi la Moscovie: ils avaient parfois des privilèges du Tzar, comme ce Nicolas, fils de Georges, Grec de nation, qui était admis, le 15 juillet 1664, par un privilège solennel d'Alexis Michailovitsch, „à conduire ses affaires“ en Moscovie, „à y amener ses marchandises, déterminées une fois pour toutes, qui seront aussi pour l'usage de notre Chambre impériale“, sans payer aucun droit de douane, ni sup-

porter d'autres charges¹. Et une députation moldave allait conclure même avec ce grand potentat un traité permettant l'échange de produits entre les deux pays.

Pendant plusieurs jours tout le monde fut en liesse à Jassy, à l'exception de ces pauvres Israélites, cachés craintivement dans leurs misérables boutiques. La musique jouait à la Cour, de jour et de nuit. Les repas se succédaient, et les danses aussi, à la moldave et à la cosaque, et, lorsque ses musiciens ucrainiens accordèrent leurs instruments, on vit la sombre figure renfrognée de Timochek lui-même s'éclaircir dans un sourire de contentement et de sa voix rude qu'on n'avait pas encore entendue il exprima naïvement, au bruit des canons qui tonnaient, des vœux pour son père, son beau-père qui „lui avait adressé une parole amie“, pour „la liaison entre les deux familles“. Et les parents du fiancé, les bonnes commères rustiques de l'Ukraine, comme Haska Karpitzan, dont le nom a été conservé par l'histoire, se sentirent prises d'une grande émotion en vidant les hanaps de vin moldave et, tout en larmes,

¹ L'original de ce privilège est conservé à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine. Nous l'avons analysé dans notre „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“, I, mémoire sur „l'Ukraine moldave“.—Cf. le traité conclu avec le Métropolitain Gédéon, dans nos „Studii și documente“, IV.

trébuchant sur leurs pieds mal assurés, elles se vantèrent bravement, en dépit des sourires de ce beau monde élevé à la mode de Constantinople, d'„être venues pour un rapt“ et de pouvoir rapporter dans leurs humbles demeures la belle fille du riche Voévode Basile

Roxane vivait, plus ou moins heureuse, dans ce milieu paysan, à Rachcov, sur la rive opposée du Dniester, où elle fit élever une église de pierre selon les traditions de l'architecture moldave; elle ne devait revenir dans son pays que plus tard comme veuve, et elle n'y rencontra plus sa famille.

Georges Étienne, le logothète de Basile dont il a été question plus haut, avait surgi comme chef d'une révolte inattendue. Son maître dut quitter la Moldavie, mais il y revint bientôt avec les Cosaques de ce gendre, qui, malgré sa rudesse naturelle et son insatiable cruauté, savait cependant observer les règles d'une loyauté primitive. Ses guerriers regagnèrent assez facilement le trône au Voévode déchu, et ils l'accompagèrent volontiers, attirés par l'espoir du butin, en Valachie pour y accomplir l'œuvre de vengeance. Mais à Finta la mésintelligence entre eux et les troupes moldaves amena un désastre. „Montrez-nous“, s'écriaient les Cosaques au milieu du désarroi général, dû à l'attaque hardie de la cavalerie valaque, com-

posée de jeunes boïars fidèles, „montrez-nous de quel côté il faut marcher, ou permettez-nous de creuser des tranchées selon notre coutume“. Timochek lui-même avait perdu la tête. Une partie des ses soldats montèrent à cheval et accompagnèrent les Moldaves dans leur retraite précipitée. Les autres étaient en danger de tomber tous entre les mains des vainqueurs. „Personne n'aurait cru“, écrit le chroniqueur Miron Costin, „que les fantassins cosaques eussent pu s'échapper vivants. Mais il faut admirer l'esprit des Cosaques dans la détresse. Après la fuite de leurs chefs et du Hetman lui-même, ils élurent un capitaine d'entre eux et formèrent leur camp fermé, de sorte qu'ils purent se défendre jusqu'aux approches de la nuit. Et pendant la nuit ils allumèrent des feux avec leurs chariots et les broussailles. Et ils partirent tout seuls, en ordre, sans cette forme du camp, à pied, et arrivèrent à sortir tous, jusqu'au dernier, sans aucun encombre, jusqu'en Moldavie.“

Il n'y avait plus que quelques centaines de Cosaques dans la petite armée avec laquelle Basile essaya de se défendre contre le retour offensif de son rival; Timochek était allé au-delà du Dniester pour demander à son père conseil et appui. Basile dut bientôt chercher un asile chez sa fille, à Rachcov.

Lorsque le fils du Hetman revint, avec une

armée de 9.000 hommes, il ne risqua plus une nouvelle bataille; son intention était seulement de défendre l'ancienne Capitale moldave, Suceava, où s'était réfugiée sa belle-mère et le jeune Étienne, fils de Basile, avec leurs riches trésors. Après avoir pillé le splendide couvent de Dragomirna, les Cosaques se renfermèrent dans leurs tranchées. Ils étaient considérés comme invincibles dans ces positions, et le commandant des Polonais au service de Georges Étienne s'exprima de la sorte sur leur compte: „L'armée cosaque, si elle parvient à *s'enterrer* en creusant des tranchées tout autour, est invincible, non seulement dans une semblable place, sous les murs d'une forteresse, mais sur le bord d'un ruisseau quelconque“.

Mais les provisions manquèrent bientôt, car l'ennemi, plus nombreux, avait réussi à investir complètement les Cosaques. Ces derniers furent réduits „à frire et à manger les peaux des chevaux crevés, leurs sandales de cuir et les racines“; et „ils étaient continuellement harassés par leurs veilles et molestés par les canons“. Timochek lui-même reçut, pendant son repos de nuit, un boulet dans le genou et en mourut trois jours plus tard. Les siens durent se rendre sous des conditions très honorables, qui leur permettaient de se retirer en ordre vers leur patrie lointaine. Leur malheur fut attribué par les indigènes à la profanation

des églises, qui ne trouvèrent plus grâce comme autrefois, devant leur avidité de gain. Le vieux Chmielnicki, qui était arrivé déjà à Kamieniec, abandonna toute intention d'intervenir, et Basile quitta sa retraite de Sobotov pour demander vainement l'aide des Tatars et échouer bientôt dans la prison d'État de Constantinople, où on crut bien qu'il finira ses jours.

Déjà en 1654 les Cosaques étaient devenus les vassaux du Tzar, dont le nom était commémoré dans leurs églises, en attendant qu'ils eussent reconnu l'autorité religieuse suprême du Patriarche de Moscou. Un traité solennel vint régler ces relations nouvelles, en 1655. Le Hetman, qui ne pouvait pas oublier la mort de son fils, — le seul qui fut capable de lui succéder, l'autre, Georges, étant d'abord ôté à Constantinople, puis un moine inoffensif, — se jeta de nouveau sur la Pologne, lorsqu'elle essuya l'attaque téméraire de ce prince de Transylvanie, Georges Rákóczy II, dont les soldats avaient amené cependant la catastrophe de Suceava. Il finit bientôt ses jours, aigri contre tout le monde et contre soi-même, en 1657, après avoir ébloui ses voisins de sa bravoure et de sa fortune.

De fait, il n'y avait plus, au moment de sa mort, que cette grande Moscovie et son

„empereur“, dont l'autorité suprême venait d'être reconnue jusqu'aux bords du Dniéper. Georges Étienne lui-même l'avait bien senti. A l'arrivée d'un moine russe qui portait des lettres du Tzar, contenant des offres politiques, — une „demande de concours“, sous la forme „d'être“, disait Alexis, „sous notre main très haute, celle d'un prince chrétien, et d'échapper au joug des Musulmans“, — il répondit en envoyant, dès 1656, des ambassadeurs solennels, ayant le droit de conclure un traité. Ce furent le Métropolitte Gédéon et le logothète Grégoire Neniul, qui portaient „un petit cadeau de notre art“. Le Patriarche d'Antioche les aida dans leur mission.

Les traité, qui fut en effet signé et juré dans l'église de l'Assomption, au mois de juin, contenait les conditions suivantes : la Moldavie aura des princes de sa nation ; elle rentrera dans la possession des forteresses du Danube et de Dniester, occupées par les Turcs ; des dons annuels remplaceront l'ancien tribut qu'on servait aux Turcs ; le prince moldave pourra retenir ses relations avec les Tatars, qui sont une nécessité pour son pays, du moment que la Bessarabie méridionale, le Boudschac, leur appartient. Mais le Tzar attendit l'apparition de ses troupés en Pologne pour envoyer, de son côté, à Jassy ses plénipotentiaires ¹.

¹ Silviu Dragomir, loc. cit., pp. 26-27.

Le 29 juin un traité de commerce fut accordé par le même Tzar, pour „permettre aux marchands de Moldavie de faire leur commerce dans notre Empire russe, avec toute espèce de marchandises, librement, sans aucune prohibition et sans aucun dommage“¹. Et, lorsque le mécontentement des Turcs pour sa participation à la campagne de Pologne fit perdre à Georges Étienne ce trône qu'il n'avait occupé que quatre ans à peine, il ne chercha pas un appui en Pologne, où Basile comptait encore nombre de parents et d'amis, mais bien à Moscou même. Il y fut reçu honorablement, et on se rappela du traité conclu au Kremlin et dûment confirmé par les deux parties, dans lequel étaient posées, pour ainsi dire, les conditions de sa restauration². Ceci ne devait cependant jamais arriver, et le malheureux exilé quitta bientôt ce séjour moscovite pour s'établir à Stettin, sur les terres allemandes du roi de Suède, où il mourut, au bout de ses vains efforts et de ses longues souffrances.

La débâcle des Cosaques continuait sous le faible successeur de Chmielnicki, le moine défroqué Georges. Un parti sollicitait la pro-

¹ Iorga, *Studii și Documente*, IV, pp. 244-245, no. LXXX.

² Hurmuzaki, X, p. v.

tection du Khan des Tatars, un autre se jetait — littéralement — aux pieds du roi de Pologne, lui demandant une autonomie garantie en échange pour une liberté toujours menacée. Wychowski, qui avait visité la Moldavie dans la suite de Timochek, remplaça le jeune Chmielnicki, qui fut rappelé cependant par ses adhérents. Puis ce fut le tour d'un autre de ces hôtes de Basile Lupu en 1655 : Tétéra, qui garda le pouvo'r jusqu'en 1665, quand il dut prendre de nouveau le chemin qui menait en Moldavie.

Mais avant ce traité d'Anbrussow, du 30 juin 1667, entre Moscovites et Polonais, qui reconnaissa't la domination des premiers ur tout le territoire, appartenant jadis aux Csaks, à l'Est de Dniéper, alors qu'Kev devait appartenir encore au roi, les auc'ens guerriers du Hetman Bogdan se môle'rent encore, de temps en temps, dans les affaires de la Moldavie, où les appela'ent, comme leurs prédécesseurs du XVI-e siècle, les Nisoves, maintes sollicitations de la part des princes en exil. Georges Étienne voulait prendre une de leurs bandes à sa solde, et Constantin, ancien princ de Valachie, comme successeur du vieux Mathieu, obtint par leur concours, pour quelques semaines au moins, le trône de Jassy. Comme le jeune Étienne, fils de Basile, qui était arrivé enfin à tenir des Turcs l'héritage de son père, avait at-

taqué Rachcov pour délivrer sa sœur Roxane, ils marchèrent contre lui sous le commandement d'un capitaine Kechko et du secrétaire grec, Stamatello ou Stamatenko. Bien que la partie fût évidemment perdue, les guerriers du Dniéper persistèrent, jusqu'au bout, dans leur résolution de défendre Constantin : ils ne voulaient pas, disaient-ils, „que leur gloire, leur honneur périclisse“. De son côté, le prince vainqueur se garda bien de les irriter par une poursuite plus énergique.

Ce fut aussi leur dernier voyage de Moldavie. Le tour était venu pour les Moldaves eux-mêmes d'aller les relancer, comme auxiliaires des armées turques, dans leurs repaires. Car, si les Polonais soutenaient l'ambition du Hetman Sirko, les Turcs étaient les protecteurs en titre de ce Dorochenko qui venait de leur soumettre l'Ukraine entière.

Dans les combats pour cette Ukraine qui s'étaient livrés d'abord entre Turcs et Polonais, les princes roumains, ne trouvant pas l'appui suffisant auprès du roi catholique de Varsovie, eurent de nouveau l'occasion de s'adresser à la puissance moscovite.

Après le combat de Hotin et la victoire de Jean Sobieski sur les forces ottomanes, le prince moldave Étienne Petriceicu et Constantin Șerban, prince de Valachie — tous les

deux alors des „traîtres“ en exil — députèrent au Tzar le moine Théodore, du couvent de St. Paul au Mont Athos, pour offrir de passer sous sa suzeraineté, quittant „le joug de l'esclavage“, à cause „des grandes et insupportables invasions et de plusieurs autres injustices“. Ils demandaient l'envoi d'une partie des troupes moscovites contre les Tatars, l'autre devant venir dans les Principautés pour soutenir les deux princes. Le Tzar fit prêter serment à l'émissaire et ordonna au Voévode de Viatca, Jean Andréévitch Chovanski, de secourir la Moldavie, alors que les Cosaques, ses vassaux, sous Romadanski de Bielgorode et sous Ivan Samoïlovitch, se dirigeront contre Dorochenco, qui était alors encore maître de l'Ukraine. La soumission des Principautés était cependant acceptée, le 10 mars 1674, seulement sous la réserve de n'avoir pas fait déjà la soumission au roi de Pologne. Des ambassadeurs solennels, évêques et boïars, auraient dû venir pour conclure un traité formel, mais les circonstances ne le permirent jamais¹.

Suivant les traces de ce burgrave Pârvu qui vers 1580 avait pénétré dans le pays cosaque jusqu'à Péréiaslavl, les troupes des princes de Moldavie et de Valachie se diri-

¹ „Collection des traités de l'Empire“, IV, pp. 591-594; Mitilineu, *Colecțiune*, p. 71; D. A. Sturdza, *Acte și documente*, I, pp. 9-12.

gèrent, en 1677 et 1678, après la conclusion de la paix polono-turque de Zurawna (1676), contre Tschechrine, défendue par les Cosaques dépendant du Tzar, sous Romadanowski.

Ces auxiliaires furent employés pour bâtir les forteresses destinées à défendre la nouvelle frontière sur le Dniéper jusqu'en 1680-1681, quand fut signée la paix avec les Moscovites, à Radzin. Cette paix, qui laissait Kiev elle-même au Tzar, donnait aux Turcs ces châteaux qui avaient vu tout aussi bien la turbulence des anciens Nisoves que les exploits plus récents du Hetman - roi Bogdan Chmielnicki. Mais les populations qui y habitaient, à Nimirov, à Sobotov, à Tzicounovca, étaient habituées depuis leur révolte couronnée de succès à une vie de liberté et de privilèges; leur imposer un maître musulman, un simple gouverneur païen pouvait être dangereux. Or, comme le très riche prince de Moldavie, Duca, un natif de Roumélie, venait d'arriver, en 1681, à Constantinople pour terminer des affaires pendantes et racheter son droit d'exploiter la principauté pour ses vastes entreprises de commerce, on pensa — et il y pensa probablement lui-même, dans l'intérêt même de ce commerce, — à lui confier, contre argent et avec l'engagement d'un tribut, l'administration de ce territoire que l'énergie pleine d'initiative du Vizir Achmed Keupreult venait d'ajouter à l'Empire. L'union de l'Ukraine à

La Moldavie avait été déjà décidée vers la fin de juin, et ce n'est qu'après un mois que Duca fit son entrée à Constantinople, où l'attendait un drapeau d'investiture de plus à côté des deux qui symbolisaient le pouvoir sur la principauté de Moldavie. Reçu en audience par le Sultan le 12 août, il chevaucha en grande pompe, vêtu d'un riche habit de brocart fourré de zibelines, à travers les rues de la Capitale ottomane, et parmi ses conseillers qui reçurent des cadeaux à cette occasion il y avait aussi huit Cosaques, auxquels cependant on ne fit pas, comme aux boïars, les honneurs du vêtement de cérémonie usuel dans ces circonstances, le caftan.

De retour, le Hetman-prince, qui fit envoyer à Constantinople le pauvre Georges Chmielnicki, s'occupa aussitôt d'organiser sa nouvelle possession. Un Grec, de l'espèce de Stamatello mentionné plus haut, Jean Draguinitsch, fut établi comme vicaire, et après quelque temps les Cosaques purent saluer de leurs acclamations le nouveau maître, qui venait leur apporter la bonne nouvelle que la Porte ne voulait pas de tribut, mais seulement un concours militaire en cas de guerre. Il y eut aussi un banquet plantureux à Nimirov, en octobre; Duca ne manqua pas de conserver l'administration antérieure, par les magistrats des villes, les polcovnics, les sotnics, les juges et les écrivains ou pissars

(avec un „pissar général“); il demandait seulement que les procès fussent jugés en dernière instance à son Siège de Jassy. Un palais fut bâti près du Dniester, à Tzicounovca, en face de Soroca, et les agents princiers commencèrent une vaste exploitation agricole que le pays n'avait jamais connue, avec des troupeaux de moutons et de bêtes à cornes, des ruches d'abeilles, des fabriques de bière et d'eau-de-vie. Des privilèges très étendus amenèrent la prompte colonisation de ce pays jusque lors presque désert. On attribuait même à cet habile administrateur l'intention de passer, au moment du danger turc, en Ukraine „et puis à Moscou même“.

En 1683 les Turcs assiégeaient Vienne. Parmi les troupes amenées par le prince de Moldavie dans le camp turc il y avait aussi des Cosaques, „plusieurs polcs“. Un certain Dorochine était resté pour garder la nouvelle province. Duca, bientôt prisonnier, au retour, des Polonais, ne devait plus jamais la revoir: la bande de Kunicki, nouveau Hetman au service du roi Jean Sobieski, qui espérait gagner, dans cette croisade, tout le pays jusqu'au Danube, avait restitué à la Pologne ce territoire où la domination moldave n'avait été qu'un incident passager. Kunicki fut cependant remplacé par un Moldave, Mochila, et le titre de l'Ukraine resta dans les sceaux des princes moldaves jusqu'en 1685.

Il faut rattacher aussi à cet incident, qui ne manque pas d'intérêt, les nombreuses émigrations des paysans moldaves, criblés d'impôts, vers cette „liberté“ de l'Ukraine qui appelait sans cesse de nouveaux travailleurs pour un sol d'une inépuisable richesse. Les chroniques l'affirment formellement, et peut-être faut-il y voir la seule origine de cette nombreuse population roumaine qui occupe non seulement les bourgs de la rive gauche du Dniester, comme Dubăsari, mais aussi un grand nombre de villages dans cette province dont Kherson est la capitale, jusqu'au Boug même.

CHAPITRE VII

Pierre-le-Grand et les Roumains.

Dès 1684 cependant la politique chrétienne avait repris le dessus en Moldavie, où Étienne Petriceicu avait été établi par les Polonais à la place de Duca. Le nouveau prince aurait préféré cependant à ces catholiques les orthodoxes de Moscou, et son émissaire à la Cour du Tzar, le Métropolitte Dosithée lui-même, devait déclarer qu'on ne croyait plus aux belles paroles des Polonais menteurs et capricieux. Comme la peste sévissait en Moldavie, on ne lui permit pas cependant de dépasser Poutivla ¹.

A cette époque Pierre-le-Grand était déjà Tzar de Moscovie, Empereur russe, et il prenait sa part à la guerre de récupération que l'Europe occidentale, incitée par le Pape, avait commencée contre l'Empire turc en décadence.

Plus d'une fois, et d'une manière essentielle, son action devait intéresser ces Roumains qui lui avaient donné le précepteur de son jeune âge Nicolas Milescu et au milieu desquels il devait trouver un conseiller et un collaborateur de l'importance culturelle de Démétrius Cantemir.

¹ Șilviu Dragomir, loc. cit., p. 28.

Pierre-le-Grand fut-il l'initiateur de la politique qui sera toujours rattachée à son nom et dont le puissant souvenir amena le faussaire qu'on a découvert, à fabriquer ce prétendu testament qui recommande à ses successeurs la conquête de Constantinople ? A-t-il commencé son règne, pendant longtemps incertain, menacé d'intrigues militaires et civiles, de compétitions dynastiques, par se poser un programme d'action envahissante en Orient, auquel il aurait voué sa vie entière ? Faut-il faire dater de son époque, et de sa propre pensée même, cette poussée vers les mers du Sud qui sera dorénavant un caractère principal de la politique moscovite, devenue, par l'annexion de Kiev surtout, celle de la nation russe entière ?

Il faut répondre résolument : non. Sans la croisade contre les Turcs, commencée en 1683, peut-être n'aurait-il jamais combattu contre les janissaires du Sultan et sans l'attaque de Charles XII et ses complications polonaises ne serait-il jamais descendu dans ces régions de Dniéper où il rencontra, avec Charles XII en retraite, la trahison de Mazepa et un état de choses qui l'invitait à une nouvelle action du côté de l'Empire ottoman qu'il se faisait illusion de pouvoir détruire d'un seul coup. Car ce qui lui tenait le plus à cœur c'était une autre conquête que celle des territoires habités par ses frères or-

thodoxes et „slavons“ du Danube et de la Péninsule des Balkans: la conquête du passé moscovite lui-même dans ce qu'il avait de théocratique ou de mongol, l'occidentalisation dans une forme germanique des provinces disparates qui formaient son Empire.

Pour diriger son attention de ce côté-ci il fallut l'intervention de ces nations même envers lesquelles on lui attribue l'intention d'avoir voulu les conquérir à tout prix et contre leur gré. Les espérances qui germèrent dans les âmes des sujets chrétiens du Sultan provoquèrent une orientation vers Vienne d'abord, parfois aussi — en ce qui concerne les Roumains — vers la Varsovie polonaise elle-même et enfin vers cette Moscovie restaurée qui réunissait à de précieux souvenirs du passé byzantin de grandes espérances d'avenir.

Si le parti chrétien dans la Moldavie s'adressa après la disparition de Duca à ces mêmes Polonais qui s'étaient saisis de la personne du tyran pour l'envoyer à Lemberg, où il mourut, le prince de Valachie, Șerban Cantacuzène, qui ne se rappelait que trop la grande tradition impériale représentée dans son nom, après avoir suivi tour à tour ces lignes politiques qui ont été fixées tout récemment par un beau mémoire de l'historien serbe Iovan Radonitsch, trouva un chemin de Moscou, qui ne fut pas, du reste, le dernier

dans les errements imposés par sa situation difficile. On a une partie des pièces concernant la mission à la Cour des Tzars Ivan et Pierre du moine grec Ésaïe, venu du Mont-Athos, du couvent de St. Paul, tout spécialement lié à la Russie.

En 1688 il arrivait à Moscou pour solliciter d'abord dans le sens d'une alliance orthodoxe le Patriarche Joaquin, un ancien ami. Le Patriarche de Constantinople, Denis le Sérégian, un client du Cantacuzène valaque, et son collègue d'Ipek, Arsène, l'ami des Autrichiens, lui avaient donné des lettres de recommandation.

La première partie de sa mission était composée des doléances contre le prince de Transylvanie qui avait fait arrêter un émissaire de Șerban et qui permettait aux Impériaux de persécuter l'orthodoxie.

On a le traité conclu par Ésaïe, traité conditionnel, comme l'avait été celui juré par les ambassadeurs de Georges Étienne pour la Moldavie. Au retour, le moine fut arrêté par les Impériaux à Kronstadt et mené à Vienne; délivré par l'intervention de l'ambassadeur russe, il revint à Moscou, mais pour servir d'une manière clandestine ces Jésuites qui lui donnèrent plus tard un vicariat épiscopal de propagande parmi les Roumains vivant sur les confins du Marmoros. Et l'agent moscovite qui se rendit à Bucarest y trouva un nou-

veau prince, Constantin Brâncoveanu, qui n'était guère disposé à jouer sur une seule carte son avenir et celui du pays.

Le préambule — précédé, du reste, par un diplôme confié au Grec Domentius — de cet acte, qui porte la date du 28 décembre, mentionne les „souffrances du peuple chrétien de vos régions“, à cause du „joug païen, des tortures et des ruines, des oppressions et d'autres méfaits“ dûs aux Turcs et, à leurs auxiliaires tatars, de sorte que „l'Église orthodoxe chancelle“. Șerban a demandé à être délivré de cette suzeraineté, devenue si pesante, par des troupes moscovites envoyées dans le Boudschac et par les bateaux du Tzar qui paraîtraient sur le Bas-Danube, la Crimée devant être retenue par les Cosaques du Dniéper. Ces demandes ayant été rapportées par Basile Vassiliévitch, ministre des Affaires Étrangères, et par Alexis Galitzine, ce secours est promis solennellement. Mais l'attaque se dirigera seulement vers la Crimée et la „Horde d'Akkerman“ (de Biélogrode), et même dès le milieu d'avril. Pendant ce temps, le Cantacuzène valaque devra se garder bien de conclure un traité de soumission avec „d'autres États“, — ce qui signifie : l'Empire ou la Pologne. Au lieu d'attendre cependant l'armée libératrice, ce sera lui-même qui, connaissant le chemin de Tschetchrine, se rendra aux passages du Dniéper

pour se réunir à la grande armée en marche contre les Tatars de Crimée. Après la victoire, qu'on espère, les troupes russes et valaques attaqueront le Boudschac. Le moment sera venu alors de signer le traité ¹.

Il paraît bien que Șerban, qui mourut la veille de conclure son traité définitif avec les Impériaux d'Occident, aurait préféré l'alliance allemande, avec les Habsbourg, à toute autre sujétion chrétienne. Il connaissait très peu la Moscovie, et aucun agent des princes russes n'était venu solliciter son concours pour une œuvre de conquête. Aucune tradition ne reliait la Moldavie, et par conséquent la Valachie d'autant moins, à la grande Russie de l'Est. Il a fallu donc que l'impulsion vînt d'un autre côté, de la part de quelqu'un qui, tout en détestant la suzeraineté ottomane, aurait eu la même répulsion envers les Allemands, propagateurs du catholicisme et destructeurs de ces éléments d'autonomie matérielle et morale qui étaient liés aux anciennes orthodoxies nationales.

On ne se tromperait pas en attribuant ce rôle à Georges Brancovitsch, dont dérive, du reste, toute l'orientation de sa propre nation serbe vers Moscou et la création même de ce courant „serbo-slavon“, qui est à l'origine de

¹ L'envoyé avait apporté des montres d'or pour le Tzar.

la renaissance serbe à la fin du XVII^e siècle, alors que d'autres chefs de la nation, avec le Métropolitte Arsène à leur tête, livraient des milliers des Serbes à l'Autriche pour coloniser ses terres désertes et défendre ses frontières menacées. On a vu plus haut ce qu'il fit, par le moyen de son frère et agent, le Métropolitte Sabbas, pour rapprocher de Moscou les Roumains et, en général, les fidèles de l'ancienne loi, vivant en Transylvanie. Georges, qui se faisait nommer aussi, en roumain, Brâncoveanu, pour faire croire à un lien de parenté avec le neveu du prince Șerban, Constantin Brâncoveanu, ou même avec le prince Mathieu qui était aussi un châtelain de Brâncoveni, en Olténie, fut pendant longtemps, non seulement l'agent, plus ou moins fidèle, de l'Empereur de Vienne à la Cour valaque, mais aussi le commensal du prince et de ses conseillers. On a de la part de lui-même une convention formelle par laquelle il s'engageait avec ce même Constantin à soutenir les intérêts de la foi orientale et, lors des persécutions dirigées contre Sabbas, l'intervention de Șerban porte le cachet d'un même zèle exclusif pour l'orthodoxie, qui consentait à s'allier contre le prince réformé Apaffy, avec l'opposition catholique réfugiée à Constantinople. Il faudrait, tout au plus, ajouter à cette incitation venue du Balcan serbe une autre qui dirigea les regards du Tzar vers les ré-

gions bulgares. Deux chefs de haïdoucs, Youri Stratimirovitsch et Savel Vladimirovitsch Doubrowski, avaient entretenu des relations avec le Siège patriarcal de Moscou, avant la révolte qu'ils firent éclater à Trnovo en 1686.

Mais la mort prématurée de Șerban, la politique pleine de réserve et de faux-fuyants la froide expectative de Brâncoveanu, héritier de son oncle, mirent fin à ces agissements. Et aussitôt, malgré la guerre, voici que la politique moscovite ne se préoccupe du Sud qu'en ce qui concerne ses tendances vers Azov et la Mer Noire.

On avait même à cette Cour de Brâncoveanu, sans cesse travaillée par des intrigues allemandes, turques et même polonaises et soumise plutôt, grâce aux études faites par le puissant conseiller du nouveau prince qui fut Constantin Cantacuzène, son oncle, ancien élève des écoles latines d'Italie, à des influences occidentales, une répulsion marquée à l'égard de la personne du Czar. Un agent envoyé par Auguste de Saxe en 1696 le dit expressément : les Valaques ne regardent pas volontiers, dans leurs plans d'avenir, de ce côté-là, le dominateur moseovite étant un seigneur d'une discipline par trop sévère („ein Herr von allzu strenger Disziplin“). Non qu'ils eussent désiré vivre dans une anarchie comme celle qui brisait les dernières forces de la Pologne, mais la Valachie, comme la Moldavie,

était, pour ainsi dire, un „pays d'États“, où chaque catégorie sociale avait sa situation bien marquée, et ces fiers nobles valaques, disposant de terres étendues et ayant déjà la prérogative de se perpétuer dans les fonctions, n'enviaient guère le sort de ces boïars russes dont la carrière était exclusivement entre les mains du maître ayant le droit de les rejeter dans le néant.

Si plus tard, après 1709, un nouveau courant favorable à la Russie se dessine dans les Principautés, il n'a pas une origine locale, ni même, pour ainsi dire, une origine politique. Rien n'était arrivé dans le développement du règne de Brâncoveanu, dominé par le souci unique d'un prudent opportunisme, ni pendant les règnes changeants qui lui correspondent en Moldavie, trop courts pour l'éclosion d'une pensée politique, en état de provoquer une action dirigée vers un changement de domination qui aurait allégé les charges, relevé situation actuelle et garanti l'avenir. Il y avait bien l'ancien sentiment chrétien, le désir d'une communauté permanente avec les coreligionnaires, mais cela ne suffisait pas pour qu'ils se cherchassent un patron, et surtout du côté où personne n'était venu les solliciter jusqu'alors.

Il en était tout autrement sur cette terre roumaine non libre de la Transylvanie, où de

plus en plus une classe intellectuelle, qui commençait à se former, le clergé à sa tête, s'impatientait de l'esclavage. Les voyages à Moscou ou même seulement jusqu'à Poutivla, d'où on avait rapporté, vers 1640, un Métropolitain, n'avaient pas eu le seul résultat d'enrichir les églises. L'action des Brancovitsch avait laissé des traces profondes dans le souvenir des contemporains, et les souffrances de Sabbas, jeté en prison et maltraité, ne restèrent pas stériles. Toute une génération se forma ayant ces spectacles sous les yeux — génération rebelle, animée de l'esprit de l'aventure, passionnée pour l'orthodoxie et éblouie par la Moscou lointaine d'un autre Empereur. Ce fut à Braşov que naquit Théodore Corbea, écrivain et poète à ses heures, traducteur des Psaumes, qui devint le chancelier de Pierre-le-Grand pour le latin. La propagande des Jésuites, qui amenèrent l'union de l'Église roumaine de Transylvanie au Siège de Rome, et les violences qui s'ensuivirent de la part des Impériaux, devenus dès 1691 les maîtres de la province, ne firent qu'accroître la force de ce mouvement.

Or un autre Corbea, David, était aide-de-camp de Michel Cantacuzène, Spatar, grand-général, du prince valaque, dont ce boïar aussi était l'oncle du côté maternel; il fut employé comme un des principaux agents pour provoquer et entretenir la résistance

contre l'Union. Et, au moment où l'appui de l'Église russe était demandé pour cette opposition à l'Union, dont la direction officielle était prise par la Valachie, Golovkine, ministre du Tzar, adressait ses premières lettres aux frères Cantacuzène.

A ce moment déjà, où, dans la terrible catastrophe qui avait atteint la Moldavie par suite de cette guerre entre Turcs et Polonais qui ne paraissait plus devoir finir, des hégoumènes des grands monastères anciens, Putna, Sucevița, des moines de Râșca, de Bisericani, de Humor, de Coșula et même leurs collègues, valaques, de Cozia, de Vintilă-Voda se dirigeaient en suppliants vers la Cour du Tzar, le Métropolit de Valachie, Théodose, adressa un appel désespéré pour implorer le secours de la plus grande Puissance orthodoxe, dans les souffrances de ses frères transylvains. En 1700 il invoquait donc résolument contre les Impériaux qui insultaient et menaçaient ces Valaques pour avoir eu la hardiesse de se mêler des affaires de leurs conationnaux „le défenseur et l'abri, l'espérance et la joie de tout le peuple orthodoxe“

Déjà sous le règne d'un autre Cantemir le frère aîné, Antiochus, en 1700, Émilien Vosnizine, le premier ambassadeur russe qui, partant d'Azov, se rendit à Constantinople par mer, traversa Jassy à son retour, comme

si, dès le début, une relation nécessaire se fût établie entre l'amitié moldave et les espérances russes d'arriver au Tzarigrade des légendes¹. Et la chronique moldave sait aussi le nom de celui qui resta auprès de la Porte pour transformer l'armistice dans un traité pour trente ans, Tschérédaïev². Sous le prince Constantin Duca, successeur d'Antiochus, le cnèze Démètre Galitzine, ayant accompli à son tour une mission à Constantinople, leva sur les fonts de baptême un fils du prince, qui paya de son trône cette liaison, ses ennemis lui ayant attribué un sens politique, qu'elle n'avait probablement pas³. Comme il avait envoyé du sel et du vin dans l'ancien pays des Cosaques, gouverné jadis par son père, dont il avait donc les instincts de marchand, on parla d'une entente avec Galitzine pour se réfugier de ce côté (1703), et les Turcs se saisirent de sa personne⁴. Plus tard un de ses fils entra au service du Tzar, probablement celui que Galitzine se sentait le devoir de protéger⁵. Enfin, lorsque le Tzar Pierre se rendit, en 1709, au cours de sa campagne de Pologne, à Zolkiew, où se conservaient les ossements de Saint Jean le Nou-

¹ Neculcea, pp. 267-8.

² Nicolas Costin, p. 44.

³ Neculcea, p. 275; Nicolas Costin, pp. 46-47.

⁴ Nicolas Costin, p. 48.

⁵ Neculcea, p. 279.

véau, pris par Jean Sobieski à Suceava, Antiochus Cantemir, qui occupait à ce moment, de nouveau, le trône moldave, eut l'intention de lui députer le Ban Savin Zmucilă, un ancien auxiliaire de Kunicki, pour lui demander la restitution de ces reliques¹.

Mais le jour était prochain où la défaite de Pultava allait jeter Charles XII sur le territoire turc près de la forteresse de Bender, arrachée en 1538 par Soliman-le-Magnifique au Moldave Pierre Rareș, et les princes de Moldavie durent prendre une attitude tant soit peu franche à l'égard de cette nouvelle Puissance, rapidement envahissante, qui s'approchait à coup de victoires de leurs frontières et ne paraissait pas devoir s'y arrêter.

Un autre motif, concernant spécialement les Moldaves, décida aussi Pierre-le-Grand à risquer sa fortune sur les bords du Pruth. „A cette époque“, constate un chroniqueur, „beaucoup de Moldaves et de fils de boïars allaient mériter des gages: les uns chez les Moscovites, les autres chez les Polonais, certains chez Rákóczy et certains enfin chez le Suédois, pour leur gain².“

Le plus grand nombre de ces jeunes.

¹ Nicolas Costin, p. 53.

² Neesulco, p. 273.

soldats d'aventure avaient servi le roi Sobieski dans ses chevauchées contre les Turcs, et une compagnie moldave, portant un uniforme spécial, figure dans son armée. Les renseignements ne manquent pas sur ces auxiliaires roumains, dont une partie venait de Valachie aussi. Dans l'armée de Charles XII un Valaque se fit remarquer, ce Sandu Coltea, qui, pris par les Russes, passa quelque temps en Sibérie, où il s'allia avec Mirovitsch, un des captifs cosaques; il essaya de s'échapper et, libéré à la fin de la guerre, il demanda de pouvoir quitter la Suède, où il ne trouvait pas une église de son rite pour y faire la prière quotidienne.

Parmi les rangs des Russes il y avait un Apostol Chigheciu, ancien soldat de Sobieski dont on a conservé le contrat conclu avec les officiers du Tzar, auxquels il promettait d'amener certains soldats, payés d'une somme fixe par mois¹. Il faut citer aussi les deux Hăjdău, parents d'Étienne Petriceicu, dont ils conservaient le sabre doré, Michel Ganul, qui épousa la fille du „rochmistre“ polonais Jean Luc ou Lupașco Murguleț, le Ban Savin, Andronic Isar et d'autres².

Comme des Suédois et Polonais avaient cherché un refuge du côté de Cernăuți, le

¹ Hasdeu, *Archiva istorică*, I, pp. 83-84.

² Iorga, *Basarabia noastră*, p. 88.

Tzar ne voulut pas tolérer leur séjour dans cette région limitrophe, où ils pouvaient combiner des incursions. Il donna l'ordre à son brigadier Crotov, qui conduisait des troupes de cavalerie légère, et à un des capitaines roumains de son armée, Constantin Turculeț, ancien auxiliaire de Sobieski lui-même, de les en chasser. Ils s'acquittèrent de leur mission, mais le prince régnant, Michel Racoviță, accusé d'avoir averti et favorisé les Moscovites, perdit le pouvoir. Il avait cependant réussi à faire partir les auxiliaires moldaves des Russes, qui avaient occupé les grands couvents du Nord et la vallée, si importante dans les luttes actuelles, du Câmpulung moldave, où, avant la paix de 1699, les Polonais étaient restés une dizaine d'années.

Pour le moment l'intervention du Khan, ennemi des agissements du roi de Suède, qui était devenu de plus en plus un hôte incommode, empêcha un conflit entre Turcs et Russes, que cherchait à écarter aussi, de toute son habileté et de toute son influence, le nouveau prince moldave, Nicolas Maurocordato, ancien drogman de la Porte. La trêve avec le Tzar fut prolongée pour trente ans au commencement de l'année 1710. Maurocordato n'eut d'autres déplaisirs que ceux que lui causait la présence turbulente, dans sa Capitale elle-même, des Cosaques du Hetman Mazeppa, qui venait de mourir, laissant ses

soldats sous les ordres de Woinarowski, de Wotkawinski et surtout de celui qui fut son successeur, Philippe Orlik; des Polonais, et même des Tatars, de la suite du Voévode de Kiev, Joseph Potocki, y avaient aussi leurs quartiers, qui coûtaient cher au pays. Les pillards et les insoumis ne furent, cependant, guère ménagés.

Mais la guerre contre le Tzar approchait. Tout un parti à Constantinople la désirait, espérant rétablir l'ancienne gloire des armées ottomanes. Le Grand-Vizir pieux et pacifique Nouman Keupreuli fut remplacé par un homme rude et violent, d'un tempérament guerrier, Baltadschi-Mohammed, originaire de la raïa, de la „province“ moldave de Hotin. Le Khan était déjà gagné à la cause. Un nouveau prince moldave fut choisi par son influence dans la personne, de tout point remarquable, de Démétrius Cantemir, un savant orientaliste, qui connaissait cependant trop bien ces Turcs de décadence pour les aimer et d'autant moins croire à leur avenir. Il feignit de prendre sur lui la mission de préparer l'expédition vengeresse et de se saisir de la personne de Brâncoveanu, suspect d'avoir entretenu des relations avec le Tzar, par le moyen des moines vagabonds et surtout de ces marchands qui venaient, non seulement à Kilia sur le Danube inférieur, mais aussi dans les villes et aux

foires de la Valachie; il était suspect surtout d'avoir des richesses qui auraient été singulièrement appréciées à Constantinople.

La décision de Cantemir fut pressée, à la suite de la rupture entre ses patrons et les Russes, par les prétentions des Turcs, qui, après lui avoir promis l'exemption de tribut, ne cessaient pas de lui demander, journellement, de l'argent, des provisions et tout ce qui était nécessaire à l'expédition prochaine, par les dénonciations de Brâncoveanu, qui cherchait à se montrer plus fidèle que celui qui devait surveiller et punir sa propre infidélité, et surtout par les conseils de ces jeunes nobles de la classe des „mazils“—descendants d'anciens boïars vivant à la campagne—qui étaient revenus de Pologne, où ils avaient combattu pour le Tzar avec la certitude que cette nouvelle force politique devra vaincre nécessairement l'Empire branlant des Sultans. Ces guerriers d'aventure, parmi lesquels se trouvait le père du futur prince Jean Callimachi—le nom de la famille, non grécisé encore, était alors Calmășul—avaient, du reste, des camarades, comme Turculeț et Chigheciu, comme Grégoire Ivanenco et son frère, qui étaient restés sous les drapeaux moscovites. Parmi les grands boïars eux-mêmes il y avait des chaleureux amis de la Russie: le Hetman Antiochus Jora, chef des troupes moldaves, dont le nombre avait été accru tout derniè-

rement, et le Métropolitc Gédéon, qui suivait dans cette attitude la tradition de Barlaam et Dosithée. Ce parti chrétien s'était adressé même directement au Tzar, dénonçant les sentiments turcs du prince et lui offrant un apport de 10.000 Roumains et les moyens d'entretenir 15.000 autres soldats s'il est disposé à refaire la campagne de Jean Sobieski, se dirigeant avec une puissante armée contre ce Boudschac tatar, qui avait amené aussi Petriceicu et Șerban Cantacuzène à demander le secours du Tzar¹.

On prétend, de bonne source, que Pierre-le-Grand lui-même aurait envoyé en Moldavie, comme simple informateur probablement, son médecin, le Grec Polykala. En tout cas, Démétrius ne tarda pas à députer des émissaires auprès du puissant voisin, émissaires qu'il avait pris la précaution d'annoncer aux Turcs eux-mêmes comme des fidèles espions. Deux des anciens soldats du Tzar furent chargés de cette mission, dont le caractère apparaît par le seul choix fait dans leur personne: Élie Abăza et Jean Mirescul, dont le premier devait vivre en Russie, après la catastrophe russe du Pruth, de longues années, aussi comme moine à Kiev, déchiré par le désir de revoir enfin sa patrie. Bientôt

¹ Nœculce, pp. 304-305.

après un capitaine Procope eut même les pleins-pouvoirs pour conclure un traité.

On a ce traité, signé le 13/24 avril 1711. Le Tzar était disposé, se trouvant en guerre avec les Infidèles, violateurs d'un traité à peine conclu, à libérer „ce bon peuple moldave, ainsi que d'autres nations chrétiennes soumises à des souffrances barbares“, ainsi que l'avait demandé Demétrius lui-même, qui avait soumis même la forme complète de l'acte à signer. On rencontre dans les clauses, qui sont nombreuses et précises, ainsi qu'on pouvait l'attendre d'un prince si cultivé, certaines qui se rencontrent dans les traités antérieurs entre Roumains et Moscovites : promesse de regagner pour la Moldavie les forteresses occupées par les Turcs, maintien du régime politique et financier, complète autonomie, gouvernement par une dynastie indigène, coopération militaire, soutenue cependant, cette fois, par le seul Trésor impérial. On distingue cependant clairement, d'un bout à l'autre, la conception dynastique et autocratique que s'était formée Cantemir de son pouvoir. A la condition de rester orthodoxe et fidèle, il sera un souverain absolu, ayant les villes de sa principauté à sa disposition ; „les nobles et tous les sujets de la Principauté de Moldavie seront soumis à ses ordres, sans aucune opposition, sous aucun prétexte“ ; les Cantemir hériteront de son pouvoir, jus-

qu'aux fils posthumes. La protection impériale sera maintenue, même si la Principauté devait revenir aux Turcs; en cas de défaite, Démétrius sera reçu dans les États impériaux et il obtiendra, non seulement des moyens de s'entretenir, mais aussi des „propriétés et des palais“ équivalant à ce qu'il aurait abandonné à Constantinople, — et cela à Moscou même ¹.

Ce n'étaient cependant que des préliminaires; Démétrius déclara les accepter dans la forme de ce libellé et il députa dans ce but un nouvel ambassadeur, d'un rang plus élevé, Étienne-Lucas ou Loucoulenko, qui était le beau-frère du Hetman Neculce le chroniqueur. Le traité solennel devait être conclu jusqu'à la fin du mois de mai et publié seulement après l'entrée des armées russes en Moldavie. Pour tromper les Turcs, on lui donna aussi une mission en Pologne, auprès du Hetman Adam Sieniawski, qu'il s'agissait de gagner à la cause du roi Stanislas, la créature de Charles XII ².

Cette fois cependant les intentions du prince avaient dû supporter l'influence, déterminante, du Conseil de ses boïars. Il n'est plus ques-

¹ *Polnoé sobrané zakonov*, IV, p. 659; Mitilineu, *oeuvr. cité*, p. 74; Sturdza *oeuvr. cité*, p. 15 et suiv.

² *Voy. la chronique d'Amira (Storia del soggiorno di Carlo XII in Turchia)*, parue, par nos soins, à Bucarest et à Stockholm en 1905.

tion seulement du maître absolu et de sa dynastie. Les nobles ont pris, à leur tour, leurs mesures de précaution : ils sont inamovibles, sauf le cas d'une culpabilité reconnue par jugement ; il faut une sentence du Conseil et, en plus, l'approbation du Métropolitite pour les punir ; toute la classe, jusqu'aux „mazils“, sera épargnée par la dîme et, en échange, elle aura le droit de recueillir celle des paysans non libres ; il ne lui sera pas fait de concurrence par l'immixtion des Moscovites, comme fonctionnaires ou comme propriétaires terriens¹. Lucas revint avec une chaîne d'or et une médaille pour le prince et avec une proclamation qui devait être communiquée plus tard au pays.

Rassuré par cet acte de soumission conditionnelle, Cantemir fit la même chose que son voisin valaque, qui celui-là n'avait pas même conclu d'accord avec l'empereur, peut-être son maître futur. Brîncoveanu avait arrêté ses troupes dans le camp d'Urlați ; Cantemir rassembla les siennes dans le voisinage immédiat de Jassy, près du monastère de Frumoasa.

Les Russes s'avançaient cependant, avant que les Turcs fussent parvenus au gué du Danube, à Isaccea. Le moment était venu où

¹ Neculce, p. 306.

il fallait bien se déclarer, — en ce qui concerne le prince de Moldavie au moins. Procope et un autre officier se rendirent auprès de Chérémétev, qui commandait les troupes du Tzar à Mohilev, ils demandèrent au nom de leur maître qu'une avant-garde moscovite vienne se saisir de sa personne, pour se dégager ainsi de toute responsabilité envers les Turcs. Le 1-er juin n. st. ce petit corps de 3.000 hommes, accompagné par les 500 cavaliers moldaves de Chigheciu, était à Zagarancea, près de Jassy, et la poursuite des Turcs commençait. Démétrius était sorti à la rencontre de ses hôtes, qu'il conduisit dans sa Capitale deux jours plus tard.

A cette occasion enfin il fit sa déclaration, scellant désormais ses actes d'un nouveau sceau latin, comme „prince de Moldavie par la grâce de Dieu“. Aussitôt l'armée moldave commença à s'organiser, sur le compte du Trésor russe, „qui offrait au simple soldat cinq roubles par mois, outre un assez important paiement initial. Le peuple accourut sous les drapeaux, et les „mazils“ avides de gloire en furent les officiers“¹.

Déjà la proclamation de Démétrius Cantemir à ses évêques, ses boïars, son armée

¹ Voy. notre mémoire „Charles XII, Pierre-le-Grand et nos pays“, dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, XXXI.

et „à tous les habitants du pays de Moldavie“ avait été affichée, annonçant l'arrivée de l'armée russe, qui „se dirigeait vers le pont qui a été construit au prix de notre sang“. Le prince rappelait tout ce que „l'ennemi de la Sainte Croix“ avait perpétré aux dépens du pays, dès le moment où Bogdan fils d'Étienne avait admis le paiement d'un tribut — les incursions incessantes, l'occupation des forteresses et de leur rayon, les milliers d'habitants traînés en esclavage, les outrages, éhontés, les efforts d'amener les princes et les boïars à la foi de l'Islam, les impôts accrus et sans cesse renouvelés. Il faut donc s'unir au Tzar, comme ses compagnons d'armes, „et se rendre aussitôt du côté du Danube pour arrêter l'assaut de la tyrannie et de l'invasion des Turcs“. „Tous ceux qui portent le nom de chrétien“ doivent le faire sans retard, sous peine de confiscation des biens, car il faut mettre sur pied une armée de 10.000 hommes. Le 15 juillet est le dernier terme. Celui qui restera encore dans la clientèle ottomane sera même puni de mort. Et un manifeste, un „universel“, était mentionné, qui promettait à la Moldavie libérée les forteresses qu'elle avait perdues².

Bientôt Chérémétef lui-même passa le Dnies-

² Hurmuzaki, *Supplément I, VI, IX* (pp. 454-455, no. DCXXXI). Dans une forme meilleure, avec traduction, dans le mémoire cité, pp. 100-102, 126-127.

ter à Rachcov, ayant dans sa suite Dolgorouki et le Pagusan Sabbas, qui avait négocié la révo les Yougo-slaves; il conduisait une arme de 15.000 hommes. A son passage par la Bessarabie, les „mazils“ de cette contrée vinrent lui offrir leurs services. Le 6/17 juin, Cantemir, accompagné par Lucas et Neculce, venait rencontrer le général moscovite, et lui offrir un cheval arabe. D'autres troupes suivirent, avec le général Janus. Et, avant que son allié moldave eût pu soupçonner l'approche de ce redoutable potentat, Pierre lui-même, conduit par les Moldaves Savin Zmucilă et Paul Rugină, se présentait aux barrières de Jassy. A peine le Métropolitte Gé déon eut-il le temps d'accourir pour asperger d'eau bénite celui qui arrivait au nom du Christ libérateur.

Le Tzar se rendit aussitôt au Palais, où, un peu plus tard, la princesse Cassandre, fille de Șerban Cantacuzène, fit les honneurs de ses appartements à Catherine, la compagne de Pierre. Il visita le bain turc, d'ancienne fondation, datant de la fin du seizième siècle. Au retour, il trouva Cantemir au bas de l'escalier. Ayant reçu de sa part le baise-main, il ne se borna pas à lui rendre le baiser, sur le front, mais il lui montra dans un seul geste sa puissance personnelle et politique, le levant en l'air d'une seule main.

Le lendemain, Pierre, accompagné de trois officiers seulement, visita les églises de Jassy, étant reçu au son des cloches, au milieu d'une grande affluence de peuple. Il déclara reconnaître dans l'édifice de Golia, telle qu'elle était à ce moment, une triple influence: polonaise c'est-à-dire occidentale—, grecque et russe— nous dirions, d'un seul mot: byzantine. Il y eut ensuite un grand banquet, qui réunit aux princes, au chancelier Golovkine et aux généraux russes: Galitzine, Dolgorowki, Rönne, Weisbach, au secrétaire Chafirov, à Sabbas le Ragusan deux hôtes orientaux, dont l'un envoyé par Brâncoveanu et l'autre qui avait déserté, dans la compagnie de David Corbea, les drapeaux valaques pour s'offrir au Tzar: Constantin Castriote, qui paraissait se rappeler que ce nom avait été celui de l'héroïque Scanderbeg, et Thomas Cantacuzène.

Pour ne pas s'arroger le droit d'occuper la première place, Pierre y installa le chancelier, „qui“, écrit la chronique moldave, „fut le seul à observer le jeûne prescrit par l'Église“. Il exigea que Cantemir prît la place suivante et il n'occupa lui-même que la troisième; pour la seconde fois le prince baisa la main du Tzar, qui l'embrassa paternellement sur le front. Le premier verre fut levé par le Moldave, que son puissant allié remercia de la même façon. Thomas Canta-

cuzène et son compagnon valaque se trouvaient à la gauche de Pierre. Ce Souverain daigna verser lui-même dans les verres des boïars ces vins de Cotnari et d'Odobești qui étaient la gloire du pays. Dans ses appartements, la princesse festoyait Catherine, l'„Impératrice“.

Le lendemain, le Métropolitte Gédéon accueillait le Tzar à l'église des Trois Hiérarques, où Pierre se rendit pour faire ses dévotions aux reliques de Sainte Parascève; il refusa d'occuper le siège princier et écouta comme le plus humble des fidèles l'office célébré à son intention. Cantemir vint retrouver son hôte qui s'était dérobé à son attention. Il lui fit passer en revue cette nouvelle armée moldave. Puis ce fut le tour de la Métropole, bâtie par la femme du prince Duca, de Golia, de Saint-Nicolas, l'église d'Étienne-le-Grand, restaurée, vers 1670, par Antoine Rosetti.

Avant de fêter à son tour ses alliés, dans le camp de Țuțora, sur le Pruth, Pierre voulut arranger enfin ce différend qui avait séparé jusqu'ici le prince, amateur du pouvoir absolu, et ses boïars, qui, se rappelant les anciennes coutumes, en étaient arrivés à rêver de républiques à la mode polonaise. Non seulement Démètre, frère de Michel Racoviță, qui y était naturellement intéressé, mais aussi le vieux Iordaki Rosetti s'opposèrent opiniâtement

à la clause concernant la dynastie. „Dieu seul est éternel“, opposa-t-il aux arguments de Golovkine et du Ragusan. Il fut arrêté et dirigé vers Kiev, où il séjourna pendant longtemps comme traître à son prince.

Le banquet pour le second anniversaire de la bataille de Pultava eut lieu au milieu de l'armée; cinquante deux canons accompagnèrent les prières, dites par le Métropolitte Gédéon. On s'assit sur le rebord des tranchées. Le Tzar présidait; Cantemir était entre Golovkine et Chérémetev; quinze boïars se trouvaient parmi les invités. On servit du champagne, et les Moldaves s'enivrèrent. Tout le monde dormit à la belle étoile, parmi les tables couvertes encore des restes du festin.

Le lendemain fut publié le traité, sur le contenu duquel on s'était entendu dans le camp. A Jassy même le clergé et la noblesse se rassemblèrent dans la petite église qui se trouvait au dessus de la porte du palais. Cantemir prit place dans son siège princier, ayant à ses côtés le secrétaire Sabbas, qui devait rendre compte à son maître de la cérémonie. Les clauses furent lues une à une et admises par l'assistance.

Pierre était décidé, à ce qu'il paraît, à se diriger vers Focșani, pour exercer une pression irrésistible sur Brâncoveanu, encore chance-lant, et lui faire ouvrir le pays à ses armées;

d'autant plus que la Moldavie n'était pas en état, ainsi qu'il avait pu le constater, de nourrir sa nombreuse armée, alors que la Valachie avait eu une récolte normale. Déjà le général Rönne avait été dirigé, dans la compagnie de Cropotov, avec ses Moldaves, et de Thomas Cantacuzène, vers la forteresse de Brăila, qu'il n'arriva cependant à occuper que le 14/25 juillet. Mais le prince valaque, indigné de la faveur dont jouissait ce Cantacuzène qui ambitionnait son Siège, se hâta de retourner à Târgoviște, l'ancienne Capitale du pays, avec la permission des Turcs, auxquels il finit — mais seulement après leur victoire — par livrer ses provisions, qu'il avait d'abord dirigées vers le camp moscovite à Fălciu¹.

Ceux-ci avaient passé déjà le Danube. Il fallut donc leur livrer bataille dans des circonstances absolument défavorables, sur le rivage du Pruth, à proximité du Boudschac désert et sans eau, sur lequel s'étaient abattues, en plus, les sauterelles.

Déjà les Tatars de l'avant-garde avaient surpris, à la fin du mois de juin, les Moldaves d'Ivanenco et les Valaques du capitaine Iene. En Moldavie même, le boïar Lupu Costachi s'était retranché dans le couvent de

¹ Chronique roumaine de Radu Groceanu, éd. St. Grecianu, et Neculce, p. 320.

Bursuci pour y attendre, et il fallut envoyer Chigheciu pour essayer de l'en déloger. Rencontrant les forces principales du Vizir, le général Janus reçut l'ordre du Tzar de se retirer vers les quartiers de ce prince, à l'embouchure du Pruteț. Démétrius Cantemir prit sur lui de retarder l'avance des ennemis; il avait avec lui 2.000 des siens, un certain nombre de Cosaques de Dniéper et du Don et 4.000 Russes —, forces insuffisantes pour pouvoir être vraiment utiles à l'armée. Un grand nombre parmi ceux qui formaient cette arrière-garde hardie tombèrent sous les coups des Tatars, qui se dispersèrent en pillant à travers cette pauvre Moldavie sans défense.

On s'arrêta, après la réunion avec l'infanterie du général Reznine, pour livrer le combat à Stănilești, près de la ville de Huși. Le Tzar lui-même considérait la situation comme désespérée, à cause du dispersement de ses forces et de la supériorité numérique des Turcs, qui disposaient aussi d'une bonne artillerie. Neculce, le conseiller principal de Cantemir, assure qu'il aurait voulu laisser le commandement à Chérévétov et essayer de retourner dans ses États avec „une escorte de deux cents dragons et cent Moldaves“, par la Transylvanie et la Hongrie, ce dont l'aurait dissuadé le prince moldave.

Le combat fut, de fait, une défensive de

plusieurs jours, avec de grosses pertes au cours de la retraite. Les Moldaves sortaient du camp fortifié pour provoquer les Tatars et ouvrir la voie ; leurs sacrifices furent énormes, et ils les acceptèrent de bon cœur. Ils amenaient en plus de l'eau et des provisions, des troupeaux de bêtes, à l'armée. Cantemir, qui avait assisté à la victoire de Zenta, remportée par le prince Eugène sur le Sultan, recommandait une poussée énergique contre le centre ennemi, représenté par les janissaires. Le général Weidemann l'essaya, mais il tomba au milieu des siens. Même après que les négociations, ouvertes par des propositions russes, qui contenaient la cession de pays jusqu'au Danube et des dédommagements pour les dévastations des Tatars, eussent été ouvertes, il dissuada le Tzar de conclure hâtivement cette paix défavorable.

Elle fut cependant acceptée, et Cantemir dut se considérer comme heureux d'avoir pu sauver sa propre personne, que les Turcs réclamaient hautement comme celle d'un traître. Après avoir visité une dernière fois Jassy, déjà envahie par des bandes turco-tatares, et y avoir pris, avec sa femme, le „sceptre d'argent du pays“ — qui doit se trouver quelque part en Russie —, il alla rejoindre celui qui n'était plus dorénavant son allié politique, mais bien son maître et patron.

Le dernier parmi les chefs russes qui évacua la Moldavie fut Rönne, dont la marche se poursuivit par Cernăuți et Hotin. Une partie des Moldaves avaient accompagné leur prince; d'autres se trouvaient dans l'armée du Tzar. A Galatz les envahisseurs avaient déterré dans l'église de S. Georges le corps du Hetman Mazeppa, dont on voit encore les armes, l'aigle des Cosaques, sur la pierre qui recouvrait jadis ses ossements. A leur suite venait comme administrateur de la province Jean, frère de Nicolas Mavrocordato. Son frère, qui lui succéda bientôt, n'eut pas de répit jusqu'au départ forcé de Charles XII, qui abandonna Bender après le „kalabalik“, l'échauffourée qu'on sait, avec les Tatars et les Turcs, en 1714.

Démétrius Cantemir, escorté par deux cents dragons, fut établi d'abord, „pour l'hiver“, à Kharckov, puis au-delà du Dniéper et du pays des Cosaques, dans une place de refuge, une „slobodka“ près d'Azov, „ainsi qu'il l'aurait demandé lui-même“, d'après le conseil de certains des Moldaves qui connaissaient la place comme étant commode¹. Bien fourni de provisions — „on lui donnait“, écrit Neculce, „tant de vivres à lui et à tous les Moldaves qu'ils n'arrivaient pas à les consumer“, — il obtint le domaine, composé de treize

¹ Neculce, p. 332.

villages, du général polonais Szydowski, avec des étangs, des moulins, des champs fertiles, des troupeaux, des ruches d'abeilles et deux à trois cents serfs pour chaque village, domaine abandonné ensuite à son entourage. Son prestige, assure le même chroniqueur, était supérieur à celui de tous les grands de la Cour, qui en étaient arrivés à le haïr. Les Cosaques qui habitaient le pays protestèrent aussi auprès d'Apraxine, gouverneur d'Azov, contre ce nouveau maître, qui aurait désiré former dans cette région de Kharkov comme un nouveau „pays“ autonome, colonisé par ses Moldaves. Apraxine lui-même et son collègue Chérémétev s'opposèrent à la réalisation de ce projet, jetant des doutes sur la constance de Cantemir lui-même dans son attachement à la cause chrétienne et objectant les dangers qui pouvaient résulter de cet établissement d'une nation étrangère, à tendances changeantes, dans le voisinage même d'Azov à peine conquise sur les Turcs. L'ancien prince moldave fut dédommagé par mille „dvors“ dans la province même de Moscovie, avec cinquante villages et cinquante mille serfs en dépendant et, en plus, deux belles maisons à Pétersbourg elle-même; six mille roubles devaient servir à l'entretien de la maison princière.

En 1713 sa femme mourut, et il épousa la princesse Anastasie, fille du feld-maréchal

Ivan Troubetzkoï. A cette époque il avait été déjà chargé d'organiser l'Académie Impériale de Pétersbourg, d'après le modèle de celle de Berlin, pour laquelle il avait écrit en latin une riche „Description de la Moldavie“. Comme Pierre-le-Grand avait entrepris une expédition en Perse, il l'accompagna en qualité de conseiller scientifique; mais il n'eut pas le loisir de rédiger ses notes, comme, du reste, il ne vécut pas assez pour publier sa grande „Chronique des Moldo-Valaques“, à laquelle il avait travaillé aussi en Russie. La mort le surprit encore jeune en 1723.

Il avait déjà perdu dans son exil ses fils Pierre et Jean. Un troisième fils, Mathieu, marié à une comtesse, mourut dans les rangs de l'armée en 1771. Constantin, capitaine de la Garde, dont la femme était Anastasie, fille de Démètre Galitzine, s'était déjà éteint en 1747, alors qu'un autre frère, le brigadier Serge, était encore vivant vers 1780. De ses deux filles, Marie († 1720) et Smaragde († 1757), la première avait été demoiselle d'honneur de la Tzarine¹. Une autre Smaragde, du second mariage († 1761), fut l'épouse de Démètre Mikhaïlovitch Galitzine.

Mais le plus célèbre de ses enfants et le seul qui hérita de son grand talent d'écrivain, de sa disposition extraordinaire à ap-

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, pp. 419-421.

prendre les langues étrangères fut Antiochus. Il représenta le Tzar, comme ambassadeur, à Paris et à Londres et prit soin des éditions en langues occidentales de l'ouvrage de son père sur l'Histoire de l'Empire Ottoman. Doué d'un remarquable esprit d'observation, il écrivit, d'après les modèles français du dix-septième siècle, des satires d'une haute envergure, dans lesquelles, tout de même, revit la Russie de Pierre-le-Grand et de ses successeurs immédiats, avec tous ses défauts et tous ses ridicules. Il peut être considéré comme le vrai fondateur de la littérature russe moderne, ainsi que Nicolas Milescu fut le premier compilateur d'ouvrages scientifiques en Moscovie.

Thomas Cantacuzène fut plus heureux. Créé général dès son arrivée à Pétersbourg, avec des gages de cinq mille roubles par an, il avait sous ses ordres un certain nombre de villages, correspondant à ceux qu'il avait abandonnés, Puis on lui fit donner en 1718 pour habitation permanente ce bourg de Péréiaslavl, confisqué à la famille rebelle des Mirovitsch, qui avait vu au XVI-e siècle les troupes moldaves de Pârveu, venues pour punir les Cosaques de leurs incursions¹. Il mourut dès 1721. Son fils fut élevé dans les traditions russes et servit, comme beaucoup d'autres rejetons princiers de race étrangère, dans les armées

¹ Neculce et *Cenzalogia Cantacuzinilor*, pp. 353-35.

du Tzar; mais-il ne survécut pas à son père.

Thomas avait été accompagné dans sa retraite par le frère de sa femme Mathieu Herescu, qui, s'étant marié en Russie, fonda une famille assez bien connue. Son fils fut ce poète, tout aussi polyglotte qu'Antiochus Cantemir, mais ayant un talent inférieur à celui de son compatriote moldave, que la littérature russe connaît sous le nom de Chérascov.

CHAPITRE VIII

Les Roumains et la Russie après Pierre-le-Grand.

Les Russes ne devaient revenir au milieu des Roumains que dix-huit ans après le départ précipité de Pierre-le-Grand.

Cette nouvelle expédition russe en Moldavie ne ressembla cependant guère à la première, qui l'avait inspirée. Depuis l'apparition de Pierre à Jassy une nouvelle génération de boïars s'était formée, qui ne se rappelait que trop bien la défaite du Pruth et qui n'espérait pas grand, chose d'une intervention chrétienne, après la faillite de tous les projets formés pour leur délivrance, en Orient aussi bien qu'en Occident. Ils cherchaient à s'arranger le mieux possible avec les Turcs, qui paraissaient devoir rester pour toujours leurs maîtres, de par une fatalité que personne n'aurait été en état de briser.

Il n'y avait pas non plus de princes qui fussent capables de reprendre l'œuvre de ce romantique convaincu qui avait été Démétrius Cantemir, mort, du reste, lui-même en exil, avec un sentiment de profonde désillusion et d'abandon définitif. Nicolas Maurocordato, qui avait eu tant à souffrir à la suite de cette guerre de 1711, n'osait pas même

regarder du côté du Pruth, où les „Sarmates“ tatars étaient pour lui un continuel objet d'effroi ; ce Phanariote timide en fait d'aventures et de guerres était, du reste, comme esprit éclairé, comme traducteur du „Théâtre politique“ et comme penseur—il écrivit un „De officiis“ grec — convaincu, de son côté, que cet Empire ottoman pourrait durer indéfiniment si seulement la lourde masse résistante était ranimée et conduite par l'intelligence grecque, dont il était un des représentants. Ce ne fut que bien tard, et sous le coup de persécutions malhabiles, que ce Phanar, plus turc dans l'âme que les Turcs eux-mêmes, se convertit, mais seulement en partie, et jamais d'une manière bien sincère, au crédo orthodoxe prêché par la Russie. Et entre Nicolas Maurocordato, d'un côté, et, de l'autre, son neveu Grégoire Ghica, ancien drogman de la Porte, sans aucune visée politique et tout prêt à s'enfuir dans le camp ottoman au premier mouvement des troupes russes sur la frontière du Dniester, ou Michel Racoviță, malgré ses relations douteuses avec les ambassadeurs russes de passage par son pays, il n'y avait aucune différence. Un système s'était déjà établi dont ils se trouvaient bien : celui d'une pacifique carrière, bien déterminée, qui faisait passer les fils des nobles familles du Phanar des fonctions d'auxiliaires dans la chancellerie ot-

tomane à celle d'interprètes pour pouvoir ambitionner ensuite, comme suprême honneur, le trône branlant de Moldavie ou de Valachie.

Parmi les vieux boïars il y avait encore les anciens émigrés en Russie, qui ne faisaient pas précisément l'éloge du pays où les avait amenés leur mauvaise fortune. Ces dignitaires fastueux de la Couronne moldave au prestige jadis royal, ces riches propriétaires disposant de dizaines de villages, ces seigneurs fiers, habitués à dire la vérité comme représentants immuables du pays devant les Voévodes qui se succédaient rapidement, s'étaient sentis bien diminués dans les places de refuge où on les avait confinés, „enca-sernés“, pour ainsi dire, sous la double surveillance de leur prince exilé, aigri par le malheur, et des officiers mêmes du Tzar, qui ne ménageaient pas leurs habitudes et leurs caprices. Ils se rappelaient le refus qui avait été opposé à leur demande de rester à Kiev „pour pouvoir revenir dans notre patrie“, de leur voyage à Kharkov sous l'aspect des prisonniers de guerre, de leur vie médiocre, continuellement torturée par la passion douloureuse du retour, de leur libération tardive, sous la pression des Turcs, les anciens maîtres¹. Certains d'entre eux, comme Sandu Sturza, comme le Vestiaire Luca, ancien né-

¹ Neculce, p. 338.

gociateur du traité avec le Tzar, étaient revenus depuis longtemps à leurs foyers. Ceux qui restèrent encore en Russie étaient considérés comme perdus pour leur patrie: un Abăza, qui figurait parmi les riches boïars moldaves, échoua au cloître de Petschersca, d'où il envoyait des lettres qui nous ont été conservées. Dans les souvenirs de Neculce, la Moscovie, où il prétendait avoir souffert de l'„infidélité“ de ses connaissances, on voit qu'il n'avait pas découvert un milieu social correspondant à ses goûts plus raffinés et surtout qu'il n'y avait pas trouvé la liberté de ses mouvements, l'oucaze étant nécessaire pour tout déplacement, difficilement accordé, et la grande Cour, fréquentée par de nombreux dignitaires et conseillers qu'il avait rêvée — „il n'y a pas même ce qu'on trouve dans notre pays“ —, mais bien une grande armée, qui englobait les fils des nobles aussi, auxquels n'était ouverte aucune autre carrière, de droit héréditaire¹.

La Moldavie venait de traverser toute une crise provoquée par les révoltes des Tatars, puis par leur lent envahissement de territoire du côté de la Bessarabie méridionale. Le prince Grégoire Ghica avait imposé, grâce à son influence auprès des Turcs, une convention favorable au pays qui regagnait une

¹ P. 338.

partie de ses frontières usurpées. Personne ne rêvait de révolutions et la domination turque avait paru procurer même un avantage, lorsque la nouvelle guerre russo-turque éclata.

Elle fut portée d'abord sur un autre champ de bataille; il s'agissait de la conquête de cette Crimée elle-même, d'où venait le danger perpétuel et les fréquentes incursions pillardes. Azov, perdue par le traité de Falciiu en 1711, devait être reconquise pour rouvrir la Mer Noire aux vaisseaux du Tzar. Ceci paraissait devoir être le seul but de l'intervention russe dans une guerres qui, continuant celles de 1683 et de 1716, devint avant tout un chapitre de la pénétration autrichienne dans la Péninsule Balcanique, où elle brigait ouvertement et hardiment l'héritage de l'ancien Empire byzantin.

C'est seulement après le mauvais succès, — un vrai désastre —, par lequel finit cette expédition de Crimée, que les regards des Russes se tournèrent du côté de la Moldavie. Neculca, le chroniqueur roumain qui avait un intérêt spécial pour les choses de Moscovie, dont il était à peine revenu, assure cependant à deux reprises que les ministres du Tzar demandaient formellement au Vizir, qui venait de passer en Bessarabie, la cession des deux Principautés jusqu'au Danube. Et il ajoute même: „Le Vizir aurait accordé

peut-être cette frontière du Danube, ainsi que l'exigeaient les Moscovites, mais les jannisaires ne voulaient pas l'admettre¹.

Les négociations qui s'étaient poursuivies à Nimirov, dans l'ancienne „Ukraine moldave“, et au cours desquelles Ghica lui-même avait rempli les fonctions de médiateur servant les intérêts des Turcs, ses maîtres — il essaya même, par son envoyé, le burgrave de Soroca, Pierre Duca, de rompre l'alliance russo-autrichienne, amenant le Tzar à une paix séparée, n'aboutirent pas cependant². Le général Münnich essaya alors, en 1739, d'une nouvelle expédition, qui, dirigée à travers la Moldavie, ne menaçait plus seulement les Tatars, mais les Turcs eux-mêmes.

En 1738 déjà les troupes du général étaient arrivées jusqu'à Rachcov, ancien apanage de la fille de Basile Lupu. Elles ne passèrent pas encore le Dniester, et les Moldaves rassemblèrent, suivant l'ordre du Sultan, les munitions qu'avait abandonnées l'armée dans sa retraite. Au printemps Münnich parut de nouveau à cette frontière, avec une armée importante. Le séraskier turc chercha vainement à empêcher l'invasion ; dans plusieurs rencontres, les Turcs furent battus à plate couture. Le 19 août a. st. les Russes entraient dans

¹ P. 391.

² Voy. Hurmuzaki, X, pp. VII—VIII.

cette forteresse de Hotin qui avait été arrachée à la Moldavie, sous le prétexte d'une expédition contre la Pologne, en 1713; la nouvelle forteresse, élevée dans le voisinage immédiat du splendide ancien château moldave, datant de l'époque de Pierre Rareș, qui mire encore ses hautes murailles, où la brique encadre de grosses pierres, dans l'eau du Dniester, n'avait pas été en état de résister à la puissante artillerie de l'ennemi. Le Pacha Koitschak, qui avait fait la réédition de Hotin, se trouvait parmi les prisonniers.

Grégoire Ghica se retira devant l'armée russe; il évacua Jassy elle-même, y laissant deux lieutenants, dont l'un était un Cantacuzène, Iordaki, de Deleni, et l'autre ce Sandu Sturza qui avait accompagné, dans sa jeunesse, jusqu'à Kiev au moins, Démétrius Cantemir. De l'autre côté, dans l'avant-garde de Münnich, se trouvaient les deux fils d'Antiochus, frère de Démètre: Constantin, major, et Dimitrașco, brigadier, qui rêvaient peut-être de se voir replacés sur ce trône moldave qui avait été occupé tout à tour par leur ancêtre, leur père et leur oncle paternel. Les quatre fils, déjà mentionnés, de Démétrius: Mathieu, Constantin, Șerban et Antiochus, étaient encore en bas âge¹. Il faut dire aussi que Pétersbourg abritait même un prétendant à la couronne valaque,

¹ NecuIca, pp. 340, 408.

Constantin Cantacuzène, mari d'Anne Chéré-métev; son père, le prince Étienne, avait été exécuté par les Turcs en 1716, et Radu, frère de Constantin, avait servi la Maison d'Autriche, qu'il se disposait à trahir au profit du roi de Prusse.

Le 2 septembre a. st., Constantin Cantemir, à la tête de ses troupes légères, occupait Jassy. „Et le Métropolitte“ — Antoine, favorable aux chrétiens, qu'il accompagna, du reste, comme jadis son prédécesseur Dosithée, dans leur retraite, — „et les caïmacams (lieutenants du prince) et d'autres boïars qui étaient présents sortirent à sa rencontre, avec des moines et des marchands, hors de la ville, du côté du faubourg valaque, vers la colline de Copou, et lui présentèrent les clefs du pays (*sic*) et les drapeaux des soldats indigènes; et ils se rencontrèrent joyeusement, et l'armée traversa la ville de Jassy, étant conduite par les boïars jusqu'au couvent de Frumoasa, où elle prit ses logements ¹.“

Le lendemain Münnich lui-même arrivait avec dix mille hommes, et il prit ses quartiers dans le palais même des princes, où il invitait aux repas arrosés de „doux vin hongrois“ les chefs du pays. Les lieutenants princiers furent confirmés dans leurs fonctions, avec le titre nouveau de „grands sénateurs“. Ils a-

¹ *Ibid.*, p. 408.

vaient dû signer au nom du pays un traité qui le soumettait à la Russie, interdisant toutes relations avec ses ennemis. La Moldavie prenait de lourds engagements : entretenir une armée de 20.000 hommes pendant l'hiver entier, et à savoir dans les villes, fournir 3.000 ouvriers pour la réparation des forteresses et le creusement des tranchées dont avait été entourée la Capitale même, fournir ce qui sera nécessaire aux hôpitaux militaires, répondre sans retard une somme de quatre-vingt-dix bourses d'argent, à 1.200 ducats la bourse, et continuer à servir annuellement un tribut de cent bourses. Les boïars avaient accepté, en outre, bien volontiers — s'ils ne l'avaient pas proposé eux-mêmes — la proscription contre Grégoire Ghica et les siens ; s'ils ne reviendront pas dans le laps d'une année, puis l'expulsion pour toujours de tout Grec de nation, sauf les marchands, la livraison de tout ce qui appartenait aux Turcs ou aux Grecs. Ils s'engageaient à servir sous les drapeaux du Tzar, sans être épargnés des charges fiscales ; les dignitaires seuls étaient exemptés du devoir militaire. On leur promettait en échange de ne pas leur imposer de fonctionnaires russes¹.

Dimitrașco Cantemir poursuivit le prince

¹ Neculce, pp. 408-409 ; Mannstein, *Mémoires de Münnich*.

fuyard de cette Moldavie conquise jusqu'à Focşani, qu'il pilla sans scrupules, et il alla même monastère fondé par sa famille, Mira, pour se saisir de la personne d'un évêque de Sidé qui devait être bientôt le seul Grec dans la série des évêques moldaves —, Nicéphore. Son frère Constantin travaillait en même temps du côté de Huşi. Le Hetman des Cosaques passa en Valachie jusqu'au bourg de Câmpina, pour prendre ensuite la voie de Hongrie. Au mois d'octobre, le 13/24, Jassy fut évacuée, non sans avoir été dévastée, les caïmacams ayant été menés sous bonne garde dans le camp de Münnich. Car la paix venait d'être conclue, par la médiation française.

Münnich ne sut guère garder la discipline parmi ses troupes qui se retiraient. Le plus grand nombre des habitants, dans les districts limitrophes, furent pris et menés en esclavage, selon la coutume des Tatars. Les Cosaques, de leur côté, rentrant en Moldavie par le défilé de l'Oituz, se livrèrent à un pillage en règle, et ils durent être escortés jusqu'aux frontières par des troupes turques. Hotin fut gardée encore quelque temps, et Ghica, revenu à Jassy, réussit à en prendre possession; il garda la forteresse jusqu'à ce qu'une nouvelle usurpation y rétablît les janissaires.

Le Métropolitain Antoine, quittant définitivement le pays, passa par Kiev pour se rendre d'abord à Tschernigov, un des anciens centres

des Cosaques, puis à Bilgorode, en Moscovie. Il ne se soucia guerre, dans l'accomplissement de ses fonctions épiscopales, de l'excommunication qu'avait lancée solennellement contre lui le Patriarche de Constantinople, pressé par le prince de Moldavie.

Quant aux fils d'Antiochus Cantemir, qui avaient espéré un moment pouvoir regagner le trône moldave, Constantin, qui avait épousé en second mariage Nathalie Golovine, puis, après sa mort, Sophie Passicov, mourut comme général en 1776; dès 1758 son frère Dimitraşco, second-major, avait fini ses jours; un autre frère, Jean, s'était établi dans le pays d'origine de sa famille. De cette branche des Cantemir il n'y avait plus en Russie qu'un troisième Démétrius, fils du général Constantin¹.

Il en resta aussi certaines relations religieuses. En dehors d'Antoine, devenu évêque russe, du neveu de Dosithée qui fut son collègue dans cette hiérarchie étrangère, des relations très étroites furent établies à cette époque même entre le Siège de Roman, sous l'évêque Pacôme (mort à Kiev, en 1724) et la Russie religieuse, où florissait à ce moment un mouvement ascétique qui produisit toute une littérature nouvelle, dont St. Démètre de Rostov fut le principal représentant. Près de l'ancien monastère de

¹ *Genealogia Caniacuzini.or*, p. 418.

Neant un hermitage fut fondé, qui était conduit d'après les normes habituelles en Russie, la maison de Pocrov, qui eut ses jours d'activité et de réputation.

Pendant trente ans il n'y eut plus guère de relations entre les Roumains et les Russes, ce qui montre bien le caractère exclusivement politique et purement accidentel des contacts de 1711 et de 1739, qui ont fait cependant parler si abondamment l'histoire. Il n'y avait encore, de la part de ces derniers, aucune tendance impérieuse vers le Bosphore: on était content d'avoir la possession d'Azov, récupérée, et la possibilité d'envoyer des vaisseaux, de guerre et de commerce, dans les eaux de la Mer Noire; l'attention se portait, sous les Impératrices Anne et Élisabeth, sur d'autres objets que le partage nécessaire et prochain de l'Empire ottoman en décadence. Quant aux Roumains, ils s'étaient habitués au régime phanariote, qui, tout de même, malgré les lourdes exigences continuelles des Turcs, tâchait de se mettre en règle avec les anciennes coutumes et témoignait d'un profond respect craintif envers la classe dominante des *boïars*.

Ni en Russie, ni en Moldavie on ne trouve aucun mémoire, aucune proposition tendant à rappeler ces moments passagers qui avaient été l'apparition de Pierre-le-Grand ou de Mün-

nich sur la terre roumaine. Les membres d'une seule et même famille vivant d'un côté et de l'autre du Dniester se séparaient au point de n'avoir plus aucune correspondance entre eux, et un Cantacuzène, un Cantemir, un Herescu, un Duca revenant des États du Tzar aurait été considéré par les siens presque comme un étranger.

Il y avait cependant d'autres Roumains, vivant dans des circonstances bien différentes, sujets à un vrai esclavage, non seulement à cause de leur nationalité, mais à cause de leur croyance religieuse même, cette „ancienne foi“ de l'orthodoxie qui devait les rendre sympathiques aux Russes. Dans leur dégradation sociale, dans leur exclusion politique, dans la coercition brutale qu'ils subissaient pour se maintenir, dans cette forme hybride de l'Union avec l'Église romaine qui leur avait été imposée *manu militari* par les Impériaux autrichiens, au moment même où ils avaient occupé, avec les Jésuites dans leurs bagages, ce pays de Transylvanie, ils cherchaient de toute la force de leur désespoir un appui, que ces Phanariotes de Jassy et de Bucarest auraient craint de leur accorder même si leur propre situation avait été mieux affermie.

Cet appui leur fut indiqué par leurs coreligionnaires les Serbes, qui, nouveaux colo-

nistes au caractère militaire, défenseurs appréciés des frontières, jouissaient, dans leurs privilèges étendus, d'une liberté religieuse absolue et même d'une autonomie dans l'organisation hiérarchique de leur orthodoxie traditionnelle. Serbes et Roumains vivaient ensemble dans le Banat, délivré en 1718 de la domination turque; ils étaient soumis assez souvent à l'autorité du même évêque, qui était ordinairement un Serbe. De l'autre côté de la rivière du Maros, vers Gross-Wardein, l'Orad a-Mare des Roumains, des évêques vagabonds de même nation faisaient une concurrence victorieuse aux chefs unis reconnus par la Couronne, et lorsqu'on dut se résoudre enfin à créer un vicariat national uni pour les seuls Roumains, l'agitation serbe n'en continua pas moins contre ce vicaire lui-même. Les Serbes, forts de leurs droits intangibles, n'hésitèrent pas à nouer des relations avec les Roumains de Transylvanie aussi et, alors que les délégués de l'église de Saint Nicolas de Braşov se rendaient devant le Métropolitain slave qu'ils préféraient à l'évêque roumain uni, au rénégat religieux et à l'usurpateur, un évêque serbe, celui de Crouchedol, Nicanor Mélentiévitch, venait presque officiellement visiter cette Église restée fidèle à la foi des ancêtres.

Or les Serbes continuaient à maintenir la tradition de Georges Brancovitch, qui était l'o-

rientation vers la ville sacrée de Moscou, résidence de l'Empereur chrétien de l'Orient. Cet Empereur leur envoyait des subsides pour leurs Sièges épiscopaux et leurs monastères, et un maître d'école venu de Moscou avait posé les fondements de cette école „slavone“ ou „slavono-serbe“ qui devait créer aussi une langue littéraire propre pour la nation, alors que l'Autriche entendait la soumettre seulement à cette culture germanique qu'elle représentait en Orient. Lorsque l'œuvre de propagande religieuse arriva à être par trop gênante, un assez grand nombre de ces soldats à titre héréditaire quittèrent les confins de la Hongrie pour aller chercher en Russie même d'autres domiciles, où leur confession aurait été celle des autres habitants et où l'État même se posait comme but principal de la représenter et de l'étendre. De ce mouvement résulta, sur les territoires restés déserts à la suite des longues guerres, la Nouvelle Serbie du Duiéper, avec de vrais nouveaux Cosaques de provenance yougoslave. Les députés religieux de la Serbie autrichienne fréquentaient sans cesse cette Cour impériale russe, à laquelle ils présentaient leurs doléances et dont ils attendaient même une délivrance prochaine. Car il ne faut pas oublier qu'on a attribué à Pierre-le-Grand lui-même l'intention de se tourner, après en avoir fini avec les Turcs, vers la Transylvanie et la Hongrie

même pour réaliser le grand État orthodoxe, réédition de Byzance, dont plus d'un lettré russe rêvait dans ses pensées d'avenir ¹.

Déjà vers 1700 les habitants orthodoxes d'Hermannstadt-Sibiiu, dont les Autrichiens firent la Capitale de la Transylvanie, s'étaient adressés au Tzar pour pouvoir bâtir une église de leur confession. Les voyages en Russie des prêtres de l'église de Braşov continuaient. Un de ces prêtres, Eustatius, qui se faisait nommer, selon la coutume russe, Vassiliévitch, laissa dans la Capitale russe, la „Stolitza“, ainsi que la nommaient ordinairement les Roumains, son fils pour y apprendre le slavon, et ce jeune écuyer devint un des premiers codificateurs de la langue roumaine, tout en étant l'organisateur, après 1760, de l'enseignement roumain dans les centres orthodoxes, Démètre Eustatiévitch, — le premier parmi les Roumains, si on ne compte pas Udrişte Nasurel, qui reçut une éducation exclusivement russe. On a de lui aussi des traductions de différents ouvrages. Le vieux prêtre avait rapporté les dons habituels, qui permirent de réparer et d'agrandir son église, ainsi que le fait voir l'inscription nouvelle du frontispice, qui porte le nom de la Tzarine Élisabeth, fille de Pierre-le-Grand.

¹ Cf. nos *Actes et fragments*, I.

Mais après 1740 on ne se borne plus à demander seulement de l'argent, des livres et des parements d'église. Le troisième des évêques roumains unis fut un temperament hardi et chaleureux, prêt à aller jusqu'au martyr pour défendre ce qu'il savait bien être son droit et son devoir. Jean Innocent Micu, dit Klein simple fils de serf, s'érigea en représentant de sa nation entière et il rappela énergiquement, sans discontinuer, aux fonctionnaires dénués d'initiative et surtout à la Cour de Vienne elle-même la principale condition, parmi celles dont on avait fait dépendre cette réunion des Roumains à l'Église catholique. l'égalisation politique et sociale avec les autres habitants de cette Transylvanie dont ils n'étaient pas seulement les habitants les plus nombreux, les plus laborieux et les plus dévoués, mais aussi les plus anciens. Bafoué, empêché de parler, menacé par ses adversaires nationaux, il allait être arrêté à Vienne, où il s'était rendu sans ordre, lorsqu'il se dirigea vers Rome, où il ne trouva ni justice ni même entretien, mais seulement un abri pour sa vie brisée, qui se prolongea encore, opiniâtre, au milieu de toute espèce de misères et de souffrances, pendant vingt ans.

Sa disparition fut le signal d'un immense mouvement d'indignation de la part des paysans roumains, qui demandaient „leur évêque“. Un moine bosniaque, Bessarion Sarai,

traversa la province, acclamé comme un saint par ces pauvres gens, qui ne comprenaient pas un seul mot à sa propagande rustique d'illettré. Radu ou Rodolphe Cantacuzène avait fait venir de Russie son frère Constantin, et ils avaient machiné, avec le Patriarche serbe lui-même, un grand complot destiné à rendre à l'orthodoxie son ancienne valeur politique, et non seulement dans les États du Sultan païen, mais aussi dans ceux de l'Empereur catholique. Saraï fut arrêté et disparut. Constantin Cantacuzène, moins avisé que son frère à l'heure où le complot fut découvert, entra dans la prison d'État de Gratz, avec son secrétaire, le petit boïar Vlad Boțulescu de Mălăiești, qui avait été d'abord celui de l'Église métropolitaine serbe. D'autres mécontents échappèrent aux agents de l'Autriche, et parmi eux ce Nicolas Balomir, un clerc influent, qui avait revêtu des dignités importantes, ou ce prêtre Jean d'Aciliu, ce Nicodème de Belgrade, qu'on retrouve en Russie à ce moment décisif pour le sort de l'Église roumaine orthodoxe en Transylvanie.

Des pétitions venant de cette province demandaient à ce puissant protecteur tout indiqué la nomination d'un évêque serbe pour les orthodoxes roumains ; il s'agissait peut-être déjà de Gennadius Vassiliévitch, exarque de Slavonie. Une intervention russe à Vienne ne

manqua pas d'effet, au moment où les deux Cours étaient intimement alliées. Le décret autrichien du 7 novembre 1750, confirmé le 11 décembre suivant, était une leçon de tolérance faite aux autorités persécutrices : il promettait une nouvelle délimitation officielle entre les territoires qui revenaient aux deux hiérarchies, mais ne créait rien en principe, car il reconnaissait seulement l'existence des Églises non unies de Sibiiu, de Braşov et de Făgăraş (Fogaras), sans rien décider sur le point, capital, de la fondation d'un nouvel évêché orthodoxe.

Ce qui signifiait que les masses populaires, profondément mécontentes et agitées sans cesse par les Serbes, allaient continuer ces troubles qui exaspéraient l'officialité autrichienne et terrorisaient dans leurs châteaux les nobles hongrois, propriétaires de ces serfs. Ce fut en vain que la Cour déclara nettement, en 1756, que les Serbes n'ont rien à voir en Transylvanie, leurs privilèges ne touchant pas cette province ; le Métropolitte Nénadovitsch ne se donna pas pour battu ; il persista dans sa lutte opiniâtre, qui ne réussit qu'à délivrer ces „vieux croyants“ roumains d'un joug sans les soumettre cependant à un autre. Au commencement de la guerre de Sept ans, où rien n'était plus redouté que de nouveaux troubles populaires,

il menaça hardiment d'une émigration générale en Russie.

De nouveau, d'après le conseil du prêtre Jean — maintenant Ivan Abramovitsch, — revenu dans sa patrie, l'évêque serbe fut demandé formellement, par écrit, en 1758, à l'Impératrice Élisabeth, patronne de l'orthodoxie; cette fois cependant on ne plaida plus seulement en faveur de l'hierarchie serbe: le nouveau chef religieux devait être nommé par la Tzarine elle-même et dépendre aussi du synode russe. Comme témoignage de leur reconnaissance, les pétitionnaires s'offraient à fournir à la Russie un régiment de hussards de leur race¹. Cette pétition fut saisie par les Serbes et présentée à la Cour de Vienne, et, bien que celle-ci fût décidée à maintenir une certaine tolérance et même à accorder aux Roumains non-unis un évêque „autonome“ la révolte des paysans se ralluma, en 1759, avec une violence extraordinaire, sous la conduite d'un chef audacieux, le prêtre Sophronius, du village de Cioara, qui arriva à être un véritable prince révolutionnaire de sa nation.

Il fallut bien procéder, dès 1761, en même temps que les troupes intervenaient enfin énergiquement pour rétablir l'ordre, à l'installation

¹ Silviu Dragomir, dans l'„Annuaire“ du Séminaire de Sibiiu et dans la *Revista Teologică*, III.

de cet évêque depuis longtemps promis. Ce fut le Serbe Denis Novakovitch, qui vait administré jusqu'alors ce bizarre diocèse serbe de Hongrie qui réunissait les „Ratzs“ de Bude et les colonistes des „champs de Mohács“. Mais, comme des mesures avaient été prises contre Sophronius, trop dangereux pour jouir de la grâce qu'on lui avait accordée au commencement, l'irritation des paysans continua. Des lettres mystérieuses venues de la part de cet apôtre, qui s'était réfugié en Valachie, l'entretenaient, le transformant même dans une vraie révolte sociale, puisqu'il était question de détruire le servage maudit¹. Des relations secrètes se poursuivaient entre les paysans et ces exilés qui s'étaient établis dans le pays roumain voisin, sans rompre les anciennes attaches avec la Russie de quelques-uns parmi eux.

En 1768 un appel révolutionnaire était distribué par les villes et les villages de Transylvanie, au nom de l'orthodoxie persécutée ; l'histoire de l'Union y était présentée avec une passion vengeresse, et la figure même du martyr Klein n'était pas épargnée, comme étant, tout de même, pour l'agitateur, insépa-

1. Notre ouvrage *Sate și preoți în Ardeal*, passim Cf. notre „Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie“, II.

able de cette Union profane, qu'on abhorrait. On affirmait hautement les anciennes relations hiérarchiques avec les Principautés, et on n'oubliait pas non plus le chapitre de combats du bon „prophète“ Sophronius. Mais, en ce qui concerne l'avenir, il ne peut y avoir qu'un unique espoir. Déjà dans la Pologne, où les orthodoxes s'efforcent de secouer le joug catholique, „brillent les sabres“ libérateurs des Russes. „Le repas“ sera consommé là-bas, et plus tard les mêmes viendront prendre leur „collation du soir“ dans cette Transylvanie opprimée¹.

Et cette pièce était jugée comme digne d'être conservée par un prêtre roumain du Banat, Michel Popovici, qui vint à son tour admirer les splendeurs de la „Stolitza“, avec ses parades militaires, sa Cour imposante, ses statues et ses musées, choses absolument nouvelles pour ce visiteur, qui s'empressa de les mettre par écrit².

Il faut attribuer sans doute à ce grand mouvement religieux sincère l'intervention russe en Pologne sous la nouvelle Impératrice Catherine II. Et, si, provoquant un conflit avec la Turquie, que *le parti de la*

¹ Noy. notre brochure sur le voyage du prêtre Michel Popovici; tirage à part du journal „Tribuna“ d'Arad.

² *Ibid.*

guerre à Constantinople avait été le seul à désirer, il eut des conséquences extrêmement importantes pour les Principautés elles-mêmes, il faut l'attribuer à ces moines réfugiés de Transylvanie, à ces exilés aigris par la persécution. Un certain Damascène était hégoumène d'Argeş lorsque la guerre éclata, et on le vit à la tête des troupes russes qui entrèrent à Bucarest; à Vieroş, près de Piteşti, le supérieur était Sophronius lui-même. Pour la seconde fois ce fut donc par les souffrances, la révolte et les espérances de la Transylvanie que la Russie combattante entraît en relations avec les pays roumains du Danube.

Personne dans les Principautés mêmes n'avait demandé l'appui de la Tzarine. Les princes phanariotes du moment étaient parmi les meilleurs, et ils étaient animés des idées de la „philosophie“ philanthropique et réformatrice de l'Occident. Les deux Callimachi, Jean et son fils, Grégoire, Moldaves d'origine, furent des maîtres modestes et doux; leur contemporain Grégoire Alexandre Ghica avait des visées supérieures en ce qui concerne l'administration. Si, dès le commencement de la guerre, il y eut néanmoins un „parti russe“ à Jassy et à Bucarest, la Russie elle-même l'avait créé, prévoyant une guerre fatale.

Il faut tenir compte du fait que ce major Nazaire Karazine qui devait occuper Bucarest

sans combat avait paru en Valachie quelques mois auparavant et qu'il avait visité l'hégoumène d'Argeș, auprès duquel il resta, feignant d'être malade, pendant longtemps; l'hégoumène fut, d'après le propre témoignage de la Chronique des Cantacuzène, celui qui lui recommanda de ne s'adresser à nul autre qu'aux chefs de la famille à ce moment, Pârvu, Grand-Ban, et Michel, Trésorier. Le prince Alexandre Ghica, le jeune petit-fils de Grégoire II fit venir à Bucarest cet émissaire, dont il avait découvert les menées, et le sauva de la poursuite des Turcs. Ce fut à ce dernier moment, avant de partir, que le major eut une entrevue avec Pârvu, qu'il réussit à gagner et auquel il confia des manifestes imprimés, qui devaient être distribués aux Serbes et aux Bulgares. Ceci arriva au commencement du printemps de l'année 1768.

La guerre éclata bientôt, et Grégoire Ghica III vint remplacer son jeune et inexpérient neveu. Il confia la charge de chef de la milice à Pârvu Cantacuzène, ce qui donnait à ce dernier le moyen d'être encore plus utile aux Russes. Travesti en moine, Karazine était de nouveau revenu à Argeș, et il alla avec l'hégoumène porter à Pârvu une lettre de l'Impératrice, datée du 19 janvier a. st. 1769.

Le boșar valaque y était présenté comme celui qui aurait désiré „sauver sa patrie et celle de tous les voisins chrétiens de la mau-

dite sujétion turque". L'idée „slave“ avait déjà gagné de l'influence sur les cercles officiels — on avait déjà en roumain des vies de Pierre-le-Grand et même des chroniques russes, non „slavones“,¹—et l'Impératrice parlait donc d'une „nation slavone“ dont la délivrance se prépare par la guerre qui vient d'éclater. Pârveu devait conduire dans leurs efforts tous ces orthodoxes, ces „Slavons qui se trouvent sous la domination de la Turquie“, gagnant ainsi la reconnaissance de ceux qui lui devront leur salut. Lui envoyant une croix d'or, Catherine lui promettait, si l'entreprise n'aboutissait pas, un asile assuré dans ses États. Le manifeste qui était attaché à cette missive concernait, comme „nations slavones orthodoxes vivant sous la domination turque“, les habitants „de la Cara-Valachie, de la Valachie proprement dite, de la Bulgarie, de la Bosnie, de l'Hérezégovine, de la Macédoine, de l'Albanie et d'autres provinces turques“. Selon la théorie officielle, toutes ces nations seraient „venues de Russie“,—dont leur nom même de „Slavons“. *En cette qualité nouvelle, aussi bien qu'en celle d'orthodoxes, on leur demandait, non seulement de préparer des provisions, mais d'organiser une insurrection générale*¹. Pârveu répondit, au mois de mai, ren-

* Vöy. *Revista Istorică*, I, pp. 19—20.

2) *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 156 et suiv.

seignant, en même temps, le feld-maréchal, Alexandre Galitzine, sur l'état des Turcs et les moyens qu'on pourrait employer pour accomplir l'œuvre de délivrance et insistant sur les excès inouïs commis par des soldats ottomans au milieu des Roumains; plus tard il réunit à ses instantes prières de secours l'intervention par écrit des évêques de la Valachie, qui avaient déjà écrit, en janvier, au prince Repnine à Varsovie. Il indiquait comme une œuvre nécessaire la conquête de Brăila. Il faut signaler que les chefs de l'Église valaque parlaient aussi des espérances formées par „les Bulgares, les Serbes, les nations d'Albanie, de Macédoine, de Thrace et de Grèce“ et faisaient entrevoir une prospérité inouïe pour leur patrie délivrée, digne de devenir alors l'objet d'admiration de l'Europe ¹.

En Moldavie, le Métropolitte était le seul à entretenir des relations avec le commandant des armées russes Alexandre Galitzine, qui le remerciait, le 21 juillet, pour les souhaits dont il avait accompagné son arrivée sous les murs de Hotin. Une simple lettre, du reste, destinée à l'assurer de ses sympathies personnelles et de la récompense qui attendra son dévouement, sans envoyer aucune proclamation et recommander aucun

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 437 et suiv.; spécialement p. 441.

mouvement. S'il y eut des volontaires moldaves, comme le capitaine Élie de Lăpușna et la plupart des Arnauts de la garde du prince Grégoire Callimachi, nul ne s'était préoccupé de mettre en branle le mécontentement des habitants contre les extorsions incessantes de leurs maîtres turcs.

Callimachi, dont la fidélité paraissait douteuse et qui, en tout cas, n'avait pas répondu par ses services à l'attente de ces derniers, perdit le trône et dans quelques semaines sa tête était exposée à Constantinople comme celle d'un traître et d'un transgresseur des ordres du Sultan. Dès le mois de juillet le vieux Constantin Maurocordato, presque aveugle, avait été nommé prince de Moldavie, mais il ne passa que quelques semaines à Jassy. La retraite des Turcs l'amena à Galatz, où il devait recevoir dans un combat cette blessure à la tête, à laquelle il succomba dans sa Capitale même comme prisonnier.

A la suite d'une patrouille de Cosaques commandée par Jean Săcădate, un Roumain de Transylvanie¹, les Russes des généraux Elmpt et Prozorovski entrèrent à Jassy en septembre, reçus par le Métropolitain à une grande distance de la ville dont il apportait les clefs. Il avait même imploré leur approche, car les troupes se tenaient encore à Botoșani, pour

¹ *Arhiva românească*, I, p. 132.

empêcher les ravages des traînards turcs et tatars. Ce prélat, Gabriel, était le propre oncle du prince Callimachi et ses agissements aussi avaient pu compromettre ce dernier; ancien évêque de Salonique, il avait vécu dans un milieu où rien n'était au-dessus des intérêts de la foi orthodoxe. Les troupes défilèrent par les rues de Jassy, le sabre au clair, accompagnant les représentants du pays, qui allèrent aussitôt prêter à la Métropolie le serment à l'Impératrice et à son héritier, dont l'armée venait „défendre et soutenir la foi chrétienne qui soupire sous le joug des mahométans“. Pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'un passage, mais bien d'une prise en possession, les districts durent envoyer des actes en règle, contenant ce même serment prêté par chaque ville et village. Une statistique générale fut ordonnée, le clergé en tête. Des prix fixes furent établis pour les denrées. La garnison de la Capitale, car les deux généraux revinrent dans leurs quartiers, fut confiée d'abord à un polcovnic du nom de Horvat — le nom paraît indiquer un Roumain ou un Slave de Hongrie, — puis au vieux général de Stoffeln, qui succomba, au printemps, à la peste. Le commandement se trouvait à Miroslava, sur une des collines environnantes. L'administration civile était composée, en 1770, du Métropolitain, du Vornic

Jean Sturza et d'un des fils de Jean Neculce, Alexandre.

Pour la nouvelle organisation de la Principauté une commission, composée du chef de l'Église moldave et de deux boïars de première classe, devait se présenter devant l'Impératrice elle-même, qui s'était réservé la décision. De fait on envoya à Pétersbourg, l'évêque de Huși seulement, Innocent, accompagné des supérieurs de Solca, le chroniqueur et compilateur Barthélemy Măzareanu, et de Moldovița, Benoît ; les boïars avaient cho'si Jean (Ianakaki) Milo (Millot), Français d'origine, et Jean Paladi, boïar qui avait fait des études et qui avait des livres latins classiques dans sa bibliothèque. Lupu Balș, dont on avait voulu vénérer le grand âge, s'excusa à cause de la longueur du chemin¹. Leurs lettres de créance étaient adressées comme à la nouvelle Souveraine du pays, délivré de la servitude des „barbares impies“².

A ce moment les troupes russes se trouvaient déjà à Bucarest. On avait commencé d'abord par la formation de détachements de volontaires. Puis des émissaires furent envoyés à Focșani pour avertir les commandants russes que les Turcs se préparent à les attaquer par surprise. Aussitôt un corps d'expé-

¹ *Arhiva românească*, I, pp. 146, 152.

² *Ibid.*, pp. 152-157.

ditions fut improvisé: il contenait seulement 700 volontaires roumains et albanais, soutenus par vingt-quatre Cosaques: le commandant fut Élie le Moldave, aux côtés duquel chevauchait l'hégoumène d'Argeș, cette fois encore principal organisateur du complot; au lieu de drapeaux il y avait deux draps blancs liés à des perches. Pârveu Cantacuzène les accueillit aux sons de toutes les cloches, avec 200 Arnauts de la garde valaque; la population de la ville, dressée dans ce sens par le même, se jeta sur les Turcs présents dans la ville, dont le nombre se serait élevé à 5.000 hommes, mais qui n'attendaient guère cette surprise de la part de leurs fidèles sujets. 300 soldats résistèrent seuls devant le palais du prince pendant toute la nuit; on en trouva soixante sur la place. La résidence princière fut visitée par les envahisseurs et par la foule avide de butin¹; quant au prince, qui n'avait rien fait pour empêcher ce coup de théâtre, on le „découvrit“, d'après sa propre demande, dans le magasin d'un marchand, au khan de Șerban-Vodă. Après quelques jours il fut envoyé au quartier du comte Roumientzov, commandant-suprême; son jeune fils, son frère Mathieu, Alexandre, le fils du prince Jean Maurocor-

¹ Voy. les excuses de Pârveu envers Roumientzov, *Genealogia Cantacuzinilor*, pp. 445-447.

dato — il allait être Voévode lui aussi et finir ses jours en Russie, — le Postelnic Ventura et les deux médecins de la Cour, des Grecs, formaient la suite du prisonnier. Les boïars se hâtèrent de prendre, pour ne pas être compromis dans l'aventure, le chemin qui menait en Transylvanie, chez les Impériaux.

La conduite des affaires restait exclusivement entre les mains de l'aîné des Cantacuzène, qui fut réduit à employer seulement des boïars de seconde et de troisième classe. Damascène et Sophronius ne quittèrent pas non plus Bucarest, où était venu s'établir aussi l'évêque de Buzau. L'évêque de Râmnic, Grégoire, qui avait accompagné jadis de sa recommandation les exilés transylvains qui se rendaient en Russie, faisait partie aussi de ce petit groupe qui avait le courage de soutenir ouvertement la politique de l'orthodoxie.

Quant au Métropolitain, qui portait le même nom de Grégoire, il fut mis, le 11 novembre, à la tête de la députation valaque qui devait présenter à Pétersbourg les vœux de la nation; il était assisté de deux prélats, l'un Roumain, l'autre Grec, qui devaient être tour à tour évêques de Râmnic, Césaire et Philarète; les boïars étaient représentés par le descendant du prince Constantin Brâncoveanu, Nicolas, seigneur très riche et d'une

grande influence, et par Michel Cantacuzène, frère et, dès le début, complice de Pârnu¹.

Les deux délégations arrivèrent — après avoir visité le général Roumientzov — dans la Capitale russe au mois de mars 1770 (mais Jean Paladi était mort en chemin²). Au jour fixé pour leur audience solennelle, le dimanche des Rameaux (28 mars), ils furent menés au Palais dans quatre voitures de gala, attelées de six chevaux et garnies de laquais en grand uniforme. Le vice-chancelier, comte Panine, originaire des Pagnini de Lucques, les reçut et les fit conduire par le maréchal de la Cour à l'église, où l'Impératrice elle-même assistait au service divin. Suit la réception dans la salle du trône, Catherine attendant debout ses nouveaux fidèles roumains. D'un côté étaient rangés les ministres et les hauts dignitaires, de l'autre les dames d'honneur. S'étant placés séparément, d'après leur pays d'origine, les délégués s'inclinèrent profondément devant la Souveraine de leur choix, et l'évêque de Huși, un beau parleur, qui avait discuté avec le prêtre du Banat, soutenant la thèse contraire à l'hierarchie

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 170 et suiv.; *Neamul Românesc literar*, 1911, p. 146 et suiv.

² L'itinéraire des Moldaves, dans l'*Arhiva românească*, I, p. 250 et suiv. Dimitrașco Cantemir les festoya à Kiev (p. 253).

serbe, présenta les hommages de la Moldavie; le Métropolitte valaque suivit avec sa harangue au nom du second pays roumain¹.

De fait, les envoyés étaient chargés de faire connaître toutes les souffrances, les craintes et les espérances de cette nation souvent éprouvée par le malheur. Il était question du danger qui menaçait à cause des forteresses retenues encore par les Turcs, Bender et Brăila, du droit qu'avait la Moldavie à se réannexer le territoire usurpé par les Turcs, des impôts qui pesaient sur les marchands, des abus et des excès dûs „à certains soldats de passage en Moldavie, qui prennent sans aucune forme tout ce qu'ils rencontrent en chemin, bétail et autres choses“, plus qu'il ne leur serait nécessaire, des volontaires et des Cosaques qui font que les pauvres doivent quitter leurs chaumières pour s'abriter dans les forêts; le Métropolitte aurait désiré regagner les reliques, emportées de Pologne par son prédécesseur Dosithée, de Saint Jean le Nouveau. Les veuves des boïars demandaient à cette femme qui détenait le pouvoir suprême d'être exemptées de toute servitude envers l'armée libératrice et de pouvoir s'adresser directement, dans leurs besoins au Siègè impérial².

¹ *Ibid.*, I, p. 197 et suiv.

² *Ibid.*, p. 158 et suiv.

La mission moldave présenta donc, en dehors du vœu principal, que leur pays „soit compris dans le nombre des autres esclaves et sujets de Sa Majesté“¹, tout un programme politique et social pour l'avenir de cette patrie, à laquelle Catherine II avait daigné faire des promesses solennelles, par ses lettres du 16 décembre a. st., imprimées ensuite et publiées, en janvier, dans tous les districts. Il devait y avoir seulement un comité administratif „aristocratique“, composé de douze boïars, dont six auraient à s'occuper des finances; les fonctions de gouverneurs, de juges, de percepteurs d'impôts seraient réservées à cette même classe; les rejetons de la noblesse auraient le droit de se former dans des situations à la Cour; l'élection devrait donner des fonctionnaires pour un an ou pour trois ans; de nouvelles lois, seraient rédigées, en tenant compte des institutions impériales de Byzance et des coutumes non écrites du pays; certains des droits des anciens princes: investiture des boïars, perception des droits régaliens, commandement de l'armée, qui sera désormais composée de Russes, passeront au général impérial qui aura sa résidence à Jassy et qui servira d'intermédiaire avec la Cour¹. On rappelait qu'en

¹ P. 198.

² *Ibid.*, pp. 202-205.

dehors de quantités énormes de provisions cette pauvre Moldavie visitée par les Turcs et les Tatars avait déjà donné 4.500 soldats et on ajoutait qu'elle pourrait bien en fournir 12.000 autres et payer de son Trésor 8.000 soldats russes¹.

Quant aux Valaques, ils débutaient par la demande formelle de l'annexion, sans y adjoindre au moins des conditions d'autonomie : „que notre pays soit réuni aux provinces dominées par le très-puissant Empire de Russie et qu'on ne le laisse pas, à la conclusion de la paix, retomber dans la sujétion tyrannique des Agarènes“. Il y aura tout simplement, à la place de l'anarchie, due aux empiètements des Turcs, „les lois et les établissements de la Russie, sans y rien changer“. Le système des finances et des douanes sera celui de la Russie, tout en conservant pour quelque temps l'ancienne dîme des produits ; les couvents garderont leurs propriétés, mais le pays sera soumis sous le rapport religieux à l'autorité du Saint Synode. On se contente, en échange, en ce qui concerne les boïars eux-mêmes, du privilège d'être officiers, dans l'armée de 20.000 hommes qu'ils s'offrent à lever, de fournir la moitié du nombre des juges, d'être allégés du poids écrasant de leurs dettes envers des créanciers pour la plupart

¹ *Ibid.*, pp. 209, 210.

étrangers, de conserver leurs privilèges et de jouir de la „grâce impériale“, de garder leurs esclaves tziganes, de pouvoir voyager librement en Russie et, pour le pays, d'avoir des „Académies de sciences, d'arts et de langues“. Comme Pârviu Cantacuzène venait de tomber dans un combat livré aux Turcs près du couvent de Comana, on proposait un comité de gouvernement composé de douze membres, dont quatre auraient la direction suprême, sous le contrôle du général commandant en chef¹. On ajoutait des dénonciations passionnées contre les „perfides“ qui ne doivent pas être admis au service impérial, contre les hégoumènes d'Argeş et de Vieroş, qui „ne gardent pas leur dignité de membres du clergé et s'abaissent à des faits absolument inconvenants, rassemblant des volontaires, accroissant leurs bandes et s'en servant pour leurs intérêts particuliers, se vengeant avec acharnement contre leurs ennemis, commentant des injustices dignes des brigands et pillant, au plus grand déshonneur et à la plus grande honte de leur mission comme moines“². Les émissaires s'efforcèrent plus tard de compromettre la personne, dangereuse pour leurs espérances ambitieuses, de celui qui avait été leur prince³. Ils auraient désiré — pour se

¹ *Ibid.*, p. 210 et suiv.

² *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 459.

³ P. 465 et suiv.

recommander à leurs compatriotes — qu'on confirmât par une proclamation de l'Impératrice le succès de leur mission¹.

Catherine II fit répondre dans ces propres termes : „S. M. l'Impératrice accepte avec sa bienveillance spéciale de Monarque envers la population moldave et valaque, leur soumission et leur serment de fidélité et gracieusement promet à tous les habitants en général et à chacun en particulier, comme à des chrétiens d'une même foi religieuse, de conserver les deux Principautés, la Moldavie et la Valachie, sous tous les rapports, selon leurs anciens établissements. La très-gracieuse Souveraine désire se convaincre que, de leur côté, ils se rendront dignes toujours, conformément à leur devoir, de la protection et de la défense de son sceptre, montrant un zèle fidèle, en remplissant leur serment et en accroissant selon leur moyens restreints les forces de ses armes contre celui qui a violé la paix et est l'ennemi de son Empire et de tous les chrétiens².“

Suivit le baise-main de la part des membres de ces deux délégations. Puis, par le moyen du drogman Krouta, qui avait établi les premiers rapports avec le Métropolitite moldave, l'Impératrice parla à Michel Canta-

¹ *Ibid.*, pp. 479-481.

² *Genealogia Cantacuznilor*, pp. 183-184.

czène, le consolant de la mort de son frère, dont les mérites pour la cause chrétienne seront récompensés, dans la personne du survivant. Les délégués parurent aussi devant le Grand-Duc héritier, âgé de treize ans, qui répéta une formule d'assurances à leur égard.

Les visites aux ministres occupèrent le jour suivant; on visita les deux Tschernichev, Orlov, Bezemski, le Hetman Razoumovski, Panine, le feld-maréchal Galitzine¹. Les membres du clergé prirent part le 4 avril au service divin dans le monastère de St. Alexandre Newski pour assister ensuite, le lundi des Pâques, à la messe dans l'église même de la Cour. Ils s'émerveillèrent, le 11 en, entendant le bruit du canon qui annonçait l'ouverture de la navigation sur la Néva. Le 15, le prêtre montra à ses collègues les appartements du Palais : les joyaux de la couronne, „la grande salle qui avait les murs et les portes recouverts de miroirs et les poêles dorés, et une autre salle où on voit le portrait de l'Empereur Pierre et toute la bataille de Pultava et les combats contre les Suédois et plusieurs autres événements qui se sont passés sur le continent, et de même les batailles sur mer, avec la flotte des vaisseaux; tout cela se trouve sur les murs, mais en tissus, et non en pein-

¹ *Ibid.*, pp. 183-184.

ture, travaillé avec un grand art indicible^a. Un autre jour, il y eut visite des jardins impériaux et de l'orangerie, où on admira les oiseaux rares et les animaux, ainsi que l'horloge au mécanisme ingénieux et la table qui sert d'elle-même, puis aussi visite de la résidence d'été, de la „Kunstkammer“ avec la statue de Pierre-le-Grand et la bibliothèque impériale, de la maison simple du grand Empereur, du monastère bâti par Élisabeth, sa fille, du palais de Péterhof.

Les clerks roumains officièrent aussi dans l'église de Kazan, le jour de la naissance de l'Impératrice; à la réception qui suivit assistait aussi le prince de Valachie prisonnier, qui était traité avec les plus grands égards, étant logé dans un hôtel propre et entretenu aux frais de la Cour¹, et dont le fils avait été reçu dans le corps des cadets: il devait être envoyé ensuite, comme conseiller indigène, sous les dehors de médiateur, à l'armée de Roumientzov. Les hôtes roumains assistèrent à la bénédiction de la Néva, au lancement d'un nouveau vaisseau de guerre, muni de soixante-six canons, à l'action de grâces pour la victoire de la flotte russe en Morée. Ghica et l'évêque de Huși, ainsi que les hégoumènes, furent invités aussi au banquet donné par Catherine le jour du nom de son fils, à

¹ Nos Actes et fragments, II, pp. 25-26.

la fin de juin. Il y eut une audition musicale, où on chanta en français et en italien —, des jeunes filles, et surtout, écrit le pieux moine de Solca, „une jeune fille qui avait une voix si admirable qu'on ne pourrait pas en faire suffisamment l'éloge.“ L'été de Pétersbourg, avec ses longs jours qu'interrompt à peine une nuit lumineuse, furent aussi un sujet d'admiration pour ces étrangers : „du 15 mai jusqu'au 8 juillet“, ajoute le même, „le ciel étant très serein et très pur, on n'observa plus d'étoiles au ciel car, il n'y avait même plus de nuit“.

Ce ne fut que dans la seconde moitié de ce mois que partirent les Roumains : d'abord l'évêque avec Millo, puis le prince Ghica, enfin les hégoumènes aussi, que l'Impératrice, d'après l'intervention des prêtres de la Cour, Tatichtschev et le confesseur Jean, avait comblés de dons pour les monastères¹. Jusqu'au bout l'influent ministre Panine avait été leur protecteur chaleureux, comme si l'Italien avait découvert dans ces Valaques et Moldaves perdus parmi les sujets slaves du Sultan des lointains frères de race.

Déjà avant leur retour une victoire avait été gagnée contre les Turcs et les Tatars le

¹ *Arhiva românească*, I, pp. 250-262. Cf. aussi p. 262 et suiv.

1-er août n. st. à Cartal, près de la place même où Pierre-le-Grand avait subi sa défaite¹, mais les troupes commandées par le boïar Emmanuel Giani, dont on venait de faire un prince de Valachie, menaçaient Bucarest elle-même. Les chefs du parti russe, un Balș, un Vatazès, l'évêque de Buzău, s'étaient retirés à Jassy avec les troupes du général Zamétine, appelé par Roumientzov pour prendre part à la bataille décisive; un troisième Cantacuzène, Raducanu, combattit, à la tête des volontaires valaques, dans cette bataille. Le vieux boïar Pană Filipescu avait cherché un refuge dans les montagnes; il se réunit à son collègue Nicolas Dudescu pour venir aussi auprès des Russes en Moldavie. Giani fut invité par les adversaires politiques eux-mêmes à prendre possession de la Capitale pour empêcher les excès de la soldatesque ottomane².

Mais dans quelques semaines les Russes du général Goudovitsch chassèrent à Craiova ce vassal du Sultan. Le gouvernement des douze boïars, ayant, le 13/25 novembre, à sa tête Michel Cantacuzène, commença aussitôt à fonctionner. De son côté, Răducanu Cantacuzène rassembla tout un régiment de husards volontaires, des deux provinces, auxquels il réunit même des Roumains de Tran-

¹ Cf. *ibid.*, p. 225 et suiv.

² *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 184 et suiv.

sylvanie, et mit à la disposition de Roumientzov ces troupes, qui se distinguèrent par un bravoure extraordinaire, sauvant sous Silistrie, en 1773, à un moment de suprême danger, une aile de l'armée russe cernée par l'ennemi et reprenant, en outre, toute l'artillerie perdue¹. Bientôt, Patiomkine conquiert aussi les cinq districts de l'Olténie, établissant dans Craiova une administration de quatre boïars: un Geanoglu, un Prâșcoveanu, vieux boïar prétendant au trône plus tard, qui reçut alors le titre de Grand-Ban, un Argetoianu et un Jianu²

Mais on savait déjà pendant l'été de cette même année, 1770, lorsque les délégués n'avaient pas encore quitté Pétersbourg, que le grand projet d'annexion des Principautés avait été abandonné, à cause de la situation générale européenne. Le représentant de Frédéric II le dit expressément dans son rapport du 19 juin: „sans crainte de me compromettre, je crois pouvoir assurer que l'Impératrice n'est nullement intentionnée de faire de la Moldavie et de la Valachie des provinces russiennes. Si elle voudrait les soustraire à la domination turque, *ce serait dans l'intention d'en faire une espèce de Puissance intermédiaire.* Cette

¹ *Ibid.*, pp. 187-188. Il mourut d'un accident de chasse au cours de la guerre (pp. 189-190).

² *Ibid.*, pp. 189-190; *Actes et fragments*, II, pp. 29-30,

princesse a été dans l'idée que la Maison d'Autriche serait intérieurement bien aise de voir, sans qu'il lui en coûte la moindre peine, diminuer les forces d'un voisin qui lui a été si souvent dangereux et qu'elle ne pouvait pas prendre ombrage de ce médiocre prince qu'on lui subsistue¹. Panine assurait même que l'intention d'annexer ces provinces n'avait jamais existé. Celui qui devait jouer ce rôle avait été déjà trouvé et peut-être avait-il contribué par ses conseils à donner ce biais à la politique russe: c'était Grégoire Ghica lui-même, qui espérait plus tard pouvoir réunir à ses possessions, qu'il aurait gouvernées comme prince à vie, les forteresses de Hotin et de Bender, arrachées enfin aux Turcs, avec tout le territoire qui en dépendait².

Mais l'Europe politique, l'envieuse Autriche en tête, était déjà intervenue. Toute espèce de projets se croisaient; on parlait même de la cession des deux Principautés à la Pologne pour qu'elle consente à abandonner à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse „ce qui leur convenait“³. Il y aurait eu, dans ce cas, un État unique, autonome, d'après le système de la Courlande, dépendant, scu

¹ Nos Actes et fragments, II.

² *Ibid.*, p. 65.

³ *Ibid.*, pp. 35—36.

des princes nationaux ou étrangers, feudataires, de la Pologne¹. En faire tout de même „un établissement séparé“, indépendant, était restée la ferme intention de celui qui conduisait alors, exclusivement, la politique russe, le comte Panine². On aurait préféré, à Vienne, qui fit même des ouvertures formelles dans ce sens, en 1771, le prince Henri, frère du roi de Prusse³.

De son côté, l'Impératrice Catherine croyait être trop engagée pour abandonner complètement, ainsi que le désirerait l'Autriche, les deux pays à leurs anciens maîtres patriens. „Le comte de Panin“, écrit l'ambassadeur prussien à Pétersbourg, „m'a déclaré positivement que l'Impératrice s'était fait un principe inébranlable d'honneur et de religion qu'après avoir eu le bonheur d'enlever ces pays chrétiens au pouvoir mahométan, de ne les jamais remettre à d'autre pouvoir qu'à celui des chrétiens, qu'elle se prêterait à tout accommodement quelconque qu'on pût imaginer pour disposer de ces pays, qu'elle renonçait entièrement pour elle-même, mais qu'il n'y aurait que la force qui pût l'obliger à les rendre aux Turcs⁴.“ Sa parole était

¹ *Ibid.*, p. 30.

² *Ibid.*, p. 37.

³ *Ibid.*, p. 38.

⁴ *Ibid.*, p. 42. Cf. *Ibid.*, pp. 44, 45, 48.

formellement engagée, et il lui était impossible d'y manquer.

Il fallut cependant se rendre. L'Autriche menaçait d'une guerre, et il y avait des personnes en Russie qui estimaient que, s'il fallait abandonner aux Turcs les Principautés, on devrait s'en dédommager en prenant dans un avenir plus lointain, de concert avec la Porte elle-même, aux Habsbourg „la Transylvanie et les provinces voisines“, Banat, Marmoros, les anciens, „comtés extérieurs“¹. La Pologne paya cette fois ; Catherine y chercha les compensations que l'Autriche et la Prusse lui avaient proposées. Bien que les combats continuassent en Valachie, où un prince Cantemir combattait dans les rangs des Russes², l'idée d'un congrès avait été déjà acceptée (il fut question d'abord de choisir Jassy, puis Ismaïl et même Bucarest, et Giurgiu comme siège des délibérations). On allait y discuter seulement : „l'amnistie pour les habitants, le libre exercice de la religion grecque, les intérêts des familles Cantacuzène et Ghica, enfin l'échange de Bender“³. Panine pensait qu'on pourrait transporter en Russie la population roumaine entière

¹ *Ibid.*, p. 52.

² *Ibid.*, p. 54.

³ *Ibid.*, p. 57.

pour ne pas l'exposer à la vengeance des Turcs ¹.

Le 7 août les séances du congrès s'ouvrirent à Focșani. On imagine bien les inquiétudes des boïars sur l'avenir de leur patrie, qu'ils croyaient déjà gagnée à la chrétienté par l'annexion à la Russie. Jusqu'ici ils n'avaient pas osé rêver de cette indépendance, qu'ils ne croyaient pas possible et qui ne leur avait été présentée devant les yeux par aucune création nationale nouvelle et par aucune résurrection des formes nationales annexées par la conquête turque. Maintenant il fallait bien se garantir contre les répressions de l'avenir par toute une série de clauses introduites dans le traité même qui devait restituer leurs pays aux Turcs ou dans le privilège spécial dont le Sultan aurait été contraint d'accompagner cette paix elle-même.

S'étant entendu avec les commandants russes, ces boïars nommèrent leurs délégués pour fournir aux plénipotentiaires de l'Impératrice et aux diplomates médiateurs l'information dont ils auraient besoin. Les Valaques choisirent Michel Cantacuzène et le vieux Dudescu. Leur collègue Jean Văcărescu, qui avait fait des études sur le développement de l'Empire turc et avait été même admis à pénétrer dans les Archives de Constantinople,

¹ *Ibid.*, p. 61.

leur communiqua des actes formels, qu'il prétendait y avoir découverts, mais qui provenaient de sa propre fabrication, par lesquels les anciens Sultans auraient assuré à la principauté, lors de sa soumission, ces droits mêmes qu'on désirait obtenir à ce moment même.

On a conservé les mémoires, rédigés le 24 juillet a. st., qu'ils présentèrent „aux ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse, mais à celui de Russie en première ligne“, pour leur exprimer les vœux de toute une nation lorsqu'il s'agit d'„assurer son sort, futur“, par une paix „qui sera, sans doute glorieuse, à la suite de toutes ces victoires qui ont été gagnées sous nos yeux“. „Dieu veut que nos souffrances fassent jaillir une source éternelle de bonheur.“ Pour empêcher la vengeance des Turcs, rentrés dans les Principautés, contre eux-mêmes, contre leurs familles et contre le pays, les trois évêques, l'archimandrite Césaire et les chefs du parti russe, les fidèles auxiliaires de la nouvelle administration impériale, parlaient aux Autrichiens des anciennes relations avec la Transylvanie et la Hongrie, de l'ancienne protection accordée par la Maison d'Autriche, même, des „bienfaits“ prodigués à la Pologne en discorde, du désir qu'on nourrissait de faire entendre à Vienne des doléances légitimes, et aux Prussiens du grand rôle qu'ils

pouvaient jouer au service d'une cause si juste. Les demandes de la Valachie étaient précisées dans le mémoire du 6 août a. st. confié, à Focșani même, le 30, au comte Orlov: on aurait voulu un prince „de même religion“, — qu'il fût donc Roumain et spécialement Valaque, ou non — et la protection de la Russie elle-même, de l'Autriche et de la Prusse, tout en payant à la Porte le tribut, mais, bien entendu, dans le montant établi par ces capitulations qu'on venait de découvrir; il aurait été livré par l'intermédiaire des ambassadeurs à Constantinople des Puissances protectrices. On aurait désiré aussi — on le voit par des actes complémentaires — le rétablissement des bonnes coutumes anciennes et la création d'une milice indigène¹.

Des demandes pareilles doivent avoir été faites par les Moldaves eux-mêmes, dont les intérêts furent défendus par Grégoire Ghica, leur ancien prince, — son envoi au congrès ayant eu lieu en novembre².

On n'arriva cependant à aucun résultat, de sorte que l'ancien projet de faire évacuer ces pays par leur population entière reparut³. Bientôt de nouvelles séances furent tenues à Bucarest même, et de nouveau les boïars va-

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 485 et suiv.; cf. *Literatură și artă română*, V, p. 759, et suiv.

² *Nos Actes et fragments*, II, p. 69.

³ *Ibid.*, pp. 69-70.

laques s'adressèrent, le 15 janvier a. st., au plénipotentiaire russe, qui était cette fois Alexis Obrescov, pour le supplier de ne pas permettre le sacrifice entier d'un pays qui s'était compromis en soutenant chaleureusement la cause de la chrétienté¹; on avait fait signer cette pétition par le plus grand nombre de boïars et des membres du clergé. Certains des partisans de la domination chrétienne, dans n'importe quelle dépendance, risquèrent même le projet, l'ancien projet de l'annexion à la Pologne des deux principautés, réunies dans un seul État; comme il est question du précédent que formait la Courlande, on découvre facilement l'inspiration de cette demande².

Or Obrescov se borna à réclamer seulement „quelques douceurs“ pour les Valaques aussi bien que pour les Moldaves, à savoir: l'amnistie générale, la renonciation aux sommes dues au Trésor ottoman, l'exemption d'impôts pendant deux ans et le règne, à titre viager, en Moldavie, de Grégoire Ghica³. Cette fois encore on n'arriva pas à s'entendre.

Le 30 mars 1774, les Valaques reviennent à la charge, rappelant leurs services, leur dévouement, leurs sacrifices de tout genre, leur

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 508 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 512 et suiv., 532-535.

³ *Acte și fragmente*, II, pp. 71-72.

droit naturel à une „vie autonome“. L'ultimatum d'Obrescov „a coupé court cependant aux espérances de bonheur“ par la restitution à la Porte qu'il contenait. Il ne restait qu'à pleurer sur des illusions qui avaient disparu“. La reprise des hostilités raviva cependant l'ancienne confiance dans les manifestes de l'Impératrice et dans sa propre déclaration orale faite devant les délégués à Pétersbourg. On en revint, devant la perspective de perdre peut-être l'autonomie et la foi chrétienne elle-même, à la demande d'être plutôt incorporés à l'Empire. „Aucune convention ou traité ne pourrait contraindre le tyran à observer les engagements qu'il aura pris, car leur violation est pour lui légitime et comme un vrai article de loi“ Les boyars signataires tiennent à „laisser au moins à leurs descendants la gloire d'avoir sauvé *les colonistes des Romains*“ — l'idée qui devait dominer l'avenir était donc entrée dans les consciences—, „vrais adorateurs de Notre Seigneur“¹. Panine, l'ancien ami, était imploré de soutenir ces vœux ardents, et on s'adressait aussi à Roumientzov, conquérant de l'ancienne Dacie et digne par conséquent du surnom glorieux de „dacique“².

Une nouvelle lettre, adressée par les Va-

¹ *Gene logia Cantacuzinilor*, p. 515 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 512-513.

laques au même commandant suprême, requérait, au mois de mai suivant, la permission d'envoyer à Pétersbourg deux ou trois nouveaux délégués „pour proposer et soutenir notre seul vœu, qui est celui de la confirmation de notre liberté sous le sage gouvernement et la puissante protection de Sa Majesté l'Impératrice¹“. L'évêque de Buzău lui-même et l'archimandrite Dosithée Philitis, Albanais d'origine, allèrent porter cette missive ; tot en réitérant ses assurances d'appui, Roumientzov déclarait n'être pas opposé au voyage de ces envoyés. Après le départ de Césaire, devenu évêque de Râmnic, pour le camp russe, Michel Cantacuzène aussi fut délégué auprès de Roumientzov pour demander en première ligne l'annexion à la Russie, en seconde ligne l'autonomie garantie par les trois Puissances². Michel Cantacuzène fut muni des lettres nécessaires au mois de juin³. Il devait présenter les mêmes vœux à l'Impératrice.

Dans quelques semaines, de nouvelles victoires remportées par le feldmaréchal contraignaient cependant les Turcs à demander eux-mêmes la paix qu'ils avaient jusqu'ici retardée par leurs faux-fuyants, dans l'espoir

¹ *Ibid.*, p. 518 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 101-102.

³ *Ibid.*, pp. 523-524, 529 et suiv.

d'une revanche. Aussitôt le Métropolitte Grégoire s'empessa de féliciter le vainqueur et de renouveler ses instances pour que ses fidèles ne soient pas abandonnés aux païens; l'archimandrite Philarète fut chargé de ces nouvelles lettres¹.

Mais dès le 28 juillet le commandant suprême annonçait, de Bràila, aux chefs des deux pays la conclusion d'une paix fondée, en ce qui concerne les Roumains, sur les privilèges mêmes qu'ils avaient invoqués. Outre l'amnistie, générale et entière, et la permission de quitter le pays, la plus large tolérance en fait de religion et le respect pour la personne des membres du clergé, on avait prévu la restitution des propriétés usurpées dans le rayon des forteresses turques qui allaient être restituées, l'exemption de charges dont il a été question plus haut, le droit d'entretenir à Constantinople des représentants protégés par le droit des gens et surtout la protection des intérêts de la nation roumaine par les propres représentants de la Russie à Constantinople².

C'était tout ce qu'on était arrivé à gagner pour les Roumains, considérés comme des frères d'armes et des fidèles amis, envers

¹ *Ibid.*, p. 525 et suiv.

² *Arhiva românească*, I, pp. 239-243.

lesquels on avait été empêché de payer la dette entière. Aussitôt les Valaques demandèrent que leurs privilèges soient notés d'une manière précise dans un acte spécial de la part du Sultan, leur permettant d'élire un prince à vie, un indigène, qui aura la pleine disposition du pays, pouvant même faire la guerre en son propre nom, comme jadis, et le droit absolu de justice; il était question aussi de la délivrance des captifs, de la fixation du tribut, du droit d'asile, de la liberté du commerce, de l'interdiction du passage même des Turcs, de la faculté des Roumains de faire des études à l'étranger. On voulait rétablir l'échelle de Floci sur le Danube et entretenir l'ancien agent à Varsovie, „sinon à Pétersbourg même“. Ces vœux contenaient aussi l'établissement d'un consul impérial à Bucarest, d'un vice-consul à Craiova, d'agents sur la ligne du Danube¹.

Ces points ne furent admis qu'en faible mesure par le privilège turc du 4 novembre qui fut annexé au traité, célèbre, de Keutschuk-Kainardschi. Les Roumains n'eurent plus rien à espérer. Et la Moldavie avait payé la reconnaissance de ces droits par la cession à l'Autriche, lâche et avide, qui n'avait pas réussi à avoir l'Olténie, son ancienne possession longtemps convoitée, des

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 537 et suiv.

districts du Nord, contenant l'ancienne Capitale de Suceava, la sépulture d'Étienne-le-Grand à Putna et le district des fiers paysans libres de Câmpulung. Cette „Bucovine“ —, car tel est le nom qui lui fut donné, d'après la forêt du Nord, par l'administration autrichienne, qui se la fit céder formellement en 1775,— contenait à ce moment, à l'exception des villes, une population roumaine d'une homogénéité presque parfaite. Les premiers gouverneurs militaires, d'une impartialité incontestable, parlent dans leurs rapports statistiques, non seulement d'une nation „moldave“, mais aussi de sa langue moldave. Les anciens prisonniers amenés par les princes envahisseurs des districts voisins de la Pologne s'étaient complètement roumanisés. Le caractère petit-russien avait été conserve seulement par les bourgeois attirés, surtout à Cernaufi-Czernowitz, à l'époque où Jean Sobieski était maître de ces districts. Des Russes avaient été aussi colonisés après 1670, au cours des vicissitudes de la forteresse de Kamieniec-Podolski, tour à tour polonaise et turque, puis de nouveau polonaise, sur le territoire moldave d'en face, près de Hotin.

Ce fut seulement après l'annexion que l'afflux des paysans russes de la Galicie voisine se prononça, favorisé par le gouvernement lui-même. Ils étaient attirés non seulement par les perspectives d'un travail mieux

rémunéré, par celles d'obtenir des biens leur appartenant en propre, mais bien par un régime social plus doux, qui n'avait jamais connu le servage, ni même cette forme du servage particulière à la Pologne, et à laquelle la dernière réglementation, décrétée tout dernièrement par ce même prince Grégoire Alexandre Ghica, ne demandait que douze journées de travail par an, quelle que fût, du reste, la somme de travail réel comprise dans une „journée“.

Pour faire voir dans un cas spécial le procès de transformation qui arriva à donner à cette Bucovine une proportion quelque peu supérieure de population rurale ruthène—alors que les villes recevaient des masses de Juifs, d'Allemands et de Polonais, — nous citerons ces lignes, extraites d'un mémoire concernant des domaines sis au-delà du Pruth, où l'élément roumain est aujourd'hui en pleine disparition, Vilavce, Bereznița, Semiatin, dans le cercle de Vijnîța-Wisnitz :

„Après l'annexion on rencontre sur ce territoire les familles déjà nommées, ainsi que celle des Leancă, des Tăutul, qui donna à la Moldavie un Grand-Logothète sous Étienne-le-Grand et plusieurs secrétaires à la chancellerie princière, celles des Frunză, des Roșca, des Popăscul, des Bahrin, des Rotopan, dont un membre fut aussi Vornic de Câmpulung au XVII-e siècle. Il n'y a d'étranger dans ces

actes que le nom de l'officier autrichien qui y signe: von Schmidbauer. Mais en 1782 apparaissent un Bonowski, un Alexandre-Mnogodealni, qui ont cependant l'air d'être roumanisés.

„Bientôt, comme dans un contrat de l'année 1785, la prononciation des noms roumains devient défectueuse (Vonciul pour: Onciul). Quelques années plus tard, le prêtre Siméon Onciul dédaigne de porter ce nom et il adopte celui, à désinence slave, d'Alexandrovitsch: il est désigné ainsi dans l'acte de sa nomination à l'église de Vilavce, délivré par la „Chancellerie du Consistoire de la Bucovine royale et impériale“ et signé par l'évêque roumain Dosithée. Cependant la sœur du prêtre avait épousé un Roumain et le gendre d'Alexandrovitsch était un „mazil“, le Pitar Théodore de Boianciuc; la femme du même prêtre était originaire du village de Cuciurul-Mic, qui est maintenant une citadelle ruthène: elle porte un nom absolument roumain, Măriuța Otuleasa. L'inventaire de l'avoir de ce prêtre est rédigé en roumain par les soins de son fils et successeur, qui se fait nommer Ioan Popovitsch („fils de prêtre“), persévérant donc dans cette mode d'arranger les noms à la façon slave. Les témoins, parmi lesquels le „panțir“ (courrier) impérial Nicolas Zuc, le Vornic (maire) du village, Zacharie, et Ioan Frățian, sont des Roumains.

„On possède quelques actes concernant le jeune curé de Vilavce; il a des affaires avec un Juif, qui afferme un territoire dans la proximité du village. Il s'entend pour céder sa maison avec un autre prêtre, Basile, qui signe: Radovitsch en caractères russes. Bien que les Rotopan, les Frunză, les Râpta, les Cuparenco, les Tăutul, les Vlad, les Bejan conservassent leurs biens héréditaires jusqu'après 1800, bien que le nom des Oaciul se conserve, ici et ailleurs, pendant le siècle nouveau — le fils du prêtre se fait appeler ainsi, — la mention sporadique des Juifs, d'un côté, — nouveau contrat de fermage avec un marchand de cette nation en 1801; il promet de fournir au curé, entre autres, de l'eau de vie — et les Ruthènes, de l'autre, continue. Cependant jusque vers 1830 l'aspect antérieur de la vie publique dure encore et les innovations se bornent à ces quelques personnages de provenance étrangère qui prennent place dans les actes auprès des anciennes familles. Ce n'est donc pas par la suite d'une lente infiltration que l'élément roumain disparut dans ces régions: il fut submergé, malgré son importance numérique, sa pureté de race et sa fierté de noblesse, par le vrai déluge de l'invasion galicienne qu'avait provoquée intentionnellement l'Autriche, pour porter dommage en même temps aux intérêts roumains et aux vrais intérêts russes, contre lesquels on comptait déjà

dresser la fantaisie ethnographique du ruthénisme. C'est dans les archives de la province de Galicie qu'on pourrait trouver les détails de ce changement décisif, qui n'arriva qu'après 1830.

Revenant aux boïars compromis envers le Sultan par leur adhérence à la Russie ceux qui, en tout cas, ne pouvaient plus rester sous la domination turque et leurs familles émigrèrent. Les deux fils de Răducanu Cantacuzène, Jean et Nicolas, dont le dernier avait servi dans le régiment de hussards de son père, restèrent sous les drapeaux de l'Impératrice; Jean, officier de grenadiers, joua même un rôle politique, comme adhérent de l'Autriche, dans la nouvelle guerre contre les Turcs, qui éclata vingt ans plus tard¹. Les deux frères étaient revenus dans leur pays en 1783. Michel, frère de Raducanu, qui n'avait plus rempli sa mission, après la nouvelle que le traité est déjà conclu, devint général-major des armées russes et conseiller d'État, jouissant aussi de la possession d'un domaine de 2.000 serfs du côté de Mogilev. Au départ, en 1776, il était accompagné des fils de Răducanu, de son propre gendre, Vatazès, de son petit-fils Pârvu Cantacuzène. Sa fille Luxandra épousa plus tard un Grec de Russie, Méliissino, qu'on rencontre plus tard comme

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 190.

major, dans l'armée russe de Moldavie¹. Vatatzès, qui avait trois fils et deux filles, resta aussi, jusqu'au bout, au service de la Tzarine. Quant au jeune Pârvu, il mourut à dix-sept ans comme page, étant enterré au monastère de Nevski².

Ghica devint, grâce aussi à l'appui du roi de Prusse, prince de Moldavie; dénoncé pour avoir repris ses relations avec les Russes, il fut tué en 1777 par un envoyé du Sultan dans sa Capitale de Jassy³. Son fils, élevé à Pétersbourg, mourut à Constantinople. Parmi ses parents, Iordaki, fils du prince Scarlate, finit en Russie, où sa sœur avait épousé le riche Albanais Pano Maruzzi, qui portait le titre de marquis⁴. Et enfin Alexandre Maurocordato obtint plus tard le trône moldave pour provoquer par sa retraite en Russie l'éclosion d'une nouvelle guerre contre les Turcs.

¹ *Genealogia Cantacuzinilor*, pp. 198-199, 201 et suiv., 386.

² *Ibid.*, p. 401.

³ Sur ses dernières relations avec la Russie, voy. Berechet, dans le *Neamul Românesc literar*, 1911, pp. 35-36.

⁴ *Genealogia Cantacuzinilor*, pp. 191-197.

CHAPITRE VIII.

Projets de partage de la Turquie et nouvelle intervention russe sur le Danube. Seconde guerre de Catherine II contre les Turcs. Alexandre I-er et les projets de Napoléon en Turquie.

Malgré les prescriptions formelles du traité de paix, la Porte, qui montrait le mauvais vouloir le plus opiniâtre à tenir ses engagements, ainsi que, du reste, les Valaques l'avaient prévu, avait décidé de ne pas se laisser ravir les profits qu'elle retirait à chaque nouvelle nomination de Voévodes. N'ayant pu destituer Ghica, elle l'avait fait assassiner.

Du reste, on n'hésita pas à prononcer même la destitution formelle du „traître“. Lorsque le drogman de Russie protesta contre cette violation de traité, on lui répondit qu'il n'y a aucune transgression, car Ghica „a commis des crimes que la Porte est à même de prouver à toutes les Cours“ et qu'il avait desservi la Russie elle-même dénonçant son intention d'envoyer de nouveau ses troupes en Moldavie¹.“ Le remplaçant du prince exécuté, Constantin Mourousi, était considéré comme „le boute-feu le plus ardent de la

¹ *Actes et fragments*, II, pp. 137-138.

guerre ¹. Le ministre de Russie, Stakiev, se borna à une protestation qui n'eut pas de suites; Morousi continuait, du reste, à rendre aux Russes les mêmes services que son prédécesseur ².

Mais déjà on faisait des préparatifs pour établir des consuls impériaux dans les Principautés, dont la mission n'avait rien à faire avec un commerce qui n'existait pas, en dehors du vin moldave vendu en Russie par les négociants spéciaux dits „kazaklis“. Il devait surveiller le gouvernement de ces potentats grecs, trop liés par leur intérêt et celui de leur famille à la domination ottomane pour ne pas devoir être regardés avec suspicion, puis exercer sur eux une influence dominante et surtout donner à leurs sujets l'impression que tout le bien dont ils pourraient être capables ne vient pas d'eux-mêmes, mais bien de cette intervention continuelle de la Puissance protectrice. Il faut reconnaître cependant que cette immixtion, désagréable au plus haut degré pour les princes eux-mêmes, — les hospodars, ainsi qu'on s'était habitué à les qualifier dans le langage diplomatique russe, — n'était nullement désavantageuse aux sujets, car le maître indigène, s'il ne repré-

¹ *Ibid.*, p. 139.

² *Ibid.*

sentait pas sa propre passion pour les richesses mal acquises, avait de la part de la Porte une mission qu'il n'aurait guère pu accomplir sans pressurer impitoyablement la population.

Dès le 20 juin 1780 un certain Serge Lachcarev, Géorgien d'origine et ancien „jeune de langues“ à l'ambassade russe de Constantinople, se présenta dans cette ville, demandant à l'officialité ottomane d'être reconnu comme „consul en Moldavie, Valachie et Bessarabie“, ce dernier terme désignant ce Boudschac, dont les Tatars étaient en plus grande partie disparus pendant la dernière guerre. La Porte ne voulut pas se rendre; elle alla jusqu'à dire à l'ambassadeur de France que la reconnaissance de ce consul équivaldrait à la cession de ses droits sur les Principautés où il voulait s'installer en dictateur. Comme il n'y a pas de commerce, il ne peut pas y avoir d'agent; d'autant plus que des Puissances entretenant des relations économiques plus importantes avec ce territoire n'ont guère pensé à y envoyer leurs représentants; faute de précédent, le refus opposé par le Divan est donc parfaitement conforme aux traités qui lient l'Empire aux États chrétiens. Les boïars n'auraient besoin, du reste, que de la présence de cet agitateur pour continuer leurs intrigues qui avaient failli détacher de la Turquie leurs pays pen-

dant la dernière guerre. Tout au plus aurait-on consenti, en suivant les conseils de la France, à fixer à ce consul comme résidence, pas même Akkerman, en Bessarabie, mais bien la ville de Silistrie, sur la rive droite du Danube.

Un bérat fut délivré dans ce sens, mais l'Impératrice ordonna qu'il soit restitué aux Turcs, en leur rappelant encore une fois le texte formel du traité de Keutschuk-Kainardschî. Ceci arriva en 1782, lorsque d'autres difficultés semblaient menacer la Porte. Elle céda, en se bornant à demander la promesse d'une attitude convenable de la part de l'agent (2 février 1782).

C'était en demander trop à cet Oriental fastueux et arrogant, bavard et hypocrite, qui remplaçait par ses grands airs une tenue, qui, avec l'agitation permanente de son pauvre être petit et noir, lui manquait complètement. Il traita les boïars comme des chiens, prétendit assister aux séances du Divan et fit bien sentir au Voévode que ce voisin est un maître, que cette chancellerie, sous le drapeau de l'avenir, vaut plus que son palais rempli de la pompe vaine d'un monde qui finissait. Son substitut de Jassy, le major Salonski, attirait les déserteurs, rassemblait autour de sa personne une garde redoutée et organisait une vraie colonisation de la steppe russe avec des éléments soutirés à la Moldavie. On respira pro-

fondément lorsque, vers la fin de cette même année, il quitta ce pays, où il devait revenir cependant plus tard comme chef de l'administration et drogman du prochain congrès de paix ¹.

Son successeur, un Russe, d'allures paisibles, Ivan Sévérine, occupa son poste, avec l'interruption de la nouvelle guerre, jusqu'à sa mort à Jassy, en 1799, faisant son devoir sans choquer, ni brusquer personne.

Rien ne prouve les relations clandestines qu'il aurait eues avec cette noblesse indigène, qui, de son côté, après l'expérience toute récente qu'elle avait faite, n'espérait plus rien de l'intervention militaire des Russes. Mais elle avait vu l'Autriche à l'œuvre, arrachant sans aucun sacrifice que celui des présents aux personnes influentes de Constantinople la Bucovine; certains d'entre ces boïars, comme Basile Balş, étaient restés sous la nouvelle domination et ils entretenaient le sentiment que l'avenir chrétien et civilisé des deux pays se lèvera du côté de l'Occident. Un agent diplomatique autrichien, Raicevich, faisait tout ce qui était dans ses moyens pour entretenir ces dispositions. De fait, Vienne avait pris l'initiative de la transformation de cet Orient turc, où elle croyait plus que jamais à sa mission.

¹ Hurmuzaki, X, pp. xxviii-xxix, xxxiii.

Dès 1783 on s'était entendu, entre Autrichiens et Russes, d'après la proposition formelle faite par Joseph II, roi des Romains sur le partage de cet Empire ottoman qui ne paraissait plus pouvoir prolonger ses jours. L'ambition autrichienne, habituée aux faux-fuyants dénués de tout risque, avait gagné la vanité de Catherine II pour la grande expédition de croisade, peu sincère, qui allait s'ouvrir. Aussitôt après l'échange de vues entre les deux Cours on croyait fermement dans le monde diplomatique de Pétersbourg que *les Principautés finiront par échoir dans le lot de l'Autriche*. „Selon le sentiment d'un homme employé dans les affaires“, écrit, le 25 novembre, le ministre prussien von Görtz „les deux Cours impériales exigeraient l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie pour que, celle-là obtenue, l'Empereur puisse dans un couple d'années, faire éprouver à ces provinces le même sort qu'à la Crimée“. Et, trois jours plus tard : „cette indépendance obtenue, l'Empereur aurait l'assistance de la Russie lorsqu'il voudrait faire éprouver le même sort à ces provinces qu'éprouvent maintenant les provinces indépendantes des Tatars, de la part de la Russie¹“. Le roi de Prusse lui-même était absolument convaincu de ce fait; l'Impératrice aurait consenti à ce

¹ *Actes et fragments*, II, p. 173.

grand sacrifice, dangereux pour la mission qui attendait son Empire, seulement pour pouvoir installer son petit-fils comme monarque orthodoxe à Byzance, dont le brillant fantôme hantait sa vieillesse romantique.

De fait la situation future des Principautés restera indécise, mais le témoignage unanime de gens si bien informés et si en mesure de porter un jugement sur les intentions secrètes des Alliés ne manque pas de valeur pour pouvoir apprécier de quel côté viint, pour cette nouvelle guerre, l'initiative de la conquête et de l'annexion.

Pour le moment la Russie s'était bornée à consolider et à accroître, par un nouveau privilège de la Porte, les droits des deux Principautés (janvier 1784). Aussitôt après on soupçonnait l'intention qu'aurait l'Empereur de demander aux Turcs cette Olténie que la convoitise autrichienne n'avait jamais perdue de vue¹. En 1785 on craignait à Constantinople l'invasion de treize régiments impériaux dans les Principautés; il aurait été question au moins d'étendre vers le Sud les frontières de la Bucovine récemment acquise².

En avril, le roi de Prusse s'occupait sérieusement des „vues que l'Empereur doit avoir principalement sur la Moldavie et sur la Valachie“; il n'aurait attendu que la fin des

¹ *Ibid.*, p. 178 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 191-192.

affaires de Hollande pour s'attribuer, par la force des armes, la Moldavie entière¹, dont la Porte n'aurait pas été éloignée de lui céder une partie, si l'Autriche n'aurait pas préféré un fragment de Valachie². Ces bruits reviennent avec insistance et précision en 1786 : il avait été question d'un nouveau „cordon“ sanitaire comme celui qui avait fixé les frontières de la Bucovine³; certains parmi les Russes étaient disposés à reconnaître dans cette annexion de la Bucovine comme un prélèvement de droit sur les Principautés entières⁴. C'est en Autriche que s'étaient enfuis, du reste, les fils du prince valaque Alexandre Ypsilanti, dont le précepteur avait été le futur consul impérial à Bucarest, et tel boïar de la Principauté avait été invité aux fêtes données à Braşov-Kronstadt, tout près de la frontière, à l'occasion du voyage en Transylvanie de Joseph II.

Quant à la Russie, elle protestait tout doucement lorsqu'un des princes phanariotes était, non pas destitué, car ç'aurait été porter atteinte aux traités, mais admis à se retirer, d'après ses propres instances, ainsi que ce

¹ *Ibid.*, pp. 192-193.

² *Ibid.*, p. 194.

³ *Ibid.*, p. 212.

⁴ *Ibid.*, p. 211.

fut le cas, en Moldavie, pour Constantin Mourousi et Alexandre, fils de Constantin Maurocordato et, en Valachie, pour Ypsilanti et son successeur Michel Soutzo, tous „démisionnaires“. Et on constate avec étonnement que, pour affirmer son caractère de co-protectrice, l'Autriche faisait présenter par l'Internonce des protestations de tout point semblables, qui n'avaient que le défaut de ne s'appuyer sur aucune convention internationale¹. Ce que réclama en 1786 l'ambassadeur de l'Impératrice, Boulgacov, ce fut seulement que la Russie soit dorénavant „informée préalablement des motifs qui déterminaient une destitution“². „Les Russes“, écrivait, en décembre 1786, le ministre prussien auprès de la Porte, „ne sont comptés pour rien dans ces sortes de choses“³. Le nouveau prince de Valachie, Nicolas Maurogénéi (Mavrogheni), un insulaire et non un Phanariote, et un simple parvenu de basse extraction, avait été choisi contre la volonté expresse de l'ambassadeur de Russie pour préparer contre l'Autriche une guerre qu'on devinait déjà être prochaine.

Mais, au commencement de l'année 1787, Alexandre, fils de Jean Maurocordato, et l'ancien

Ibid., p. 208.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 215.

élève des écoles militaires de Pétersbourg, se disposait à quitter furtivement la Principauté pour passer en Russie. Depuis quelque temps le consul Sévérine, qui avait eu un conflit avec ce prince Maurogéné, — personnage, du reste, peu accommodant, qui avait été, en plus, offensé par Lachcarev, de passage par Bucarest, — s'était retiré à Jassy, demandant hautement satisfaction¹. On soupçonnait Maurocordato, ainsi qu'on l'avait fait pour Grégoire Ghica, à cause de son séjour à Pétersbourg, de vouloir livrer le pays à l'Impératrice, et il connaissait déjà son acte de destitution, qui, écartant le subterfuge habituel de la „démission“, déclarait franchement qu'il „a fallu le déposer, puisque la destinée l'a voulu ainsi“. Le vice-consul Salonski avait favorisé ouvertement la fuite du „traître“, auquel on avait préparé le sort affreux de son oncle². Une escorte de carabiniers qui l'attendait avait fait la garde d'honneur à Maurocordato jusqu'à Kiev, où il alla se présenter à l'Impératrice, à laquelle il avait prêté jadis comme soldat le serment de fidélité³. Il avait depuis longtemps un protecteur dans la personne du tout-puissant favori de Catherine, Patiomkine, devenu prince de la Crimée transformée en Tauride, —

¹ Hurmuzaki, *Documente*, X, p. 25.

² *Ibid.*, pp. 26-27.

³ *Ibid.*, p. 27.

car, dès 1770, celui-ci avait eu, comme chef de troupes, des relations étroites avec les Principautés¹. Deux de ses parents, Georges et Constantin Duca, furent arrêtés plus tard, comme complices, à Jassy².

Mais l'Empereur n'en continuait pas moins ses agissements. „L'Agent actuel d'Autriche“, écrit le représentant du roi de Prusse en Moldavie, „introduisit dans l'oraison qu'il a faite au (nouveau) prince à sa première audience, son Souverain à peu près comme co-protecteur de ces pays³“. Ypsilanti était considéré, du reste, comme „bon Autrichien“⁴. Parmi les nouvelles de Cherson, où Joseph II était allié retrouver son alliée, on trouve avec étonnement celle que „le jeune fils du duc de Toscane“, neveu de l'Empereur, „avait des gouverneurs et des maîtres grecs ainsi que celui du Grand-Duc de Russie“⁵.

Mais la Porte s'était plainte de la conduite des consuls russes, demandant leur changement, et elle avait réclamé que Maurocordato lui fût livré⁶; ces prétentions furent aussitôt repoussées. Au milieu du mois d'août, le consul de Russie était donc arrêté à Bucarest ainsi que son lieutenant à Jassy et le nouvel agent

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 37.

³ *Ibid.*, p. 29.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p. 32.

⁶ *Actes et fragments*, II, p. 217 et suiv.

établi à Kilia; la guerre avait été déclarée par le Sultan à l'Impératrice le 13.

L'Autriche avait su si bien se réserver, qu'elle paraissait n'avoir rien fait pour provoquer le conflit; elle ne se décida à soutenir de ses forces son allié qu'après six mois, le 9 février de l'année suivante. Catherine II avait été contrainte de permettre l'expansion autrichienne en Bosnie et dans l'Olténie, et même au-delà. Le roi de Prusse, préoccupé d'avoir Danzig et Thorn, mettait tout en mouvement pour réaliser le projet de son ministre Herzberg, qui contenait *la cession des Principautés à l'Autriche*¹ (contre la Galicie restituée à la Pologne), alors que la Russie n'aurait eu que la confirmation de sa situation en Crimée et, en outre, les forteresses turques du Boudschac. Une grande farce historique avait été jouée que le sort devait transformer cependant dans une déplorable tragédie pour ses auteurs.

Jusqu'à ce moment, bien que Salonski eût paru sur le Dniester avec 2.000 volontaires², aucun Russe n'avait passé la frontière. Aussitôt après cette déclaration de guerre les Autrichiens parurent devant Hotin, pour arrondir leur Bucovine et surtout pour empêcher les Russes de s'y loger; l'Olténie fut

¹ *Ibid.*, p. 224.

² Hurmuzaki, X, p. 88.

attaquée simultanément, et des troupes impériales descendirent du côté de Câmpulung en Valachie. C'était déjà la manière „rapide“. Des proclamations imprimées à Braşov appelaient les chrétiens sujets au Sultan à la révolte, et un parti de boïars s'empressa d'accueillir les libérateurs¹. Les fils de Răducanu Cantacuzène, le fidèle auxiliaire des Russes, Jean et Constantin, anciens officiers dans l'armée de l'Impératrice orthodoxe, s'étaient empressés de demander l'entrée des Impériaux catholiques dans ce district de Praliova, où ils avaient leurs possessions; ils se félicitaient d'être „les premiers sujets“ de Joseph II. Il fallut prendre à plusieurs reprises des mesures de précaution contre l'aristocratie valaque, avide d'un changement.

Aussitôt après le départ de Jassy de l'agent autrichien Metzburg, le Métropolitte Léon, le chef de l'Église orthodoxe, qui aurait dû invoquer, d'après les traditions du passé, une seule protection, celle de la Russie —, car déjà, en automne, des Turcs, des soldats, avaient été tués dans une émeute au milieu de la Capitale moldave —, écrivit au représentant de l'Empereur comme au seul défenseur des intérêts de son pays. Léon Gheuca, qui avait cependant entretenu des relations avec

¹ *Actes et fragments*, II, pp. 231, 232; *Annales de l'Académie Roumaine*, XXXIII, p. 212 et suiv.

Dosithee Obradovitch, le créateur de la littérature serbe moderne, déclarait, au nom du prince lui-même, qui l'avait invité à faire cette démarche, que „tout notre appui et tout notre espoir après Dieu reposent seulement sur la haute grâce de ce puissant et chrétien Empire“ (1-er février a. st. 1789)¹. Quelques jours plus tard, après que les armées autrichiennes eussent passé la frontière, Léon revenait à la charge, invoquant cette seule protection possible pour sa patrie menacée par l'invasion turque vengeresse².

Ypsilanti lui-même, qui faisait semblant d'inviter la population à affronter un ennemi qu'il appelait de tous ses vœux, était décidé à abandonner cette cause ottomane qu'il avait pendant longtemps servie, dans la ferme croyance que l'esprit grec pourrait éveiller et soutenir l'inertie turque, et à chercher un abri dans le camp des seuls chrétiens qui se trouvaient déjà, en libérateurs, sur le sol moldave. Depuis longtemps il était d'entente avec Metzburg, qu'il avait consulté dans des entrevues secrètes, demandant instamment l'envoi d'une armée d'invasion pour le délivrer du poids insupportable de ce gouvernement devenu impossible. Il „priaït Dieu“, écrit l'agent

¹ *Arhiva românească*, II, pp. 296-298.

² *Ibid.*, p. 292 et suiv.; „*Annales de l'Académie Roumaine*“, XXXIII, p. 249 et suiv.

lui-même, „à chaque heure qu'une armée impériale entrât la première dans le pays et l'occupât“. Et il ajoutait en décembre : „Le vœu de la nation entière est d'accord avec le sien, et toute la Moldavie attend sa délivrance, son bonheur et son existence de la seule Cour impériale“¹. Les agents princiers agitaient sans cesse à Cernăuți pour accélérer la décision. Le 19 avril a. st. leur maître avait enfin la chance de pouvoir se laisser prendre par les soldats du major Fabri, venu de Botoșani; on le dirigea sur Brunn, où il resta jusqu'à la conclusion de la paix². Jassy fut occupée par les troupes de l'Empereur.

Cette occupation fut cependant très brève; une puissante armée turque, qui était accompagnée par Emmanuel Giani comme prince *ad hoc*, s'avancait vers la Capitale, où le nouveau Voévode devait passer seulement quelques mois. Ce ne fut qu'au mois de juin 1788 que les Russes entrèrent à leur tour en Moldavie, sous les ordres de Roumientzov. Profitant du moment où l'armée du Grand-Vizir était allée reconquérir Hotin, ils surprirent Jassy. „Des Grecs et d'autres rebelles“, les auraient soutenus dans cette entreprise³. Un Divan, composé de trois Sturza, de deux

¹ Nistor, dans la collection Hurmuzaki, XVI
Cf. vol. X, p. XLII.

² *Ibid.*

³ *Actes et fragments*, II, p. 256.

Cantaeuzène, de deux Ghica, d'un Rosetti, d'un Balş et d'un Catargi, avait la conduite des affaires.

Aussitôt les tropes de l'Impératrice prirent le chemin de Focşani, où les attendait cependant la résistance acharnée de Maurogéni, qui n'avait pas hésité à envahir la Transylvanie, appelant par des manifestes opposés aux manifestes impériaux la population mécontente du régime allemand à la liberté.

Le commandement suprême des armées russes fut confié en 1789 à Patiomkine. Il apparut à Jassy, distribuant largement à tout le monde l'argent de sa munificence, comme un vrai „monarque oriental“, accompagné d'une suite qui ne cédait pas en éclat à sa propre splendeur. Les fêtes se suivaient sans cesse, et la nièce du dictateur, la comtesse Branicka, avait été appelée pour les présider, en vraie reine de ces spectacles inoubliables pour un pays qu'on voulait gagner en l'éblouissant. Le prince Emmanuel s'était rendu au maréchal. Dès le printemps on soupçonnait dans les cercles bien informés de l'étranger que celui-ci „aspire à devenir souverain de la Moldavie et de la Valachie“¹.

Les Autrichiens, que Roumientzov déjà avait aidés à se saisir de Hotin, ne gardèrent, comme simple mesure de tolérance de la part

¹ *Ibid.*, p. 270.

des Russes, que les districts de Dorohoiu, de Herța, de Suceava, de Neamț et de Roman ; leur commandant, le prince de Cobourg, avait établi dans la ville même de Roman le siège de cette administration impériale, dans laquelle il était conseillé par le boïar Constantin Balș, dit Ciuntu¹. Ils étaient cependant incapables d'avancer, en se saisissant des districts inférieurs de cette Moldavie occidentale entre le Séreth et les Carpathes, d'autant moins de la Valachie, qui leur avait été cédée dans le projet définitif du partage.

Il fallut l'avance des Russes, commandés maintenant par Souvorov, victorieux déjà à Galatz aussi, pour permettre aux Autrichiens, de gagner, à Focșani, „leur première victoire dans cette guerre“, selon la propre expression de Souvorov lui-même. La victoire de Râmnicu-Sărat, contre le Grand-Vizir qui avait préparé une revanche éclatante, fut due à la seule intervention du général, russe revenu sur cette ligne d'une importance décisive ; son monument élevé sur la place même de ce grand fait d'armes commémorait avant cette guerre le mérite décisif du chef des armées russes. Le succès des Autrichiens à Mărtinești, dans le voisinage, avait été déterminé uniquement par l'énergie des mouvements de leurs alliés (11 septembre a. st.).

¹ Drăghici, *Istoria Moldovei*, II, pp. 53-54.

Déjà les chefs du parti chrétien en Valachie, Jean Cantacuzène, Câmpineanu, avaient quitté leur asile en Transylvanie. Mais ces vainqueurs de seconde main qui étaient les Impériaux avançaient avec toute la prudence de leur incapacité et de leur manque de courage. Ce ne fut qu'après de longs tâtonnements que le lieutenant-colonel Fischler entra à Bucarest le 4 novembre; cinq jours plus tard le prince de Cobourg y était reçu solennellement, et il formait un Conseil de boyars pour l'administration, le Métropolitain à sa tête; le général Enzenberg, ancien gouverneur de Bucovine, en était, comme vice-président, le chef réel.

On avait demandé aussitôt le serment formel, comme dans le cas d'une annexion définitive, au nom des anciens droits de souveraineté de la Hongrie¹. Il était valable aussi pour l'Olténie, dont le Divan ne fut organisé qu'au mois de mars.

Jean Cantacuzène n'entendait pas cependant recevoir seulement un titre, une décoration, un diplôme quelconque pour ses services. Peu à peu il se détacha de l'Autriche pour se rappeler ses anciennes relations avec les Russes. Au mois de février 1790 il se trouvait en Moldavie et il parlait à Patiomkine lui-même, qui pensait à tout autre chose, du droit d'élire leurs princes qu'avaient eu les anciens boyars, de la possibilité de réunir Valaques

¹ *Mémoires cités*, p. 222 et suiv.

et Moldaves dans un seul „État chrétien, grand et puissant“; alors que son frère devenait seulement lieutenant-colonel de volontaires au service de Joseph II, Jean rêvait de la couronne de cette nouvelle Principauté unique¹. Il voulait tout au moins la réalisation complète, pour cette „nation roumaine“ dont l'existence était proclamée pour la première fois, du programme élaboré par son oncle Michel, en 1772: plutôt que de revenir à l'ancienne servitude, cette „nation“ aurait préféré „le sort de Lima et de Lisbonne“, ces villes que des tremblements de terre avaient tout récemment détruites².

Pendant ce temps les Autrichiens maintenaient leur administration de Roman, qui refusait de se soumettre aux décisions de ce Divan de Jassy que présidait, en 1791, Lachcarev, l'ancien consul impérial. L'espoir de tirer parti des circonstances, de mettre à profit l'indolence fastueuse et dissipatrice de Pantiomkine pour arrondir de ce côté, dans les limites qu'on avait déjà voulues en 1774, la Bucovine, la „Moldavie autrichienne“, se maintenait dans l'esprit du commandant impérial et royal, l'officier Erngeleith, qui s'ha-

¹ *Ibid.*, p. 225.

² *Convorbiri literare*, 1901, p. 1126 et suiv. et notre *Geschichte des rumänischen Volkes*, II, p. 197 et suiv.

bituait—comme Enzenberg, du reste, et le prince de Cobourg lui-même,—à signer en caractères cyrilliques et en langue roumaine. Et cela au moment même où les Autrichiens devaient demander l'intervention de Souvorov, qui entra à Bucarest en été pour sauver la domination de leurs armes dans cette Valachie, menacée maintenant par une nouvelle et grande invasion turque. Les Russes, qui maltrahaient, du reste, dans les rues de la Capitale ces alliés qu'ils méprisaient, auraient été même obligés à livrer une bataille, décisive, au Grand-Vizir, si l'armistice de Reichenbach, imposé par les Puissances médiatrices à la suite des troubles de Paris, n'avait mis fin pour le moment à la guerre¹. Jamais prétentions plus arrogantes n'avaient été moins bien servies par une armée que dans cette expédition qui devait transformer tout le territoire roumain, de Hotin à Orsova, en province de l'Empereur.

Patiomkine trahait encore à Jassy du souverain : il avait vendu ses biens de Russie, faisant venir en Moldavie, vers la fin de l'année 1790, lorsqu'on avait déjà conclu l'armistice de Giurgiu entre Autrichiens et Turcs, „tout ce qui lui restait en meubles, garde-robe et livres“². Les Autrichiens venaient de lui céder leurs volontaires albanais et rou-

¹ *Annales citées*, p. 228 et suiv.

² *Actes et fragments*, II, p. 311.

maîns¹. Il était question de fonder un royaume de Dacie, dont il aurait été le prince indépendant. Nous reproduirons à ce sujet les renseignements que nous donnions là-dessus dans un ouvrage destiné à faire voir le développement de l'idée de l'unité politique roumaine.

Le prince de Ligne proposait, dans une conversation politique, à Patiomkine de le faire „prince de Moldavie et de Valachie“ s'il consent seulement à marcher lui-même vers le Danube et à diriger vers Bucarest les forces de Roumientzov; s'il n'y consent pas, eh bien que les Principautés vivent désormais indépendantes sous la protection commune de la Russie et de l'Autriche.

Ceci se passait en 1788. En 1789, Hertzberg, le tout-puissant ministre prussien, écrit ce qui suit au représentant du roi à Constantinople: „Je viens d'apprendre que le prince Patiomkine aspire à devenir souverain de la Moldavie et de la Valachie, ce qui ne conviendrait à aucune Puissance qu'à lui seul. Il ne sera aussi soutenu par aucune².“ Et, peu de temps après, le 8 janvier 1770, Cathérine offrait formellement à son allié de constituer „la Bessarabie la Moldavie et la Valachie“ comme „État libre et indépendant“, sous un prince orthodoxe, fondant ainsi une „bar-

¹ *Ibid.*, p. 312.

² *Ibid.*, p. 270.

rière“ aux ambitions de tous les voisins et une garantie réelle pour l'avenir¹. Le roi de Prusse croyait de fait à l'intention qu'avait l'Impératrice de fonder cette Principauté indépendante, sous la domination d'un prince du rite grec, qui est sans doute le prince Patiomkine. Mais on admettait déjà que cette Dacie pourrait avoir un maître d'une origine plus illustre que le Prince de Tauride. Le 12 mars, de Golz, ministre prussien à Pétersbourg, risquait déjà cette autre hypothèse, prévoyant le dédommagement prochain du favori par sa nomination comme Hetman des Cosaques de la Mer Noire : „Si les vues ambitieuses du prince Patiomkine“, écrit-il, „permettaient de croire qu'il eût renoncé à toute idée de souveraineté, il serait très vraisemblable que la principauté qu'on veut fonder fût destinée au prince Constantin. Surtout si l'espérance d'aller un jour à Constantinople n'est point encore perdue, cette possession pourrait servir de marchepied pour marcher au trône de Byzance².“

L'Autriche avait déjà pris son parti, désertant la cause commune, par la conclusion de la paix séparée de Sichtov. Cette guerre elle

¹ Hurmuzaki, *Suppl.* I 3, p. 73, no. CXXVIII.

² *Actes et fragments*, II, pp. 292-3. Cf. *ibid.*, p. 296 et suiv.

l'avait provoquée pour laisser la Russie seule entrer en lice et pour l'abandonner seule devant l'ennemi. L'Impératrice pouvait abandonner d'autant plus une lutte dans laquelle elle n'avait eu qu'un vague projet d'expansion sans avoir cherché à gagner la population qu'il se serait agi d'annexer, une guerre, coûteuse pour elle, qui lui aurait donné, en fin de compte, comme principal résultat, le voisinage de sa rivale, sur le Danube, sinon sur le Dniester même, sur le Pruth ou, peut-être, sur le Séreth. Le 11 août 1791 on signait déjà avec la Porte, à cause des difficultés provoqués par la Révolution française, l'armistice de Galatz.

Patiomkine était à ce moment, brisé par la maladie qu'il devait à ses excès. A quarante verstes de Jassy, qu'il avait quittée pour changer d'air, il expirait en pleine campagne. Son corps fut ramené dans la Capitale moldave, où le favori disgracié avait espéré gouverner, en roi; on conserve encore dans l'église de Golia la plaque de bronze qui indique qu'on y avait laissé ce cœur de passions inassouvies et de grandes ambitions.

Le traité de paix entre la Russie et la Porte fut conclu le 9 janvier 1792, à Jassy même, où les représentants de l'Impératrice, les généraux Ribas et Samoïlov, assistés de Lachcarev, s'étaient rencontrés avec les mêmes délégués turcs qui avaient conclu le traité de

Sichtov. La Moldavie retournait, comme en 1774, sous la domination du Sultan, mais cette fois il n'y avait aucun parti de boïars pour protester contre cet acte, au nom des services rendus à la Russie; la plus grande partie de l'aristocratie moldave et valaque s'était laissée prendre aux vaines promesses de l'Autriche, qui avait fait sa paix *sans mentionner d'un seul mot les intérêts de ces Roumains qu'elle avait compromis et lâchement abandonnés*. Elle n'oublia pas cependant, dès la fin de l'année 1792, de provoquer une nouvelle délimitation tout à son avantage.

La Russie en agit cependant autrement. L'article 4 du traité prévoyait la confirmation de tous les privilèges antérieurs en faveur de la Moldavie, l'exemption des arriérés de toutes les charges et la permission du départ pour tous ceux qui avaient servi les armées chrétiennes. Un nouveau firman dû aussi aux efforts de la Puissance qui rentrait dans ses droits de protection garantissait les habitants des deux provinces contre les abus qui s'étaient introduits dans les derniers temps aux dépens des anciennes coutumes, surtout dans les relations de commerce entre Turcs et Roumains.

Alexandre Jean Maurocordato resta, bien entendu, en Russie, où on lui créa un établissement plus ou moins correspondant à

ce qu'il avait abandonné; on a des lettres de lui qui ne contiennent cependant rien de relatif à la politique. Ce rêveur s'était résigné; il écrivait des lettres en beau style classique et rimait des morceaux poétiques sur les vagues généralités d'une sagesse à l'usage de tout le monde; son volun e grec anonyme „Le Bosphore au Borysthène“, n'a rien qu'indique un souci de la vie réelle. Il éta't tout aussi peu „Moldave“ que son contemporain Michel Matvéévitch Chérascov (1733-1807), un Herescu, dont les nombreux écrits des poèmes épiques aux sujets tir's de l'histoire russe, des romans imit's de Fénelon et de Marmontel, sont d'une f cture internationale quelconque. Un des boïars Stourdza allait s'établir en Russie, s ns y perdre son caractère national, mais s n fils, Alexandre, et sa sœur, la comtesse d'Ebling, ne représentent dans leur activité intellectuelle que l'orthodoxie russe, teinte d'un léger mysticisme, et une forme empruntée à cette c'vilisation occidentale que leur père avait aussi connue. Dès 1788, le Métropolitte Léon venant de mourir, les Russes avaient attribué son Siège à Gabriel Banulescu, originaire de Câmpulung en Bucovine, et entre temps, un Russe, Ambroise, occupa ce Siège; après le départ des armées impériales, Gabriel dut chercher lui aussi un abri auprès de ses pro-

tecteurs, qui lui donnèrent une charge équivalente dans l'Empire, en Crimée, puis à Kiev¹.

Ces quelques nouveaux venus n'eurent pas de relations avec ceux qui les avaient précédés sur la terre étrangère, ceux dont nous avons déjà parlé et auxquels il ne faut pas ajouter les fils du prince Constantin Cantacuzène, mort au sortir de la prison de Gratz, car le major Alexandre et le capitaine Avram étaient morts, en 1772 et en 1781, le premier à Buzău, l'autre à Moscou, sans postérité². Personne de ces exilés ne trouvait en soi-même le désir de garder le contact avec son pays, et l'officialité russe ne pensait guère à leur imposer, pour le succès de sa politique, cette tâche.

On avait cependant pensé à créer, d'après le modèle encourageant de la Nouvelle Serbie, une Nouvelle Moldavie entre le Dniester et le Boug, vraie principauté qui aurait été confiée à Maurocordato. Un grand nombre d'émigrants vinrent s'y établir aussitôt après la conclusion de la paix, et ils accrurent le nombre de l'ancienne population roumaine fixée dans cette région³. On parlait des

¹ *Actes et fragments*, II, pp. 344-345 et suiv.; Ștefanelli, dans les *Annales de l'Académie Roumaine*, XXIII; notre *Istoria Bisericii române*, II, p. 195.

² *Genealogia Cantacuzinilor*, p. 339.

³ *Actes et fragments*, II, p. 339.

„deux tiers des habitants de la Moldavie“¹. Plus tard des émigrés polonais, qui séjournèrent un moment en Moldavie, demandaient, en échange, à la Porte la création d'une nouvelle principauté pour leur propre nation dans ces mêmes contrées².

En dehors des appréhensions provoquées par cette présence des émigrés sur le territoire moldave, il n'y a plus rien qui rappelle l'occupation russe dans ces régions: aucun souvenir, aucune espérance, aucune demande de la part des Roumains, et de la part des Russes aucun projet de conquête. On peut bien croire qu'il en aurait été autrement si l'Empire avait poursuivi cette politique d'incessante convoitise à leur égard dont on fait une des lignes principales de l'histoire de la Russie à cette époque. On se bornait, du côté des Russes, à avoir des protégés et des agents, des instruments et des complices dans ce monde phanariote qui fournissait, au hasard des relations personnelles avec les hauts dignitaires turcs et les ambassadeurs étrangers, des drogmans à la Porte et aux deux Principautés des „hospodars“, qui étaient, de

¹ *Ibid.*, p. 341.

² *Ibid.*, p. 351. Cf. nos *Documents Callimachi*, II, Préface.

fait, tout aussi peu fidèles aux uns et aux autres.

Les grands changements provoqués par la Révolution française faillirent amener en 1799 les 10.000 Russes du général Hermann en Moldavie pour se rendre en Albanie¹. Mais les Principautés n'entraient que rarement, et d'une manière tout à fait subsidiaire, dans ces calculs politiques aventureux, aux résultats éphémères, qui devaient créer pour d'autres nations des formations comme les Provinces Illyriennes ou comme la nouvelle Pologne de Napoléon. Occupée de ses grands intérêts européens que la Révolution et l'Empire entremêlaient incessamment sans arriver jamais à cette solution définitive qui aurait pu être seulement la reconnaissance complète et réelle du droit national, dans sa signification concrète et organique, la Russie laissait les hordes de Pasvantoglu, le Pacha rebelle de Vidin, qui entretenait de ses relations avec les Français, et celles des aïans, chefs indépendants des anciennes forteresses de la rive droite du Danube, poursuivre leurs incursions dévastatrices en Valachie.

Ce fut seulement après le grand pillage de 1802, lorsque le prince Michel Suțu (Soutzo) et les boïars furent réduits à s'enfuir en Tran-

¹ *Actes et fragments*, II, p. 36.

sylvanie, abandonnant cette Capitale, que les brigands n'osèrent pas occuper, entre les mains des vagabonds et des mauvais sujets indigènes, que le représentant du Tzar Paul, successeur de Catherine, se décida à rappeler aux Turcs ce droit de protection sur les Principautés dont la Russie était autrefois jalouse.

A ce moment l'Autriche aussi s'était de nouveau préocupée des pays du Danube, qu'elle avait abandonnés d'une manière si lâche en 1791. Il s'agissait d'un établissement par le Grand-Duc de Toscane, qui avait perdu, en 1801, par le traité de Lunéville, par son côté, ses États. Le Réis Effendi parlait, au mois de juillet 1802, à l'ambassadeur du roi de Prusse de certains projets, qui couraient „jusque dans les rues de Paris“, d'„indemnisés“ dans la Valachie à peine échappée aux horreurs du pillage, „quelque prince lésé“; la France aurait pris l'initiative de cette transplantation dynastique, contre laquelle la Porte protestait énergiquement¹. „Il paraît avoir été question, sans doute, du projet d'indemniser la Maison d'Autriche, aux dépens de la Porte, par les Principautés de la Moldavie et de la Valachie“, écrivait le roi de Prusse le 23 août suivant, pour faire savoir à son représentant auprès du Sultan que ce projet doit

¹ *Ibid.*, pp. 367-369.

être considéré comme annulé par la compensation accordée au Grand-Duc en Allemagne même¹. Il avait fallu cependant une publication nouvelle dans le „Moniteur“ pour rassurer la Porte à ce sujet².

Il fallait rétablir maintenant l'ordre en Valachie. Suțu avait été exilé comme incapable, dans l'île de Chalki. Une amnistie était nécessaire pour permettre aux boïars émigrés de revenir dans leur patrie, et on allait procéder à l'installation d'un nouveau prince. Ayant intervenu d'abord en faveur des fuyards de Transylvanie, l'ambassadeur russe Tamara s'empessa de proposer comme futur prince valaque quelqu'un qui, soutenu par la Prusse aussi, avait été jadis déposé sans que les motifs de cette résolution eussent été présentés à l'ambassade et qui, excellent administrateur, était, disait-il, sollicité par les „suffrages“ d'une Principauté et rappelé par les „regrets“ de l'autre : Constantin, fils d'Alexandre Ypsilanti, et le client le plus constamment fidèle de la Cour impériale. La Russie pouvait parler aussi comme alliée de l'Empire ottoman en faveur de ce prince. „Sa Majesté Impériale“, n'oubliait pas de dire l'ambassadeur, „ne prétend s'arroger aucun droit pour

¹ *Ibid.*, p. 369.

² *Ibid.*, pp. 369-370.

la nomination des princes, ni en attribuer aux Valaques et aux Moldaves; mais l'intérêt qu'elle doit à ces deux provinces lui fait voir un moyen certain d'assurer le bien-être de l'une ou de l'autre dans la nomination du prince Ypsilanti à celle des deux Principautés que quittera l'Hospodar Soutzo“, „administrateur“, pendant quelques mois, de ces deux provinces¹.

Aussitôt après avoir gagné ce point, Ypsilanti ayant été nommé à Bucarest, la France et la Russie avaient soutenu pour le Siège moldave Alexandre Mourousi. La Russie fit présenter par son consul à Jassy, H. de Bolcounov, les plaintes des deux pays contre les abus sans nombre commis par les princes antérieurs et surtout par le gouvernement ottoman, au mépris complet des privilèges accordés par les traités et les firmans.

Le résultat de cette intervention fut le renouvellement de tous ces privilèges, en partant du traité de Keutschuk-Kaïnardschi, mais sans aucune mention de ces anciens traités conclus par les Principautés elles-mêmes que les boïars avaient prétendu retrouver en 1772. A la suite de cette confirmation il est dit expressément que l'ambassadeur de Russie a demandé l'„addition“ de certains articles nouveaux, et, à savoir, „d'après le droit qu'a cette

¹ *Ibid.*, pp. 371-372.

Puissance d'intercéder en faveur des deux provinces, droit accordé par les articles du traité qui existe entre elle et la Sublime Porte". Il était établi pour la première fois que le „Hospodar" règnera sept ans entiers, à moins de „délit avéré" et „vérifié" par l'ambassade impériale aussi bien que par le gouvernement ottoman : „il sera t alors, mais dans ce seul cas, permis de le déposer". Ce prince devra „prendre en considération" les représentations du consul de Russie, qui ne prend pas encore le titre de Puissance protectrice, en ce qui concerne l'assiette des impôts, qui restera celle déjà fixée par le séned de 1783 et tous les points fixés dans le nouveau privilège. Ces points concernent surtout les provisions qui doivent être fournies à la Turquie, dans des proportions et à un prix qu'il ne sera plus permis de changer, et les droits des boïars, des indigènes surtout, qui resteront les vrais maîtres du pays, leurs collègues grecs n'étant que tolérés, de fixer le budget, d'administrer les revenus des „hôpitaux, écoles, chemins et autres objets semblables, particuliers à la province" et ceux des fondations pieuses, de défendre leurs biens contre l'appétit des princes. En plus, cette intervention russe assurait à la Moldavie et à la Valachie le retour de ces biens-fonds usurpés dans le rayon des forteresses turques qui avaient été, à plusieurs reprises, réclamés par les anciens propriétaires.

Il n'y avait dans ce privilège, le plus large qui eût été accordé aux Principautés à l'époque des Phanariotes, rien de spécialement favorable aux intérêts de la Russie elle-même; il ne contenait que l'accomplissement des vœux exprimés à plusieurs reprises par les boïars des deux pays; il ne faisait qu'établir la base solide d'un gouvernement qui aurait fait une part égale aux droits traditionnels de l'aristocratie indigène et à l'autorité, nécessaire, d'un prince qui n'aurait pas vécu sous la menace incessante d'une destitution pour les motifs les plus futiles et même sans autre motif que celui d'un caprice victorieux ou d'un intérêt opinâtre. En agir ainsi avec les Principautés c'était certainement le meilleur moyen de se gagner une influence profonde et durable sur l'esprit de tous ceux qui étaient capables de concevoir un avenir d'ordre et de sécurité pour leur patrie.

Si le consul de Russie à Jassy s'évertuait à démolir le trône de Mourousi, considéré comme agent de l'empereur des Français¹, aucune autre immixtion de la Russie ne venait détruire l'impression produite par cette intervention efficace. De plus en plus Ypsilanti, qui soutenait la révolte serbe, encouragée par la Russie, devenait un élément important pour la politique russe en Orient, et

¹ *Ibid.*, p. 394.

on pensait déjà, peut-être, à renouveler en sa faveur ce projet de l'Union des Principautés, y compris la Serbie même, par l'inspiration et sous l'influence permanente de la Russie, qui avait échoué sous la forme de la candidature étrangère de Patiomkine.

Il avait été question cependant d'un passage des Russes par les Principautés, en 1805, lorsque la Turquie paraissait disposée à renouveler, avec la Russie elle-même et l'Angleterre, les conventions de 1789 et 1799 dirigées contre Napoléon. Au mois de septembre, les régiments russes se seraient trouvés aux frontières de la Moldavie, dans le but de commencer une action militaire, sous les ordres du général Michelson; on aurait pris déjà des mesures pour établir les magasins de provisions nécessaires à une armée de 25.000 hommes. Deux armées se seraient saisies des Principautés, „au premier signal d'attaque et de menace que donnerait la France“. Et, quant à l'ennemi que la Porte avait en vue à ce moment, c'était encore l'Autriche; on suivait avec appréhension les pour-parlers qui continuaient entre le ministre des Affaires Étrangères du Tzar et le général Meerveldt, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, car on craignait *„un arrangement entre la France et l'Autriche sur un agrandissement (celui de*

*l'Autriche aux dépens de la Porte*¹. Il fallut que Meerveldt fit des déclarations solennelles pour dissiper ces suspensions; mais déjà les Français étaient en Dalmatie, menaçant les intérêts nouveaux que la Russie venait de se créer en Serbie².

Dès le commencement de cette nouvelle année 1806 la pénétration française, autant que les intrigues de l'Autriche, avait fait discuter dans le Conseil du Tzar l'idée d'une occupation des Principautés, pour se prémunir contre une offensive turque que Napoléon cherchait à provoquer de tous ses moyens³. On s'était décidé à ne plus tolérer les raids du Pacha de Vidin en Valachie; des troupes se rassemblaient à Odessa pour empêcher l'entrée des Français en Morée; les Bouches de Cattaro recevaient une garnison russe, alors que le drapeau de l'Empire était arboré dans les ports de l'Albanie⁴.

On paraissait vouloir procéder du côté de Napoléon au partage des États du Sultan, et la Russie ne pouvait pas manquer à l'appel. Ce qu'on faisait n'était donc pas un nouveau chapitre de l'expansion consécutive de

¹ *Actes et fragments*, pp. 402, 465.

² *Ibid.*, p. 408.

³ *Ibid.*, pp. 406-407.

⁴ *Ibid.*, pp. 408-409.

cette Puissance en Orient, où elle avait eu toujours l'initiative, mais bien un incident naturel de cette politique de bouleversement inaugurée par celui que son génie venait de faire l'arbitre de l'Europe. Une convention Franco-russe venait à peine d'être conclue le 20 juillet et les Russes avaient évacué Cattaro, lorsque Sébastiani, le représentant de l'Empereur à Constantinople, amena, en septembre, la Porte à violer ouvertement les engagements pris en 1802 en destituant aussi bien Mourousi que Constantin Ypsilanti, comme traîtres à ses intérêts.

Cet acte est qualifié par l'ambassadeur de Russie comme „étant certainement l'attaque la plus directe portée à la dignité, aux intérêts et aux droits de la Russie“ et il en attendait, si une révocation n'intervenait pas aussitôt, „une rupture formelle“ ¹. Or, cette révocation la Turquie ne pouvait pas la concéder, sous la pression menaçante de celui qui était devenu maître de ses destinées. L'Angleterre s'y employa cependant si énergiquement, que Mourousi, revenu hardiment à Constantinople, et même Ypsilanti, qui s'était enfui en Russie, furent rétablis, le 17 octobre.

Mais dès le 23 une note russe avait signifié au Divan l'occupation des Principautés, comme mesure de précaution, „commandée

¹ *Actes et fragments*, p. 409.

par la nécessité la plus absolue¹. Un peu plus tard une nouvelle déclaration corroborait la première; elle ajoutait cependant „l'assurance la plus formelle que Sa Majesté Impériale sera prête à retirer ses troupes des deux Principautés aussitôt que la Porte aura donné une fois la satisfaction sur tous les griefs que la Cour impériale est en droit de former à sa charge, d'après les stipulations les plus précises qui subsistent entre les deux Empires“¹.

C'était, il est vrai, un peu vague, et la Russie, qui était de nouveau en guerre avec la France, pouvait prolonger d'une manière indéfinie cette occupation, attendant que l'attitude de Napoléon, qui avait voulu l'écartier de tout projet d'agrandissement en Orient, se fût précisée. A la fin de l'année, la diplomatie du Tzar s'était bornée à demander encore, comme condition indispensable d'une évacuation, „le maintien du repos et de la tranquillité dans les deux provinces et sur les frontières des possessions russes“, „la liberté du passage du pavillon russe“, et „le renouvellement du traité avec l'Angleterre“².

Or, le 5 janvier 1807 la Porte déclarait la guerre à la Russie, non pour l'occupation

¹ *Actes et fragments*, pp. 411-412. Cf. *ib'd.*, pp. 412-413.

² *Ibid.*, pp. 415-416.

même du territoire roumain, mais, d'une manière si malhabile, pour ces privilèges mêmes de 1802 qui auraient rendu „la nomination du Voévode dans ces deux provinces de la part de la Porte un objet de dérision¹“.

Le vieil Alexandre Ypsilanti allait expier le crime de son fils. Le général Dolg rouki entra à Jassy seulement le 29 novembre 1861, et les forteresses de Bessarabie, Hotin, Bender, reçurent des garnisons russes.

Bucarest, où l'aïan de Roustschouk avait fait saisir, avec trois boïars et un évêque grec le consul de Russie, Luc de Kiriko, et où Mustafa Bairactar avait fait son entrée, avec 12.000 Turcs, le 12 décembre, reçut les Russes quelques jours plus tard seulement. Ypsilanti y revint bientôt, avec Michelson, le 27 décembre n. st., comme factotum, et l'on croyait à Constantinople qu'il s'était fait proclamer „roi de Valachie, Moldavie et Bessarabie“, et qu'il aurait eu même des visées du côté de la Serbie. De fait il était „*maître des deux Principautés*“² et en portait le titre dans ses chrysobulles, malgré les protestations de ses boïars réfugiés en Transylvanie³.

¹ *Actes et fragments*, p. 418.

² *Ibid.*, pp. 418-420.

³ R. Rosetti, dans les *Annales de l'Académie Roumaine*, XXXI, pp. 488-491.

Pendant tout ce temps on n'a aucune preuve de relations entre la Russie et les boïars concernant l'avenir de leurs pays. Il n'y avait pas même un Divan révolutionnaire: on gardait le prince qui avait été écarté contrairement aux traités; si Mourousi avait consenti à rester à Jassy, on l'aurait conservé aussi dans ses fonctions.

S'il y eut une armée roumaine comme auxiliaire des Russes, contenant aussi des Serbes qui avaient combattu sous Carageorges— tout un régiment sous un drapeau spécial¹—, si ces „3.500 Valaques“ aidèrent vaillamment le général Isaïev dans les luttes en Olténie et même en Serbie², c'était l'affaire personnelle du prince Ypsilanti. A chaque occasion la diplomatie russe parlait de la ferme intention qu'avait l'empereur Alexandre d'évacuer les Principautés aussitôt que les Turcs rentreront dans la l'galité.

Telle était la situation au mois de juillet, lorsque l'entrevue d'Alexandre avec Napoléon parut changer radicalement, et pour longtemps, les rapports entre les deux Empires. On avait déjà parlé à Tilsit de l'éventualité d'un partage de l'Empire ottoman, déchiré par

¹ Voy. Iorga *Relations des Roumains avec les Serbes*, Bucarest, 1914.

² Cf. aussi *Actes et fragments*, II, p. 425.

la révolte qui avait ravi à Sélim III le trône et la vie, mais pour le moment l'empereur de Russie, gagné par l'influence magique qu'exerçait sur lui la personnalité de son rival, avait consenti à abandonner, non seulement Cattaro et les Îles Ioniennes, mais aussi les Principautés. La médiation française amena, le 24 août, Lachkarev étant plénipotentiaire, la conclusion de l'armistice de Slobozia près de Giurgiu, et la Porte avait déjà dirigé vers leurs Capitales les nouveaux princes, Alexandre Suțu et Scarlate Callimachi, bien qu'Ypsilanti fût revenu à Bucarest le 8 août n. st.¹. Ce dernier, qui se plaignait de la trahison moscovite à son égard, dut quitter pour quelque temps sa patrie².

L'armistice, qui fut ratifié par Meyendorff à la fin d'août, prévoyait une évacuation rapide, le Divan ayant désormais l'administration des Principautés. Les plénipotentiaires devaient se rassembler aussitôt à Bucarest pour discuter les conditions de la paix, en la présence de Guilleminot, délégué de Napoléon. Pour le moment on y célébra solennellement le jour du nom du Tzar. Et, lorsqu'on était sûr d'avoir tout acheminé sur la bonne voie, un ordre arriva de Pétersbourg, dans la nuit de 12 au 13 septembre, qui mit fin aux préparatifs.

¹ *Actes et fragments*, II, p. 423 et suiv.

² *Ibid.*, pp. 425—427.

du départ. Lachcarev rassembla les boïars pour leur signifier ce changement à vue, et en attendait le retour d'Ypsilanti, qui avait déjà désigné son lieutenant. De fait le vieux général Prozorowski arriva à Bucarest le 27 octobre pour prendre la conduite des affaires. Ce ne fut que plus tard qu'il installa l'ancien prince dans la Capitale valaque, prenant lui-même résidence à Jassy. et Ypsilanti continua ses fonctions jusqu'à l'arrivée, le 1-er mars 1808, du sénateur Couchnicov comme président des Divans et chef de l'administration¹. Les boïars avaient demandé, le 28 août v. st., une annexion de leur patrie à la Russie, comme celle de la Géorgie et de l'Imérétie²

Dès la fin de l'année 1807 se répandit, par les agents russes, un bruit qui remettait de nouveau en discussion, pour la troisième fois, le vieux projet de la Dacie. „*La Transylvanie*“, écrit, de Hermannstadt-Sibiu, le 3 novembre, le diplomate prussien Senft de Pilsach, „*allait être cédée par la Maison d'Autriche et jointe à la Moldavie et à la Valachie, sous le nom de royaume des Daces pour appartenir au Grand-Duc Constantin de Russie*“³. Si c'était bien l'intention de la Rus-

¹ *Actes et fragments*, II, p. 436.

² V. A. Urechîă, *Istoria Românilor*, IX, pp. 176- 77

³ *Actes et fragments*, II, p. 443.

sie—Kiriko l'affirmait publiquement, — l'Autriche, de son côté ou au moins de l'Oltenie¹, poursuivait la seule annexion de ces provinces et le roi de Prusse soupçonnait que Napoléon avait été gagné à ce projet. De fait, il faisait dépendre la libération de la Prusse, occupée par ses armées, de l'abandon des Principautés par la Russie².

Pour gagner l'Autriche elle-même à sa politique, la Russie alla plus loin. Elle donna, désirant empêcher l'annexion pure et simple, une quatrième forme au projet de la Dacie et la fit longuement discuter, en 1808 et même pendant l'année suivante. Après qu'Yp ilanti partit de Bucarest pour s'établir à Kiev, on lui donna quatre-vingt villages de serfs, du domaine de la Pétschersca³, où il devait mourir⁴, — se forma „un projet de mariage entre la Grande-Duchesse Catherine, sœur d'Alexandre I-er, et de celle qui refusa d'épouser Napoléon — „et l'archiduc Jean“ frère de l'Empereur François I-er et le futur vicaire impérial de 1848, — „à condition que l'archiduc s'établisse ici (à Pétersbourg)“, écrit un diplomate très bien informé, „la Rus-

¹ Sturdza, ouvr. cité, I, p. 911.

² *Actes et fragments*, II, p. 435. Cf. *ibid.*, p. 439.

³ Denis l'Ecclésiastique, dans Papiu, *Tesaur*, II, p. 218.

⁴ Voy. aussi Langeron, dans Hurmuzaki, *Suppl.* I, p. 110.

sie voulant alors lui abandonner la souveraineté de la Moldavie et Valachie et aplanir par cet arrangement les contestations qui pourraient s'élever à cet égard entre les deux Cours¹. On parle de ce projet en avril et en mai 1808. Comme l'archiduc Jean ne se montrait pas disposé à devenir prince „souverain“ de la Roumanie future, on pensa aussi à un des frères de l'Impératrice, seconde femme de François, Ferdinand. „Vraisemblablement“ écrivait le même ambassadeur, „s'agit-il de donner à ce prince une existence indépendante, et l'on suppose que la possession de la Moldavie et Valachie pourrait bien lui tomber en partage, si le mariage projeté a lieu“². Encore une fois cependant, Vienne, qui avait ses projets particuliers et exclusifs, ne montra que „peu d'empressement“³. Au mois d'avril 1809, cet archiduc Ferdinand était destiné à marcher avec la noblesse hongroise, appelée en armes, de concert avec des Turcs sous les ordres d'officiers français, en Moldavie, contre les Russes, s'ils s'avisaient d'attaquer l'Autriche. A cette époque la Grande-Duchesse qui devait être reine sur le Danube roumain épousait le prince d'Oldenbourg⁴.

¹ *Actes et fragments*, II, pp. 436-437.

² *Ibid.*, p. 440.

³ *Ibid.*, p. 441.

⁴ *Ibid.*, p. 445.

Jusqu'à ce moment les Russes n'avaient eu aucune relation plus intime avec les Roumains que la pétitions sporadique mentionnée plus haut. Elle ne leur avait rien proposé et n'avait jamais consulté leurs préférences. On ne trouve ni pétitions, ni projets de plus haute envergure. La situation générale était trop changeante pour pouvoir s'engager comme à l'époque, déjà lointaine, par les idées et les sentiments aussi bien que par l'espace, de Catherine II. Les attaches des boïars à la cause russe ne furent donc que purement accidentelles. A Bender, qui fut facilement conquise, les troupes impériales avaient eu le concours d'un Catargiu ; un prince Cantacuzène, ataman des Cosaques, se trouvait dans le détachement qui se saisit d'Akkerman ; une troupe indigène fut organisée par un autre membre de cette même famille. Ce ne fut cependant que par les avantages que leur rapportait la domination russe qu'un parti dévoué au Tzar se forma à Jassy et surtout à Bucarest. Parmi ses membres, — des Ghica, des Brâncoveanu, des Grădişteanu, certains avaient encore d'autres motifs de se ranger de ce côté-là : on expliquait l'attitude de Constantin Filipescu, non seulement par ses instincts dominateurs, mais aussi par une certaine situation de famille peu avouable. Constantin Varlaam, factotum des généraux Prozorowski et Miloradovitsch, avait passé

sa jeunesse, comme officier russe, à Moscou et à Pétersbourg et, enfin, le Métropolitte Ignace avait, comme tous les Grecs, des sympathies nationales pour la grande Puissance orthodoxe, qui devait les délivrer du joug ottoman sans devenir jamais la voisine menaçante du nouvel État hellénique¹.

Mais dès le mois de février 1809 des conférences russo-turques avaient été ouvertes à Jassy et la diplomatie du Tzar réclamait impérieusement, s'appuyant de l'amitié française, la cession des Principautés². L'entrevue d'Erfurth (12 octobre 1808), réédition de celle de Tilsit, avait scellé le sort de l'Empire ottoman et, conformément aux prescriptions de l'acte secret conclu à cette occasion, „*Sa Majesté l'Empereur Napoléon reconnaît la réunion de la Valachie et de la Moldavie et les limites de l'Empire russe de ce côté portées jusqu'au Danube*“. Dès le mois d'octobre précédent, l'ambassadeur de France à Constantinople, Latour-Maubourg, reçut l'ordre formel de soutenir cette demande³. La guerre d'Espagne avait rendu Napoléon particulièrement traitable sur ce point, et la guerre

¹ *Annales de l'Académie Roumaine*, XXXII, p. 182.

² *Actes et fragments*, II, p. 444.

³ Hurmuzaki, *Suppl.* II, pp. 523-577.

que lui avait déclarée l'Autriche devait bientôt le rendre encore plus.

En avril cependant les hostilités avaient déjà repris, le Grand-Vizir lui-même préparant une offensive; on croyait que les Russes évacueraient la Valachie¹. Un ultimatum du Tzar fut refusé, délibérément, par le Sultan, au mois d'août. Les attaques russes contre Brăila, Giurgiu et Kladovo échouèrent tour à tour. Prozorovski succomba à l'émotion de ses défaites. Son successeur, Bagration, — qui épousa une Vacărescu, pendant son séjour à Bucarest, — fut plus heureux. Il arriva à se saisir de Braila, où les Turcs furent massacrés sans pitié, sinon de la forteresse d'Ismail, sur laquelle planait encore l'ancienne gloire de son premier conquérant, Souvorov. De son côté, Isaïev —, le commandant de ces Russes de l'Olténie, qui étaient soutenus par une insurrection roumaine, parmi les chefs de laquelle on rencontre ce petit-boïar, fils de paysan, Tudor Vladimirescu, destiné à conduire en 1821 le grand mouvement de libération sociale et politique de la classe rurale —, entra dans Kladovo et dans Négotine aussi. Le successeur de Bagration, rappelé en Pologne, Kamenski, homme rude et dur, sans pitié pour lui-même et pour les

¹ *Actes et fragments*, II, à cette date.

autres, introduisit une discipline rigide non seulement dans l'armée, qu'il mena dans la Dobroudsha et au siège de Silistrie, mais dans la vie civile même, défendant les bals, la musique et jusqu'aux promenades des boïars dans les rues de Bucarest, alors qu'il ordonnait à ses soldats de ne pas faire souffrir la population roumaine. Pendant qu'Isaïev continuait ses succès le long du Danube, le maréchal prenait aussi, en 1809 et 1810, Turtucaia-Toutrakan, Bazardschik (mai-juin 1810 et Cavarna, Sichtov et Rasgrade (juin), Silistrie, voire même Trnovo, l'ancienne Capitale des Tzars bulgares. Un grand butin fut gagné à Roustschouk, qui fut saccagée; les soldats s'étaient tellement enrichis qu'ils jetaient dédaigneusement un ducat pour un morceau de pain et une mesure de vin. La reddition de Giurgiu et de Silistrie ne pouvait plus tarder (octobre), et Ismaïl, affamée, ouvrit de nouveau ses portes aux Russes¹

Dès le mois de mai 1810 la Russie avait fait connaître formellement l'annexion des deux Principautés; les agents consulaires furent invités à quitter leurs postes. Le Métropolitain Dosithée Philitis avait été remplacé, comme partisan des Turcs, par le Grec Ignace; dès le mois de janvier; on croyait à Vienne qu'il avait comploté avec Ypsilanti

¹ Denis l'Écclésiarque, loc. cit., pp. 219-220

pour le maintien de cette situation ambiguë qui devait préparer le „royaume de Dacie“. Le poste de vice-président du gouvernement valaque avait été confié à un simple officier, le général Engelhardt¹. Sur les nouvelles éditions des livres liturgiques, sur les frontispices des églises qu'on inaugurerait, le Tzar figurait comme maître légitime, comme „hospodar“ des deux pays, réunis désormais sous sa sujétion.

Au mois de juin 1810 ou maintenait du côté de la Russie les anciennes conditions de paix, que Kamenski lui-même communiquait au ministre prussien de Werther: „la rive gauche du Danube pour frontière, une Constitution pour les Serviens et vingt millions piastres de dédommagements“². On était presque sûr à Pétersbourg que les Turcs, menacés jusqu'aux approches de Choumla et de Varna, finiraient par se résigner au sort qu'on voulait leur faire, et Napoléon déclarait de nouveau, par son ambassadeur, le prince Kourakine, „qu'il serait charmé de voir l'Empire russe agrandi des Principautés de Moldavie et de Valachie“³. Il préparait déjà de nouvelles annexions en Allemagne

¹ *Actes et fragments*, II. p. 448.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, pp. 451, 452. Mêmes déclarations, pp 456-7.

à titre de compensation¹. Un peu plus tard on déclarait officiellement, de Pétersbourg, aux Cours amies que la cession des Principautés, offerte par Napoléon à son allié, était „l'unique condition sine qua non de la paix²“.

Comme l'Empereur des Français n'était pas arrivé à arracher aux Turcs cette concession, l'Autriche avait été assurée par le Tzar que la Russie ne soutiendra pas la France dans les efforts qu'elle faisait pour détruire la Monarchie. En octobre 1810 cette même Autriche, réconciliée apparemment à son grand ennemi, alliée à la dynastie même du nouvel Empire révolutionnaire par le mariage de Marie-Louise avec Napoléon, faisait de son mieux à Constantinople pour convaincre les Turcs qu'ils pouvaient bien demander des conditions de paix meilleures. „Je crois“, écrivait Wether, „que cette Puissance finira par traverser entièrement les projets de l'empereur Alexandre sur les provinces de la rive gauche du Danube³“. La seule frontière admissible est le Dniester, déclarait officiellement le Réis-Effendi: si la Russie ne veut pas l'admettre, eh bien on „défendra jusqu'à l'extrémité chaque pouce de terrain⁴“.

On vit bientôt le motif de cette intervention

¹ *Actes et fragments*, II, p. 457.

² *Ibid*, p. 452.

³ *Ibid.*, p. 453. Cf. p. 458.

⁴ *Ibid.*, p. 454.

peu amicale. L'Autriche s'était déjà assurée de l'appui de Napoléon pour empêcher l'établissement de la Russie en Serbie et toute expansion ultérieure sur le Danube. En même temps elle faisait sentir à cette ancienne rivale qu'on pourrait trouver un accommodement, et le Tzar lui offrait de „s'arranger volontiers avec elle pour *les districts de la Valachie qui pourraient être à sa convenance*“. Vienne s'obstina cependant à refuser toute entente là-dessus; les Principautés devaient être restituées tout simplement à leurs anciens maîtres¹.

Dès le commencement de l'année 1811 l'ancien ambassadeur russe à Constantinople, Italinski, se tenait à Bucarest; un délégué turc, Hamid-Effendi, arriva dans cette ville au mois de juin. On voyait bien, d'un côté et de l'autre, la propension à reprendre les négociations². Cette fois, on était sûr des mauvaises intentions de Napoléon, de plus en plus menaçant et prêt plutôt à installer son beau-père autrichien sur ce Danube inférieur repris aux Russes malgré une acceptation formelle de leur établissement. L'Autriche refusait une seconde fois de donner cette acceptation. On commençait donc à rabattre des anciennes

¹ *Actes et fragments*, II, p. 456.

² *Ibid.*, pp. 458-459.

prétentions de 1810: la Russie se serait contentée de la Moldavie seule, et l'empereur Alexandre aurait même parlé aux Autrichiens, en avril, de la frontière du Pruth¹. Hamid était venu seulement après que la Porte eût été avertie des concessions qu'on pourrait bien lui faire.

Il ne s'agissait donc plus d'une absorption des Principautés, mais seulement *d'une mesure destinée à empêcher dorénavant toute offensive turque venue de ces forteresses qui depuis trois siècles euviron défendaient la frontière de l'Empire ottoman, de Hotin à Akkerman et à Ismaïl*. On ne faisait qu'étendre sur une surface unitaire, jusqu'à une limite naturelle, ce nom de Bessarabie qui s'appliquait jadis au seul Boudschac, à la steppe au-dessus des bouches du Danube. Cette extension de la nomenclature géographique datait, du reste, de l'époque de Catherine II déjà, quand on établissait le consulat russe pour la Moldavie, la Valachie et la *Bessarabie*, comme province séparée des deux autres. Tout le territoire moldave qui se trouvait compris entre les anciennes raïas leur était réuni dans cette conception.

La Porte continua cependant à se montrer inflexible. Ce fut le premier et le dernier mot du négociateur envoyé à Bucarest. Il avait

¹ *Actes et fragments*, II, p. 459.

les ordres les plus précis du Grand-Vizir de retourner sur-le-champ, si l'on ne se désistait pas de cette prétention¹. Italinski et son nouveau collègue, le vieux général Koutouzov, qui avait négocié jadis la paix de Jassy, demandèrent un terme pour en avertir, par courrier spécial, l'Empereur. Le Vizir tança son délégué d'avoir cédé sur ce point. Les Russes prenaient cependant à l'égard des sujets étrangers dans les Principautés des mesures dont un souverain peut seul avoir l'initiative². Depuis longtemps déjà Gabriel Bănulescu, revenu de Russie, exerçait les pouvoirs religieux suprêmes dans les deux Principautés, comme délégué officiel du Saint-Synode russe.

Hamid quitta Bucarest encore en août, et Italinski, complètement découragé, demandait son rappel³. On était sûr à Constantinople que Napoléon attaquera le Tzar, et on voulait gagner du temps.

Ce qui changea la situation fut le mouvement hardi du général Morcov qui réussit à cerner, en octobre, l'armée du Vizir dans une île du Danube.

Des négociations furent ouvertes alors à Giurgiu, entre Italinski, le général Sabanéïev

¹ *Actes et fragments*, p. 463.

² *Ibid.*, p. 463 et suiv.

³ *Ibid.*, pp. 463-466.

et le drogman Joseph Fonton, d'un côté, avec les trois délégués du vaincu, qui savait bien ne pas pouvoir opposer aux Russes une autre armée, mais s'attendait à les voir partir eux-mêmes pour faire face à un danger plus pressant. Certains cr yaient déjà qu'on s'entendra sur la frontière du Pruth, mais on parlait encore à Pétersbourg de celle du Danube. „Le Pruth ou la guerre; Ismaïl seule aurait suffi pour vous payer la guerre; or vous avez quatre forteresses et une belle province“, fut la décision officielle du Grand-Vizir, qui attendait à Roustschouk. Bien que les Turcs cernés eussent été contraints de capituler, Koutouzov paraissait avoir gagné aussi le territoire entre le Pruth et le Séreth; on prétendait cependant, du côté des Turcs, conserver, avec les bouches du Danube, Ismaïl et Kilia. Le 14 décembre le général russe entra à Bucarest au son des cloches et au bruit du canon, en restaurateur de la paix. On assurait, malgré l'arrivée des plénipotentiaires turcs, qu'on n'attend que la ratification du Tzar. Or Alexandre ne voulut pas abandonner les forteresses du Bas-Danube. En février 1812 l'armistice fut rompu par Koutouzov, qui considérait déjà comme simples prisonniers de guerre ces Turcs dans lesquels il avait d'abord reconnu des hôtes. Le Sultan, de son côté, avait opposé de nou-

veau sa résolution inébranlable de ne plus reculer.

Napoléon préparait déjà son invasion. Le Tzar consentit à renoncer au delta danubien. Dès le mois d'avril une partie des troupes russes durent quitter furtivement la ligne du Danube, où il ne fallait pas même penser à une nouvelle offensive. Ce qui accroissait les appréhensions des Russes était la certitude qu'on avait de l'entente, conclue au mois de mars 1812, entre la France et l'Autriche, qui n'avait jamais perdu de vue les Principautés.

Si Andréossy, l'ambassadeur, longtemps attendu, de Napoléon, était arrivé à Constantinople à ce moment, les Turcs auraient pu conclure une paix qui n'aurait pas diminué leur territoire. Mais des retards inexplicables dans le voyage de cet émissaire inspirèrent à la Porte une défiance bien naturelle. Elle craignit de perdre cette conjoncture favorable, tout de même, aux intérêts turcs.

D'autant plus qu'Alexandre I-er s'était décidé à brusquer les choses coûte que coûte en envoyant un nouveau plénipotentiaire dans la personne de l'amiral Tschitschagov, son intime: il devait menacer les ennemis d'une nouvelle expédition et même *de la révolte des Grecs et de tous les orthodoxes*. C'était pour la première fois qu'on pensait que des nations existent sur ces territoires envahis ou menacés.

Les Grecs Capo-d'Istria et Barozzi, le Roumain Scarlate Sturdza et son fils, Alexandre, jeune homme des meilleurs espérances, l'accompagnaient dans ce but. Et le Tzar parlait eu même temps avec compassion des „horreurs“ qui avaient été commises contre une population inoffensive, secourable même jusqu'à la dernière limite de ses moyens: il ne voulait plus les tolérer.

Tschitschagov, „commandant en chef de l'armée du Danube, de la flotte de la Mer Noire et gouverneur général des Principautés de Moldavie et de Valachie“, était à Jassy seulement, lorsque Koutouzov, qui n'entendait pas que ce jeune rival lui ravît l'honneur de conclure la paix qui devait couronner ses victoires, annonça à l'Empereur qu'il venait de s'entendre avec les Turcs en acceptant les conditions que ces derniers avaient présentées au mois de novembre dernier et qui contenaient la cession de la Bessarabie seule, mais avec Kilia et Ismaik. Le 28 mai n. st. les préliminaires avaient été déjà signés. Les Turcs se consolait avec l'idée que, si Napoléon allait briser la Russie, ils pouvaient bien tirer parti des trois mois fixés pour l'évacuation du territoire qu'ils avaient abandonné. En juillet, comme l'expédition française traînait en longueur, les ratifications furent échangées, à Bucarest même. On s'était borné à exécuter comme traîtres les deux

Mourousi, auxiliaires des négociations. Il faut mentionner aussi que, de leur côté, les Russes *avaient voulu employer leur présence dans les Principautés pour aller en Transylvanie punir la trahison de l'Autriche*¹.

Voici dans quels termes Tschitschagov annonçait, le 14 août, le départ de ses troupes aux Divans des deux pays : „L'armée du Danube quitte votre pays. La guerre qui l'avait conduite parmi vous est terminée. Vous allez jouir de votre repos, sous les lois d'un gouvernement auquel vous êtes accoutumés et qui doit, par conséquent, vous convenir (!). *Vous avez soutenu le fardeau de la guerre avec constance et libéralité; vos sacrifices sont connus. Leurs motifs vous honorent et Sa Majesté l'empereur Alexandre vous est reconnaissant.* Le bonheur de votre patrie a été l'objet de sa sollicitude paternelle. Vous en avez eu des preuves. Ses intentions vous étaient favorables. Napoléon, l'ennemi de l'indépendance des nations et des Souverains, traîne l'Europe enchaînée sur les plaines immenses de la Russie. La brave armée qui a commandé votre admiration par ses exploits militaires, va cueillir de nouveaux lauriers. Accompagnez-la de vos vœux².“

¹ *Annales* citées, p. 160 et suiv.

² *Actes et fragments*, II, pp. 495-486.

Pendant ces six années de l'occupation russe un certain nombre de Moldaves avaient été employés dans l'administration du pays et dans la conduite des troupes. Élie Catargiu, propriétaire de terres sur le Dniester, avait le rang d'un général; Emmanuel Balș, de Sirăuți, dans les mêmes parages était colonel. Un Roumain de cette Bessarabie qu'on venait d'annexer, Dicescul, fut chef de la police à Jassy. Il faut citer aussi un général-lieutenant du nom de Nicorița.

Mais ce fut tout. Les membres des deux Divans ne furent initiés, sous Ypsilanti ou sous les généraux qui le remplacèrent, à aucun des secrets de la politique impériale, qui, du reste, manquait complètement de direction et attendait à chaque moment que les événements eux-mêmes lui indiquassent la voie à suivre. Au lieu d'avoir, comme du temps de Catherine, des conciliabules avec les chefs de l'aristocratie indigène pour leur demander leur opinion et leur faire exprimer des vœux, des conflits regrettables éclatèrent avec quelques-uns d'entre eux, comme lordachi Catargiu, qui, à peine revenu de Paris, fut emmené au-delà du Dniester, comme le vieux Vestiaire Roznovanu, qui fut battu et traîné par la barbe au milieu du Divan, comme le poète Conachi,

¹ Voy. notre ouvrage roumain sur la Pessarabie, p. 142.

un des nobles les plus influents et les plus dignes d'estime, et même ce Métropolitte Benjamin Costachi qui est la plus belle figure de son époque. Si Rodofinikine, le diplomate d'origine grecque qui avait joué un grand rôle à Be grade, proposa la rédaction d'une adresse au Souverain de la Russie pour lui demander l'annexion de la Moldavie à ses États, nous n'avons pas cet acte et nous ne pouvons juger ni de son contenu, ni de la valeur que pouvaient lui donner les signatures apposées au-dessous ¹.

Aussi la réunion de la Bessarabie à l'Empire d'Alexandre I-er n'amena-t-elle guère une des ces fortes émigrations de boïars qui auraient entraîné sous Catherine II des centaines de sujets des premiers rangs, ayant quitté le district qui restait sous la domination païenne. Cependant on avait confié toutes les fonctions à des Moldaves; le gouverneur fut Scarlate Stourdza, assisté de Mathieu Crupenschi; des membres des familles Stourdza, Catargiu, Ghica, Balș, Dimachi, Leon, Vârnăv, pour ne citer que les noms les plus connus, eurent l'administration des districts et la charge de recueillir les impôts. Si le Siège épiscopal du Boudschak, où on avait établi des Bulgares, fut confié au Grec Démètre Soulima, Gabriel

¹ R. Rosetti, dans les „*Annales de l'Académie Roumaine*“, XXXI: „*Archives des Sénateurs de Ki hé-niev*“.

Bănulescu fut le premier évêque de Hotin et de ce bourg de Kichéniev, dont, à cause de sa situation centrale, on avait fait la capitale de la nouvelle province.

Il n'y eut, néanmoins, aucun empressement de la part des grands propriétaires qui avaient des possessions d'un côté du Pruth et de l'autre, de venir s'établir sous le sceptre de l'Empereur chrétien. Les boïars se plaignirent au nouveau prince établi par la Porte, Scarlate Callimachi, de ce que „la meilleure partie du pays, l'âme même et la force de l'approvisionnement, plus que la moitié de la Principauté, en un mot la partie plaine et le cœur de la Moldavie“, eût été détachée du domaine de Voévodes, obligés cependant à répondre au Trésor ottoman la même somme de l'impôt; ils se montrèrent lésés dans leurs intérêts par la nouvelle frontière et ils eurent la naïveté de proposer qu'une partie de la Valachie, jusqu'à la rivière de l'Ialomîța, soit réunie aux districts qui restaient encore à cette Moldavie mutilée, incapable de soutenir ses anciennes charges¹.

Lorsque la Porte ordonna une option, fixant un terme assez bref, un grand nombre des chefs de l'aristocratie préférèrent vendre leurs biens, à un prix tout à fait inférieur, aux paysans mêmes ou bien aux Grecs spécula-

¹ Codrescu, *Uricariul*, IV, p. 343 et suiv.

teurs, et ils demeurèrent à Jassy, dans la Moldavie „turque“, auprès du „hospodar grec“. A la tête des émigrés on trouve Jean Balș, Iordachi Cantacuzène et Constantin Paladi; Constantin Maurocordato, qui avait déclaré vouloir s'établir en Bessarabie, changea d'opinion. Si on trouve parmi les nobles bessarabiens, munis désormais des privilèges de la noblesse russe, un grand nombre de noms connus, même des Ghica (Constantin et Etienne), des Cantacuzène (Constantin), des Stourdza (Jean), des Millo, des Rosetti (Basile), des Casimir, des Rășcanu, des Rusu, des Iamandă, des Leondari, sans compter les représentants des familles moins importantes, il ne s'agit pas d'immigrés, mais bien de personnes, d'une importance politique et sociale médiocre, que l'occupation avait trouvées sur les seules possessions terriennes qui leur appartenaient¹. Et, parmi ces petits boïars même, il y en eut plus d'un qu'un penchant naturel fit repasser le Pruth, pour ne pas se séparer de ces institutions séculaires dont Tschitschagov avait reconnu le droit aux sympathies constantes de la nation. D'autant plus que dès 1813 le gouverneur n'était plus Stourdza le Moldave mais bien un général d'origine finlandais, mais marié à une parente de son prédécesseur, Harting.

¹ Notre „Bessarabie“, p 160 et suiv.

L'atmosphère même de la vie publique était restée moldave. La Constitution accordée par l'Empereur Alexandre, lors de son apparition à Kichéniev, en 1818, Constitution qui repose sur les anciennes coutumes, fut publiée en roumain aussi bien qu'en russe. On avait conservé dans les églises la liturgie roumaine, et on faisait venir de Moldavie les livres usuels.

Les actes privés étaient rédigés dans la même langue que par le passé, et on l'employait, cette langue, aussi dans des contrats confirmés par l'administration, dans les actes des tribunaux. Les sceaux même des offices avaient des inscriptions roumaines. Ce fut un Grec de Valachie, Manéga, qui eut même le soin de la législation nouvelle, tout à fait originale, qui a été plus récemment étudiée par l'historien même de ces événements, le Roumain de Bessarabie Kasso (Casu), ancien ministre de l'Empire.

Mais tout cela ne contribuait pas à maintenir les anciennes relations avec les régions sises entre le Pruth et les Carpathes. Loin de chercher à suivre l'exemple de l'Autriche, qui employait sa province de langue roumaine à attirer les autres Moldaves soumis à l'arbitraire turc et à l'avidité grecque, la Russie, en établissant sur la nouvelle frontière une quarantaine presque permanente, paraissait, au contraire, vouloir empêcher toutes relations.

entre les deux fragments de l'ancienne Moldavie. *Il ne faudrait pas d'autre preuve pour faire voir que, cette fois aussi, il n'y avait pas la continuation qu'on s'imagine d'une politique conséquente mettant tout en œuvre pour arriver à une annexion entière et définitive.*

CHAPITRE IX.

La Russie et l'agitation constitutionnelle dans les pays roumains jusqu'à l'Union des Principautés.

Mais à côté de la politique russe proprement dite il y en avait une autre, que faisait sous l'égide et la responsabilité de la Russie cet élément grec, moins nombreux que l'élément allemand dans la diplomatie et l'armée de l'Empire, mais tout aussi ambitieux et égoïste dans la poursuite de ses propres intérêts.

Après l'annexion de la Bessarabie, si Strogonov, un Russe d'ancienne souche, représentait à Constantinople le Tzar, les fonctions consulaires à Bucarest et à Jassy étaient entre les mains de Grecs authentiques, qui tout en poursuivant des buts révolutionnaires, d'indépendance nationale, qui n'étaient pas du tout ceux des Phanariotes, jusqu'alors simples parasites de l'État ottoman, n'en réussissaient pas moins à se gagner les sympathies de ces derniers princes régnants, boïars, évêques, hégoumènes, pour les amener peu à peu à leur propre politique. Après Kiriko, destitué en 1817, Pini était consul de Russie en Valachie et Pisani en Moldavie. Ils étaient en relations avec cette société mystérieuse, calquée sur les *loges* des *carbonari* de l'Occident, l'„Hetairie des

amis“, qui avait des ramifications nombreuses et importantes à Odessa, à Taganrog, en Crimée et en Bessarabie même, qui avait dans les riches marchands ses bailleurs de fonds, dans les diplomates comme Capo-d'Istria ses informateurs, dans les anciens princes réfugiés en Russie ses chefs. Tout en osant insinuer que le grand chef, l'„arché“, est le Tzar lui-même, qui portait le grand nom du héros macédonien, on indiquait comme général de l'invasion prochaine dans les Principautés, considérées comme terre grecque, comme partie intégrante du futur Empire byzantin, Alexandre, le fils aîné de Constantin Ypsilanti, officier russe glorieusement blessé dans les guerres contre Napoléon. Il disposait de l'appui secret de l'Impératrice elle-même, femme d'Alexandre I-er, qu'on surprend plus tard s'informer de l'„expédition“, du départ du prince Ypsilanti¹.

Alors que la vraie Russie traditionnelle s'occupait après 1812 seulement de gagner à l'Empire, sans une nouvelle guerre, ces bouches du Danube qu'on avait dû abandonner à la paix de Bucarest,— abandonnant la Serbie même à son sort—, cette autre Russie, toute nouvelle, des consuls et des drogmans ne cessa pas un seul moment une agitation qui devait donner, par les Russes,

¹ *Actes et fragments*, II, p. 562.

mais pas aussi pour eux, aux Grecs une grande patrie, à la place même de cette *Byzance slave* qui avait été le rêve de Catherine II.

Les infractions aux traités et conventions, commises par les princes phanariotes pour accroître leurs revenus, et celles dont se rendait coupable la Porte elle-même pour les en punir, mais à son propre profit pécuniaire, fournissaient sans cesse le prétexte de nouveaux conflits. Mais ce ne fut pas en Russie, mais bien en Autriche, que Jean Caragea (Karatzas), hospodar de Valachie, s'enfuit à la suite d'une administration éhontée, en 1818¹; son principal auxiliaire fiscal, Bellio, avait un parent qui était l'agent de son maître à Vienne, et l'informateur des deux princes roumains en fait de politique extérieure, celui qui les représentait dans les conseils politiques de l'Europe était, non quelque diplomate de Pétersbourg, mais bien le fameux de Gêntz lui-même, un Metternich en sous-ordre.

Tel était l'état de préparation du mouvement insurrectionnel grec, lorsque, en février 1821, après quelques retards, Alexandre Ypsilanti, qui s'était rendu en Bessarabie, dont le gouverneur avait été le Grec Katakatzis,

¹ L'Autriche prétendait que la Russie avait voulu la compromettre par ce passage du prince fuyard; *Actes et fragments*, p. 531.

passa le Pruth dans la compagnie d'un de ses frères, de Georges Cantacuzène, lieutenant-colonel de hussards, qui avait fait en 1818 le voyage à Constantinople, de Kalliarchi, frère du Métropolitte d'Ephèse et officier russe actif lui aussi. Des Grecs d'Odessa s'empressaient d'accourir sous le drapeau nouveau du Phénix ressuscité de ses cendres. Le prince moldave Michel Suțu était gagné à la cause, qu'il finit par se résoudre à servir ouvertement, pour se réfugier ensuite en Russie, dans le but évident de la compromettre. Le prince de Valachie, le vieil Alexandre Suțu, venait de mourir, et des boïars grecs et grécisés disposaient de la régence; Pini avait inscrit dans ses registres le capitaine d'Arnauts Iordaki, Aroumain de langue grecque, et ce dernier croyait pouvoir disposer des paysans levés à ce moment par Tudor Vladimirescu, affilié, à Vienne, par lui-même à l'Hétairie. On demandait ouvertement au prince de Wittgenstein, commandant militaire en Bessarabie, de faire marcher les troupes du Tzar au secours d'une cause qu'il aurait connue et favorisée. Lorsque, enfin, la plèbe musulmane de Constantinople et l'officialité ottomane elle-même se prirent à donner la chasse aux restaurateurs *in spe* de la Constantinople chrétienne, les fuyards s'embarquèrent pour Odessa. Les habitants grecs de cette ville crurent reconnaître dans un cadavre de vieillard jeté par les flots celui

du Patriarche Grégoire supplicié par les Turcs comme traître et ils firent participer le monde officiel à un enterrement qui fut grandiose. Démétrius Ypsilanti, en uniforme impérial, recrutait en avril 1821 des soldats à la cause de la liberté,

Nous ne poursuivrons pas les phases par lesquelles passa la diplomatie russe, retenue par le traité de la Sainte Alliance, par l'horreur conventionnelle contre tout mouvement révolutionnaire, fût-il dirigé même contre un maître musulman, envers ce mouvement persistant dont personne dans l'Europe entière n'arriva à se rendre maître. Mais le représentant du Souverain qui, conformément aux traités, avait le droit de „protéger“ les „Églises orientales“ d'Orient ne pouvait pas assister impassible au massacre d'une population de même religion et surtout aux profanations intentionnellement cyniques qui l'accompagnaient. L'occupation des Principautés par des milliers de soldats turcs, parmi lesquels des Asiatiques qui ne reculaient devant aucun excès, était aussi une violation aux traités, bien que la Porte n'eût eu, évidemment, pas d'autre moyen de rentrer dans ses droits, atteints par l'insurrection. Et on n'a pas signalé suffisamment ce détail que Tudor, qui arriva bientôt à braver Ypsilanti comme représentant d'une cause tout à fait étrangère au pays et qui succomba à une intrigue or-

ganisée par les Grecs qui entouraient le chef de l'Hétairie, avait des conciliabules avec l'Agent d'Autriche, Fleischhachel von Hackenau, et que cet agent et son drogman, Udricki, furent initiés dans tous les secrets de la révolution dans les Principautés.

Il s'agissait pour la Russie encore une fois de regagner son prestige en Orient, ce prestige qui était comme une condition indispensable de son existence morale. Elle commença par protester, puis elle rappela, en août 1821, son ambassadeur, ses consuls. Elle croyait pouvoir s'arrêter ici, mais les affaires de Morée, l'immixtion des Égyptiens venus au secours du Sultan, la tentative de l'Angleterre et de la France de jouer, par l'intervention décisive de leur flotte au combat de Navarin, en 1827, le premier rôle, poussèrent le nouveau Tzar Nicolas à cette déclaration de guerre qu'Alexandre I, son frère, avait évitée jusqu'au dernier moment de sa vie, prouvant par sa longue endurance qu'il ne se considérait pas comme le destructeur attitré de la domination ottomane en Europe.

L'occupation turque dans les Principautés provoqua une forte émigration des principaux boïars et des membres du clergé. Ceux qui cherchèrent un asile en Transylvanie, dans les anciennes places de refuge : Kronstadt-Braşov et Hermannstadt-Sibiu, dans

La capitale de la Bucovine autrichienne, Czer-nowitz-Cernăuți, dans certaines localités de cette même province et aussi en Bessarabie, comme ce fut le cas du Métropolitain moldave, Benjamin, n'avaient pas été, en grande partie, compromis dans le mouvement grec de l'Hétairie. Malgré sa situation de fils de prince régnant, malgré sa descendance roumaine par sa mère, une Văcărescu, nièce du premier poète de la Renaissance nationale, le jeune Ypsilanti n'avait pas rencontré cet accueil sympathique qu'il se promettait ; l'aristocratie fit le vide autour des représentants de cette cause, qui était peut-être bien celle de la liberté, mais pas de *leur propre liberté*, et, quant au peuple, il resta indifférent au mouvement jusqu'à ce que les excès commis par ces étrangers les firent haïr.

Mais on n'invoque jamais en vain ce principe de liberté, qui trouve ensuite sa voie par lui-même. Le spectacle de la Révolution hellénique prêcha d'exemple à ces boyars, élevés en partie par des précepteurs étrangers, qui étaient abonnés, par l'Agence autrichienne, aux journaux de l'Occident et pouvaient donc être au courant des mouvements révolutionnaires qui ébranlaient la vieille Europe. Dans leur retraite, ils eurent le loisir de discuter sur l'avenir qui attendait leur nation à une époque où un nouvel ordre paraissait

devoir s'établir à travers le continent entier. Et, comme le remède des abus était universellement connu, on se mit à travailler à cette panacée qui aurait été une Constitution.

Les bases de ces projets de Constitution avaient été posées depuis longtemps, par ces boïars de 1772 qui avaient demandé une réorganisation de leurs patries et qui, après la guerre, avaient désiré pour la Valachie l'administration d'un indigène, le vieux boïar Étienne Prâscoveanu, par les pétitionnaires valaques de 1790, qui avaient en vue les mêmes changements intérieurs, et tout récemment, en 1818, par la noblesse roumaine de Bucarest, qui, ayant provoqué la retraite du Métropolitain grec Nectarius, avait présenté à la Porte, entre autres vœux, celui que chaque prince phanariote s'en retournât accompagné de la clientèle grecque qu'il avait amenée dans le pays. Il y avait cependant des différences en ce qui concerne la modalité.

Il y avait bien, surtout en Moldavie, tout un parti qui comptait sur le concours prêté par une Turquie dégagée de ses entraves et capable de comprendre ses propres intérêts, qui n'étaient guère ceux des parasites phanariotes. Ce parti devait se fortifier par l'inaction de la Russie. On peut dire que les boïars de second rang qui étaient restés à Jassy sous l'occupation, entourant le caïmacam nommé par la Porte, Étienne Vogoridès,

un Grec „fidèle“, entendaient ne pas s'adresser à un autre trône qu'à celui de leur Souverain légitime et obtenir de la grâce seule du Sultan ce qu'ils désiraient : en première ligne le rétablissement du régime des princes indigènes élus par le pays lui-même et confirmés seulement par la Porte.

Mais les principaux membres de l'aristocratie moldave et celle de la Valachie sans distinction s'adressèrent à la Russie, avec ou sans l'intervention incitatrice de Pini, qui, dans son exil de Transylvanie, continuait l'œuvre à laquelle il s'était consacré.

Il y eut d'abord, pour poursuivre cette action libératrice, un parti de conservateurs, dépendant des indications du consul. Il était composé du Métropolitain, le Roumain „nationaliste“ Denis Lupu, du Grec, très cultivé et remuant, Nicolas Mavros, de certains membres des familles Filipescu et Ghica, de Jean Samurcaș, un des chefs de l'Olténie. Ils „se prosternaient aux pieds du trône de Sa Majesté Impériale“, „au nom de notre sainte et commune religion“, — comme en 1770, — pour rappeler les anciens privilèges du pays, continuellement négligés par les Turcs, qui „n'avaient pas conquis notre patrie par la force des armes“, et on invoquait même, pour la première fois, ce précédent de liberté qui était le règne, soutenu par la victoire sur les

Infidèles, de Michel-le-Brave. La solution de toutes les difficultés aurait été l'annexion à la Russie, la „domination“ de cette Puissance, avec „les droits et privilèges que Sa bonté et Sa justice“ — celles de l'Empereur — „lui dicteront“. „L'âme bienheureuse de l'immortelle Catherine Seconde, de glorieuse mémoire“, était-il dit encore, „prendra part, dans les habitations célestes, à notre bonheur, dont elle traça le projet“, réalisé par la volonté de ce nouvel Alexandre-le-Grand qui est le Tzar ¹.

Les jeunes boïars, formés à l'école libérale de l'Occident, qui avaient gagné aussi l'adhérence du grand et riche seigneur qu'était le Ban Grégoire Brâncoveanu et celle du remuant Constantin Bălăceanu, parlaient des mêmes choses, mais dans un autre style. Le jargon révolutionnaire était à la disposition de leur secrétaire, le Grec Alexandre Vellaras, destiné à jouer plus tard un grand rôle. Une députation de seize serait envoyée à Pétersbourg pour dénoncer les intrigues de Pini et demander une complète réorganisation de la Valachie, accablée d'impôts et ruinée par un gouvernement constamment incapable. On a le programme détaillé de leurs revendications, qui contenait, bien entendu, en première ligne, le gouvernement par les seuls indigènes, à l'exclusion des Grecs ou plutôt des nouveaux

¹ Hurmuzaki, X, p. 575 et suiv.

Grecs que pourraient amener les nouveaux hospodars¹.

Mais dès la fin de l'année 1821 la Porte faisait savoir aux délégués de la noblesse moldave qu'elle nommera un prince indigène choisi au milieu de leurs chefs, et des firmans datés du mois de juillet de 1822 envoyaient à Bucarest et à Jassy, comme princes au nom du Sultan, Grégoire Ghica et Jean Sturdza, vieux boïars d'une indubitable fidélité.

Le émigrés ne voulurent pas les reconnaître en revenant dans leur patrie. On leur parlait de la guerre qui devait bientôt éclater entre la Puissance protectrice et la Turquie, et ils attendaient leur heure, tout un changement radical en leur faveur. Comme Ghica avait sommé le Métropolitte de donner l'exemple en reprenant possession de son Siège et comme Denis Lupu ne croyait pas devoir courir risque en revenant, on avait procédé à l'installation d'un nouveau chef de l'Église valaque ; les protestations de l'archevêque chassé de son Siège s'ajoutaient aux appels pressants que les boïars, dépouillés de leurs revenus, adressaient à Nesselrode et au nouveau Tzar lui-même. Le Métropolitte moldave s'était montré moins inconciliable, mais le parti des réformes avec le concours de la Russie n'en continuait pas moins ses ag's-

¹ *Ibid.*, p. LXXII et suiv.

sements au-delà des frontières, sous la conduite de personnages aussi importants que Iordaki Roznovanu, candidat au trône, et son fils Nicolas, à peine revenu de l'étranger, Cantacuzène Pașcanu, Raducanu Roset, Alecu Ghica, Alecu Șturdza et enfin le poète Conachi. Ils auraient préféré peut-être la protection de l'Autriche, immobilisée par cette politique de Metternich qui ne s'occupait que de poursuivre le libéralisme européen. Le seul qui resta immuable dans son dévouement au principe même de religion et d'ordre monarchique, personnifié par le Tzar fut Michel Sturdza, un homme d'opiniâtre énergie, qui devait se frayer un chemin jusqu'au trône.

On essaya de déjouer les agissements des émigrés en donnant à la Moldavie, sans leur immixtion et sans la garantie du Gouvernement impérial, la Constitution qu'elle voulait. Comme la Porte intentionnait de retirer ses troupes si on lui offrait une garantie suffisante que l'ordre n'en sera pas troublé, on procéda à la rédaction de cet acte en 1823. Il devait contenir 77 points, et Michel Sturdza le dénonçait à ses amis russes; en 1824 on savait au consulat de Russie, qui en a conservé la seule copie connue, qu'il contenait l'idée de l'hérédité du trône, d'un Conseil ou „Sénat“ de boïars nommés à vie, ayant le droit de fixer et de contrôler les impôts et même de se mêler dans l'administration, la

destruction de la noblesse de sang au profit d'une élite de fonctionnaires comme en Russie et le recrutement d'une milice indigène; le rôle déterminant des consuls aurait cessé. La Moldavie allait devenir un „État souverain“, ayant des „lois fondamentales“.

La Russie s'opposa formellement à la réalisation de ce projet. Elle voulait bien la Constitution, mais comptait l'octroyer elle-même. Comme toutes les modifications introduites jusqu'ici dans l'administration du pays avaient été dues à son influence auprès des Turcs et consignées dans des conventions formelles avec la Porte, elle considérait le maintien du droit de protection, qu'elle n'avait pas gagné, du reste, trop facilement, comme une question de prestige, essentielle pour sa politique¹.

Les complications de la question grecque lui permirent bientôt de revenir à son ancienne situation dominatrice à Constantinople, où l'Autriche n'avait ni l'intention, ni les moyens de s'imposer dans la place restée libre et où ni l'Angleterre, ni la France n'avaient affirmé encore des intérêts rivaux. Déjà Minciaky, qui avait remplacé, dès la fin de l'année 1822, Pini comme consul général dans les Principautés², était arrivé à Constantinople, en janvier 1824, pour reprendre direc-

¹ *Ibid.*, pp. LXXIII-LXXIV.

² *Actes et fragments*, II, p. 664.

tement des discussions qui avaient été confiées jusqu'alors à l'intermédiaire amical de l'ambassadeur d'Angleterre ¹, et il avait réussi à faire évacuer, la même année, les Principautés, où les Turcs s'obstinaient à rester, dans l'appréhension, bien légitime, d'une nouvelle occupation russe et il chercha ensuite à y faire disparaître toutes les innovations qui s'étaient glissées à la suite de l'insurrection grecque, revenant au status-quo pur et simple. Au mois de mai 1826, il n'y avait plus de soldats ottomans sur la rive gauche du Danube. La diplomatie russe parvint aussitôt, en juin, à obtenir l'envoi à Akkerman, en Bessarabie, considéré comme point de frontière, des délégués turcs qui devaient permettre le rétablissement des anciennes relations entre les deux Empires.

Si l'avenir des Principautés figura en première ligne dans le programme des conférences qui s'ouvrirent en août, il ne faut pas l'attribuer seulement à une préoccupation spéciale de la Russie à leur égard. Toute cette activité de pétitions, de mémoires, de projets de Constitution qui avait agité les boyars eux-mêmes pendant ces années de crise venait d'arriver maintenant à son but. Comme à l'époque de Pierre-le-Grand et surtout de Ca-

¹ *Ibid.*, p. 687.

thérine II, la diplomatie russe, tout en poursuivant ses intérêts spéciaux, qu'il ne s'agit pas d'exposer ici, devait se mettre, en même temps, pour une question de prestige et d'influence, à la remorque d'un mouvement dans lequel les Roumains eux-mêmes avaient eu l'initiative et dont ils gardaient en grande partie la direction.

On connut à Bucarest le 22 octobre la conclusion de l'acte d'Akkerman, signé le 7 de ce même mois. La „négociation amicale“ avait abouti, et les craintes d'une nouvelle guerre s'étaient dissipées. Les représentants du Tzar, Vorontzov et Alexandre de Ribeaupierre, étaient arrivés à arracher aux „mourahaz“ ottomans des concessions de la plus haute importance. En ce qui concerne les pays roumains, elles portaient la confirmation de tous les traités et privilèges antérieurs, le hatichérif de 1802 devant être de nouveau publié dans un bref délai. Pour le „compléter“, il était décidé que, étant donnée l'innovation introduite par la Porte de l'écartement des étrangers qui avaient jusqu'ici occupé le trône, les futurs princes seront élus par les Divans, par les boïars, et, à savoir, „conformément à l'ancien usage du pays“ ; la Porte restait, bien entendu, libre de ne pas agréer le choix qu'aurait fait le pays, mais seulement après que la Cour de Russie aurait reconnu, de son côté, les „raisons graves“ de ce refus. Le terme de sept

ans pour chaque règne était maintenu, ainsi que les modalités d'une destitution sur laquelle les deux Cours se seraient préalablement entendues, et, pour éviter dorénavant le biais commode de l'„abdication“, on imposait dans ce cas les mêmes modalités que pour la destitution. La situation des anciens princes et de leurs fils était réglée de manière à empêcher les intrigues. On prévoyait encore une fois la restitution des territoires usurpés et on accordait une exemption d'impôts pour deux ans. Un commencement de liberté du commerce était reconnu aux deux pays.

On rencontre dans ces clauses le souvenir des conflits survenus entre consuls et princes pendant les dernières années, mais surtout les vœux des faiseurs de Constitutions moldaves, et valaques.

Mais il leur fallait la Constitution elle-même, telle qu'elle existait, imposée par la „nation“ ou octroyée par le Souverain, dans ces pays de l'Occident qui avaient servi de modèle. Le nom même de cet acte pouvait être désagréable aux représentants des deux Puissances qui défendaient l'ancien ordre des choses, mais, quant au fond, on sentait qu'il est impossible de s'en dispenser. *Il fallut bien l'accorder aux vœux répétés de la majorité des boïars.*

Et même on ne chercha pas à leur

octroyer les conditions constitutionnelles de l'existence future de leurs pays. Ils devaient avoir l'honneur et la responsabilité des grands changements qu'ils voulaient introduire. On reconnaissait que „les troubles survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie avaient porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches de l'administration“ et on prévoyait que „des mesures nécessaires pour améliorer la situation des Principautés“ seront prises par les princes d'accord avec les Divans, mesures qui formeront „l'objet d'un règlement général pour chaque province“.

Déjà le consul de Russie, Leslie, s'était installé à Jassy, et son arrivée avait été considérée comme une garantie de la paix ; le poste de Bucarest fut confié au Levantin Domnando. Les émigrés s'empressèrent aussitôt de revenir ; des candidatures au trône étaient discrètement esquissées : en Moldavie le vieux Roznovanu faisait une entrée de prince, et on parlait en Valachie des ambitions de Brâncoveanu et de Georges Filipescu. Lorsque le plénipotentiaire russe, qui était le même Ribeaupierre, passa par les deux Capitales roumaines pour aller prendre à Constantinople la direction de l'ambassade, les ambitions s'agenouillèrent bien humblement aux pieds de son influence. Il essuya force pompes et discours et faillit recevoir

des témoignages palpables du dévouement qu'on lui portait. Il avait recommandé à tous ces gens qui nourrissaient chacun une espérance „la concorde et l'absence de l'intérêt personnel“ ¹.

On aurait ouvert plus tôt les séances du comité qui devait préparer le „Règlement“, si les événements ne s'étaient précipités en Grèce, rendant bientôt inutile pour le moment toute la dépense d'activité diplomatique dont était résulté l'acte d'Akkerman. Ribeaupierre était revenu au printemps, mais dès le mois d'avril on s'attendait en Moldavie à la nouvelle invasion. La confirmation, arrivée en mai, de la convention, ne rassura pas complètement, et on ne fut pas même rassuré par la présence du consul général Minciaky. Dès la fin de l'année 1827, on commençait à emballer les objets les plus précieux, sous les yeux du consul, qui faisait semblant de ne pas vouloir s'en mêler.

On se remit cependant de cette émotion. Les représentants de l'aristocratie, dont, pour chaque province, deux élus par le prince et deux nommés à Pétersbourg, commencèrent à s'occuper de la nouvelle Constitution du pays, rassemblant des matériaux et faisant de critiques. La Porte essaya vainement de les décourager par ses observations. Telle

¹ Hurmuzaki, X, p. 397.

était la situation lorsque parurent à Jassy les premiers officiers russes, prédécesseurs de la nouvelle guerre, à laquelle, après la bataille de Navarin, on s'était déjà décidé en Russie, Vorontzov lui-même et le colonel Liprandi¹. Mais ce ne fut que le 7 mai que Minciaky, quittant Bucarest sous un prétexte quelconque, donna le signal de l'émigration ; le même jour les troupes russes du général Wittgenstein avaient passé, par trois endroits différents (Sculeni, Fălciu et Vadul-lui-Isac), le Pruth². Le 12 l'avant-garde, commandée par Geismar, entra dans Bucarest ; le général Roth, commandant en chef, fit, le même jour, son entrée solennelle.

Nous n'avons pas des renseignements précis sur la manière dont les Russes furent accueillis à Bucarest, dont le prince s'était absenté, pour revenir seulement dans quelques jours et rentrer avec résignation dans la vie privée ; un parti autrichien s'était formé et il voyait de mauvais œil le retour de ces anciens protecteurs qui n'avaient pas satisfait les ambitions de ses membres, anciens clients dévoués du consulat russe. A Jassy Liprandi était arrivé à lier des relations précieuses avec un certain nombre de boïars et,

¹ *Ibid.*, p. 439.

² *Ibid.*, p. 445 et suiv.

feignant d'être malade, il était resté longuement pour préparer les conditions matérielles de l'invasion. Cet émissaire, que le prince avait sommé et contraint de partir, se trouvait à la tête des uhlands qui se présentèrent à la Cour du vieux Jean Sturdza, le jour de la Saint Georges. Il s'offrit à fournir une garde à celui qui avait été jusqu'à ce moment le prince régnant; „Dieu suffit pour me garder“ fut la fière réponse de Sturdza. Dans trois jours il quittait la Capitale pour s'établir en Bessarabie¹.

Dès le 10 février Théodore Pahlen avait été nommé „président plénipotentiaire des Divans de Moldavie et de Valachie“, et vers la fin de mai il prenait possession de ce poste. Minciaky se trouvait sous ses ordres, comme conseiller principal; Paul Pisani était chargé de l'approvisionnement. Un comité de sept boïars, choisis parmi les membres du parti russe, prit, avec le titre de „Divan général de la principauté“, la conduite de l'administration dans chacune des deux provinces. On recourait parfois aux services d'une „Assemblée générale“, convoquée par les agents du consulat. Puis, comme les petits boïars protestaient contre le rôle joué par leurs collègues de première classe, qui ménageaient

¹ Drăghici, *Istoria Moldovei*, II, pp 172-173.

leurs intérêts de caste, on dut rassembler la classe entière sans distinction de rang¹.

Mais, sous Pahlen aussi bien que sous le général Joltoukhine, un rude soldat, „plus dur que les Khans des Tatars“, sous lequel la situation empira encore, on n'avait aucun autre contact avec le pays et ses chefs que celui qui était nécessaire pour s'assurer l'approvisionnement, les transports, le service des hôpitaux. L'occupation russe restait, pour ainsi dire, étrangère au pays que les troupes du Tzar avaient occupé et où elles recueillaient, presque exclusivement, au milieu des souffrances indicibles de la population, ces moyens d'entretien qui permirent, quelque mois plus tard, de dicter la paix à Tschataldscha, sous les murs de Constantinople. Wittgenstein s'était adressé, en faisant son entrée dans le pays, par une proclamation rédigée aussi en roumain, à une population quelconque. On finit par perdre même l'appui de ces boïars, très pointilleux en fait de dignité personnelle. Qui aurait pu conserver l'ancien dévouement sincère — sauf Michel Stourdza, dominé par la logique de ses immuables principes —, lorsque Roznovanu lui-même était euvoyé comme prisonnier de guerre à Nikolaïev² ?

Joltoukhine mourut à Bucarest, et sa suc-

¹ *Ibid.*, pp. 175-176.

² *Ibid.*, pp. 178-179.

cession fut confiée à un personnage qui ne lui ressemblait guère, le général Paul Kissélev.

Le traité d'Andrinople contenait des clauses de la plus grande importance pour les Principautés. Elles obtenaient la liberté absolue d'un commerce mis à l'abri des violentes et injustes réquisitions turques, la restitution du territoire occupé par les forteresses, à la place desquelles s'élevèrent les belles villes, au plan régulier, tracé par des ingénieurs russes, de Braila, de Giurgiu, de Turnu-Magurele. Et enfin les princes, élus par le pays dans les assemblées nationales, devaient garder les freins du gouvernement pendant leur vie entière.

Mais Kissélev ambitionnait encore plus. Les cinq années d'occupation qui suivirent jusqu'au paiement complet des dédommagements prévus par le traité, furent employées à des œuvres d'utilité publique, selon le système napoléonien, telles que les Principautés n'en avaient jamais vues. Des chaussées furent tracées et exécutées par le travail des paysans, des promenades publiques embellirent et rendirent plus saines les villes, un service sanitaire mieux ordonné mit fin aux ravages affreux des maladies qui avaient commencé à sévir pendant la guerre. Jassy, qui, moins heureuse que Bucarest, avait encore son ancien pavé de bois, fut transformée : il y eut un beau pavé de pierre établi par

La nouvelle municipalité qu'avait exhortée et contrôlée le président; les premiers trottoirs et les premiers travaux de canalisation de la Capitale moldave datent de cette époque. Lorsqu'il quitta les Principautés, cet ami de la nation fut reconduit jusqu'au Pruth, avec reconnaissance, en vrai bienfaiteur, par les membres de la société moldave, qui avaient donné une dernière fête en son honneur. Il partit en recommandant à chacun de ses collaborateurs roumains, qu'il embrassa avec effusion, „l'intérêt de leur patrie, comme si elle avait été la sienne propre“. Un vieux boïar, auteur de la dernière chronique moldave, s'exprimait, plus de vingt ans après son départ, dans les termes suivants sur cette administration éclairée et active: „L'administration du comte Kissélev a été bénie par toutes les classes du peuple roumain, autant qu'a duré son exercice et longtemps après. On lui avait décerné l'indigénat de ce pays qu'il avait voulu transformer par ses soins assidus, créant, pour ainsi dire, un ordre nouveau, inséparable de sa mémoire“¹.

Cet administrateur d'un grand talent et d'un dévouement absolu à sa mission était plutôt un des derniers élèves de cette „philosophie“ d'État du dix-huitième siècle à laquelle l'humanité doit sans doute de pro-

¹ Drăghici, ouvr. cité, pp. 188-189.

fondes erreurs de conception, des tourments atroces dans la réalisation de ses projets, mais aussi un grand nombre des établissements utiles sur lesquels repose encore la vie des sociétés modernes.

Annexioniste convaincu, ayant sans cesse devant ses yeux ces grands Empires unitaires, d'une discipline parfaite, dont Napoléon avait offert à l'humanité le dernier et grandiose spectacle, il ne croyait guère ni au droit de vie des petites nations, ni à la possibilité des petits États de se maintenir contre les féroces appétits de leurs voisins. Mais, en attendant ce qui, selon lui, devait se passer inévitablement, tôt ou tard, il voulait, non seulement justifier la confiance du Tzar, son Souverain, mais aussi remplir cette œuvre de justice et d'ordre, d'amour pour le prochain et de civilisation bienfaisante, en donnant, sur la base des prescriptions d'Akkerman, aux Principautés, avec les boïars d'ancien régime, mais fût-ce même contre les boïars,—la meilleure constitution qui serait possible, eu égard à leur passé, et conciliable aussi avec les intérêts du grand Empire dont il était le représentant et le mandataire.

Après avoir remplacé le grand Divan mal discipliné et désorienté par une assemblée de fonctionnaires, composée des anciens membres des „Départements judiciaires“, après

avoir détaché les deux sections administratives de celle qui devait avoir seulement la distribution de la justice, il nomma, de concert avec cette assemblée, les membres des comités qui devaient élaborer le Règlement, et il faut reconnaître que son choix fut excellent (le comité moldave comprenait, outre deux vieux boyars plutôt indifférents, Michel Sturdza et Conachi). Les partis n'en cessèrent pas leur agitation, certains voulant la République aristocratique et certains autres „une Constitution libre et démocratique“, et ils allèrent jusqu'à fomenter des troubles, mais la main du président-plénipotentiaire, si elle n'était pas lourde, comme celle de son prédécesseur et même de son lieutenant, le général Mircovitsch, n'en était pas moins ferme. La commission fut pressée de finir le plutôt possible un travail extrêmement difficile par le besoin d'embrasser toute une vie nationale et de concilier à chaque pas les traditions sacrées du passé avec ces normes nouvelles de la vie politique qui, résolument hostiles à tout ce qui rappelait l'ancien régime, ne dérivait que des principes de la pensée philosophique moderne. Dès le mois d'avril 1830, les deux Règlements étaient terminés, une Assemblée générale extraordinaire fut rassemblée pour en approuver le contenu et puis l'ouvrage législatif fut présenté solennellement à Pétersbourg par Michel Sturdza et le Logothète

valaque Vellaras. assistés du secrétaire de la commission moldave, Georges Asaki, le principal représentant du nouveau mouvement de culture à Jassy.

On a porté des jugements bien différents sur ce Règlement qui finit par être jugé, non plus pour tout le bien qui était compris dans ses nombreux articles aussi bien que dans la conception générale qui s'en détachait, mais pour tous les abus qu'il ne pouvait pas empêcher et qui, se cachant derrière ses formes paraissaient venir de son essence même. De fait il correspond, beaucoup plus qu'aux intentions de la Russie, à la situation de fait dans les Principautés elles-mêmes. Ce n'est que le dernier terme d'une longue agitation intérieure pour l'établissement d'un nouvel ordre de choses, et il entremêle des intérêts qu'il n'avait pas été en état de concilier. On y voit très bien le respect pour la paperasserie impressionnante, le mépris pour ce qui „n'est pas écrit“, la passion des oisifs pour les complications inutiles, le désir de parader avec son opposition dans des assemblées dirigées contre le prince, qui sera un autre, et aussi, dans l'ordre social, le désir des grands propriétaires de ne donner au paysan qu'autant de liberté qu'il en faut pour mieux profiter de son travail. Ci et là on entrevoit des conceptions dont l'heure n'était pas encore venue, mais qu'il fallait mentionner pour

prouver qu'on ne les a pas oubliées, — comme celle de l'Union des Principautés, préparée dans le Règlement par la presque identité des institutions et indiquée même comme but dernier du développement de ces pays. Si l'ancienne boïarie est remplacée par les fonctionnaires — tout en espérant pouvoir réserver les fonctions surtout aux anciens boïars et à leur descendants —, il ne faut pas oublier que c'était un point principal dans le programme du „parti turc“ de Jassy en 1824.

Et cependant, si les Principautés allaient gagner par ces nouvelles lois un aspect plus moderne, c'était le consul russe qui en allait retirer le plus grand profit. Car le Règlement Organique c'est la charte du Protectorat pro-consulaire. Kissélev l'avait-il voulu ? Avait-il cédé aux inspirations de ce bureaucrate diplomatique qui était Minciaky, président des deux comités ? Peut-être bien. Mais, comme on ne voulait plus du prince autocrate et comme on n'avait pas le courage de plonger dans la démocratie, fût-ce même dans celle des boïars égalisés en droit, comme on continuait à se suspecter et à s'entre-détruire, annulant de la sorte, dans un jeu compliqué d'attributions, tout pouvoir réel, il y avait une place vide dans le nouvel État. Il ne faut pas s'étonner si le consul n'hésita pas à la

prendre pour lui et si, n'ayant pas de rival sans cesse devant soi, il développa, le seul, une activité unitaire et conséquente qui en fit le vrai maître du pays.

Mais pour la Russie elle-même il y avait un désavantage. Ce consul, qui n'était pas toujours un homme bien élevé, mais, dans la plupart des cas, un fonctionnaire quelconque, de modeste provenance étrangère même, que cette autorité sans bornes enivrait nécessairement, ce potentat irresponsable, que personne ne surveillait de trop près, se donnait tous les airs d'un parvenu, qui entend que rien ne soit refusé à sa sérénissime importance, demandant, en même temps, d'un geste impérieux, l'encens des hommages et l'argent des pourboires, sans remercier d'un seul sourire les sujets de son contrôle tout-puissant. Or, ce prince avait dans le passé le plus récent des exemples d'autocratie bien séduisants, ces boïars étaient accoutumés à être traités avec tous les égards dûs à une aristocratie héréditaire ; ils souffraient énormément, non seulement des atteintes portées à leur dignité personnelle par des attitudes insupportables, mais aussi pour tout geste inconvenant qui blessait leur orgueil si sensible. Comme on ne pouvait pas protester sans s'attirer des dénonciations qui pouvaient amener pour le boïar l'exclusion des affaires et pour le prince la destitution— Alexandre Ghica fut destitué formellement en

1842, pour avoir déplu au consul, — on se faisait longtemps, on endurait sans résignation, pour faire retomber le poids des haines accumulées, non pas contre ce consul de passage, qui disparaissait d'un jour à l'autre pour transmettre la même morgue arrogante à son successeur, mais contre le puissant État que représentaient ces agents et dont les intentions—, fussent-elles mêmes résolument et invariablement annexionistes, ne tendaient pas précisément à se faire des ennemis dans cet Orient dont la conquête ne pouvait pas être cependant très proche.

Les relations entre Russes et Roumains s'étaient réduites malheureusement à ces conflits incessants entre le consul, d'un côté, et, de l'autre, un prince ennemi des boïars, ou des boïars ennemis du prince. Et cependant il y avait aussi autre chose, des deux côtés. Il y avait chez les Roumains une conscience nationale en plein mouvement d'ascension, produisant presque spontanément une littérature moderne, intéressante au moins pour les voisins, et, de l'autre, une civilisation russe nationale que le romantisme avait fait éclore avec une puissance admirable et qui par nombre de ses éléments se rapprochait de l'état d'âme de la société roumaine à la même époque.

On nous permettra de négliger le ménage

consulaire, monotone et désagréable, qui attire l'attention de l'historien sur des personnages médiocres accomplissant une besogne antipathique, pour nous tourner un moment vers ce mouvement des esprits.

Nous avons vu ce que, dès les jours de Pierre Moghilă, la Russie devait aux lettrés de la Moldavie. Pendant la première guerre de Catherine II, un moine russe qui avait visité le Mont-Athos s'était établi d'abord dans le couvent de Dragomirna, en Bucovine, puis dans celui de Neamț, et Païsii Vélitschanski fut le réformateur de la vie monacale entière des Roumains par ses règles de vie en commun et par ses exhortations au labeur des mains et à celui de l'esprit; son tombeau vénéré fut creusé dans l'église d'Étienne-le-Grand, et une plaque de marbre, ouvragée comme celle des Voévodes, recouvre ses restes. Un prêtre russe, Michel Strilbitzki, aidé par son fils, fut, alors même qu'il remplissait un rôle politique secret, imprimeur actif des livres d'église qu'il ornait d'estampes et qu'il reliait même¹.

Mais à ce moment, dans la première moitié du XIX-e siècle, d'un côté et de l'autre il y avait

¹ Voy. sur Strilbitzki l'étude de M. Émile Picot dans les „Mélanges de l'École des langues orientales vivantes“, et sur Païsii notre *Histoire de la littérature roumaine au XVIII-e siècle* (en roumain) II, p. 390 et suiv.

une énergie nationale à réveiller par le grand spectacle d'un passé qui n'était pas encore oublié dans les masses du peuple, puisqu'elles en parlaient dans leurs ballades et dans leurs récits, et tout un monde présent d'abus et d'excès, tragiques dans leur ensemble, comiques dans leur détail, qu'on ne pouvait attaquer que de biais par la satire masquée de la fable ou par l'allégorie sournoise qui cache son but pour mieux l'atteindre.

Pour lui parler de son passé, la Russie eut Karamzine (mort en 1826), qui devint cependant un enthousiaste de l'ancien régime, même dans ce qu'il avait de cruel et d'injuste, admirant l'originalité pittoresque de ses malheurs et de ses crimes et le sens national profond dans lequel il croyait avoir découvert aussi, non seulement une légitimation morale, mais aussi la valeur d'un guide pour l'avenir. Ce fut aussi par un historien que commença, de fait, la littérature militante des Roumains, mais Michel Kogălniceanu, dont l'„Histoire des Roumains“, parue à Berlin en 1834, et les „Fragments des chroniques moldaves et valaques“ ne restèrent ni inconnus ni inutiles aux érudits russes en quête d'information étrangère, avait fait ses études à Lunéville et à Berlin, à une époque où le libéralisme séduisait la jeunesse entière, et, s'il ne sacrifia jamais à ces entités abstraites qui font oublier le caractère concret des vraies vies na-

tionales, il tira de cette inspiration occidentale de sa jeunesse un amour de la liberté, une profonde compassion pour les souffrances du peuple, une conviction profonde que ce n'est que par la satisfaction entière de ses droits qu'on peut établir une société saine et un État solide, qui en firent, non seulement un historien remarquable, un grand écrivain et un inimitable orateur, mais aussi un homme d'État, appelé à ouvrir de nouvelles voies aux progrès de son peuple.

Les premiers poètes russes qui abandonnèrent les splendeurs froides de l'ode pour exprimer dans les vers éplorés de l'élegie de vagues aspirations vers un autre idéal, eurent dans Basile Cârlova, le chantre des ruines de Târgoviște, ancienne Capitale de la Valachie, un pendant roumain. C'était un jeune officier et, de même qu'en Russie Pouchkine, Lermontov, plus tard Tolstoi se formèrent dans l'air de liberté aventureux, de mépris pour la vie, qui animait les armées, Cârlova lui-même et ses contemporains, Grégoire Alexandrescu, C. A. Rosetti, Hrisoverghi, commencèrent par servir sous les drapeaux de la nouvelle milice moldo-valaque, que le régime du Règlement organisa, sous tous les rapports, d'après le modèle russe. Si cette autre armée n'eut pas pour faire battre les cœurs et révolutionner les âmes des campagnes en terre lointaine, l'émotion des

batailles, le frisson de la victoire, les plus belles espérances agitaient leurs ailes sous les couleurs nouvellement déployées des premiers régiments roumains. Il en resulta le même „vague à l'âme“, la même souffrance de l'inconnu, de ce qui n'a jamais été encore ressenti, le même essor vers des hauteurs dont on n'apercevait pas les cimes, bref le même romantisme, lamartinien lorsqu'il pleurait et, lorsqu'il provoquait le monde entier, byronien.

Il y a cependant une différence entre cette littérature de jeunes guerriers romantiques, dans un pays et dans l'autre. L'élément épique qui a donné à la nouvelle poésie russe les poèmes de Pouchkine et les récits de Lermontov manque chez les Roumains, dont la nouvelle armée n'avait pas eu de nouvelles guerres à soutenir, se bornant encore à contempler mélancoliquement ces étendards sous lesquels la victoire n'était pas encore revenue. Et cependant un des poètes moldaves qui ont connu le russe, Constantin Negruzzi, s'essaiera de célébrer dans les alexandrins pompeux d'un chant héroïque auquel manque le souffle l'époque d'Étienne-le-Grand lui-même, en évoquant dans l'„Écuyer Purice“ (*Aprodul. Purice*) un des épisodes de la vieille épopée. L'inspiration russe, venue de Pouchkine lui-même, est évidente.

Les travers de la société russe avaient été satirisés par le fabuliste Krylov (mort en

1844), qui emprunte le langage de Phèdre, le vague moraliste, et du malicieux bonhomme La Fontaine pour frapper dur, sinon droitaussi, sur les vices de la vie politique sociale et même littéraire, de ses contemporains; ses animaux le protégeaient contre la vengeance de ceux qui avaient à se plaindre de cette verve railleuse et méchante. Il se trouva un Roumain de Bessarabie pour faire entrer ce genre dans la littérature naissante de la Roumanie moderne. Alecu Donici, dont le père avait vécu dans l'ancienne Moldavie obéissant à un seul maître, avait mené dans le nouveau milieu bessarabien de sa jeunesse une existence sans éclat; il fut cependant aussi officier de l'armée qui comptait dans son sein les plus grands esprits de l'époque. Pouchkine lui-même habita quelque temps, en 1821, quand il saluait dans le mouvement grec „l'heure de l'espérance et de la liberté“¹, ce vieux nid moldave de Kichéniev, à peine transformé par l'ouverture de larges rues de colonisation à travers les cours des spacieuses maisons seigneuriales, qui logèrent aussi ses ennuis et ses aventures; il dut à ce séjour au milieu des races du Sud dont le sang bouillonnait comme son sang demi-nègre l'inspiration du „Châle noir“, de la

¹ St. Borechet dans le *Neamul Românesc literar*, année 1910, p. 713 et suiv.

Grecque fatale et des longs convois de Tziganes à travers la steppe, avec l'heureux amant désabusé du monde de la Bohémienne Zamfira. Cependant l'apologue est bénigne sous ce traducteur, qui n'ose pas même adapter, en donnant sa belle forme roumaine fluide, digne parfois du grand modèle français lointain, aux créations de Krylov.

Sil y eut cependant un autre, en Valachie, qui, mené dans cette voie par la lecture de La Fontaine lui-même, sinon par celle des imitations de Donici, sut faire de la fable une satire immortelle et de cette satire un des grands instruments de progrès de sa nation. Grégoire Alexandrescu, un traducteur de Voltaire, un lyrique un peu pâle et vieillot à ses heures, ne doit sa grande réputation, bien méritée, qu'au grandiose essor d'une évocation historique, celle de Mircea l'Ancien, près de sa tombe au monastère de Cozia, et surtout à ces fables où se retrouve cette société du Règlement Organique où la ruse et la morgue se disputaient le terrain dans la carrière des honneurs, ouverte désormais à toutes les ambitions.

Parmi les écrivains roumains nés dans les Principautés, Negruzzi, qui avait aussi des relations de famille avec la Bessarabie, est le seul qui eût connu le russe. On le voit bien, non seulement par ce fragment épique que nous citons plus haut, mais aussi par

une très bonne traduction des Satires d'Antiochus Cantemir, travail difficile, dans lequel il eut l'aide de Donici, et même par le cadre bessarabien dans lequel il place certaines de ses nouvelles ainsi que par la manière dont il entend les tourner.

Il y aurait eu cependant toute une catégorie de lettrés qui pouvaient prendre sur eux ce travail fécond de médiation entre les deux littératures: ces Moldaves d'au-delà du Pruth, qui n'avaient pas perdu dans cette Bessarabie, où vers 1870 encore la langue roumaine était employée dans la revue officielle de l'archevêque, aucune des attaches avec le corps même de leur nation.

Donici fut le seul qui travailla pendant quelque temps dans cette direction; mais il s'était établi encore jeune à Jassy, et il ne fut plus en mesure de continuer cette œuvre, à laquelle il n'avait pensé, du reste, qu'accidentellement. Les autres ne pouvaient pas le faire non plus, eu égard aux conditions particulières de cette province, où la langue russe ne pénétra que bien tard, et dans les villes seules, et où les enfants des familles plus riches recevaient une éducation qui n'était ni russe, ni roumaine, mais bien française. Ainsi Alecu Russo fut un élève des écoles de la Suisse, dont il rapporta la rhétorique mystique de Lamennais et un fin esprit cri-

tique, ayant un sens pour la réalité qui en fit un des meilleurs juges des problèmes de son époque.

Mais ce fut en Moldavie qu'il se manifesta lui aussi, en Moldavie exclusivement. Si Alexandre Hâjdău, qui rappela, à Hotin, dans un discours célèbre, à la Russie ses anciens emprunts de culture à la Moldavie¹, n'habita jamais la principauté — mais il passa quelque temps en Bucovine —, s'il était par sa tradition de famille même un Polonais, c'est dans l'esprit de la nouvelle Pologne de Mickiewitz et de Lelewel plutôt que dans celui de la Russie, déjà agitée par le panslavisme vers la fin du règne de Nicolas I, que se forma son fils Bogdan, qui, passant de l'autre côté du Pruth, dès 1857, devait être le premier slaviste du pays et un de ses premiers écrivains, comme historien, comme philologue, comme poète et penseur, gardant d'un bout à l'autre de sa longue activité si féconde une note d'originalité qui ne rattache à aucun pays son romantisme inventif, capricieux et mordant.

Il n'y eut — à l'exception du fabuliste, de gauches allures, Sârbu — qu'un seul Bessara-

¹ Il citait aussi Milescu. M. St. Berechet nous signale dans le *Viestnik Evropy* de l'année 1828 son procès pour cette coupe d'or chinoise dont parle Neculce.

bien typique, n'ayant quitté son district, sa ville de séjour, sa fonction que pour de courtes excursions en Moldavie. Ce fut Constantin Stamati. Lisant sans cesse, il s'amusa à tourner en roumain ce qui dans les littératures étrangères et aussi dans cette littérature russe, qu'il connaissait et appréciait, avait attiré particulièrement son attention. Il s'essaya lui-même, pour son propre plaisir, dans des compositions originales, où on sent plus d'une fois l'influence des modèles russes; ses écrits furent publiés à Jassy, très tard, et leur forme imparfaite, autant que leur caractère étranger évident, nuisirent à leur diffusion.

Dans la littérature russe, quelques notes du chant populaire roumain, quelques souvenirs du passé moldave, quelques détails pittoresques de la vie des villages passèrent seulement, d'une manière plutôt obscure, par les articles que le même Alexandre Hasdeu ou tel antiquaire russe de Bessarabie firent imprimer dans des revues d'une moindre importance.

Les relations entre Roumains et Russes devaient se borner donc aux injonctions des consuls et aux timides protestations des hospodars. Michel Sturdza lui-même, devenu prince en 1834, par la volonté du gouvernement impérial, défendit avec une profonde conviction, d'un bout à l'autre de son

administration, les prérogatives de la Puissance protectrice, allant jusqu'à supprimer par une censure imbécile toute allusion „désagréable“ à la Russie, fût-ce même la mention dans un journal des rigoureux hivers du Nord, mais il eut aussi à souffrir des intempérances de langage et de conduite de ce consul Besack, qui n'était pas plus Russe que son collègue valaque Rückmann, principal promoteur de tous les malentendus et de tous les froissements qui irritèrent sous le règne d'Alexandre Ghica la société de Bucarest, à laquelle il s'était mêlé aussi par son mariage malheureux avec une Roumaine. Toute une génération, et justement celle qui créa dans cet esprit de liberté et d'enthousiasme que nous avons caractérisé plus haut la nouvelle littérature, ne connut du monde russe que cette mesquine tyrannie diplomatique des chancelleries consulaires.

Elle fut, en outre, élevée en Occident, où le conflit turco-égyptien avait fait des Puissances maritimes les adversaires irréconciliables et acharnés de cette Russie envahissante, à laquelle il fallait interdire l'accès de l'Orient orthodoxe, où elle entendait dominer de plus en plus ouvertement, par une interprétation hardie des anciens traités. Si ces principaux représentants de la lutte nationale des Roumains furent, à l'exception de Kogălniceanu, qui ne confondait pas Besack et

Rückmann ou même leur conational Nesselrode avec le Tzar et la Russie elle-même, des adversaires déclarés de cette Russie, ils n'y étaient pas portés seulement par leurs préhensions à l'égard d'une politique d'annexions à laquelle on n'avait pas tenu dans certains cercles de Pétersbourg même, mais aussi par l'idéal de liberté, de parlementarisme, de formes libérales dans l'État, dont ils s'étaient pénétrés pendant leurs études même et aussi, sans qu'ils s'en rendissent compte d'une manière plus nette, par l'influence qu'exerça sur leur jeune sensibilité à l'imitation, cet antagonisme entre la France et l'Angleterre, d'un côté, et l'Empire de Nicolas I^{er}, de l'autre, qui devint au cours de quelques années les conséquences les plus graves pour leur patrie.

Et, enfin, il ne faut pas oublier qu'en Russie, à Jassy et à Bucarest des cabinets se rompus à l'intrigue, ces Puissances libérales y envoyaient des représentants, comme Billecocq, par exemple, dont le fracas habituel n'empêchait pas les menées secrètes; on se rendait bien la monnaie entre les concurrents pour la domination de cette Turquie incapable de se maintenir sans un appui auquel elle trouvait doux de s'abandonner complètement.

¹ Voy. notre *Histoire des relations entre la France et les Roumains*, p. 115 et suiv.

La société russe ne se faisait voir dans ces contrées belles et intéressantes que par de rares voyageurs. Tel d'entre eux, comme le prince Koltzov-Massalski, contracta un mariage dans la société de Bucarest; la femme de ce visiteur occasionnel des Principautés fut la célèbre Dora d'Istria, dont les écrits, de contenu varié, gagnèrent l'estime de l'Europe occidentale à son époque; mais, quant au mariage lui-même, il ne fut pas plus heureux que celui de la princesse Mathilde Bonaparte avec le prince Démidov. Celui-ci visita, à l'époque du Règlement Organique, les pays roumains, amenant avec lui un artiste français qui devait en immortaliser les aspects, Raffet lui-même. Les pages qu'il rédigea — ou fit rédiger — sur ce monde moldo-valaque, qui lui offrit des réceptions, des concerts, des promenades et lui parla de ses espérances, contiennent des renseignements presque exacts sur le passé roumain, des statistiques utiles, quelques observations de mœurs et des descriptions de monuments. Il faut y remarquer cependant, en contraste avec la critique naïvement spirituelle des Occidentaux, qui voulaient retrouver partout leurs qualités sans rien de leurs défauts, qu'ils s'étaient accoutumés à ne plus distinguer les notes de bon sens du touriste russe sur l'aimable distinction de cette société cultivée, qui n'épargnait rien, même sans préoccupa-

tions de vanité, pour distraire l'étranger et rendre agréable son séjour, quitte à retrouver dans son ouvrage cette ironie cinglante, cette caricature méchante dont on était coutumier. Mais Démidov n'a pas saisi mieux que les autres ce lent travail de préparation des âmes qui devait créer une nouvelle Roumanie morale et préparer les formes politiques capables de la représenter; il ne connut des préoccupations intimes de ces Moldo-Valaques, si accueillants, que ce qu'on lui laissa entendre dans le bruissement discret des conversations de salon. Il ne vit les écrivains qu'au passage, dans cette société mêlée que ne pouvait pas dominer leur esprit de rénovation.

Il ne faut pas oublier non plus ces jeunes gens de l'aristocratie qui, à un moment où des Russes jouaient encore un grand rôle dans l'organisation des milices roumaines, allaient continuer l'étude de leur métier à Pétersbourg mais dans un milieu spécial, où ne pénétrait rien des influences du dehors.

L'orthodoxie était encore la grande source de vertus et d'efforts pour le peuple russe, mais la haute société, élevée aussi en Occident ou par des maîtres venus de cette lointaine „Europe“, dans la lecture des écrits du romantisme français et anglais, s'en était détachée complètement. Il en était de même

pour les boïars roumains, et surtout pour ceux qui commençaient sous le Règlement Organique, qu'ils haïssaient généralement parce qu'il ne s'appelait pas Constitution, leur vie publique. On pouvait bien s'entendre, mais en dehors de l'individualité nationale des uns et des autres et des croyances, des sentiments qui l'animaient dans les masses profondément conservatrices, donc en dehors de soi-même.

Il y avait bien un clergé du même rite dans les deux pays. Benjamin Costachi eut des relations avec ses collègues russes aussi, qu'il avait visités en Bessarabie; dans ses grands travaux littéraires, consacrés à l'édition et à l'interprétation des Écritures, il recourut aussi à leur concours. De jeunes élèves de son séminaire à Socola, comme les frères Scriban, Philarète et Néophyte, plus tard comme le protosyncelle Melchisédec, ensuite évêque de Roman et un remarquable historien, furent dirigés vers les écoles de théologie de la Russie avec laquelle ils gardèrent toujours de puissantes attaches. Comme le monastère de Neamț avait en Bessarabie sa succursale du Nouveau-Neamț, comme des biens-fonds appartenaient dans cette province aux riches monastères moldaves, il y avait des motifs de relations incessantes entre les deux Églises, comme, du reste, ces mêmes questions de propriété discutée et disputée amenèrent

plus d'une fois devant les instances russes des personnages moldaves du plus haut rang, comme, entre autres, le futur successeur de Micnel Sturdza, Grégoire Ghica. On a des interventions de la part des archevêques de Kichéniev auprès des Métropolités de Jassy pour la réparation des églises en ruines, et même cet Antoine, qui commença à détruire le caractère national de son Eglise, employait par is un style roumain, très correct, dans cette corespondance, par laquelle il demandait aussi des typographes de Neamţ pour l'imprimerie qu'il voulait rétablir dans sa résidence¹.

Recourir à l'appui du grand protecteur de l'orthodoxie était le moyen suprême de quiconque croyait, dans les Principautés, souffrir pour sa cause. On s'intéressa vivement à Pétersbourg aux changements introduits dans l'Eglise moldave par Michel Sturdza, qui, du reste, en écartant la personne, gênante par son prestige, du grand Métropolitte Benjamin, avait en vue la création d'une administration d'État des biens ecclésiastiques qui correspondait au modèle russe. Comme on tendait, dans ces mesures, aussi à éloigner les moines grecs qui avaient disposé jusqu'ici d'une manière abusive et scandaleuse des biens des

¹ *Calendarul „Neamului Romănesc“*, année 1917, p. 104 et suiv.

couvents „dédiés“ aux Lieux Saints, comme on voulait rendre utiles à la société les revenus de ces riches terres retenues pour son usage exclusif par l'étranger rapace, ces orthodoxes d'Orient avaient aussi des doléances à présenter à l'Empereur de leur foi, et Pétersbourg devait, dans l'intérêt de son influence en Orient, intervenir dans cette querelle où il cherchait vainement à ménager les deux parties.

Et, lorsqu'il est question de ce contact permanent en relation avec l'orthodoxie, il faut tenir compte toujours de ce fait, qu'il y avait dans l'entourage de l'Empereur un personnage très influent, d'une grande érudition et d'une conviction religieuse profonde, qui, en soutenant contre l'Europe les vieilles traditions russes dans ce domaine aussi, n'oubliait ni son origine moldave, ni ses années d'enfance passées à Jassy, ni la parenté étroite qui le liait au prince-régnant de son pays natal. Il s'agit d'Alexandre de Sturdza, dont, à une époque où Asaki transposait en roumain l'Histoire de Russie par Kaïdanov, on mettait par de bonnes traductions les œuvres à la disposition du public roumain¹.

Pour faire connaître les aspects sous lesquels

¹ Cf. aussi notre revue *Drum Drept*, année 1913, p. 37 et suiv.

se présentaient les pays roumains aux yeux d'un clerc russe érudit et non préoccupé, à la veille du mouvement de 1848, qui était destiné à amener la fin du protectorat et la réalisation de l'idéal de liberté et d'unité nationale, nous signalerons quelques traits dominants de la description qu'en donna, dans ses intéressantes notes de voyage, l'évêque Porphyrius Ouspenski, qui était alors au commencement de sa carrière d'explorateur passionné et intéressé des choses anciennes de l'Orient.

Il trouve en Valachie un „pays qui renaît à la vie“, „une terre fertile, un peuple sain et simple“; les villages dont les maisons sont sises des deux côtés de la rue, lui rappellent sa propre Russie, et il s'attendrit en croyant reconnaître le sang slave dans les beaux enfants qui prennent leurs ébats autour du voyageur étranger. Mais il déplore l'ignorance du clergé monacal, préoccupé uniquement des biens de cette terre, le manque d'intérêt que témoigne le vicaire métropolitain lui-même, Niphon, le futur archevêque célèbre pour ses richesses, en ce qui concerne le passé de son Église: „l'orthodoxie en Valachie est aveugle“, écrira-t-il. Parfois il regrette l'abandon des traditions de l'art ancien, remplacées par les innovations téméraires du mauvais goût, qu'introduisaient des architectes fournis par l'Autriche voisine. La musique vocale lui déplait souverainement

bien que le chef de la chapelle princière eût fait ses études à Kichéniev. On lui parlait de l'indifférence du gouvernement pour l'Église des projets municipaux qui atteignaient sans aucune piété les anciens murs des églises et des cloîtres, mais le savant russe se déclare pour ces travaux d'embellissement et contre l'opiniâtreté avide des moines grecs, qu'il avait, du reste, très bien connus en Orient. On reconnaissait à la Russie, dans ce monde spécial, le mérite d'avoir écarté la peste par les quarantaines établies sur le Danube, d'avoir „introduit l'ordre dans les villes et villages“ et d'„avoir affranchi l'Église orthodoxe du joug turc“. Ouspenski est tout étonné cependant de constater que personne ne lui demande des renseignements sur cette grande Église russe qu'il représentait. „Je m'explique“, dit-il, „ce fait, par leur simplicité, qui leur interdit de pareils soucis, et par *l'ancien isolement du clergé russe envers celui d'Orient.*“

En ce qui concerne le passé, le voyageur russe savait bien que „la grâce divine s'était montrée à l'Église orthodoxe d'Orient dans cette patrie des Roumains, Dieu ayant inspiré aux princes et aux boïars des Principautés le zèle nécessaire pour soutenir l'orthodoxie en Turquie, par leurs riches dons, pendant ces temps de malheur où l'Islam menaçait de destruction la chrétienté orientale“.

Et il trouvait des paroles de profonde reconnaissance pour caractériser cette grande œuvre de charité: „D'après les intentions divines, les hiérarques de l'Orient et les monastères ont trouvé en Moldavie et en Valachie consolation, réconfort et leur pain quotidien. *Il y a des peuples apôtres, il y a des peuples martyrs;* il y a des peuples qui travaillent pour l'Église de Dieu. Ces bons ouvriers ce sont les Roumains Que Dieu, le père de la miséricorde, les bénisse donc de tous ses bienfaits... Tout le clergé oriental doit sentir et apprécier hautement le labeur bienveillant des Roumains et leur répondre par de ferventes prières à Dieu.“

Pour avoir des informations plus précises sur ce passé, le moine s'adressa à cet écrivain laborieux qui a pu être nommé „le père de la littérature roumaine moderne“, Jean Eliad ou, ainsi qu'il en était déjà arrivé à écrire son nom: Héliade (Rădulescu). Il n'était pas encore devenu le grand ennemi de l'influence russe, l'accusateur énergique du Protectorat, s'érigeant dans son exil après l'insuccès du mouvement de 1848 en ennemi personnel du Tzar, le „Romanov“ contre lequel lui, Eliad, avait à soutenir le bon combat pour l'indépendance de sa nation. Il n'était pas arrivé non plus à ces interprétations individuelles de la Bible où une érudition à bon marché se mêle aux illusions mystiques

dans un chaos indéchiffrable: C'était encore le professeur d'ancien style, le successeur de Georges Lazăr, — apôtre, venu de Transylvanie, de cette rénovation nationale —, l'imprimeur surveillant le travail fécond de ses presses, le journaliste menant de pair son information quotidienne et des travaux littéraires d'une plus haute envergure. Il recommanda à l'étranger la lecture de l'Histoire de Valachie par Aaron Florian, en ajoutant cependant qu'„il ne l'approuve pas, ayant été rédigée d'après des modèles allemands“ (le livre d'Engel), ou plutôt celle de l'ouvrage grec dû à Denis Photeinos (Photino); il promettait de lui faire parvenir par le consulat l'ouvrage roumain, très rare, du Transylvain Pierre Maior sur les commencements de l'histoire de la nation. Puis il se perdit dans des considérations mélancoliques sur tout ce qui manquait encore à son pays.

A Jassy, qui lui apparut dans le lointain sous la forme des deux agrafes arrondies qui attachent la ceinture des prélats, Ouspenski alla chercher Philarète Scriban, alors directeur du Séminaire et auteur d'une Histoire de cette Église, qu'il ne trouva pas chez lui. „J'attendais de Philarète les connaissances nécessaires sur l'état actuel de l'Église orthodoxe dans les deux Principautés, sur la vie et la manière de penser des boïars d'ici, sur le caractère et les aptitudes des Roumains, sur

les monastères et les écoles." A Golia il trouva la plaque, que nous avons déjà mentionnée, portant la date de la mort du tout-puissant Patiomkine. Aux Trois Hiérarques il admira la beauté toute particulière de ces pierres sculptées une à une et ornées de dessins orientaux et il adora, comme jadis le grand Empereur du passé russe, les reliques de Sainte Parascève; un moine de Céphalonie, supérieur du couvent, soutint devant lui avec hauteur le droit de propriété absolue que le Mont-Athos aurait eu sur les propriétés étendues de ce monastère. „Les chrysobulles“, fut la réponse du voyageur russe, „n'enlèvent pas à l'autorité dirigeante dans les Principautés le droit légal de demander aux couvents une certaine partie de leurs revenus pour les besoins publics. Tout propriétaire terrien, quel qu'il fût, doit aimer sa patrie, respecter les autorités que Dieu y a établies et soutenir par tous les moyens leurs projets et entreprises utiles; autrement aucun État, aucun Gouvernement ne pourrait se consolider... L'empire des Phanariotes est passé et le temps est venu où les Roumains doivent dominer... Vos fermiers sont, peut-être, tous des Grecs récemment venus et enrichis aux dépens des Roumains... Vos archimandrites et vos hégoumènes, qui administrent ces biens, envoient aux Lieux Saints une très faible partie des revenus et en con-

somment tout seuls la plus grande partie... Les moines de Simopétra, à la Montagne Sainte, vivent d'après les règles les plus rigoureuses de la vie en commun, et leur exarque de Bucarest n'aurait plus qu'à danser aux sons du piano que j'ai trouvé dans sa cellule." — „Mais vos consuls“, objecta l'interlocuteur, „Rückmann et un autre, ont pris les ducats de cet exarque et l'ont maintenu, à l'encontre du désir exprimé par le couvent de Simopétra lui-même.“ Et, un peu plus loin: „En Russie on s'est saisi des biens conventuels; il paraît que votre Gouvernement veut faire la même chose dès qu'il prendra possession des deux Principautés“ — „Ce n'est pas nous“, fut la réponse d'Ouspenski, „qui jurons à qui Dieu confiera les Principautés.“

Et il avait raison. Au mois de mai 1848 la plupart des jeunes gens qui faisaient leurs études à Paris se trouvaient de retour à Bucarest après avoir vu les scènes révolutionnaires qui avaient mis fin au régime de royauté, pourtant constitutionnelle, de Louis-Philippe. Ils croyaient pouvoir transplanter tout cela, par la même méthode, dans leur pays, oubliant une seule chose: qu'ils n'avaient à leur disposition ni un peuple d'ouvriers mécontents et batailleurs, ni une bourgeoisie nationale, cultivée et ambitieuse du

pouvoir, ni cette tradition d'opposition permanente que la grande Révolution avait transmise, pour la venger, au régime qui l'avait étouffée. Leur espoir suprême était de pouvoir créer une seule Roumanie libérale, républicaine, contenant aussi les frères moldaves et ces frères de Transylvanie qui se préparaient pour la violente insurrection populaire devant les venger de la longue oppression magyare. Mais à Jassy les libéraux n'étaient pas précisément des révolutionnaires et Kogălniceanu, leur vrai chef, formé à une autre école politique, dans un autre milieu, s'il ne voulait plus de Michel Sturdza, jadis son patron et son bienfaiteur, attendait cependant de la stricte observation du Règlement, œuvre souverainement utile selon lui, le redressement de tous les torts.

S'il y eut donc à Jassy seulement des assemblées de protestation contre de mauvais administrateurs et une répression grasse de la part du gouvernement, qui fit enfermer dans les couvents, puis chasser à l'étranger les chefs de cette jeunesse, Bucarest eut un attentat contre le prince Georges Băbescu, tout aussi „Russe“ que son collègue moldave, mais un peu „Français“ aussi, et, après le soulèvement militaire d'Islaz, — une petite localité sur le Danube, — l'abdication du même, qui fut remplacé par un Gouvernement provisoire, Eliad se trouvant à la tête de cette jeu-

nesse animée de sentiments et d'idées tout à fait différents des siens. La légalité selon le Règlement avait cessé en Valachie, et le consul Duhamel, d'une famille d'émigrés français, quitta la Capitale.

Il ne devait revenir qu'avec les armées destinées à rétablir, avec l'ordre troublé pendant quatre mois par la noble aventure romantique de cette jeunesse, la légalité selon les traités et les conventions. En même temps que les Turcs passaient le Danube, accueillis en amis pour en faire les rivaux des Russes — et ils comprirent si bien le sens délicat de cette réception qu'ils massacrèrent sans scrupule, sur la colline de Spirea à Bucarest, la compagnie de pompiers rangée pour leur rendre les honneurs militaires, — ces derniers reprenaient le chemin du Pruth. Mais cette fois ils n'étaient plus des libérateurs venus contre le mauvais „esprit français“ qui secouait de nouveau la vieille Europe; ceux auxquels on en voulait étaient ces jeunes Roumains, odieux fauteurs de troubles, qu'il fallait expulser et maintenir dans l'exil pour mettre fin à des revendications inadmissibles. Le bureaucrate allemand Nesselrode lui-même avait déclaré que cette nationalité roumaine, devant les traditions de laquelle s'était incliné Pierre-le-Grand et que Catherine II avait voulu soutenir dans son avenir légitime en créant ce royaume de Dacie dont avait songé aussi son

petit-fils Alexandre I-er, n'existe pas. On ne saurait pas dire si on espérait encore cette annexion dont parlait le moine de Jassy en 1864 et qu'Ouspenski laissait au jugement impénétrable de la Providence, mais ce dont il s'agissait maintenant c'était d'empêcher par des changements constitutionnels la reviviscence de troubles, qui pouvaient être contagieux, dans le voisinage. Tout en pensant à „l'avenir de la Valachie“, ainsi que le disait la proclamation affichée, le 15 septembre a. st., par le général Lüders, sur la seule base possible, d'un „gouvernement légitime“, soutenu par la partie „bien-pensante“ de la nation, on procéda avec la Porte à la conclusion de ce traité de garantie, signé le 1-er mai a. st., à Balta-Liman et par lequel, reconnaissant aux Principautés seulement „le privilège d'une administration distincte et certaines autres immunités locales“, on donnait au Sultan le droit de nommer des princes pour sept ans, „d'après un mode spécialement concerté, pour cette fois, entre les deux Cours“. Les assemblées nationales, remuantes et dangereuses, seront remplacées par des comités spéciaux, par de simples „Conseils ou Divans *ad hoc*, formés des boïars les plus notables et les plus dignes de confiance, ainsi que de quelques membres du haut clergé“. L'occupation des deux pays par des troupes dont on fixait le nombre pour l'époque avant

et après „le rétablissement de la tranquillité“, obtenait une valeur légale; des commissaires généraux, contrôleurs de l'activité des princes et de la sagesse du pays, fonctionneront pendant ce terme septennaire.

La Russie rappelait la Turquie dans les Principautés, mais pour la première fois elle s'était créée une situation de parité absolue dans leur protection. Il n'y avait plus de „souverain“ et de „protecteur“; une „égale sollicitude“ avait amené des deux côtés des mesures préserveuses. On avait réservé au Sultan la nomination des princes, mais c'était le seul reste de l'ancien régime pour ces Principautés que, du reste, le cordon des quarantaines, sous les ordres d'un officier nommé selon les indications de Pétersbourg, le général Mavros, avait détachées aussi matériellement du corps de l'Empire ottoman. En ce faisant, on ne s'apercevait pas — tant la diplomatie est myope dans ses triomphes — que, si les deux pays devaient regarder avec la même aversion les deux corps d'armée étrangère vivant à ses dépens, les exilés, la partie pensante de la nation, feront retomber tout le poids de leur rancune sur la Russie seule, qui avait pris l'initiative de cette intervention militaire, et ces exilés, et non les princes *nommés*, Grégoire Ghica pour la Moldavie et pour la Valachie le zélé et capable auxiliaire de Kissélev, Barbu Știrbei (Stirbey), repré-

sentaient l'avenir. Les consuls de France et d'Angleterre le savaient bien, accordant, même après le coup d'État du prince-président, leur appui à la cause vaincue. On avait commis, du reste, la maladresse de faire retentir par la persécution des plaintes qu'on aurait pu étouffer sur le Danube, à Paris et à Londres, où grondait déjà la haine contre la Russie.

Il y eut, en langue française, toute une éclosion de littérature roumaine révolutionnaire dirigée contre la Russie, à commencer surtout par les écrits fatidiques du vieil Eliad, déchu de son siège de tribun et de dictateur. Des amis de la Turquie, comme Jean Ghica (il signe son opuscule de l'anagramme Chainoi), des jeunes radicaux, comme Rosetti et les deux Brătianu, Jean et Démètre, doux rêveurs de républiques danubiennes, collaborèrent de toute leur énergie nationale à cette œuvre. Abattre la Russie c'était le seul moyen d'arriver à la liberté. La logique des circonstances imposait cette conception.

Combattre la Russie était cependant pour la jeunesse française de cette époque une nouvelle affirmation de la décision inébranlable qu'on avait prise de maintenir à tout prix, et même contre les envahissements possibles du nouveau régime impérial, les conquêtes de la Révolution. L'immense majorité des publicistes parisiens embrassa donc cette cause des Roumains, qui était aussi celle des

Polonais et des Magyars même, dont la révolution victorieuse contre l'Autriche n'avait été supprimée que par l'entrée des soldats du Tzar. De fait la guerre se préparait dans les esprits, et il fallut seulement les incidents de 1853-1854 pour la faire éclater.

Cette fois encore ce fut l'Autriche qui, revenue de son rôle de gardienne de la paix européenne, devait mettre le feu aux poudres. Comme elle ne pouvait plus croire au dévouement des Hongrois, elle cherchait un appui dans les autres nations soumises à la plume de ses bureaucrates. Or Roumains et Slaves, opprimés par la fièvre de domination desdits Hongrois, étaient accourus en 1848 pour replacer sur son trône branlant, qu'on sut bien étayer de constitutions changeantes, ce bon j une homme innocent qui était l'Empereur François-Joseph. Eh bien, s'ils avaient été fidèles, il fallait leur en demander encore plus, en faire les piliers écrasés d'un nouveau royaume d'État qui se serait appuyé en première ligne sur leur bonne volonté solide. Et, comme on trouva qu'il fallait étendre le plus possible cette base pour la rendre plus solide, on arriva à l'idée magnifique de les réunir, dans le même esclavage très chrétien et absolument philanthropique, à leurs frères qui vivaient, d'après leurs anciennes coutumes nationales, sous le „joug turc“, dans les

Balcans et sur le Danube, en Bosnie-Herzégovine et dans les Principautés.

Il faut mentionner aussi que, à l'époque même où fut décrété le Règlement Organique, l'Autriche avait montré qu'elle n'entend pas se désintéresser des Principautés. Lorsqu'une révolte de paysans éclata contre les prescriptions des nouvelles lois qui avaient été interprétées à leur ignorance par des agitateurs, ceux parmi les insurgés qui, ayant pris, du reste, l'initiative du mouvement, se montrèrent les plus opiniâtres, allant jusqu'à livrer bataille aux Cosaques, furent les Hongrois de Sabăuani et d'autres centres catholiques du district de Roman¹. Ajoutons qu'un second groupe de Hongrois, excité par les révolutionnaires de la République magyare en 1848, qui entrèrent, sous le commandement du Polonais Bem, du côté de Slanic et d'Ocna, combattit à Onești contre les uhlands et les chasseurs russes du général Moller².

On essaya d'arriver au but par un grand coup hardi, selon le système russe, que la timidité perfide de l'Autriche n'avait pas connu jusqu'alors. Le comte de Leiningen, aide-de-camp de l'Empereur, fut envoyé à Constantinople pour demander que l'exécution mili-

¹ Draghici, ouvr. cité., pp. 184-185.

² *Ibid.*, pp. 215-216.

taire entreprise contre le Monténégro fût arrêtée dans le terme de quelques jours. La Porte, intimidée, acquiesça à ce vœu impérial qui ne venait pas, cette fois, de Pétersbourg.

Mais cela signifiait substituer au prestige russe dans les Balcons le prestige autrichien. Une autre „Puissance protectrice“ avait surgi, et elle s'était faite obéir. La Russie devait une réponse — comme cela allait se passer plus d'un demi-siècle plus tard —, et elle ne tarda pas à la donner. Tirant parti d'une querelle de moines, qui traînait depuis longtemps, sur les églises et places des Lieux Saints, elle envoya Mentschicov, avec sa morgue et son esprit de provocation bien connus, pour signifier aux Turcs qu'elle entend résoudre, une fois pour toutes, cette question dans son principe même, en s'attribuant la protection exclusive et efficace de l'„Église gréco-slave“ et de tous les chrétiens qui s'y rattachent, d'un bout à l'autre des possessions du Sultan. Or l'Angleterre et la France de Napoléon III offrirent à la Turquie, qu'elles tenaient depuis quelque temps en tutelle, leur appui. L'envoyé du Tzar menaça, attendit, protesta et s'en retourna annonçant par son départ une guerre prochaine.

Le général Ivine avait à peine évacué les Principautés, au printemps de l'année 1850, lorsque l'ordre du Tzar Nicolas fit saisir de

nouveau, en juillet 1853, par les troupes russes de Dannenberg ce gage habituel contre l'opiniâtreté des refus turcs. Un peu plus tard, le général Gortschacov arriva à Jassy et fit marcher les deux corps d'armée qui se trouvaient sous ses ordres. Grégoire Ghica était encore gardé comme prince du territoire occupé, et ce ne fut qu'après la tardive déclaration de guerre de la Porte qu'il fut réchargé de ses fonctions, le général Ourous v lui étant substitué (28 septembre).

Il n'y avait eu aucune communication entre Russes et Roumains pendant cette longue occupation anti-révolutionnaire; les commandants des armées impériales s'étaient bornés à fréquenter des salons où leurs collègues turcs, lorsqu'ils parlaient le français et avaient „l'usage du monde“, jouissaient des mêmes avantages; comme il n'y avait pas de guerre, il était permis de se distraire et, à un des banquets qu'ils se firent décerner, quelqu'un parmi les officiers russes eut le mauvais goût de porter un toast en l'honneur des dames, „la plus belle récompense du guerrier“. Tout au plus se laissait-on imprégner dans les conversations avec les jeunes boïars de l'„esprit français“, prohibé dans la patrie elle-même. Il n'y eut pas même, parmi ces officiers, quelqu'un qui fût attiré par le pittoresque de cette vie moldo-valaque ou quelque slaviste fouilleur d'archives, comme ce Vénéline, un historien

de renom, qui fut le premier à publier des chrysobulles slaves des anciens princes. Après 1853 il n'en fut pas autrement.

Il n'y avait plus—malgré les efforts d'Ourossov en Moldavie—de Kissélev pour rendre au moins utile au pays l'autorité sans contrôle de la force militaire étrangère. Et même, auprès du nouveau commandant, le général André de Budberg, qui s'installa en mars 1854, ayant pour lieutenant le comte d'Osten-Sacken, comme chef du gouvernement des deux Principautés, on ne trouve pas plus un consul ayant pour les mœurs roumaines et pour le passé de ces régions cet intérêt qui avait amené, sous Michel Sturdza, un Kotzebue à faire connaître à l'Europe occidentale, par l'Allemagne dont il était originaire et dont il écrivait la langue, les meilleurs produits de la nouvelle littérature, exprimant l'âme même d'un peuple en pleine renaissance nationale; le nouveau consul était l'Allemand Giers. Quand aux relations politiques proprement dites entre les Russes et ceux auxquels Pierre-le-Grand et Catherine II s'étaient adressés comme à des frères chrétiens unis par l'orthodoxie commune, Budberg s'était empressé de faire aux boyars moldaves un beau discours pacifique, leur recommandant de s'en tenir à leur devoir et à leurs affaires, „sans se mêler de celles des Puissances en conflit, qui connaissent seules leurs intérêts“.

la politique extérieure étant, d'après son avis, une dure affaire¹.

L'Autriche avait fait tout ce qui était en son pouvoir dans le but d'empêcher cette occupation menaçante pour ses propres projets ; elle avait proposé avec acharnement un „arrangement direct“ et avait député au Tzar le général Gyulay pour le dissuader de prendre une décision irréparable. Elle soutint chaleureusement le „projet Bourqueney“, par lequel la Russie aurait reçu une satisfaction publique et brillante sans faire marcher ses armées. Lorsqu'elle apprit leur entrée à Jassy, elle s'ingénia donc à trouver le moyen de les en faire sortir. Lorsque le projet Buol, qui paraissait pouvoir être accepté par la Russie, fut abandonné, après la célèbre déclaration „secrète“ de Nesselrode, que tout de même on n'exécuterait pas les engagements qu'on aurait pris, l'entrevue des deux Empereurs à Olmütz, les visites de François-Joseph et du roi de Prusse à Varsovie, puis celle du Tzar lui-même à Berlin, étaient destinées à mettre fin au conflit et à empêcher l'établissement des Russes sur le Danube. Cependant on avait eu la déclaration de guerre de la Turquie et la sommation faite à Gor-

¹ Drăghici, ouvr. cité, p. 242.

tschacov de quitter les Principautés jusqu'au 24 octobre.

La Cour de Vienne ne se découragea pas cependant pour si peu, et elle proposait à la Russie, au commencement de la nouvelle année, des négociations directes, sous son influence médiatrice.

Le comte Orlov, qui vint de la part du Tzar en janvier 1854, fut averti qu'il fallait cependant renoncer aux pays roumains, même si la Russie avait admis l'établissement autrichien dans les Balcans. En février, puis en mars, les Puissances maritimes se mirent de la partie, exigeant l'abandon immédiat du territoire occupé, où des combats acharnés s'étaient livrés, dans l'Olténie, près de Calafat, avec des résultats assez défavorables pour Dannenberg. Sur cette évacuation elles s'entendirent dès le 9 mars, à Vienne, avec l'Autriche et la Prusse elle-même.

La France offrait déjà les Principautés à l'Autriche en échange pour la liberté de l'Italie, et le ministre prussien à Londres, Bunsen, faisait entrer dans le lot de François-Joseph aussi la Bessarabie entière et les territoires qui s'étendent jusqu'en Crimée. Paskiéwitsch, le vieux guerrier de 1828, qui venait de faire son entrée en Moldavie, et le conseiller stratégique des armées russes, le Suisse de Jomini, étaient d'avis qu'il faut en finir avec

les pièges de cette rivale opiniâtre, en lui déclarant la guerre.

L'Autriche répondit à ses projets en prenant la décision d'occuper elle-même les Principautés dont elle espérait bien ne devoir jamais sortir.

Une dernière invitation fut adressée à Nicolas I-er au moment où les Turcs, conseillés et commandés par des Anglais, repoussaient énergiquement l'attaque russe contre Silistrie (juin). Au nom de l'Allemagne entière, dont elle s'érigait en représentante attitrée, et avec l'assentiment formel de la Prusse, l'Autriche demandait la libération de ce Danube, *qu'elle dominait depuis vingt ans par sa navigation à vapeur* et qui devait être le „Danube allemand“. En même temps, pour empêcher les troupes des Puissances occidentales, qui avaient déclaré la guerre au Tzar, d'entrer elles mêmes dans ce territoire convoité par son ambition, la Cour de Vienne s'empressa de se faire accorder par la Turquie le droit d'en expulser, au besoin, les Russes, d'y rétablir l'„ordre légal“ conformément aux traités, d'y rétablir les princes nommés par le Sultan, qui s'étaient réfugiés tous les deux sur son territoire, et de tenir la Moldavie et la Valachie sous sa bonne garde jusqu'à la paix (convention de Boïadschi-Keui; 14 juin).

Les Russes avaient commencé déjà, en juil-

let, à renvoyer leurs armées. Lorsqu'ils abandonnèrent Jassy, Budberg eut la mauvaise inspiration d'inviter la milice moldave à suivre les drapeaux du Tzar dans la retraite au-delà du Pruth ; le commandant de l'artillerie, capitaine Filipescu, refusa de se soumettre à cet ordre illégal. Il fut arrêté et détenu en Russie ; 10.000 hommes de troupes impériales cernèrent les Moldaves et les contraignirent à déposer les armes. Cette scène regrettable fit une profonde impression dans le pays, et les adversaires de la politique russe ne manquèrent pas de l'exploiter dans la presse de l'Occident. Le 4/16 septembre il n'y avait plus un Russe dans les Principautés. Au milieu du mois d'août, les Autrichiens de Hess et de Coronini se présentèrent pour les remplacer. En septembre les deux Capitales furent occupées en grande solennité. Les contemporains, roumains et étrangers, constatent le manque complet de sympathie de la part de la population.

On procéda lentement, mais méthodiquement, à la prise en possession du pays entier, pour le présent, mais aussi pour l'avenir. Les princes rétablis furent vigoureusement empêchés de prendre des mesures tendant au retour de l'ancien ordre de choses, de l'autonomie nationale visant à l'indépendance. De plus en plus on chercha à réduire le rôle des Turcs, qui avaient aussi des troupes d'occupation,

que Hess traitait de „hordes barbares“, soutenant une „administration asiatique“. Il était question de créer un „parti autrichien“ surtout en Moldavie, en accordant au gouvernement des emprunts favorables ; les nouveaux chemins de fer devaient rattacher les Principautés, par Vârciorova, Predeal et Burdujeni, avec l'Autriche seule. Après une „protection“ bienfaisante, soutenue par une puissante armée, on aurait travaillé, par des moyens économiques, à la „conquête morale“, puis l'annexion se serait peut-être imposée de soi-même ; elle n'était pas, du reste, absolument nécessaire pour faire de ces provinces un territoire d'exploitation au profit de l'Autriche bienfaisante. Le général autrichien Ficquelmont allait prouver, dans sa brochure, *La politique de la Russie et les Principautés Danubiennes*, que ce droit revient à l'Autriche seule, qui, par la possession de la Bucovine et de la Transylvanie, détient les sources des rivières qui arrosent ces pays. Et cet État ne voulait plus désormais être inquiété dans cette possession de territoires roumains par ces idées de nationalité qui commençaient à mûrir dans l'esprit des nouvelles générations roumaines. En tout cas, la Russie devait être écartée des bouches du Danube, „fleuve allemand“, fût-ce même pour y installer, sous un contrôle européen, la faible Moldavie, agrandie de territoires bes-

sarabiens rétrocedés par le Tzar, ou la Turquie en décadence ¹.

Or, la victoire des Puissances maritimes en Crimée, gagnée au prix de si grands efforts, amena, non la cession à l'Autriche de tout le reste du territoire habité par les Roumains, jusqu'au Dniester, mais bien, dans le sens des idées que Napoléon III n'avait pas été en mesure d'appliquer ailleurs, la formation d'un État national roumain, fût-ce même, dans la première conception de cette œuvre, sous l'aspect d'une simple confédération moldo-valaque. Malgré tous ses efforts, ses lenteurs calculées, ses retards diplomatiques, l'Autriche fut contrainte à vider le terrain, sans laisser un seul regret là où aucune espérance ne l'avait appelée. Elle ne laissa pas même, en dehors du service télégraphique, rien qui rappelât le séjour pendant presque trois ans de ses armées sur le territoire des Principautés.

Mais jusqu'au bout, son agent à Jassy, le baron Goedel, lutta contre l'idée de l'Union, essayant de susciter, par les moyens d'une corruption qui ne savait même pas être généreuse, un parti autrichien favorable au séparatisme moldave. Avec la Turquie, qui rê-

¹ Voy. notre mémoire sur „La politique de l'Autriche envers l'Union“, dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, XXXIV, p. 835 et suiv.

vait de faire ressusciter, par un organisme administratif moderne, copié d'après celui de l'Empire français, l'ancienne unité de la grande époque conquérante, avec l'Angleterre, dont la pensée politique en ce qui concerne cet Orient chrétien d'Europe s'était figée dans le dogme de l'inviolabilité territoriale des dominations du Sultan, elle se consacra à une œuvre négative qui ne pouvait pas atteindre son but. Tous ceux qui s'efforcèrent, cédant à des motifs différents, de rendre l'Union roumaine impossible, ou au moins imparfaite, trouvèrent un appui dans la chancellerie, perpétuellement intrigante, de l'Agence. La Porte venait de créer Caïmacam pour la Moldavie, avec la mission de presider l'Assemblée, le „Divan ad-hoc“ qui devait manifester les vœux de la nation, le jeune Grec Nicolas Voridès, époux de la fille du riche Conachi et intéressé lui-même à l'insuccès du parti national unioniste par son ambition de revêtir le caftan des „hospodars“. Il fit des élections scandaleuses, dont le résultat devait être une Assemblée nettement séparatiste; son principal auxiliaire fut nécessairement Goedel.

Napoléon III fit casser le résultat de cette falsification électorale, menaçant de rompre les relations avec ce misérable État turc que sa volonté venait d'arracher à la ruine; un Divan, qui correspondait vraiment à la volonté des Moldaves, fut élu, mais, si le ter-

rain était définitivement perdu à Jassy, on ne discontinua pas les intrigues à Constantinople même jusqu'à ce que les Assemblées qui devaient donner deux princes aux deux pays s'entendirent pour concentrer leurs vœux sur le candidat du parti unioniste moldave, Alexandre Jean Cuza, — *le fait accompli* du 24 janvier a. st. 1859, que l'Europe, représentée dans les conférences de Paris, dut reconnaître.

La diplomatie russe n'avait qu'une voie à suivre : contrecarrer les projets de l'Autriche, se venger de l'agression manquée de 1854, empêcher des futures immixtions sur le Danube. Si c'était la signification soutenir l'Union, favoriser l'accomplissement des vœux les plus chers des Roumains, d'autant mieux, aurait-on pu dire. Ça aurait été en effet, continuer cette belle politique du XVIII^e siècle qui commençait par étudier avec sympathie l'état des esprits de la nation pour se gagner des sympathies en employant la puissance russe à la réalisation de ce programme. Malheureusement on avait dépassé ce point de vue pour faire par la diplomatie la politique de cette seule diplomatie, renforcée dans les intérêts et les préjugés de sa caste. Ce n'était pas en tout cas le Grec francisé de Basily, représentant de la Russie aux conférences spéciales de Bucarest, qui aurait pu

se rappeler une tradition ou tenter des innovations sur ce sujet. Or, ce qui est accompli seulement sous l'impulsion d'un sentiment négatif contre un tiers ne crée pas précisément pour celui qui en est obligé quand même, une dette de reconnaissance.

Du reste ces Principautés Unies, cette Roumanie, avaient été créées comme un châtiement de la Russie, comme un instrument contre ses ambitions en Orient, comme un empêchement à ses intérêts sur le Danube inférieur, dans la Mer Noire et vers les détroits des eaux libres du Sud. On s'en rendait compte à Bucarest aussi bien qu'à Pétersbourg. L'œil soupçonneux de l'Empereur des Français, gardien jaloux de sa création politique, veillait, du reste, à ce que le passé fût complètement oublié par ceux qui devaient préparer aux Roumains un avenir. Et, comme les représentants de la Roumanie nouvelle étaient, du prince au dernier sous-préfet, les élèves, par voie directe ou indirecte, des écoles libérales de l'Occident, ils acceptaient avec plaisir de jouer un rôle qui correspondait si bien à leurs propres sentiments.

Du côté de la Russie donc, qui voyait dans l'État danubien uni et libre l'image même de sa défaite et de son humiliation, il y eut l'appui accordé aux moines grecs réclamant les biens-fonds „sécularisés“ par

Cuza et au clergé monacal, le Métropolitain moldave Sophronius à sa tête, auquel il avait imposé une constitution laïque. De l'autre côté, le gouvernement de Cuza, et le prince lui-même, avait des relations avec Dunin Borkowski et le parti révolutionnaire polonais, qui considérait le souverain danubien comme un de ses principaux protecteurs. Ce fut seulement lorsqu'une troupe armée d'insurgés de cette nation entra sur le territoire roumain, qu'il fallut mettre fin à cette politique, par trop compromettante; il y eut un combat formel à Costangalia, qui finit par la victoire, plutôt gênante, et sous plus d'un rapport, des troupes roumaines.

On demandait déjà au prince élu en 1859 de se décider à quitter sa situation pour faire place, dans l'intérêt même du pays, à un successeur appartenant à quelque dynastie étrangère, qui offrirait de meilleures garanties d'impartialité et de continuité politique. Des sources dignes de foi affirment que Cuza, qui ne tenait guère à son trône après avoir accompli ces actes qui formeront toujours sa gloire la plus pure: affirmation de l'Union roumaine, reconnue par la Porte en sa personne, expulsion des moines grecs et délivrance économique, fût-elle même si incomplète, du paysan, se serait déjà entendu avec la Russie pour établir à sa place, au moment opportun, un des ducs de Leuchten-

berg, Serge, qui, ayant des attaches bonapartistes, descendaient, par leur mère, la Grande-Duchesse Marie, de Nicolas I. Or, ce rapprochement d'un gouvernement autocratique était pour les radicaux le plus grand crime de la part d'un chef d'État qu'ils n'avaient jamais entouré de leurs sympathies. Depuis longtemps le terrain avait été préparé à Paris pour un changement de régime en Roumanie; le nouveau chef d'accusation contre Cuza devait emporter la partie. Un complot militaire fut fomenté et, grâce à la tolérance indolente, au mépris à l'égard de ses adversaires que professait le prince, il réussit. Alexandre Jean I-er fut détrôné le 11 février au st. 1866; il consentit en souriant à signer l'acte d'abdication qu'on lui avait présenté.

Son successeur fut un prince allemand, de la branche rhénane, catholique, de Hohenzollern; bien que fils d'un premier ministre prussien, Charles I-er avait gardé de sa descendance française par les femmes—une grand-mère appartenait aux Murat et l'autre aux Beauharnais—des attaches puissantes avec la France et surtout avec les Napoléonides revenus au pouvoir. Son élection, admise par le roi Guillaume, tolérée ironiquement par Bismarck, qui n'y voyait pas précisément un atout de sa politique, fut chaleureusement acceptée par l'Empereur des Français.

Cela marquait, dès le début, la caractère de sa politique. Si Cuza avait été anti-russe par son devoir de reconnaissance envers le principal protecteur, envers le créateur presque, en fait d'appui étranger, de son pays, le prince Charles le fut, non seulement comme allié de famille et protégé de Napoléon, — qui ne s'était pas encore réconcilié avec la Russie, dont il soupçonnait les agissements en Orient et dont il savait bien les efforts incessants de se dégager des prescriptions gênantes et profondément humiliantes du traité de Paris, — mais aussi comme prince allemand.

La Russie n'avait pas manqué, du reste, de légitimer par son attitude la plus récente cette politique. Une conférence s'était réunie à Paris après l'acte de février pour prendre une résolution sur l'avenir de cette Roumanie dont la base légale même venait d'être ébranlée par la victoire des conspirateurs. Il fut question, ainsi qu'on le voit par les explications du général La Marmora, président du Conseil italien à cette époque, de passer les Principautés à l'Autriche, selon l'ancien projet de compensations pour l'Italie subjuguée : on aurait payé sur le Danube la rançon de Venise ; l'Italie s'y serait prêtée, bien qu'à contre-cœur, l'Empereur n'aurait pas dit non et Bismarck n'accordait pas une trop grande importance à cette affaire de troc, dont l'immoralité n'avait rien de choquant

pour sa conscience. On alla jusqu'à envisager la possibilité d'établir à Bucarest, à Jassy les princes allemands dépossédés pour que, en échange de ses bons offices au profit d'une entente générale pacifique, la France impériale eût les deux rives du Rhin.

La Russie garda une attitude assez réservée. Mais on voyait bien que le traité de Paris lui pesait, qu'elle voulait que toute trace de sa défaite fût effacée par le retour de l'ancien ordre de choses dans cette Roumanie qu'on avait improvisée à ses moments de suprême faiblesse pour la tourner contre l'avenir national russe. Ses diplomates auraient voulu que la réunion des Principautés disparût avec le personnage même au nom duquel elle avait été proclamée, comme un acte définitif de la part des Roumains eux-mêmes, mais sans que cette conception eût été admise par la Turquie elle-même, qui se présentait comme propriétaire légitime, et par ses amis. Et on attribuait à des influences venues de Pétersbourg cette révolte, ayant le Métropolitain Callinique à sa tête, qui ensanglanta, en mai 1866, les rues de Jassy, avant l'élection d'un nouveau prince, pour orner de la couronne moldave la pauvre tête légère de ce Nicolas Roznovanu qui avait débuté dans la vie publique, comme Bibescu, son contemporain plus heureux, en récitant un

discours français devant Ribeaupierre, de passage en Moldavie.

A ce moment ce qui décidait de la politique russe ce n'étaient plus les souvenirs du romantisme orthodoxe de ce dix-huitième siècle complètement oublié, ni même les traditions plus récentes de la revanche, personnifiée dans les individualités elles-mêmes qui se trouvaient à la tête des affaires, Gortschacov, devenu un chancelier tout-puissant, et Jomini, le réorganisateur de l'armée. Et, de l'autre côté, ce puissant sentiment de race dans le plus large sens du mot, cet envahissant panslavisme, qui, venant de Karamzine, était représenté vers 1860-1870 par une grande partie de la diplomatie — Ignatiev, ambassadeur à Constantinople, en était tout imprégné — et de la Cour elle-même, alors que l'opinion publique ne vibrait qu'au récit des souffrances de ces „frères slaves“ — orthodoxes ou non, ceci était devenu un point secondaire — qu'il s'agissait de délivrer. Or les Roumains, par la Bessarabie rétrocédée, qu'ils détenaient, avec ses anciens habitants roumains et ses nouveaux colons bulgares, sinon par la constitution même de leur État, entraient dans le programme froidement négatif des premiers sans faire partie du programme chaleureusement positif des derniers.

Il y eut donc, pendant le nouveau règne, selon les vicissitudes de la politique fran-

çaise elle-même envers la Russie, la mission à Pétersbourg, en 1868, de Jean Cantacuzène et de cette *persona grata* que devait être l'évêque Melchisedec, qui paraissaient s'y être rendus seulement pour y traiter de la situation de l'Église roumaine laïcisée, de l'affaire pendante des couvents de Bessarabie et de questions d'administration limitrophe, d'anciennes dettes qui traînaient et de tribunaux consulaires. Puis il y eut un projet de mariage entre le prince Charles et la Grande-Duchesse Marie, fille d'Alexandre II, projet bientôt abandonné. On décida un voyage à Livadia pour ne pas donner un caractère trop engageant à ce voyage à Pesth et à Vienne qui mit les bases d'une entente entre les Roumains et les intérêts magyars, représentés, avec une finesse séduisante, par le chancelier, tout autrichien en apparence, qui fut Andrassy (1869). Et puis, rien.

Rien jusqu'à cette révolte de l'Herzégovine, puis de la Bosnie, qui mit de nouveau sur le tapis la vieille „question d'Orient“.

Les peuples de la Péninsule, Serbes, qui s'étaient mis en première ligne par la noble ambition et l'esprit hardiment organisateur du prince Michel, Grecs qui rêvaient d'annexions en Épire et en Thessalie aussi bien qu'en Crète, Bulgares, prêts aux révoltes libératrices, s'étaient tournés plus d'une fois vers les

Roumains, comme vers leurs aînés et leurs anciens bienfaiteurs. Le nouveau Gouvernement s'arrêta à leur égard aux simples actes de politesse internationale; le traité conclu avec Michel, traité dans lequel on ignore encore le texte des conditions secrètes, fut bientôt oublié. Derrière toutes ces agitations Charles I-er soupçonnait „le parti panslaviste“ et ses intrigues, et son aversion pour ce parti „rouge“ fit perdre à l'ancien carbonaro Brătianu lui-même, pour un laps de temps, l'influence exercée par lui, grâce à sa personnalité captivante, sur un prince qu'il avait presque choisi et, en tout cas, introduit dans le pays. Un Ministère de concentration conservatrice, avec Démètre Ghica à sa tête, fut celui qui conclut, en 1869, pour s'assurer au moins un appui à l'étranger, le pacte, nécessaire peut-être à son heure, mais fatal dans ses conséquences, même les plus immédiates, avec l'Autriche dualiste, formée en 1867. On voit le prince chercher un appui, contre ses difficultés intérieures et extérieures, dans une protection commune de la France, de l'Angleterre et de la Prusse, qui aurait résolu aussi sur d'autres points cette question d'Orient¹. De Paris on lui avait indiqué, dès 1869, Vienne et les cercles politiques hongrois comme suivant une politique orientale qui était celle de la

¹ *Politica externă a Regelui Carol*, pp. 54-55.

France même. „S'abstenir de toute immixtion dans les affaires de Transylvanie“ était la première condition pour pouvoir s'entendre avec les nouveaux amis auxquels il fallait donc s'habituer¹.

On était convaincu à Vienne de s'être définitivement engagé avec la Roumanie, qui s'attendait à des relations de bon voisinage possibles, selon l'opinion de ses chefs, si les deux parties se maintenaient „sur le terrain du droit et du respect réciproque“². La diplomatie autrichienne n'avait plus qu'un seul souci : maintenir les amis roumains dans des sentiments d'incertitude soupçonneuse à l'égard de la Russie. On le vit bien en 1870, lorsque le pays vécut quelques mois dans l'appréhension d'un passage du Pruth par les Russes, ce qui détermina le ministère conservateur, qui suivait les conseils perfides du Cabinet de Vienne, à faire des propositions d'alliance aux Turcs, — et il alla même jusqu'à admettre le passage du Danube par les armées du Sultan et le concours des troupes roumaines, fût-ce même sous les ordres d'un Pacha quelconque³.

Il fallait bien le faire, puisque, à en croire Andrassy, le bon apôtre, Gortschacov était

¹ *Ibid.*, p. 60.

² *Ibid.*, p. 78.

³ *Ibid.*, p. 88 et suiv.

decidé, non seulement à faire envahir le territoire roumain, mais à briser l'Union de 1859 et à ramener les Principautés à leur ancienne existence politique toujours menacée. Au contraire, l'Autriche, non contente de faire de cette existence et du libre développement de la nation roumaine, entre les frontières du nouvel État, une des bases de sa politique, était disposée même à le consolider en donnant au prince et à son Gouvernement, avec l'assentiment de l'Europe, le moyen de vaincre, par des changements constitutionnels devenus indispensables, les difficultés intérieures. Dans le mouvement révolutionnaire, républicain, de Ploiești, provoqué par la fausse nouvelle d'une victoire française, ce qui aurait permis de se défaire d'un prince prussien, on pouvait indiquer aussi, à travers l'action criminelle des „rouges“ radicaux, l'influence, toujours aux aguets, du „panslavisme“.

Rassuré de ce côté par l'engagement de 1869, Andrassy pouvait se tourner donc vers les Balkans pour y reprendre cette politique de 1854 qui avait failli donner à François-Joseph la domination de la Péninsule et celle du „Danube allemand“ en plus.

En 1874, le raccordement des lignes de chemin de fer avait été accordé, contre l'opinion publique, à l'Autriche, mais dès 1875 elle concluait une convention avec la Turquie concernant les travaux à accomplir

pour ouvrir aux Portes-de-fer la navigation du Danube. La Roumanie protesta, parlant de ses droits de souveraineté sur son territoire. La diplomatie viennoise sut arracher cependant, au cours de la même année, au pays si profondément blessé par cette attitude la première convention de commerce. Il y avait bien des clauses qui permettaient l'asservissement économique du pays, mais on était très satisfait de s'être fait reconnaître, à l'encontre des prétentions arrogantes de la Turquie, comme État gardant le droit de conclure au moins ces conventions que la Porte elle-même avait concédées, tout en défendant formellement les traités, dans l'acte de reconnaissance du prince Charles. Ceci n'empêcha pas cependant Bismarck de replacer la Roumanie dans les limites de la souveraineté du Sultan lorsqu'il menaçait de s'adresser à ce dernier si on tardait encore à dédommager les actionnaires allemands de l'aventure de chemins de fer réussie, dans ce bon pays crédule par l'escroc Strousberg, ce Juif d'origine allemande qui finit un peu plus tard par échouer dans une prison russe.

La révolte de la Bosnie et de l'Herzégovine éclata en 1875. Ces deux provinces étaient, sans doute, accablées d'impôts, et l'administration turque n'a jamais été considérée que comme la forme officielle de l'abus. Il y avait, sans compter l'agitation des émissaires serbes qui

rêvaient d'une Yougoslavie indépendante, bien des motifs à un soulèvement. Mais ces quelques milliers de paysans, rassemblés au hasard sous la conduite de tel aventurier étranger ou de tel chef indigène improvisé, n'auraient pu guère résister pendant deux ans à une armée ottomane bien équipée et conduite d'après les normes européennes sans un appui étranger puissant et continu.

On le chercha, bien entendu, dans le „pan-slavisme“. Les Turcs publièrent à Pesth un recueil de documents pour prouver que l'impulsion était venue de la Russie, l'ennemi héréditaire. Ignatiev, celui qui parlait de „l'autonomie ou l'anatomie“ qu'il faut imposer au Sultan, était le grand coupable. Mais qui conque se rend compte de l'état des armées ru ses à ce moment et même du peu d'unité qui régnait dans l'action diplomatique reconnaîtra qu'il faut s'adresser ailleurs.

Or tous les indices désignent la nouvelle Autriche, qui essayait encore une fois d'échapper à une prépondérance magyare par trop exclusive. Déjà en 1873 le jeune prince serbe Milan, qui avait été amené à Livadia avant d'avoir visité son suzerain turc à Constantinople, fut attiré à Vienne aussi, dans les mêmes circonstances. L'Exposition Universelle avait fourni un prétexte pour manquer encore une fois au devoir de politesse envers le Sultan. Sous un autre prétexte, celui de

soigner sa santé dans une station balnéaire en Occident, le prince fit, en 1874, son second voyage de Vienne, après que la nation eût été révoltée par le manque d'égard, qui avait été témoigné à son chef au cours de son voyage en Turquie. Un Ministère serbe dut quitter le pouvoir pour avoir déplu à la Cour impériale, et, lorsqu'il s'agit d'un traité de commerce avec la Serbie, l'Autriche le renvoya dédaigneusement à un avenir plus lointain, comme s'il s'était agi de faire une grâce au petit État danubien. Le journal „Politik“ parlait ouvertement à ce moment de l'intention qu'on avait à Vienne de fonder une autre Yougoslavie que celle dont on rêvait à Belgrade, un État pan-serbe sous la souveraineté d'un archiduc-roi, fût-ce même au prix de permettre à la Russie un établissement similaire en Bulgarie.

Le 2 avril de l'année suivante, 1875, l'empereur François-Joseph, qui avait rencontré l'opposition des Serbes de la principauté, commença ce voyage en Dalmatie qui signifiait bien autre chose que la visite de ses propres possessions. Il voulait présenter à la vénération des Balcans leur futur souverain chrétien, leur Tzar de nuance occidentale, qui venait déloger l'influence de l'autre, ce Tzar oriental qui tardait à accourir pour l'œuvre de délivrance. Aux festivités de Cattaro, Milan n'avait pas été invité, et toutes les attentions, d'un

caractère particulièrement flatteur, se tournaient vers le jeune prince du Monténégro et vers le représentant du prince de Roumanie, qui en fut tout ébloui. „Je suis content de la Roumanie“, daigna dire François-Joseph à ce dernier. „Vous marchez dans une bonne voie, et la stabilité que vous devez au prince sera toujours le plus sûr garant de progrès. Vous avez des hommes vraiment capables. *Nous avons beaucoup d'affaires entre les deux pays, mais je suis rassuré à présent.* Cela va mal en Serbie. La Skouptschina est composée d'hommes ignorants. La Serbie n'a pas d'hommes. Je suis fort content du prince du Monténégro. Il s'est vraiment bien conduit. C'est un digne homme (!) ¹.“

Quelques mois plus tard, la révolte éclatait parmi ceux des chrétiens balcaniques qui étaient les voisins immédiats des possessions autrichiennes. Le consul impérial se mêla aussitôt de l'affaire, offrant de prendre sur lui la médiation. Le général Rodich fit de manière que les insurgés ne se trouvassent jamais sans armes, sans munitions et à court d'autres moyens. Et, de son côté, Andrassy entretenit pendant ces deux ans l'Europe entière de son projet de réformer la Turquie, de lui octroyer, de Vienne, la nouvelle charte de son existence politique, qu'il aurait sauvée,

¹ *Ibid.*, p. 117, note 1.

non sans en avoir été récompensé dans le sens qu'on peut déjà entrevoir. „Ici on croit généralement“, écrivait l'agent de Roumanie à Belgrade, à la date du troisième départ pour Vienne, en vue d'y célébrer son mariage de Milan, enfin gracié par le futur Empereur de tous les Balcans, „que l'Autriche est l'auteur des menées de Herzégovine ou qu'elle cherche à en profiter“.

Pendant ce temps la Russie officielle gardait une expectative presque timide. Ignatiev seul continuait une politique qui présentait plutôt sa personne et servait plutôt son ambition de paraître le maître de la situation. De Pétersbourg on n'avait jamais envoyé en Roumanie d'autres conseils que ceux de la patience.

En 1874 Strémoncov, chef du Département asiatique, recevant Georges Filipescu, envoyé du prince Charles — et on l'avait accepté dans cette qualité, malgré les violentes protestations turques, — assurait que la Russie ne considère pas les Roumains comme „des dindons qu'on engraisse pour en faire une meilleure bouchée“, qu'elle n'a même jamais eu l'intention d'une annexion. „Toute augmentation de territoire“, ajoutait-il, „ne pourrait qu'être fatale à l'Empire. Aucun gouvernement n'oserait en assumer la responsabilité... Pour ce qui est de la Roumanie, elle a tou-

jours été de la part de la Russie, l'objet d'une bienveillance désintéressée."

Le projet Andrassy et le grand fracas dont il fut accompagné par une diplomatie qui aime la mise en scène ne provoqua aucune jalousie. Lorsqu'il fallut acquiescer aussi aux vœux de l'Angleterre, qui voulait sauver à tout prix et contre n'importe quel ennemi— à commencer, bien entendu, par le „panslavisme“ — son ancienne cliente, le Cabinet de Pétersbourg admit aussi ces conférences de Constantinople, dans lesquelles Salisbury, député, avec toute son importance, pour y représenter les intérêts de son pays, devait jouer le premier rôle, qui avait échappé pour le moment au pacificateur autrichien. Or, Midhat-Pacha se mit de la partie, et il signifia aux membres de la conférence qui travaillaient à leur inutile œuvre laborieuse cette Constitution ottomane qui dégageait la Turquie des obligations prises alors que ses populations, n'étant pas des facteurs dans un régime de liberté, en étaient réduites à invoquer la philanthropie des coreligionnaires chrétiens. La Russie laissa faire, et elle paraissait disposée à prolonger des négociations qui auraient empêché peut-être, retardé à coup sûr, la rupture.

CHAPITRE XI

La Russie et l'Indépendance roumaine.

Durant tout ce laps de temps la diplomatie russe n'avait eu aucunes relations avec la Roumanie, dont le Ministère conservateur de Lascăr Catargi, celui du général Florescu, puis le Ministère mixte et enfin le gouvernement libéral, formé sous la présidence de Jean Brătianu, en juillet 1876, exprimaient à chaque occasion la ferme résolution de maintenir une „politique de neutralité et de respect des traités“ — comme si le traité de Paris, derrière lequel on se tassait peureusement, avait encore existé! — „la plus stricte neutralité“, le pays formant un „territoire impénétrable à l'action tour à tour prédominante des différentes Puissances étrangères¹“. Le 4^e 16 janvier on était allé jusqu'à promettre de marcher contre la Russie, si elle s'avisait de tenter une nouvelle invasion.

Au mois de juin, Michel Kogălniceanu, devenu pour trois mois ministre des Affaires Étrangères, ne demandait à la Turquie, dans les termes les plus obligeants, que le thalweg du Danube pour frontière, une solution équi-

¹ *Ibid.*, pp. 133. Cf. *ibid.*, p. 135, note 1.

table dans la question des îles du Danube et la reconnaissance, dans toutes les formes et avec tous les droits, de la personnalité politique de cette nouvelle Roumanie que les hommes d'État de Constantinople affectaient de voir avec les yeux des Vizirs de Mohammed II ou de Soliman-le-Magnifique. On se déclarait, sans doute, sympathique aux aspirations de liberté qui menaient à la révolte les voisins du Sud, mais „étrangers par la langue, par le sang et par le génie aux races qui habitent la Turquie“. Sur ce point les gouvernants, des deux partis, et les Chambres étaient du même avis, et, quant au prince, qui avait la passion de la gloire, comme ses contemporains en Allemagne, et le noble désir de présider aux destinées d'une nation indépendante et libre de suivre la seule ligne que lui indiquaient ses destinées, il n'avait exprimé jusqu'alors aucune opinion¹.

Andrássy applaudissait chaleureusement à cette politique, qui n'était pas celle de ces Slaves balcaniques qu'il affectait de mépriser dans leur barbare turbulence. Il rappelait à ses amis roumains qu'ils devaient leur situation actuelle à une action prudente sur les seules voies de la paix. Déclarant hautement ne rien craindre des aspirations

¹ *Ibid.*, pp. 142-143.

irrédentistes roumaines, car la nation magyare restait en tout cas supérieure, il recommandait la plus grande circonspection, surtout en ce qui concerne les relations avec la Russie toujours aux aguets. Et, en échange, Kogălniceanu lui-même faisait entrevoir la possibilité de faire mieux valoir à l'avenir les „intérêts réciproques de la Roumanie et de la Hongrie“, par une forme de confédération quelconque¹.

Si, vers la fin de son administration, Kogălniceanu,—celui, du reste, parmi les hommes d'État roumains, qui avait des idées plus claires et plus justes sur la politique russe,—eut le courage de déclarer que son pays „ne peut pourtant pas cacher les préoccupations et les sympathies que lui inspire l'état de quelques provinces de la Turquie“ et qu'il déteste ces „atrocités bulgares“ dénoncées, comme on le sait bien, par Gladstone dans le Parlement anglais, qu'il ne consent pas à garder un silence qui le rendrait à peu près complice de „ces crimes hideux qui se commettent presque à ses portes“², son acte fut désavoué publiquement, aussi bien par le président du Conseil dont il avait fait partie que par Brătianu même, qui le remplaça³.

¹ *Ibid.*, p. 144 note 1.

² *Ibid.*, p. 150 et suiv.

³ *Ibid.*, p. 148.

La Roumanie se résigna, tout en empêchant le passage des bandes bulgares, à rester impassible, scrupuleusement préoccupée de sa seule neutralité, pendant cette guerre entre la Serbie et les Turcs, qui finirent, sous ses yeux compatissants, à rester les vainqueurs¹.

Or, la Russie populaire ne voulait pas admettre le massacre de ses frères balcaniques et la catastrophe de cette „idée slave“ elle-même qui avait pris possession de tous les esprits. „Nous ne resterons pas“, proclamait hautement le Saint-Synode, „la peur dans les cœurs et les bras croisés, spectateurs indifférents, mais nous montrerons au monde civilisé qu'en dehors de la Russie officielle, il y a encore une Russie plus vigoureuse, à savoir la Russie religieuse, qui, dans la lutte contre le Croissant, n'a jamais reculé devant les sacrifices qui sont dignes des enseignements et des préceptes du Christ sauveur“². Le Tzar dut accorder une satisfaction à l'opinion publique révoltée, en parlant, au mois d'août, à la fin des grandes manœuvres, de cet „honneur de la Russie, encore intact, dont il est dépositaire“, ajoutant que, „si cet honneur venait à être attaqué, l'armée fera son devoir“, après quoi il embrassa son frère, le Grand-Duc Nicolas, „plu-

¹ *Ibid.*, p. 154 et suiv.

² *Ibid.*, p. 158 note 1.

sieurs généraux faisant de même entre eux¹.

Déjà, le mois précédent, Alexandre II s'était rencontré à Reichstadt avec François-Joseph. En cédant, d'un côté, toute vue sur la Serbie et, de l'autre, toute prétention à la domination de Constantinople, on s'était entendu tacitement à abandonner les bases du traité de Paris². Quant à celles qui serviront au nouvel ordre de choses, une conférence des Puissances garantes devait décider, celle que nous avons vu siéger à Constantinople. Déjà cependant le prince Charles était d'avis que la cession de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche fournirait à la Dalmatie ce *hinterland* dont elle avait besoin³.

Bientôt après, en septembre, le Tzar lui-même, demandant à l'Autriche cette coopération diplomatique qui lui était nécessaire pour ne pas être soupçonnée de buts particuliers et égoïstes, mettait en perspective, si cependant elle n'atteignait pas son but, une occupation commune des territoires ottomans les plus proches : Bulgarie, d'un côté, Bosnie et Herzégovine, de l'autre⁴. Déjà depuis des mois le général russe Tschernaïev, à la tête de ses volontaires, était, „non seulement

¹ *Ibid.*, p. 159, note 1.

² Voy. aussi *ibid.*, p. 160.

³ *Aus dem Leben König Karls, III*, p. 52.

⁴ *Politica externă a Regelui Carol*, pp. 162-163.

le collaborateur militaire des Serbes, mais celui-là même qui conduisait leurs opérations et proclamait le pauvre prince vaincu comme roi de la grande Serbie indépendante (5/17 août¹).

Ce fut à ce moment, en septembre, que la Roumanie elle-même, sans y avoir été provoquée par un autre motif que le refus des Turcs de négocier avec l'„administration“ des Principautés — étant „occupés de choses plus importantes“², — s'adressa à la Russie. Accompagné du ministre de la guerre, colonel Slăniceanu, Brătianu se rendit à Livadia.

Mais dans ce voyage on n'avait pas en vue l'intervention de la Principauté dans la guerre qui pouvait s'ouvrir d'un moment à l'autre et par rapport aux préparatifs de laquelle le chancelier Görttschacov recommanda seulement aux Roumains d'éviter les apparences choquantes d'une neutralité plus favorable aux Turcs. Mais on craignait que, le traité de Paris ayant été sacrifié par l'Autriche et son alliée la Prusse, alors que la France n'avait ni le désir, ni la force de la défendre, la Bessarabie rétrocedée ne fût pas en danger, ainsi qu'on l'assurait déjà, de plusieurs côtés, d'être perdue³.

¹ Cf. *ibid.*, p. 165 et suiv.

² *Ibid.*, p. 146, note 2.

³ *Ibid.*, pp. 168-170, 173-174.

Ce sera désormais le point capital dans les relations entre les diplomates de deux pays qui ne se connaissaient guère et qui paraissaient n'avoir rien à se confier à ce moment de crise, si important pour leur avenir réciproque. Les Roumains n'étaient pas des „frères slaves“ comme les Serbes et les Monténégrins, ni des pétitionnaires couverts du sang de leur martyr, comme les Bulgares ; ils furent donc relégués dans le même rang des indifférents, bien que chrétiens orthodoxes et même voisins, où se trouvaient depuis longtemps les Grecs. Et, quant à ces diplomates, les uns cherchaient à s'assurer de la prise en possession de la Bessarabie méridionale après une guerre victorieuse, tandis que les autres, les Roumains, faisaient leur devoir officiel et patriotique en cherchant à les en empêcher.

A les en empêcher par tous les moyens, même par celui de l'amitié, de l'alliance, de la collaboration contre les Turcs, de l'abandon enfin de cette politique autrichienne vers laquelle, jusqu'au bout, on se tourna cependant pour échanger des sourires.

Ce fut, si l'on excepte l'impatience militaire du prince Charles, dont l'orgueil souvent blessé par les Turcs frémissait, le sens purement négatif de l'entrée en action de la Roumanie, et le caractère purement négatif même de cette intervention devait en être déterminé, faisant finir par la haine franche une collaboration

qui avait dans la méfiance réciproque son origine même.

On négociait encore à Londres, au mois de novembre, sur la neutralité roumaine, que l'Europe, déjà divisée et incapable de toute action commune, aurait garantie, comme celle de la Belgique, alors heureuse; celui qui fut chargé de ces pourparlers, Jean Ghica, ancien prince de Samos, était un anglophile, mais surtout un ami des Turcs et un ancien adversaire déclaré de la politique russe en Orient. L'Angleterre répondit en faisant tout dépendre des décisions de cette conférence de Constantinople qu'elle considérait comme sa création, son moyen principal d'action pour arracher la Turquie à la ruine imminente.

Quand à l'Autriche, Andrassy recommandait, quelques semaines plus tard et malgré les engagements qu'il avait pris avec la Russie, de ne pas se compromettre avec cette Puissance; si la Roumanie, au cas d'un passage du Pruth par les armées du Tzar, consent à retirer sa petite armée dans l'Olténie, à proximité de la frontière autrichienne, on lui garantira, non seulement la situation politique actuelle, mais même l'accomplissement d'une partie de ses vœux si modestes (note du 17 décembre a. st.)¹.

¹ *Ibid.*, pp. 174-175; *Aus dem Leben König Karls*, III, pp. 89-91.

Pour contrecarrer cette action, la *Russie officielle ne fit rien*. Ignatiev seul essaya de réagir dans le sens de ses propres projets. En novembre un de ses fonctionnaires, M. de Nélidov, venait clandestinement à Bucarest pour y remplir une vague mission qui tendait à fixer les conditions dans lesquelles les armées impériales passeront, au cas d'une guerre, à travers ce pays qu'on ne voulait considérer que comme un territoire quelconque. On lui demanda une plénipotence formelle, qu'il dut attendre longtemps.

Le prince ne voulait guère donner son assentiment à un acte qui ne commencerait pas par des garanties contre les projets qu'on attribuait à la Russie. M. de Nélidov se vante, dans ses mémoires récemment publiés, d'avoir cherché à endormir ces préventions, partagées par Brătianu lui-même, en introduisant dans cette garantie, qu'il avait dû accepter, une tournure de phrase qui n'engageait que sous le seul rapport du but de sa mission, le passage des troupes russes: si par suite de ce passage seul la Turquie cherchait à porter atteinte à l'inviolabilité du territoire roumain, la Russie prenait sur elle de la faire respecter¹. Ce ne fut cependant qu'après la notification

¹ *Revue des deux mondes*, année 1915, IV; p. 245 et suiv.; notre „Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale“, III, p. 135 et suiv.

faite au gouvernement de cette Constitution ottomane qui prétendait concerner aussi la Roumanie et son prince comme simple „chef d'une province privilégiée“, que la décision fut prise et, grâce à l'intervention des émissaires spéciaux du Grand-Duc Nicolas la convention fut signée des deux côtés¹.

L'Autriche eut-elle vent de ces négociations? Faut-il voir dans son influence l'envoi d'un émissaire turc à Bucarest, dont l'arrivée suivit de près celle de Nélidov²? En tout cas, e'le était trop préoccupée des conférences de Constantinople, qui s'ouvrirent le 11/23 décembre, pour demander d'autres garanties au gouvernement roumain que les assurances formelles qui lui avaient été données à plusieurs reprises.

Lorsque l'acte de Midhat, „fait accompli“, vint clôre, d'une manière plutôt ridicule pour les représentants de l'Europe, les séances, la Russie ne s'empressa pas de déclarer cette guerre dont elle avait menacée si les choses ne suivent pas leur cours normal. Elle se laissa persuader, par l'Autriche avant tout, de tolérer une expérience des résultats de cette Constitution. Elle abandonna la Serbie, heureuse de ne rien perdre par le traité du 28 février 1877, et le Monténégro, qui, plus heureux,

¹ *Politica Regelui Carol*, pp. 173-174, 188.

² *Ibid.*, p. 175.

s'obstinait encore à la lutte. Mais elle ne put pas consentir à ordonner la démobilisation qu'on lui demandait, et, en mars 1877 déjà, Gortschacov déclarait que la question est entrée dans une „nouvelle phase“. La mission d'Ignatiev à Londres et à Vienne n'eut pas de succès: Andrassy lui répondit froidement qu'„il n'est pas encore temps d'aviser¹“.

Encore une fois la diplomatie russe se montra docile. On n'attendait pour procéder à la démobilisation qu'une paix convenable avec le Monténégro et l'arrivée de cet ambassadeur turc spécial qui viendra à Pétersbourg négocier sur le sort de cette chrétienté orientale qu'on ne pouvait tout de même abandonner sans garantie aucune à son sort. Mais, le 9 avril, Savfet-Pacha, enivré par les espérances de revanche, de conquête, de toute la nouvelle Turquie, répondait avec fermeté qu'elle ne peut pas accepter ce protocole de Londres conclu sans sa participation. Le Monténégro devrait se reconnaître partie intégrante de l'Empire et, en fait de démobilisation, c'est à la Russie elle-même de commencer. La Porte, munie de cette mirifique Constitution, n'accepte pas même „un intérêt commun de la part de l'Europe, qui n'a plus à se mêler de ses affaires, les chrétiens ne formant désormais qu'une partie quelconque d'un seul corps politique“.

¹ *Ibid.*, p. 125.

Cela signifiait la guerre. Gortschacov en informait les représentants de la Russie à l'étranger par sa déclaration du 7 avril a. st. Dès le 4 cependant, une convention de passage était conclue avec la Roumanie, Kogalniceanu étant revenu au Ministère des Affaires Etrangères.

Dans le préambule, de contenu politique, on insistait, selon le désir manifesté peut-être par les hommes d'État roumains, qui ne voulaient pas quitter, se lançant dans l'aventure, cette forteresse diplomatique du traité de Paris qu'ils s'obstinaient à croire inexpugnable, sur les intentions de l'Europe elle-même à l'égard de la Turquie; la Russie apparaissait comme intervenant au nom de Puissances, dans le seul but d'assurer un meilleur sort aux chrétiens soumis au Sultan incapable de les protéger contre l'irritation des Mahométans. Tout en garantissant les droits politiques de l'État roumain, tels qu'ils découlent, non seulement des traités, mais aussi de sa propre Constitution, on gardait le libellé de Nélidov en ce qui concerne cette garantie comprenant le territoire bessarabien qu'on évitait de désigner d'une façon claire et précise. Ce n'était pas, malgré cette partie initiale, d'un caractère plus élevé, un traité, mais une simple convention, conclue, non entre deux États, mais seulement entre deux „gou-

vernements“. Au moment où elle prenait le rôle de mandataire de l'Europe, la Russie ne pouvait pas commencer par en violer les clauses reconnaissant préalablement une indépendance que le Parlement roumain proclama aussitôt, le 10 mai a. st., pour créer un nouveau „fait accompli“ favorable aux intérêts du pays.

Les armées russes se trouvaient déjà sur le territoire roumain. Malgré l'affectation d'une neutralité qui n'aurait pas été entamée par le passage, concédé, par nécessité évidente, des troupes du Tzar, il fallait bien en arriver à une entente de collaboration, au moins en ce qui concerne la défense de la Roumanie contre une tentative d'intervention turque, la Turquie ayant expressément demandé au prince de coopérer avec le Séraskier Abdoul-Kérim¹. S'imaginer qu'une armée peut passer simplement par le territoire d'une nation indépendante, disposant d'une armée capable et démeuse de faire ses preuves, sans avoir aucun contact avec cette armée est possible pour le *distinguo* des diplomates, mais pas aussi pour la réalité des choses. Et puis, si l'armée russe, dont la préparation insuffisante fut bientôt un fait évident, n'arrivait pas à accomplir sa mission, si elle devait

¹ *Ibid.*, p. 199.

quitter cette terre ottomane qu'elle s'était empressée d'atteindre, par Măcin, dans la Dobroudscha, et par Zimnicea, dans la Bulgarie, la poursuite inévitable de l'ennemi se serait-elle arrêtée aux limites d'une indépendance non-reconnue par l'Europe et proclamée au moment même où, par la convention du 7 avril, on avait accompli, de fait, un acte de provocation envers la Porte ?

Dans les cercles militaires on se rendit compte aus'tôt, d'un côté et de l'autre, des nécessités de la situation. Le prince Charles, qui dut être déconseillé pour ne pas se rendre à Kichéniev¹, n'était pas, pour les motifs que nous avons déjà indiqués le seul à désirer une collaboration; le Grand-Duc Nicolas, commandant suprême, était du même avis. Les généraux russes avaient été festoyés officiellement par le prince dans le voisinage immédiat de sa Capitale, alors que les canons turcs avaient déjà commencé le bombardement de Braila et d'Oitența, paraissant annoncer un passage prochain des troupes du Sultan et des bandes de bachibouzoucs qui se faufilaient sur le territoire roumain pour accomplir leur œuvre habituelle de pillage et de massacre. On parlait encore de cette neutralité que la Turquie avait déjà nommée : trahison, le jour où Charles I visitait le Grand-Duc à Plo-

¹ *Ibid.*, p. 199.

iești et même celui où l'empereur Alexandre faisait son entrée à Bucarest comme hôte du prince. La proclamation de l'Indépendance elle-même, tout en créant, dans l'intention de la Roumanie, une nouvelle situation de droit envers l'ancienne Puissance suzeraine, n'aurait rien changé dans la situation de fait. Le gouvernement faisait semblant de n'avoir pris aucune initiative, cédant seulement par nécessité aux vœux d'une nation blessée et menacée par ceux-là même qui devaient être ses défenseurs.

On pressait, au mois de mai, l'Europe,—qui attirait l'attention seulement par le procès de décomposition qu'elle subissait — de reconnaître cette indépendance, de faire entrer cette nation désormais libre, mais ayant d'autant plus besoin d'une tutelle des Puissances, dans les clauses, élargies pour la circonstance, du traité de Paris, suprême sauvegarde de l'avenir roumain. Et il y avait aussi ceux qui, dans le Conseil de couronne du mois d'avril — Kogălniceanu lui-même, alors qu'il n'était pas encore ministre, penchait vers un dernier appel à Vienne —, recommandaient, comme Démètre Ghica, l'auteur de l'alliance autrichienne, de „consulter aussi le Gouvernement autrichien et même d'exiger de lui qu'il occupât, avec la permission de l'Europe, la Roumanie, pour empêcher le passage de toute armée étrangère (!)“, ou, comme Jean Ghica, de

permettre aux Turcs aussi une invasion. Il ne faut pas oublier non plus, ceux qui croyaient, comme Jean Ghica, dans les sympathies toutes particulières de cette Autriche, qui ne peut avoir que des intentions protectrices, du moment que cet État lui-même serait menacé par l'occupation russe du pays ¹.

Du côté russe, Gortschacov, préoccupé uniquement de détruire la dernière trace du traité de Paris, était décidé à contrecarrer les projets du Grand-Duc et à empêcher, par des déclarations brutales, faites au nom de l'Empereur lui-même, toute coopération roumaine, en se bornant tout au plus à ajouter qu'il s'agit, dans ce refus, absolu et définitif, seulement d'une action „au-delà du Danube“.

On avait signifié au représentant roumain à Pétersbourg, le général Jean Ghica, la résolution impériale: „qu'on ne conviait point la Roumanie à une collaboration et que tout ce que cet État pourrait tenter de ce côté-là sera fait à ses risques et périls“, et encore faut-il se soumettre au commandement supérieur russe et poursuivre le même but, alors que les autorités militaires roumaines ont manifesté la tendance d'agir isolément et sur un théâtre séparé, ce qui constitue une „impossibilité politique“. Et, de plus, „la Russie

¹ *Ibid.*, pp. 192-196.

n'a pas besoin du concours de l'armée roumaine", car „les forces qu'elle a mises en mouvement sont plus que suffisantes, même pour avoir jeté les bases des destinées futures de l'État roumain" ¹.

Lorsque le prince Charles parla ensuite directement au Tzar à Ploiești de son désir de gagner l'indépendance du pays et d'en affirmer la valeur par une action militaire, Alexandre II ne donna aucune réponse ².

Mais ce n'était là que la politique personnelle du prince, encouragé par le Grand-Duc. Ses ministres se tournaient encore vers l'Autriche inspiratrice. Kogalniceanu était d'avis qu'il faut suivre le conseil d'Andrássy et retirer les troupes roumaines dans l'Olténie. De fait on abandonna aux Russes seuls la ligne du Danube jusqu'à l'embouchure de l'Olt. „Nous tenons trop", écrivait Kogălniceanu, le 25 juin a. st., „à l'appui bienveillant de l'Autriche, et aujourd'hui plus que jamais" ³. En échange pour cette attitude de docilité, *Andrássy promit, dès le mois de juillet, cette Dobroudscha, qui n'était pas entrée dans les calculs des Roumains, où rien n'était encore préparé et dont la possession de fait appartenait aux troupes du général Zim-*

¹ *Ibid.*, p. 222, note 1.

² *Aus dem Leben König Karls*, III, pp. 174-175.

³ *Politica externă a Regelui Carol*, p. 227.

mermann, qui y faisaient une propagande bulgare. Le rapport envoyé le 8/20 juillet par Bălăceanu, l'agent de Roumanie à Vienne, est d'une clarté parfaite : „L'Empereur et le comte Andrassy sont disposés à vous faire donner à la prochaine paix une partie de la Dobroudscha“¹.

Mais le gouvernement roumain, qui avait réclamé hautement, jusqu'au dernier temps, à la Turquie la possession de ces bouches du Danube que les diplomates de Paris avaient confiées en 1856 à la Moldavie, ne voulait plus de la Dobroudscha, ni du Delta lui-même, dans l'offre desquels il voyait une compensation préalable pour la Bessarabie méridionale, qu'il ne voulait pas perdre, que toute une opposition violente et avide du pouvoir lui interdisait d'abandonner. On était arrivé cependant à la conviction que l'action militaire roumaine s'impose, qu'il y a des „intri-gants“ qui en voudraient au prince s'il la manquait. On se rejeta donc sur la région de Vidin et de ses environs, „de 15 à 20 kilomètres, et rien au delà“². C'est pourquoi Charles I tint à donner, à Calafat, par sa présence un caractère solennel au bombardement contre la vieille forteresse turque.

Mais le prince lui-même, qui avait sa pro-

¹ *Ibid.*, p. 225.

² *Ibid.*, p. 228, note 1.

pre opinion sur le fait de la Bessarabie, continuait ses démonstrations dans le sens contraire. Les Roumains collaborèrent à l'attaque heureuse contre les monitors ottomans qui encombraient le Danube. Lorsque les troupes impériales passèrent le fleuve, on les remplaça de bon gré dans leurs positions. Bien qu'on eût refusé un „ordre“ russe en ce qui concerne l'occupation de Nicopolis — et Kogălniceanu y mit de l'aigreur, imposant au prince une attitude dans le même sens , il y avait sans doute dans l'armée cette coopération que la diplomatie roumaine cherchait à éviter et que la diplomatie russe refusait de toute sa hauteur, pour ne pas mêler des éléments nouveaux à cette question de la Bessarabie, à laquelle tout le monde pensait sans oser encore en parler ouvertement.

Or, les Turcs se montraient capables de gagner la victoire; Osman-Pacha avait fait du bouge balcanique de Plevna, où il s'était arrêté, une place de premier ordre. L'avance des armées russes était désormais empêchée et mise en danger par cette force turque qui se trouvait, menaçante, derrière elles.

Après la première défaite du général Schilder-Schuldner, le Tzar demanda le passage du Danube par les Roumains; il le demanda formellement et avec précipitation. par le général Ghica. Gortschacov avait été invité à

changer de ton, à Bucarest, où il se frouvait. Les Roumains occupèrent Nicopolis.

Une dernière fois cependant on voulut sonder l'Autriche. Kogălniceanu se rendit aussitôt à Vienne, pour une mission secrète sur laquelle l'information manque complètement. On sait seulement qu'Andrássy, qui avait déjà la garantie du lot autrichien dans les Balkans, se montra, cette fois, plus tolérant pour les Russes, recommandant à ses clients seulement une grande prudence, qui leur ferait obtenir de sa grâce de meilleurs frontières dans cette Dobroudscha que les Roumains ne demandaient pas et qu'on ne s'en obstinait pas moins à leur proposer ¹.

Pendant l'absence, de Kogalniceanu les insuccès des Russes prirent les proportions d'une catastrophe prochaine. „Les Turcs“, télégraphiait, le 19/31 juillet, le Grand-Duc à son ami princier, „ayant amassé les plus grandes masses à Plevna, nous abîment. Prie de faire fusion, démonstration, et, si possible, passage du Danube que tu désire faire entre le Jiul et Corabia. Cette démonstration est indispensable pour faciliter nos mouvements ².“

Brătianu était d'avis qu'il ne faut plus tarder d'agir „franchement“. La quatrième division roumaine était déjà en marche sur Plevna,

¹ *Ibid.*, p. 235 et suiv.

² *Ibid.*, p. 237, note 1.

mais la troisième retardait encore. Le président du Conseil et le ministre de la Guerre s'étaient rendus aux quartiers du Tzar et en avaient rapporté de bonnes nouvelles: les Roumains devaient passer, du côté de Corabia, et „tout en coopérant à côté de l'armée russe, conserver leur individualité et leur commandement en chef“¹. Une entrevue eut lieu entre Alexandre II et son nouvel allié. Comme la nécessité d'un commandement unique s'imposait, on finit par trouver une solution en confiant cet honneur au prince de Roumanie, qui eut pour conseiller *ad latus* un général russe². Peu après, le passage de l'armée roumaine eut lieu par Corabia.

Il n'y avait cependant, sous le rapport diplomatique, rien de nouveau; le Tzar avait donné personnellement des assurances au prince; le gouvernement roumain s'en montra préoccupé, choqué même. Il y avait un courant d'opinion publique défavorable à un pareil engagement. Comme on ne s'attendait pas à des succès immédiats, les esprits n'en étaient que plus agités. Lorsque cependant les troupes roumaines se saisirent, le 30 août a. st., de la redoute de Grivitza, il y eut comme une joyeuse communion dans la victoire. On ne vit qu'un peu plus tard, après les sacrifices inutiles du 6 septembre,

¹ *Ibid.*, p. 238, note 3.

² *Ibid.*, pp. 238—239.

que Plevna demande un long et difficile investissement, pour pouvoir entraîner, en vrai Sébastopol balcanique, par sa chute le sort même de la guerre.

L'événement longtemps attendu arriva enfin en novembre. Osman capitula, et le premier officier ennemi auquel il s'adressa fut le colonel roumain Cerchez. Le Grand-Duc Nicolas employait les termes les plus enthousiastes pour reconnaître le secours des Roumains qui, s'il avait empêché aussi l'invasion de leur territoire par les Turcs vainqueurs, avait seul rendu possible la continuation heureuse de la campagne par les troupes impériales fortement éprouvées.

Mais le rôle de l'armée avait déjà cessé avec la capitulation. Continuer la collaboration n'était pas dans les intentions du prince, qui tenait à son „action séparée“, pour avoir le droit de se présenter séparément, comme individualité politique distincte, aux négociations de paix. Il fallut entreprendre ces opérations contre Vidin que les Serbes considéraient comme une immixtion dans leurs droits et que l'Autriche finit par désapprouver avec la dernière énergie ; de ce côté, elle ne voulait pas avoir les Roumains sur la rive droite du Danube. „L'Autriche“, disait-on sèchement, „ne consentirait jamais à l'annexion de Vidin à la Roumanie“¹.

¹ *Ibid.*, p. 258, note 1.

C'est la situation où les Roumains furent surpris par l'armistice russo-turc de Kazanlyk et la conclusion hâtive, le 4 mars, de la paix de San-Stefano. On sait ce qu'elle contenait à leur égard en dehors de la reconnaissance de l'indépendance : cession par la Turquie à la Russie de la Dobroudscha pour que cette Puissance pût l'échanger contre la Bessarabie, qu'elle réclamait comme devant lui échoir par l'annulation même du traité de Paris. La France en avait fourni le précédent lorsqu'elle recevait des mains de l'Autriche Venise pour la transmettre au royaume d'Italie, qui l'avait payée par la cession de la Savoie.

Le prince Charles avait espéré pouvoir nouer des relations particulières avec les Turcs. Il avait député au quartier-général du Grand-Duc le colonel Arion pour demander que la Roumanie fût admise aux négociations et solliciter, entre autres, les bouches du Danube et une occupation de la rive droite, de Vidin à Nicopolis, sans compter une indemnisation de cent millions¹. Ou *Ins'ta*, on protesta, aussi contre la clause qui ouvrait aux armées russes de Bulgarie un chemin par la Roumanie. Mais l'armée n'était plus maîtresse des événements. Les conditions avaient été envoyées de Pétersbourg par la

¹ *Ibid.*, pp. 265-266.

diplomatie, et on renvoya devant elle les réclamations des alliés. Du reste un État dont l'indépendance n'est pas reconnue ne peut pas prendre sa place à des négociations de paix. Alexandre II, qui se rendait compte parfaitement des difficultés morales de la situation, insistait personnellement auprès du prince pour trouver le moyen d'en finir sans le scandale d'un acte d'accusation devant l'Europe¹. Pour l'éviter, on aurait consenti à réduire la partie qui devrait être rétrocedée, la bornant aux anciennes conquêtes de Souvorov sur les Turcs, et on risquait même, par la mission d'Ignatiev, qui parut à Bucarest un moment, l'offre de l'union personnelle avec la Bulgarie, de population plutôt mélangée, qu'il s'agissait de créer². On répondit par le rappel des troupes roumaines qui se trouvaient en Bulgarie et par la protestation indignée du Parlement roumain³.

En avril on était sur le seuil même d'une rupture, d'un conflit armé. Gortschacov avait parlé, dans un de ses moments de mauvaise humeur, de la possibilité d'un désarmement de cette armée roumaine qui faisait mine de résister „Une armée qui a combattu à Plevna sous les yeux de l'Empereur Alexandre pourra bien être écrasée, mais elle ne

¹ *Ibid.*, p. 27 (d'après *Aus dem Leben König Karls*, II, p. 456).

² *Aus dem Leben König Karls*, III, p. 457.

³ *Politica externă a Regelui Carol*, p. 273 et suiv.

se laissera jamais désarmer“ fut la réponse de Charles I¹.

Pendant trois mois la Roumanie employa tous les moyens pour échapper à un démembrement qu'elle avait plus d'un motif de qualifier d'injuste. Elle ne rencontra en Europe que des sympathies purement platoniques ; chacun pensait à ses avantages, et le congrès de Berlin, sur lequel les Roumains fondaient leurs dernières espérances, ne se réunit, en juillet, qu'après que tous les arrangements avaient été dûment conclus, uniquement pour en proclamer le résultat.

L'Autriche avait donné déjà en janvier sa réponse : „nous croyons que vous vous êtes entendus là-dessus avec vos alliés“². On lui objecta naïvement que la Russie menacerait cette liberté du Danube que la diplomatie viennoise comptait confisquer bientôt pour son propre usage³. Mais, au mois de mars, D. A. Sturdza ayant été envoyé à Pesth, on excitait à la résistance cette Roumanie, qui devait faciliter par cette attitude de meilleures conditions pour cette annexion masquée de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche que la Russie avait admise dès 1876⁴.

¹ *Aus dem Leben König Karls, IV*, pp. 18, 87, 9

² *Ibid.*, p. 263.

³ *Ibid.*, pp. 272, 278.

⁴ *Ibid.*, p. 285.

Tisza déclara dans le Parlement hongrois que les circonstances rapprochent la Hongrie de la Roumanie¹. Le 4 avril François-Joseph lui-même faisait devant Brătianu, venu pour implorer ce concours autrichien, l'éloge du patriotisme roumain, d'une „réputation établie sur ce sujet“, mais recommandait en même temps de „faire cesser les agitations actuelles“. Il croyait à ce moment pouvoir réunir à Vienne même le congrès de paix et imposer ses conditions à la Russie victorieuse

Bratianu et Kogalniceanu furent donc „entendus“ à Berlin pour que le congrès n'en maintint pas moins ses résolutions dont l'extrême délicatesse ne pouvait pas être atteinte sans remettre en question tous ces problèmes sur lesquels on ne s'était entendu que trop péniblement. La Bessarabie ne fut pas cédée, elle fut évacuée; en échange, les Roumains entrèrent dans la Dobroudscha comme dans une conquête de leurs armes. Pour avoir la frontière de Sud de cette nouvelle province on eut à passer par de nouvelles épreuves; du côté de Silistrie on avait occupé Arab-Tabia, et il fallut l'abandonner sous la menace d'une attaque des troupes russes qui étaient encore restées en Bulgarie.

Ce pays fut pendant vingt ans comme un

¹ *Ibid.*, p. 288.

champ d'expérience pour la diplomatie impériale. Les relations avec la Roumanie devaient être dorénavant dominées par l'aspect sous lequel se présentait à un moment donné ce problème bulgare. Après la chute d'Alexandre de Battenberg il y eut de nouveau le projet d'Union personnelle avec la Roumanie, mais cette fois il était l'œuvre du parti anti-russe de la Principauté voisine. Heureusement il échoua.

La politique de Gortschacov lui avait survécu, cette dure politique de territoires, sans aucune conception des droits nationaux, qui n'était elle-même que la continuation de l'ancienne politique de Nesselrode, le collègue de Metternich et son émule. La Roumanie, considérée en dehors de la nation qu'elle représentait et qui est la plus nombreuse du Sud-Est européen, ne pouvait être dans cette manière de considérer les choses qu'un simple empêchement, un obstacle qu'il faut écarter à la première occasion.

La nation russe elle-même avait protesté contre l'attitude de cette diplomatie en 1878; elle avait exprimé nettement son opinion qu'il aurait fallu poser franchement les bases d'une action qui demandait aux Roumains aussi bien qu'aux Russes le sacrifice de leur sang, qu'on aurait le devoir de les dédommager largement dans cette Péninsule des Balcons où ils avaient rétabli leur ancienne réputa-

tion de bravoure. Comme cependant il n'y avait pas de relations suivies entre les deux pays — ni même des relations économiques —, ce fut à la diplomatie de décider. L'attitude des chefs de son action à Pétersbourg menèrent la Roumanie, malgré les liens étroits d'un passé encore récent, dans le camp des Puissances centrales, dès 1884, de même que, un peu auparavant, l'attitude de la France envers les intérêts africains de cette Italie moderne, qui était cependant un peu sa création, mena cette dernière, contre toutes ses traditions et, malgré d'autres intérêts, de beaucoup supérieurs, dans ce même camp allemand et magyar, où il n'y avait pas d'autre place pour des nations latines que celle d'un isolement surveillé de près.

Des relations intellectuelles n'avaient pas été non plus établies. Si les Roumains furent parmi les lecteurs les plus assidus de cette littérature russe moderne des grands romanciers, d'une si profonde et douloureuse humanité, il faut l'attribuer à ces traductions françaises qui lui donnèrent une valeur universelle. Elle n'en exerça pas moins une profonde influence sur tout ce qu'on a écrit chez nous dès 1890. Cette influence bienfaisante ne peut pas, bien entendu, être mise en même ligne que celle qui donna à une partie de l'agitation radicale en Roumanie, tour à tour,

le caractère socialiste, représenté d'abord par la revue „Contemporanul“ de Jassy, fondée par un Américain affilié au nihilisme, puis celui du nouveau courant des „amis du peuple“, des *narodnics*. Ces propagateurs de l'esprit qui anime une partie de la société russe n'ont pas amené, par suite des antagonismes mêmes qu'ils représentent, la sympathie que mérite ce monde immense où germent peut-être les meilleures semences d'avenir pour l'humanité¹.

Il y a trois ans que le Tzar Nicolas II est venu à Constanța voir ce que la Roumanie a accompli sur cette terre de la Dobroudscha qu'elle avait payée de son sang et de son héritage ancestral en 1877. Une brutale usurpation pèse aujourd'hui sur la place même où se sont rencontrés le chef des armées de Plevna et le petit-fils d'Alexandre II; ceux qui, après avoir dévasté ce territoire, l'occupent aujourd'hui représentent envers les Russes aussi bien qu'envers les Roumains l'oubli-éhonté de tout devoir de reconnaissance. Une revanche prochaine mettra fin à cet attentat et prononcera la sanction nécessaire.

¹ La littérature roumaine a été plus récemment seulement l'objet d'articles fugitifs dans la „Gazette de Bessarabie“ de 1860, 1861, 1866, 1867, 1868 (par Hornatzki, Tanski et surtout Filatov). Quelques pages dans l'„Histoire de la littérature universelle“ par Vladimir Zlatov (vol. III). Cf. Licea, dans le *Neamul Românesc Literar*, V, pp. 719-721.

Cette victoire sera gagnée, au nom des principes les plus sacrés, au nom de l'humanité menacée dans ses droits et dans son avenir, par les efforts suprêmes des deux nations qui auront combattu cette fois avec toutes les forces et tout l'élan des masses populaires elles-mêmes. Elles s'en rappelleront pour nouer des liens qui ne seront pas des chaînes, et pourront durer donc éternellement pour le bien de cet Orient où ce n'est pas la „méthode allemande“ servie par les hordes bulgares et turques qui accomplira l'œuvre de civilisation si longtemps retardée. Et cette communauté de civilisation sera plus utile pour tout le monde que l'„idée slave“ et que la diplomatie de tendances napoléoniennes, toujours tâtonnant vers les annexions, des Allemands et de leurs élèves en Russie, jusqu'à Nesselrode, à Gortschacov et à Giers.

TABLE DES MATIÈRES

	Pag
<i>Chapitre I.</i> Premières formes de la communauté russo-roumaine.	1
<i>Chapitre II.</i> Premières relations politiques entre les Roumains et les Russes : échanges de civilisation.	14
<i>Chapitre III.</i> Communauté russo-roumaine d'activité militaire aventurière. Cotes du Dniéper et leurs relations avec les Roumains	32
<i>Chapitre IV.</i> Communauté culturelle orthodoxe entre Russes et Roumains. . .	43
<i>Chapitre V.</i> Premières relations entre la Moldavie et la Russie moscovite.	6
<i>Chapitre VI.</i> Les Roumains et les révolutions de l'Ukraine	77
<i>Chapitre VII.</i> Pierre-le-Grand et les Roumains.	97
<i>Chapitre VIII.</i> Les Roumains et la Russie après Pierre-le-Grand.	132
<i>Chapitre IX.</i> Projets de partage de la Turquie et nouvelle intervention russe sur le Danube. Seconde guerre de Catherine II contre les Turcs. Alexandre I-er et les projets de Napoléon en Turquie.	191
<i>Chapitre X.</i> La Russie et l'agitation constitutionnelle dans les pays roumains jusqu'à l'Union des Principautés. . .	253
<i>Chapitre XI.</i> La Russie et l'Indépendance roumaine	338

Prix 4 fr.

JASSY. — IMPRIMERIE „PROGRESUL“